

Commune de
Les Touches
de Périgny

Plan Local d'Urbanisme



1 - Rapport de Présentation

	Prescription	Arrêt	Approbation
PLU	24/06/10	25/06/12	18/09/13
Révision	22/01/15	21/06/17	23/01/18

Le Maire,
Joël WICIAK

PLAN DE L'ÉTUDE

1 Résumé non technique.....	6
1.1 <i>Diagnostic socio-économique.....</i>	6
1.2 <i>État initial de l'environnement.....</i>	7
1.3 <i>Synthèse du projet de révision du PLU.....</i>	10
1.4 <i>Incidences du projet de PLU sur l'environnement.....</i>	15
1.5 <i>Mesures d'évitement des incidences du projet de PLU sur l'environnement..</i>	17
1.6 <i>Mesures de réduction, de compensation des incidences du projet de PLU sur l'environnement.....</i>	17
1.7 <i>Indicateurs de suivi de l'application du PLU.....</i>	19
2 Le cadre législatif et réglementaire.....	21
2.1 <i>Principes généraux d'aménagement de l'espace.....</i>	21
2.1.1 Article L. 101-1 du Code de l'Urbanisme.....	21
2.1.2 Article L. 121-1 du Code de l'Urbanisme.....	21
2.1.3 Évaluation environnementale.....	22
2.2 <i>Le Plan Local d'Urbanisme.....</i>	23
2.2.1 Le rapport de présentation.....	23
2.2.2 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.....	25
2.2.3 Le règlement et le zonage.....	25
2.2.4 Les Orientations d'Aménagement et de Programmation.....	26
2.2.5 Les annexes.....	26
2.3 <i>Pourquoi engager la révision du PLU a les Touches de Périgny?.....</i>	26
2.4 <i>La méthode retenue.....</i>	27
2.5 <i>Le Programme Local de l'Habitat.....</i>	28
2.6 <i>Le Plan Local d'Urbanisme, le projet communal et le SCoT.....</i>	30
3 État du Développement.....	32
3.1 <i>Positionnement et contexte territorial.....</i>	32
3.2 <i>Le système productif.....</i>	35
3.2.1 Un territoire de petites et moyennes entreprises.....	35
3.2.2 Emploi et population active.....	36
3.2.3 Commerces et services.....	36
3.2.4 Une activité agricole toujours bien présente.....	36
3.3 <i>Démographie.....</i>	43
3.3.1 Le SCoT du Pays des Vals de Saintonge, une ambition de 62 000 habitants en 2025.....	43
3.3.2 La démographie communale.....	44
4 État de l'aménagement.....	47
4.1 <i>Armature du territoire.....</i>	47
4.1.1 Un développement structuré par 3 niveaux de pôles.....	47
4.2 <i>Histoire et évolution urbaine.....</i>	49
4.2.1 Rappel historique.....	49

4.2.2 Organisation territoriale.....	50
4.2.3 Une évolution urbaine importante.....	57
4.2.4 Une Consommation foncière importante.....	58
4.2.5 Des ouvertures à l'urbanisation déjà en cohérence avec le SCoT dans le PLU approuvé le 18/09/13.....	59
4.3 Habitat.....	60
4.3.1 Un parc de propriétaires.....	60
4.3.2 Récapitulatif des grandes politiques publiques.....	63
4.4 Infrastructures et offre de transport.....	64
4.4.1 Le réseau routier.....	64
4.4.2 Les déplacements pendulaires.....	66
4.4.3 L'offre de transports en commun.....	67
4.5 Les services et équipements.....	69
5 État initial de l'environnement.....	72
5.1 Géologie et pédologie.....	72
5.1.1 Contexte géologique du territoire.....	72
5.1.2 Géologie et topographie.....	74
5.1.3 Réseau hydrographique.....	76
5.1.4 Les eaux souterraines.....	78
5.2 Paysage et patrimoine.....	79
5.2.1 Entre plaines de champs ouverts et vallées.....	79
5.2.2 Les entités paysagères de Les Touches de Périgny.....	80
5.3 Occupation du sol.....	86
5.3.1 Les composants du patrimoine vernaculaire.....	87
5.3.2 Le patrimoine remarquable.....	93
5.3.3 Le patrimoine archéologique.....	95
5.4 La gestion de l'eau.....	96
5.4.1 SDAGE Adour Garonne et SYMBA.....	96
5.4.2 Assainissement et réseau d'eau.....	97
5.5 Les espaces naturels.....	101
5.5.1 Consolider la présence des bois et forêts, une nécessité.....	101
5.5.2 L'importance du réseau de haies.....	103
5.5.3 Les zones humides.....	106
5.6 Les zones Naturelles remarquables.....	107
5.6.1 ZNIEFF 2 et site Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne.....	108
5.6.2 ZNIEFF 2 et site Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon.....	123
5.7 La Trame Verte et Bleue à l'échelle régionale.....	130
4.8.1 Le SRCE, son contenu et ses objectifs.....	130
4.8.2 Un espace régional contrasté, sensible aux changements climatiques et à l'artificialisation de son territoire.....	131
4.8.3 Le plan d'action stratégique.....	135
5.8 Synthèse des éléments constitutifs d'une Trame Verte et Bleue à l'échelle communale.....	137
5.9 Les risques naturels et technologiques.....	138

5.9.1 Défense incendie.....	139
5.9.2 Gestion des déchets.....	140
5.9.3 Carrières.....	141
5.9.4 Retrait gonflement des argiles.....	142
5.9.5 Risque sismique.....	143
5.9.6 Zones inondables.....	144
5.9.7 Installations classées.....	147
5.9.8 Projets éoliens.....	147
6 Explication du projet de PLU.....	149
6.1 Explication du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.....	149
6.1.1 Le choix d'un développement urbain maîtrisé.....	149
6.1.2 Assurer le développement économique du territoire.....	157
6.1.3 Protéger et mettre en valeur les espaces naturels et les paysages.....	159
6.1.4 Protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti.....	159
6.1.5 Contribuer à une gestion responsable des ressources énergétiques et naturelles.....	160
6.2 Traduction réglementaire du PADD dans le zonage et le règlement.....	161
6.2.1 Les ouvertures à l'urbanisation.....	161
6.2.2 Zones destinées à l'habitat.....	161
6.2.3 La zone urbaine ancienne (Ua).....	163
6.2.4 Zones destinées aux équipements publics, culturels et de loisirs.....	166
6.2.5 Zones destinées aux activités économiques.....	167
6.2.6 Protection des espaces naturelles et du patrimoine bâti.....	170
6.3 Traduction réglementaire du PADD dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation.....	173
6.3.1 Principe et objectif général.....	173
6.3.2 Les orientations du présent document.....	173
7 Évaluation environnementale du PLU.....	178
7.1 Méthode d'élaboration de l'évaluation environnementale.....	178
7.2 Les différentes alternatives du projet de révision du PLU.....	179
7.3 Incidences du PLU sur le Trame Verte et Bleue.....	180
7.3.1 Incidences du PLU sur les espaces naturels remarquables.....	182
7.3.2 Préservation des zones humides.....	184
7.3.3 Protection des haies et des boisements.....	185
7.4 Incidences du PLU sur la consommation d'espace.....	185
7.4.1 Bilan sur la consommation d'espace du PLU par rapport au PLU approuvé le 18/09/13.....	185
7.4.2 Incidences du PLU sur l'activité agricole.....	187
7.5 Incidences du PLU sur la ressource en eau.....	189
7.5.1 L'assainissement.....	189
7.5.2 L'eau potable.....	190
7.5.3 La gestion des eaux de ruissellement.....	190
7.5.4 Protection du réseau hydrographique.....	191

<i>7.6 Incidences du Projet de PLU sur la gestion des risques.....</i>	<i>192</i>
<i>7.7 Incidences du Projet de PLU sur la problématique énergétique.....</i>	<i>193</i>
<i>7.8 Incidences du Projet de PLU sur les déchets.....</i>	<i>193</i>
<i>7.9 Incidences du PLU sur le patrimoine bâti, les sites archéologiques et les paysages.....</i>	<i>193</i>
7.9.1 Prise en compte des sites archéologiques.....	193
7.9.2 Préservation du patrimoine bâti et du cadre paysager.....	194
<i>7.10 Synthèse des impacts du projet de PLU sur l'environnement.....</i>	<i>196</i>
<i>7.11 Mesures d'évitement des incidences du projet de PLU sur l'environnement....</i>	<i>197</i>
<i>7.12 Mesures de réduction, de compensation des incidences du projet de PLU sur l'environnement.....</i>	<i>197</i>
<i>7.13 Indicateurs de suivi de l'application du PLU.....</i>	<i>199</i>
8 Évaluation des incidences Natura 2000 du PLU.....	201
8.1 Le site Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne.....	201
8.2 Le site Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon.....	202
9 Synthèse et apport du PLU au regard de la situation actuelle.....	205
10 Articulation du projet de PLU avec les plans et programmes de portée supérieure.....	206
10.1 Le SCoT du Pays des Vals de Saintonge.....	206

1 Résumé non technique

1.1 Diagnostic socio-économique

Située à l'Est de la Communauté de Communes des Vals de Saintonge, la commune de Les Touches de Périgny est limitrophe du pôle d'équilibre de Matha, identifiée comme pôle d'équilibre par le SCoT au vu des équipements et services publics présents ainsi que des commerces.

Les Touches de Périgny se trouve à 20 minutes du pôle urbain de Saint-Jean d'Angély, 30 minutes de Cognac et 45 minutes de Saintes, pôles attractifs notamment en termes d'emplois pour la population communale.

Au titre du SCoT du Pays des Vals de Saintonge, Les Touches de Périgny est identifiée comme une commune de l'espace rural.

Démographie

On observe une reprise de la progression démographique communale à partir de 1990 évaluée à 4,2% entre 1990 et 1999. A partir de 1999 la population progresse plus rapidement et atteint 566 habitants en 2013. Le dernier recensement effectué sur le terrain en 2014 affiche une démographie de 573 habitants.

De manière plus précise, c'est le solde migratoire qui tire la croissance de la population depuis 1990. Il reste positif et élevé depuis 1990.

Cette attractivité est plombée par un solde naturel toujours déficitaire qui atteint -1,2%/an entre 2008 et 2013.

Habitat

En 2013, la commune de Les Touches de Périgny compte 298 logements, soit une augmentation de 3,1 % par rapport à 2008. A titre de comparaison, entre 2008 et 2013, le nombre de logements a progressé de 6,1 % sur l'ensemble des Vals de Saintonge.

En 2013, 75,2 % des logements de la commune sont des résidences principales. Leur nombre a progressé de 5,7 % par rapport à 2008.

Entre 2008 et 2013, on constate une légère augmentation du nombre de résidences secondaires. Elles représentent 8% du parc de logements de Les Touches de Périgny en 2013 soit légèrement moins qu'à l'échelle de la CdC (10,1 %).

Le parc de résidences principales de Les Touches de Périgny est caractérisé par une forte prédominance de propriétaires. Ainsi, en 2013, 79,6 % des résidences principales sont occupées par des propriétaires.

La part du logement locatif a sensiblement diminué. Elle s'établit, en 2013, à 16,8 %.

Concernant les logements vacants, le recensement réalisé par les élus à l'occasion de la révision du PLU en 2017, fait état d'un peu moins d'une trentaine de logements vacants.

Au cours des 10 dernières années (2004-2014), 4,35 hectares de terres agricoles ont été consommées sur la commune de Les Touches de Périgny. Cette consommation foncière concerne en majorité le développement de l'habitat (en bleu sur la carte) :

- 3,08 ha pour le développement de l'habitat (22 habitations)
- 1,04 ha pour le développement d'activités économiques.

On constate une consommation foncière majoritairement sur les entités urbaines du bourg.

Elle se traduit par la consommation de nombreuses parcelles en lotissement de tailles moyennes autour de 1 100 m² et par quelques parcelles de tailles conséquentes pour le développement d'activités économiques (3 500 m² en moyenne).

On notera toutefois que le dernier lotissement aménagé, comprend des parcelles autour de 700 et 800 m².

Économie

Au 31 décembre 2014, la commune de Les Touches de Périgny regroupe 68 établissements actifs. Les deux secteurs d'activités qui comptent le plus d'établissements actifs sont le secteur de l'agriculture/sylviculture (54,4 %) en grande majorité et le secteur du commerce, transports et services divers (25 %).

Sur la commune de Les Touches de Périgny, on compte trois établissements importants, la distillerie IZAMBARD, les établissements horticoles Maguy et a résidence des 4 saisons, EPHAD privé .

En 2013, on compte 168 emplois (salariés et non salariés) dans la commune de Les Touches de Périgny. Ce chiffre est en augmentation depuis 2008 (154), une progression de 9,1 %.

Les Touches de Périgny compte 230 actifs dont 213 ont un emploi (soit un taux d'activité de 75,9 % et un taux d'emploi de 70 %). Sur ces 213 actifs ayant un emploi, 76 travaillent et demeurent sur la commune.

L'activité agricole occupe une place essentielle dans la vie économique de la commune de Les Touches de Périgny. On dénombre en 2014, 27 sièges d'exploitations agricoles sur le territoire communal.

L'orientation économique principale de ces exploitations est la polyculture et la viticulture.

On note la présence de cinq distilleries dont deux ont un périmètre réglementaire imposé de 100 m ainsi qu'autour d'un chai de vieillissement.

Sur ces 27 exploitants agricoles, la moyenne d'âge est d'environ 60 ans avec 8 exploitants ayant moins de 50 ans.

Commerce, service et équipement

La commune de Les Touches de Périgny, abrite une boulangerie pâtisserie située au niveau de La Cour et une agence postale au niveau du Temple.

Les grandes surfaces et magasins divers de Matha, Cognac et Saint-Jean d'Angély occupent également une place importante dans l'approvisionnement.

Les équipements administratifs comportent en premier lieu la Mairie, située dans le bourg. Les autres équipements et bâtiments publics regroupent principalement l'église, la salle municipale, le cimetière, l'agence postale.

On retiendra la présence d'une base de loisir vers Chapitre : « Les îles de Cachet » comprenant des activités telles mini-golf, boulodrome, tennis, étang de pêche, tivolì, barbecues et tables de pique-nique, entretenue et gérée par la commune.

1.2 État initial de l'environnement

Relief, réseau hydraulique, paysage

La commune de les Touches de Périgny est une vaste plaine où les vallonnements sont

amples et les vallées peu marquées. L'Antenne traverse le territoire communal suivant un axe Sud-Ouest / Nord-Est. Ce cours d'eau s'écoule sur une topographie très faible ce qui entraîne un écoulement sinueux et l'existence de nombreux bras occupant une large vallée inondable.

Cette vallée est bordée par deux crêtes topographiques, parallèles à l'axe de la vallée. De part et d'autre de l'Antenne, les plus hauts vallons dépassent les 100 mètres, avec un plus haut point à 106 mètres au lieu-dit « Plantis de Malésine ».

La commune appartient au bassin versant de la Charente et aux sous-bassins versants de l'Antenne du confluent de la Gravelle et du Briou.

Les objectifs d'état de la masse d'eau fixés dans le SDAGE 2016-2021 pour l'Antenne indiquent un état écologique et chimique évaluées comme bons depuis 2015.

Selon l'Atlas Régional des Paysages du Conservatoire des Paysages de Poitou-Charentes, deux entités paysagères sont identifiées sur le territoire de Les Touches de Périgny : la « Plaine du Nord de la Saintonge » et « Le Pays Bas ».

Occupation du sol

Le territoire communal est constitué majoritairement de terres agricoles. Elles couvrent près de 90% de la superficie communale. Le vignoble périnien représente 28 % du territoire.

Les espaces boisés représentent un peu moins de 10% de la superficie communale et sont surtout présents le long de la limite Nord-Ouest et Sud. La vallée de l'Antenne est également marquée par un corridor végétal important. Des alignements de peupliers se mêlent à la maïsiculture et aux jardins familiaux.

Les linéaires de haies, propriété de l'association foncière, se retrouvent principalement en bordure de parcelle agricole, le long des chemins blancs et des axes de communication.

Les prairies, autrefois implantées dans la vallée de l'Antenne, ont été largement remplacées par des peupleraies. Elles représentent encore 6 % du territoire communal.

Les surfaces urbanisées, qui comprennent l'ensemble du bourg et des villages, représentent 1 % de la superficie communale.

Eau potable

Les Touches de Périgny est desservie par le réseau d'adduction « Matha/Migron ». Il est alimenté par les captages suivants :

- Marais-F2 à Authon-Ebéon
- La Salle F1 et F2 à Saint-Vaize
- Vallée de l'Escambouille-F à Fontcouverte
-

Assainissement

La commune de Les Touches de Périgny ne dispose pas d'assainissement collectif. L'assainissement est donc individuel.

Un schéma d'assainissement a été approuvé, après enquête publique, par le conseil municipal, en 2013 (Source : SDE 17). Il fait apparaître un périmètre d'assainissement collectif au niveau de la Cour et du Temple.

Pour l'heure, il est nécessaire de prendre en compte la carte d'aptitude des sols à l'assainissement individuel qui fait apparaître une qualité des sols défavorable à

l'assainissement aux abords du cours d'eau de l'Antenne, et une qualité des sol favorable à peu défavorable sur les principales zones urbaines.

Les espaces naturels

A l'échelle de la commune de Les Touches de Périgny, deux sites ont été reconnus pour leur intérêt biologique au titre des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique de type 2 : les sites de la vallée de l'Antenne et de Plaine de Néré à Bresdon.

Le périmètre de la ZNIEFF de la vallée de l'Antenne a été reconnu d'intérêt communautaire par le monde scientifique au titre des Zones Spéciales de Conservation (ZSC - directive Habitats CEE92/43) car les habitats naturels ou semi-naturels qui s'y développent ainsi que la faune et la flore qui leur sont associés, sont devenus rares ou menacés en Europe.

Le périmètre du site Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon a été reconnu d'intérêt communautaire par le monde scientifique au titre des Zones de Protection Spéciales (ZPS - directive Oiseaux).

Leur périmètre respectif a déterminé les contours actuels des sites NATURA 2000 de « la Plaine de Néré à Bresdon » et de « la Vallée de l'Antenne ».

La trame verte et bleue

A l'échelle de la commune de Les Touches de Périgny, la Trame Verte et Bleue est constituée par :

- des réservoirs de biodiversités et notamment : des réservoirs de biodiversités et notamment : les zones boisées au Nord-Ouest du territoire communal qui forment un ensemble boisé plus vaste, débordant des limites communales (le Plantis de Malusine, Bois de Breuil...) ; Bois du Grand Bouteau et Bois des Dames au Sud du territoire communal ou des espaces ouverts comme ceux caractéristiques de la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon
- des corridors écologiques : le réseau de haies et les ripisylves des cours d'eau de l'Antenne et ses affluents L'antenne est concernée par le périmètre Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne

Les risques naturels et technologiques

La commune de Les Touches de Périgny est répertoriée au dossier départemental des risques majeurs (DDRM) comme étant exposée aux risques suivants :

- phénomène lié à l'atmosphère ;
- transport de marchandises dangereuses ;
- séisme (zone de sismicité modérée) ;
- inondation ;
- phénomènes météorologiques - tempête et grains (vent) ;
- mouvement de terrain.

Afin de prendre en compte les risques d'inondations dans la révision de son Plan Local d'Urbanisme, la commune a fait réaliser une étude hydraulique sur les secteurs urbanisés aux abords de l'Antenne et de ses canaux. Cette étude est annexée au PLU.

Hors secteur couvert par l'étude hydraulique, le risque inondation s'appuie sur la prise en compte de l'atlas des zones inondables des cours d'eau secondaires et du relevé de la crue de 1982.

1.3 Synthèse du projet de révision du PLU

Dans ce contexte, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Les Touches de Périgny se fixe pour ambition de :

- Protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti et naturel
- Assurer le développement économique du territoire
- Stabiliser l'accueil de population en maîtrisant le développement urbain

Protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti et naturel

Conscient de la valeur esthétique, écologique et sociale de ces espaces naturels, les élus de la commune souhaitent s'inscrire dans une démarche de préservation et de valorisation de ce patrimoine naturel.

La Vallée de l'Antenne induit la présence d'une zone verte importante qui structure l'organisation urbaine et les déplacements de la commune. Les espaces verts induits par la présence de l'Antenne contribuent fortement au cadre de vie et à l'attractivité de la commune.

L'attractivité démographique de la commune doit se reposer sur la mise en valeur de ce patrimoine naturel. Les élus veulent ainsi renforcer les rapports existants entre l'environnement et les périniens. Cela passe :

- par l'entretien et la valorisation des chemins de randonnée le long de l'Antenne ;
- par le renforcement des connexions entre les équipements sportifs, les espaces verts et les zones d'habitat.

Le projet de PLU a également défini une Trame Verte et Bleue comprenant les continuités écologiques à préserver. Dans ce cadre, le projet de PLU :

- préserve les zones Natura 2000 de la « Vallée de l'Antenne » et de la « Plaine de Néré à Bresdon »
- préserve les milieux humides et les cours d'eau en zone naturelle.
- protège l'ensemble des zones boisées ainsi que les talus et les linéaires de haies

On ne pourra occulter les nombreux éléments de patrimoine de pays. Puits, bâtisses traditionnelles, moulins, porches et portails... constituent en effet le reflet des rapports entre l'Homme et son territoire au travers de ses activités et de son Histoire.

La protection et la mise en valeur du patrimoine bâti de Les Touches de Périgny constituent donc une orientation forte du projet de Plan Local d'Urbanisme pour la valorisation du cadre de vie de la commune.

Les élus souhaitent notamment :

- identifier et protéger son « petit patrimoine » pour lui apporter une protection réglementaire ;
- valoriser le patrimoine remarquable de la commune, en préservant notamment le cadre paysager de l'église.
- prendre en compte la morphologie urbaine existante :
- en préservant des espaces de respiration au sein des zones urbaines, à l'image des espaces publics et parcs existants
- en définissant des orientations d'aménagement facilitant l'intégration paysagère des nouvelles constructions dans le tissu urbain existant
- maîtriser l'urbanisation des hameaux pour conserver leur caractère identitaire

Assurer le développement économique du territoire

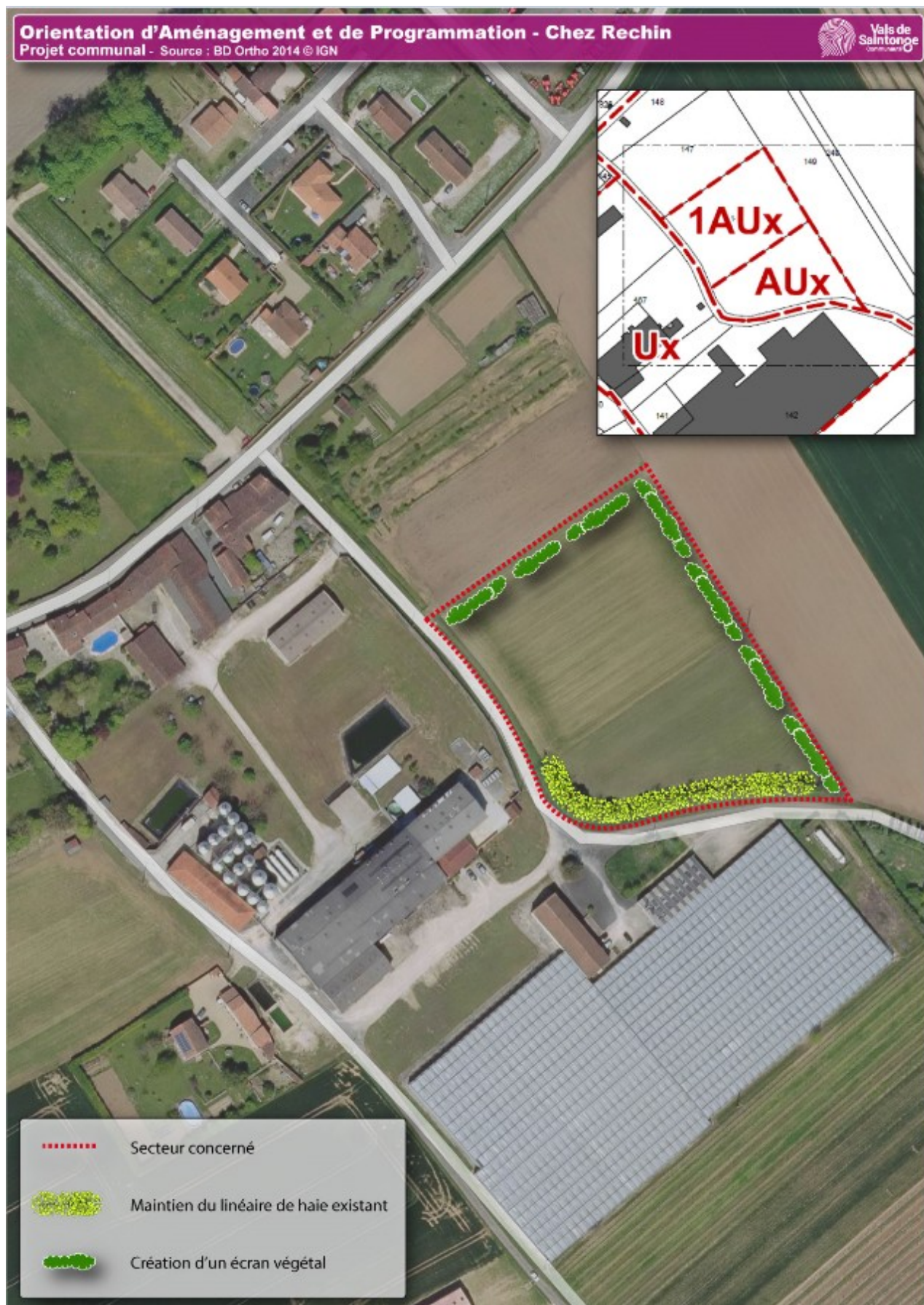
Les élus de la commune de Les Touches de Périgny attachent une importance majeure à la préservation de l'activité agricole. Une attention toute particulière est donc portée aux possibilités d'extension et de diversification des exploitations agricoles de manière à pérenniser leurs activités. Les élus ont ainsi décidé :

- d'intégrer les perspectives d'évolution des sièges d'exploitation agricole dans le projet d'aménagement,
- de maintenir une distance raisonnable entre les bâtiments agricoles et les nouvelles habitations
- d'assurer le développement des exploitations agricoles existantes tout en considérant les enjeux de préservation de la zone N2000 de la Plaine de Néré à Bresdon

Le projet de PLU ne remet pas en cause l'activité agricole des exploitants sur la commune.

Le Plan Local d'Urbanisme a en outre l'ambition d'accompagner les entreprises existantes dans leurs projets de développement. Cela implique de conforter le tissu économique présent sur le territoire communal en assurant les conditions de leur maintien et de leur développement. Les élus ont ainsi décidé :

- de pérenniser l'activité de l'EHPAD Les quatre saisons en leur permettant d'agrandir leur établissement en cœur de bourg
- de pérenniser l'accueil d'entreprises et assurer le développement des activités existantes implantées au lieu-dit le Frêne
- de permettre à la société IZAMBARD, située au lieu-dit Chez Rechin, d'accroître sa capacité de stockage tout en veillant à ne pas augmenter les risques liés à l'activité par rapport aux habitations environnantes
- de conforter la zone d'activité au lieu-dit Chez Rechin en créant une réserve foncière mobilisable à long terme
- de soutenir et permettre l'implantation d'activités au sein des secteurs urbanisés sous réserve qu'elles soient compatibles avec l'habitat



Stabiliser l'accueil de population en maîtrisant le développement urbain

Le parti d'aménagement retenu doit pouvoir permettre :

- de conforter les jonctions urbaines entre les trois entités (La Cour, Le Temple, Le bourg) composant le bourg des Touches de Périgny, afin de maintenir la présence des équipements publics et des services et commerces de proximité existants et de dynamiser la vie locale
- de limiter l'exposition des biens et des personnes aux risques naturels et notamment le risque inondation
- de maîtriser le développement urbain en recherchant un développement regroupé
- de préserver les terres agricoles et les exploitations agricoles
- de favoriser la gestion et le développement des différents réseaux (eau, électricité, communications numériques...)
- de fixer des principes d'aménagement au sein des secteurs de développement de manière à faciliter le vivre ensemble et l'intégration des nouveaux habitants
- d'assurer la préservation et la mise en valeur du cadre de vie

Dans ce cadre, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Les Touches de Périgny affiche l'ambition d'atteindre une démographie d'environ 650 habitants à horizon 2030 soit soixante-dix-sept habitants supplémentaires. L'objectif est de poursuivre l'accueil de population tout en resserrant les ouvertures à l'urbanisation au plus près des besoins identifiés par le diagnostic.

Le parti d'aménagement retenu doit pouvoir permettre :

- de conforter les jonctions urbaines entre les trois entités (La Cour, Le Temple, Le bourg) composant le bourg des Touches de Périgny, afin de maintenir la présence des équipements publics et des services et commerces de proximité existants et de dynamiser la vie locale
- de limiter l'exposition des biens et des personnes aux risques naturels et notamment le risque inondation
- de maîtriser le développement urbain en recherchant un développement regroupé
- de préserver les terres agricoles et les exploitations agricoles
- de favoriser la gestion et le développement des différents réseaux (eau, électricité, communications numériques...)
- de fixer des principes d'aménagement au sein des secteurs de développement de manière à faciliter le vivre ensemble et l'intégration des nouveaux habitants
- d'assurer la préservation et la mise en valeur du cadre de vie

Pour atteindre son ambition démographique les besoins en logements ont été évalués de manière :

- à permettre la croissance démographique :

Dans l'hypothèse d'une poursuite du processus de décohabitation à 2,3 personnes par ménage en 2030, environ 33 logements seraient nécessaires pour accueillir les 77 nouveaux habitants.

- à mobiliser en priorité les logements vacants et les espaces en densification :

Le diagnostic fait apparaître un peu moins d'une trentaine de logements vacants sur l'ensemble de la commune. Une partie de ces logements pourraient permettre d'accueillir de nouveaux ménages, permettant ainsi de redynamiser certains secteurs en déprise.

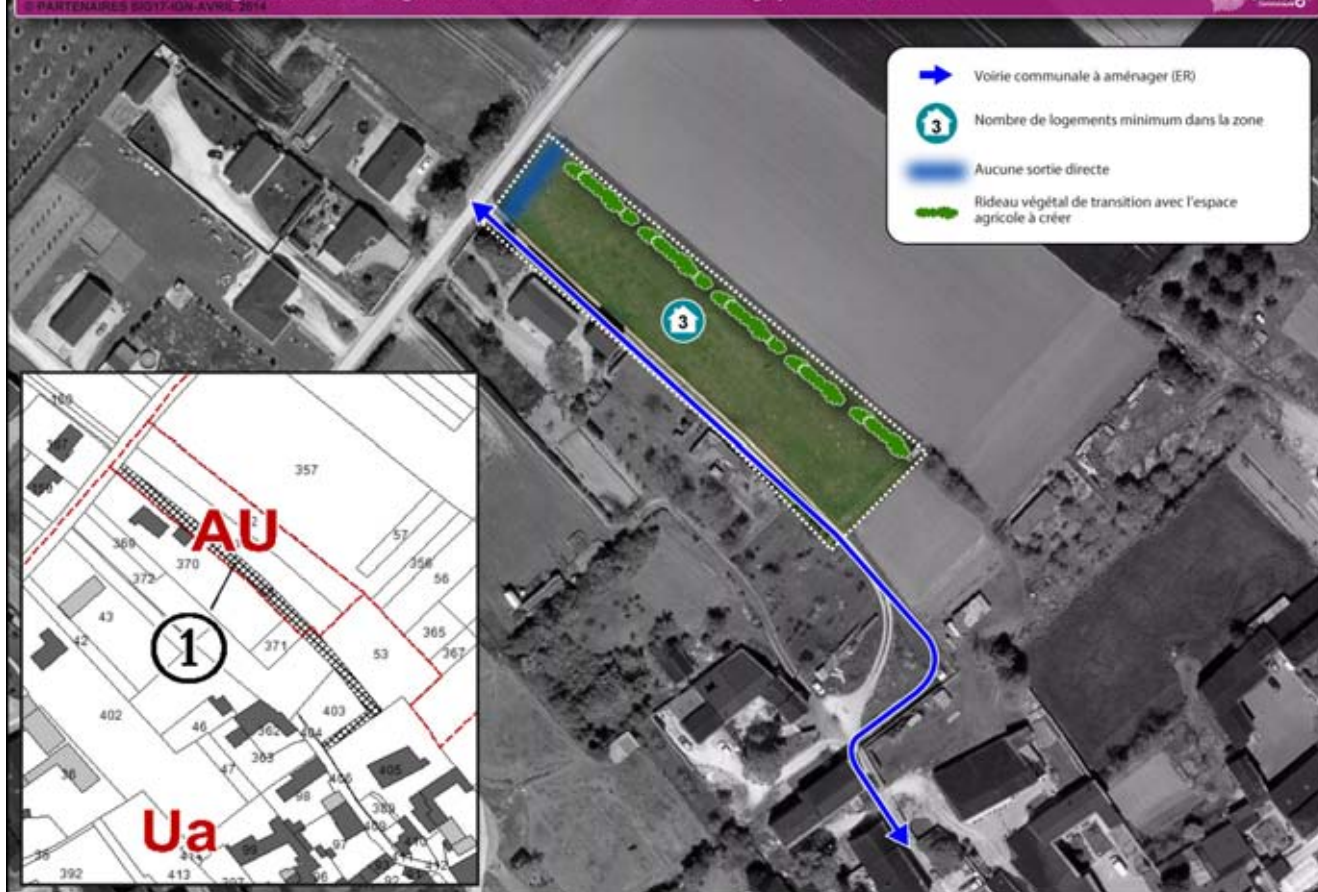
On estime que 5 logements actuellement inoccupés pourront être mobilisés dans le scénario communal. Ainsi, 15 % du besoin en logements sera comblé par la mobilisation de logements vacants.

Le potentiel de densification urbaine est estimé à 0,92 ha, représentant environ 7 logements.

- à permettre le développement d'opérations en accroche du bourg

L'ambition démographique de la commune nécessite donc la construction de 21 logements supplémentaires, soit un besoin en foncier estimé à un peu moins de 2,15 hectares en considérant que la commune se fixe un objectif de 8 logements à l'hectare en tenant compte d'un besoin en foncier (lié à la voirie, aux espaces libres de plantation, à la gestion des eaux pluviales) estimé à 20% du besoin initial et lié aux attentes de la commune en matière d'environnement, d'aménagement et d'équipement.

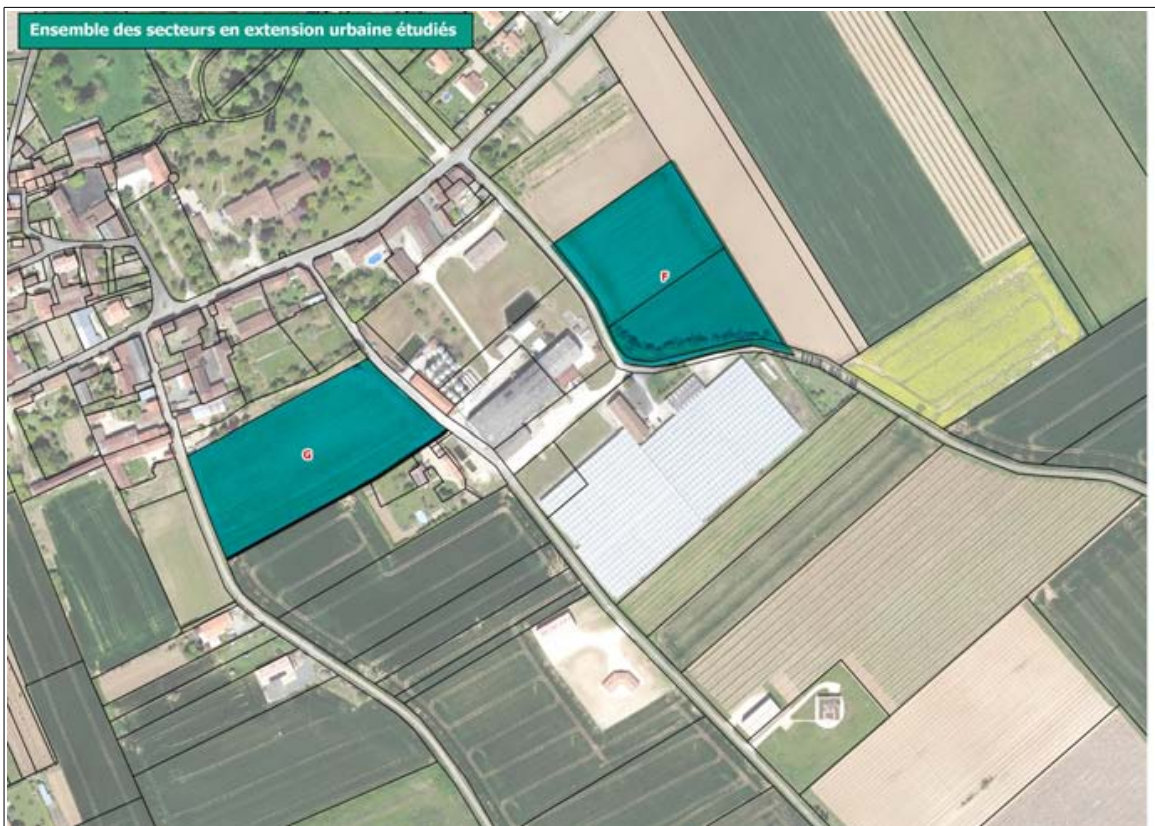
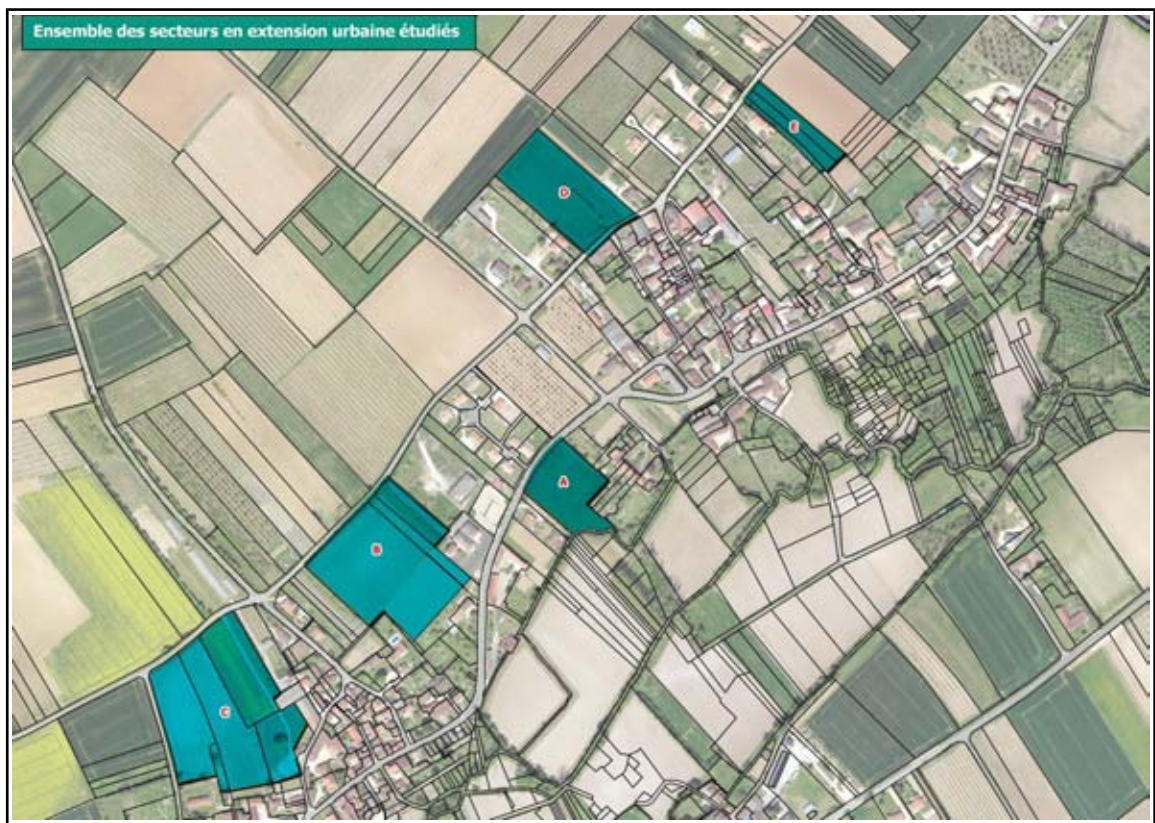






1.4 Incidences du projet de PLU sur l'environnement

Le tableau suivant synthétise les impacts sur l'environnement du Projet de PLU au travers des 5 alternatives de développement de l'habitat étudiées A, B, C, D, E et des 2 secteurs F et G correspondant aux projets économiques.



Le degré d'impact est différencié en quatre niveaux de perturbation :

- perturbation nulle = espace déjà intégré à la zone urbaine = **impact négligeable**
- perturbation mineure = pas d'impact significatif sur l'environnement = **impact faible**
- perturbation modérée = atteintes environnementales nécessitant la mise en œuvre de mesures d'évitement ou de réductions des incidences = **impact moyen**
- perturbation importante = atteintes environnementales irréversibles nécessitant la mise en œuvre de mesures compensatoires = **impact fort**

Thématique	Scénario						
	A	B	C	D	E	F	G
Trame Verte et Bleue							
ZNIEFF 2 /Natura 2000 Vallée de l'Antenne							
ZNIEFF 2 /Natura 2000 Plaine de Néré à Bresdon							
Zone humide							
Boisements/ Haies							
Consommation d'espace							
Activité agricole							
Assainissement							
Eau potable							
Eau de ruissellement							
Réseau hydrographique							
Risque inondation							
Risque lié à l'activité agricole							
Problématique énergétique							
Sites archéologiques							
Patrimoine bâti/ paysage							

1.5 Mesures d'évitement des incidences du projet de PLU sur l'environnement

La révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Les Touches de Périgny manifeste le souci de prendre en compte les enjeux environnementaux qui s'expriment sur son territoire.

Ainsi les alternatives les moins impactantes pour l'environnement ont donc été retenues par les élus. Il s'agit du projet de PADD dont le développement de l'habitat est envisagé sur les secteurs A, B, D, E ; et F pour le développement économique.

Le projet de révision du PLU de Les Touches de Périgny constitue une réelle avancée en matière de la prise en compte de la Trame Verte et Bleue et de la limitation de la consommation foncière, ce qui permet de préserver les espaces agricoles et naturels de la commune.

En outre, le développement de l'habitat s'opère dans des secteurs hors du risque inondation, dans une continuité urbaine du bourg, sur des sols globalement favorables à l'assainissement et en retraits par rapport à l'Antenne ce qui limite les rejets des effluents dans cet exutoire naturel.

Compte tenu des milieux associés aux zones destinées à être urbanisées, l'impact de l'urbanisation lié à l'habitat sera donc faible comme pour le développement économique.

La commune a en outre décidé de fixer des principes d'aménagement pour les principaux secteurs de développement pour réduire les impacts résiduels.

1.6 Mesures de réduction, de compensation des incidences du projet de PLU sur l'environnement

Afin de conforter la prise en compte de l'environnement et la cohérence globale du PLU, les élus ont cherché à optimiser les projets dans leur conception en limitant leurs impacts au cas par cas. Il s'agit essentiellement de mesures de réduction, car les incidences sont caractérisées par un spectre allant de négligeable au faible. Aucune mesure de compensation n'est nécessaire dans le cadre du projet de révision du PLU de Les Touches de Périgny.

Les mesures de réduction des incidences du projet de PLU sur l'environnement sont les suivantes :

Secteur	Surface initiale (ha)	État initial	Mesures de réduction
A	0,65	Parcelle enherbée en densification du tissu urbain	<ul style="list-style-type: none">- Réduction de la surface urbanisable pour préserver de l'espace naturel, près du cours d'eau de l'AntenneS = 0,55 ha- Imposition d'un minimum de 6 logements- Création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement.

B	1,98	Parcelle actuellement exploitée en agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la surface urbanisable pour créer une zone tampon avec la propriété voisine S = 1,5 ha - Phasage de l'opération - Un minimum de 8 logements pour la première tranche sur 0,74 ha - Raccordement au réseau d'assainissement collectif prévu - Maintien et la création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et d'assurer une transition avec l'espace agricole - Création d'un accès indépendant au fond de la parcelle, correspondant à la deuxième phase programmée à long terme, afin de maintenir son exploitation agricole
D	1,10	Parcelle enherbée	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement. - Création d'une zone tampon, en transition avec l'activité agricole environnante + réduction de la surface urbanisable s = 1 ha
E	0,42	Parcelle enherbée	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et d'assurer une transition avec l'espace agricole environnant
F	1,16	Parcelle actuellement exploitée en agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien du linéaire de haie le long de la route communale - Phasage de l'opération S AUx = 0,51 ha S 1AUx = 0,65 ha - Créer un rideau végétal périphérique pour isoler et limiter l'impact du projet d'extension de la distillerie pour l'avifaune protégée.

Les mesures de réduction identifiées pour ce secteur de développement de l'habitat, ont l'ambition de répondre aux problématiques environnementales, paysagère et agricole.

Les mesures indiquées devront être prises en compte dans l'aménagement des parcelles concernées. Elles sont ainsi inscrites dans les Orientations d'Aménagements et de Programmmations, le zonage ou le règlement.

1.7 Indicateurs de suivi de l'application du PLU

L'article R. 151-3 6° du code l'urbanisme indique que le Plan Local d'Urbanisme doit définir les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du PLU mentionnée à l'article L. 153-27. Ainsi neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce dernier, le conseil municipal devra procéder à une analyse des résultats de l'application de son PLU.

Thème	Indicateur	Date initiale	Valeur initiale	Source
Habitat, densité et consommation d'espace	Part de logements vacants (%)	2017	30	Recensement commune
	Nombre de constructions	2004	22	SIG Pays des Vals de Saintonge / Commune
	Consommation foncière (ha)	- 2014	Habitat : 3,08 ha	
	surface a urbanise par l'ensemble des opérations / nombres de logements (m²)	2014	1100 m²	
Évolution des espaces naturels et agricoles	Linéaire de haies conservées	2017	19,2 km au titre du L. 151-23	Orthophotographie / zonage PLU / commune
	Boisements (ha) par type de classement		119,6 ha en EBC	
	Haies plantées (m)	2016	0	Orthophotographie / commune
	Boisements plantés (ha)	2016	0	
	Protection des espaces de biodiversité dans le plan de zonage (N, Ni, Nli, Nni) (ha)	2016	1360,27 ha	Zonage PLU
Ressource en eau	Mise en place schémas de gestion des eaux pluviales	2016	non	commune
	État écologique de la masse d'eau	2016	Antenne : bon	SDAGE / SAGE
	État physico-chimique de la masse d'eau	2016	Antenne : bon	
	Pression masse d'eau (forte)	2016	Antenne : rejets de station d'épuration, Agricoles pesticides	

Thème	Indicateur	Date initiale	Valeur initiale	Source
mobilité	Population travaillant et résidant sur le territoire communal (%)	2013	32,4	INSEE
risque	Arrêté de catastrophes naturelles	1999-2010	3	Prim.net
Activités agricoles	Nombre d'exploitants	2016	27	Recensement Commune
	ETA	2016	0	
Domaine d'activité lié au commerce, transport, services divers		201	25 %	INSEE

Les indicateurs listés dans le tableau ci-dessus permettront d'évaluer à moyen et long terme les résultats de l'application du présent projet de PLU.

2 Le cadre législatif et réglementaire

2.1 Principes généraux d'aménagement de l'espace

Les articles L. 101-1, L. 101-2 et L. 101-3 du Code de l'Urbanisme, dans leur version en vigueur, précisent les règles générales d'occupation du sol, d'une part, et les règles générales relatives aux documents d'urbanisme, d'autre part.

Le Grenelle de l'Environnement est venu approfondir certaines thématiques dans le but de répondre aux objectifs d'un développement durable du territoire.

2.1.1 Article L. 101-1 du Code de l'Urbanisme

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie. »

2.1.2 Article L. 121-1 du Code de l'Urbanisme

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Les principaux objectifs visent ainsi à :

- concevoir et construire des bâtiments plus sobres énergétiquement et mieux articuler l'urbanisme avec les politiques d'habitat, de développement commercial et de transports ;
- faire évoluer les infrastructures de transports afin d'assurer une cohérence d'ensemble de cette politique ;
- réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre ;
- assurer un bon fonctionnement des écosystèmes en protégeant les espèces et les habitats ;
- instaurer les outils nécessaires d'une démocratie écologique en marche, dans le secteur privé comme dans la sphère publique ;
- préserver la santé de chacun et respecter l'environnement en prévenant les risques, en luttant contre les nuisances sous toutes leurs formes et en gérant plus durablement les déchets.

La loi pour un accès au logement et à un urbanisme rénové (ALUR) a été promulguée le 24 mars 2014, puis publiée au Journal Officiel le 26 mars. Elle s'inscrit néanmoins pleinement dans le sillon tracé par la loi engagement national pour l'environnement (ENE) du 12 juillet 2010 : rendre le schéma de cohérence territoriale (SCOT) incontournable, intercommunaliser le plan local d'urbanisme (PLU) et lutter contre l'étalement urbain.

D'autre part, la loi du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt complète le contenu des SCOT et des PLU, et précise certaines dispositions transitoires de la loi ALUR.

2.1.3 Évaluation environnementale

2.1.3.1 Pourquoi une évaluation environnementale à Les Touches de Périgny ?

Le PLU de Les Touches de Périgny est soumis à évaluation environnementale. Cette évaluation doit permettre d'analyser ses éventuelles incidences sur deux sites Natura 2000 :

- le site de la Vallée de l'Antenne
- le site de la Plaine de Néré à Bresdon

L'évaluation environnementale s'inscrit dans le cadre du :

- décret n°2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement
- décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000

2.1.3.2 Évaluation environnementale et évaluation des incidences Natura 2000, qu'es æquo ?

L'évaluation environnementale

Il s'agit d'une démarche intégrée qui place l'environnement au cœur du processus

d'élaboration du document d'urbanisme.

Elle permet de s'interroger sur l'opportunité de tous les projets d'aménagement du territoire, leur cohérence et leur intégration environnementale.

Elle vise à identifier les incidences du document d'urbanisme sur l'environnement et la santé et à l'adapter en conséquence, de façon à éviter, réduire, ou à défaut compenser les impacts dommageables potentiels sur l'environnement.

Elle renforce également l'information du public grâce au rapport environnemental qui retranscrit de manière pédagogique et lisible les enjeux, le processus et la justification des choix opérés.

L'évaluation fait l'objet d'un avis spécifique de l'Autorité environnementale qui porte sur la qualité de l'évaluation et aussi sur la prise en compte effective de l'environnement dans le document arrêté. En application du décret du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale, la fonction d'autorité environnementale pour les plans et programmes relève désormais d'une mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

L'évaluation des incidences Natura 2000

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels dont le but est de concilier biodiversité et activités humaines, dans une logique de développement durable.

L'évaluation des incidences est une étude ciblée sur les habitats naturels et espèces pour lesquels les sites Natura 2000 ont été créés.

Cette évaluation est proportionnée à la nature et à l'importance des incidences potentielles des plans, programmes ou projets.

Ces derniers pourront être autorisés si les enjeux de conservation des sites Natura 2000 ne sont pas menacés. Dans le cas contraire, les projets ne pourront être autorisés que s'ils répondent à certaines conditions et sous réserve de la mise en œuvre de mesures compensatoires, après information ou avis de la Commission Européenne.

2.2 Le Plan Local d'Urbanisme

Principaux documents de la planification locale, les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) se sont substitués au Plan d'Occupation des Sols (POS) dans le cadre de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000.

L'objet du PLU est radicalement différent de celui des anciens POS. La loi SRU affranchit les documents d'urbanismes locaux de l'ancienne logique de zonage pour en faire de réels outils d'aménagement en y intégrant une démarche de projet.

2.2.1 Le rapport de présentation

L'article R. 151-1 du Code de l'Urbanisme dispose que « Le rapport de présentation :

1° Expose les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles L. 153-27 à L. 153-30 et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues ;

2° Analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés par le schéma de cohérence territoriale en vertu du deuxième alinéa de l'article L. 141-3 ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même en vertu du troisième alinéa de l'article L. 151-4 ;

3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.

L'article R.151-2 dispose que « Le rapport de présentation comporte les justifications de :

1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;

2° La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;

3° La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article L. 151-6 ;

4° La délimitation des zones prévues par l'article L. 151-9 ;

5° L'institution des zones urbaines prévues par l'article R. 151-19, des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article R. 151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article L. 151-41 ;

6° Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

Ces justifications sont regroupées dans le rapport.

L'article R. 151-5 ajoute que « Le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés lorsque le plan local d'urbanisme est :

1° Révisé dans les cas prévus aux 2° et 3° de l'article L. 153-31 ;

2° Modifié ;

3° Mis en compatibilité.

L'article R151-3 du Code de l'Urbanisme ajoute enfin que « Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. »

Au-delà du simple diagnostic territorial, le rapport de présentation doit constituer la photographie la plus complète de la commune au moment de l'élaboration du document en s'appuyant sur une analyse partagée du territoire communal.

2.2.2 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables

L'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme dispose que :

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles. »

Le PADD doit être conçu comme le cœur du PLU. S'il n'est pas directement opposable, il traduit cette réflexion qui part du postulat que l'avenir de Les Touches de Périgny ne doit plus seulement être envisagé mais programmé.

2.2.3 Le règlement et le zonage

Le règlement pouvant être considéré comme la notice du zonage, ces documents ne sauraient être évoqués séparément.

L'article R. 151-17 à R. 151-26 du Code de l'Urbanisme dispose que « *Le règlement délimite, sur le ou les documents graphiques, les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles, les zones naturelles et forestières. Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune de ces zones dans les conditions prévues par la présente section.*

Les zones urbaines sont dites « zones U ». Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Les zones à urbaniser sont dites « zones AU ». Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Les zones agricoles sont dites « zones A ». Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Les zones naturelles et forestières sont dites « zones N ». Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :
1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues. »

La loi SRU a donc précisé la vocation des zones, urbaines, à urbaniser, agricoles ou naturelles. Dans un souci de cohérence intercommunale impulsée par le SCoT, la commune de Les Touches de Périgny adopte la nomenclature de la Communauté de Commune des Vals de Saintonge.

2.2.4 Les Orientations d'Aménagement et de Programmation

Les articles R. 151-6 et R.151-7 du Code de l'Urbanisme dispose que « *Les orientations d'aménagement et de programmation par quartier ou secteur définissent les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville.*

Le périmètre des quartiers ou secteurs auxquels ces orientations sont applicables est délimité dans le ou les documents graphiques prévus à l'article R. 151-10.

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment dans les zones urbaines réglementées en application de l'article R. 151-19 ».

Les orientations d'aménagement traduisent donc, sous forme de schémas ou de prescriptions, les conditions d'aménagement de certains secteurs ou quartiers. Il peut à cet effet s'agir d'encadrer en termes de projet et non réglementaire, l'ouverture à l'urbanisation des zones AU, mais aussi de la réalisation de voiries, de places, d'aménagements paysagers... Les Orientations d'Aménagement et de Programmation sont directement opposables aux demandes d'autorisation d'occupation des sols.

S'agissant d'un des volets les plus qualitatifs du PLU, des Orientations d'Aménagement et de Programmation sont réalisées.

2.2.5 Les annexes

Les Plans Locaux d'Urbanisme comportent un certain nombre d'annexes dont la liste est fixée par l'article R. 151-52 du Code de l'Urbanisme.

Elles peuvent notamment comprendre les zones d'aménagement concerté, les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain, les périmètres de zones d'exploitation et d'aménagement de carrières...

Indiquons également que les servitudes qui auront été omises sur les plans ne seront pas opposables. Doivent être produits sous peine de nullité la note sur l'élimination des ordures ménagères ainsi que les plans des réseaux d'eau potable et d'assainissement.

2.3 Pourquoi engager la révision du PLU a les Touches de Périgny?

La commune de Les Touches de Périgny dispose d'un PLU approuvé le 18 septembre 2013. Pour assurer la mise en œuvre des projets de la commune en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, les élus communaux ont engagé, par délibération du Conseil Municipal du 22 janvier 2015, la révision du Plan Local d'Urbanisme afin de redéfinir leur projet d'aménagement et de développement durables en tenant compte des orientations du SCoT du Pays des Vals de Saintonge.

Trois axes majeurs ont à ce titre été retenus :

- **redéfinir le parti d'aménagement de la commune en matière d'accueil de nouvelles populations**
- **assurer le développement des équipements sportifs et de loisirs**
- **intégrer la Trame Verte et Bleue**

Ces trois cadres ne constituent toutefois que les motivations initiales relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. D'autres objectifs seront développés au titre du PADD.

2.4 La méthode retenue

Le rapport de présentation expose la première phase des études consacrées à l'analyse concertée des grandes caractéristiques du territoire communal. Une commission communale *ad hoc* a été constituée au sein du conseil municipal, présidée par Monsieur le Maire.

Une procédure de concertation a été mise en place avec les représentants de la profession agricole et la population communale :

- première réunion publique le 04 février 2016
- seconde réunion publique le 17 janvier 2017

Les documents du projet de PLU ainsi qu'un registre de concertation ont été mis à disposition du public en mairie, et ce pendant toute la période d'élaboration du document. Les collectivités et administrations ont enfin été associées tout au long de la procédure, que ce soit par l'intermédiaire de réunions ou par communication de dossiers.

Ainsi, en parallèle des réunions publiques, deux réunions ont été organisées avec les personnes publiques associées :

- première réunion 22 octobre 2015
- seconde réunion le 8 mars 2016
- troisième réunion le 4 novembre 2016

La commune de Les Touches de Périgny s'est associée au service Planification et Urbanisme Opérationnel de la Communauté de communes des Vals de Saintonge pour élaborer son Plan Local d'Urbanisme dans un cadre de concertation élargi à l'ensemble des administrations, collectivités et à la société civile.

2.5 Le Programme Local de l'Habitat

Les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) sont fondés sur la volonté d'amélioration durable de la qualité de vie dans le Pays des Vals de Saintonge. Ils s'inscrivent dans la continuité des objectifs fondamentaux du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et expriment ainsi une forte volonté de maîtriser l'étalement urbain par une dynamisation des centres-bourgs et une meilleure intégration des constructions neuves au tissu urbain existant.

Les PLH doivent permettre de fixer de grandes lignes d'actions pour favoriser une production de logements équilibrée et cohérente avec le marché et les besoins locaux.

Il s'agit d'un document de programmation à 5 ans qui détaille les objectifs, les orientations, les actions et les moyens pour répondre aux besoins en logements d'une commune ou d'un groupement de communes et assurer entre les territoires une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre en logements.

La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), votée le 13 décembre 2000, renforce la dimension opérationnelle des PLH, en stipulant que ceux-ci doivent contenir des objectifs quantitatifs et qualitatifs en termes de production de logements.

Sur le territoire des Vals de Saintonge, ces documents ont été réalisés par le Syndicat Mixte du Pays des Vals de Saintonge pour le compte des 7 Communautés de Communes membres du Syndicat Mixte et réglementairement compétentes. Sept PLH correspondant aux territoires des sept communautés de communes ont donc été élaborés, finalisés et approuvés entre fin 2012 et début 2013.

Les objectifs de ces 7 documents se déclinent en 5 axes, eux-mêmes composés de 22 actions :

Objectif 1 : Intervenir sur le parc de logements existant

- Relocaliser le parc locatif public de Saint-Jean d'Angély
- Réhabiliter les parcs locatifs publics des communes du Pays des Vals de Saintonge
- Réhabiliter le parc privé de logements anciens et lutter contre la vacance

Objectif 2 : Développer une offre nouvelle de logements

- Produire solidairement du logement locatif public
- Favoriser l'accession sociale à la propriété
- Constituer une offre foncière nouvelle bien positionnée et encourager la constitution de réserves foncières communales et intercommunales

Objectif 3 : Produire un cadre de vie agréable

- Appliquer dans les documents d'urbanisme, les enjeux du développement durable
- Aménager les centres-bourgs pour favoriser l'attractivité résidentielle
- Accompagner le maintien et le développement des équipements, commerces et services de proximité
- Veiller à la qualité architecturale et paysagère des réhabilitations et des nouvelles constructions

Objectif 4 : Accompagner les publics spécifiques

- Prendre en compte les préoccupations sociales du logement dans les créations de CIAS
- Poursuivre la création d'hébergement d'urgence

- Faire face aux besoins des personnes âgées et handicapées
- Poursuivre les actions en faveur du logement des jeunes
- Accueillir les gens du voyage

Objectif 5 : Adopter un dispositif de suivi et d'animation du PLH

- Mettre en place un observatoire de l'habitat (logement et foncier)
- Conforter la commission habitat et la Commission Locale de l'Habitat, comme lieux de débats, d'échanges et de suivi de la politique de l'habitat
- Conforter le rôle de l'ADIL 17 dans son rôle de conseil juridique auprès des propriétaires, locataires et des communes
- Avoir une connaissance partagée sur les projets de lotissements et leur rythme de commercialisation
- Assurer du conseil en énergies auprès des porteurs de projets publics et privés pour les projets de logements et de lotissements
- Proposer des formations aux différentes techniques de maîtrise de l'énergie aux artisans
- Assurer l'articulation du PLH des 7 Communautés de Communes à l'échelle du Pays des Vals de Saintonge

Le 1er janvier 2014, les sept Communautés de Communes ont fusionné pour former une seule et unique Communauté de Communes, qui remplace ainsi l'ancienne structure intercommunale (le Syndicat Mixte du Pays des Vals de Saintonge).

Avec la nouvelle Communauté de Communes, il est prévu d'élaborer un PLH unique à l'échelle du territoire des Vals de Saintonge.

2.6 Le Plan Local d'Urbanisme, le projet communal et le SCoT

Développer et aménager le territoire dans un cadre de développement durable nécessite la mise en place de politiques d'urbanisme, destinées à spatialiser les projets et à programmer l'occupation des sols.

Le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays des Vals de Saintonge est placé au cœur de ce processus de conception de gestion de l'espace, en lien avec les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes qui constituent l'échelon de sa mise en œuvre.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un outil permettant de concevoir l'avenir d'un territoire, à une échelle de 10 à 20 ans, en choisissant son modèle de développement.

Document d'urbanisme, le SCoT doit déterminer les grands principes à respecter pour un aménagement du territoire équilibré et cohérent et fixer les objectifs à atteindre en matière d'économie mais aussi d'emploi, d'habitat, de commerce, d'équipements et de services, de transports, d'agriculture, de paysages, d'énergie, d'environnement, de télécommunications numériques... Autant dire que le SCoT concerne tous les acteurs et les habitants du territoire.

Le SCoT n'a pas vocation à déterminer, comme un PLU (Plan Local d'Urbanisme), les terrains qui sont constructibles ou non, car son échelle de travail est bien plus large. En revanche, il a vocation à préparer l'aménagement des futurs espaces d'activités du territoire, des nouvelles infrastructures de transport et d'améliorer le cadre de vie des ménages. Son ambition doit être de développer l'emploi, l'habitat et les services sur tout le territoire et au plus proche des habitants.

Par délibération du 20 février 2002, le Syndicat Mixte du Pays des Vals de Saintonge a sollicité la délimitation d'un périmètre de SCoT à l'échelle de son territoire. Le Conseil Général de la Charente-Maritime a donné un avis favorable par délibération du 25 octobre 2002.

Le Préfet de la Charente-Maritime a donc, par arrêté du 3 décembre 2002, fixé le périmètre du **SCoT du Pays des Vals de Saintonge**, en précisant que le Syndicat Mixte serait chargé de son élaboration, de son approbation, du suivi et de sa révision.

Par délibération du 14 février 2008, le Syndicat Mixte du Pays des Vals de Saintonge a prescrit le SCoT avec comme objectifs :

- **développer les facteurs d'attractivité et de compétitivité du territoire**
- **diffuser le développement de manière cohérente et solidaire**
- **préserver l'identité du Pays et son cadre de vie**

Après avoir validé les enjeux du territoire dans le cadre de commissions thématiques au cours de l'année 2010, les élus du Syndicat Mixte du Pays des Vals de Saintonge ont débattu des orientations du PADD en Comité syndical du 12 septembre 2011.

Ces grands objectifs se déclinent en 4 axes, eux-mêmes constitués de 23 orientations et 95 objectifs pour le développement du territoire à l'horizon 2025 :

- **Axe 1 : Préserver le climat, les ressources naturelles et les paysages**
 - Contribuer à la lutte contre le changement climatique
 - Protéger les espaces naturels, agricoles et la biodiversité
 - Gérer de façon économe la ressource en eau
 - Limiter l'exposition des populations aux risques naturels et technologiques
 - Valoriser la qualité paysagère et le patrimoine

- **Axe 2 : Fixer la capacité d'accueil à 62 000 habitants pour 2025**
 - Encourager la dynamique démographique
 - Optimiser la consommation de l'espace avec la mise en œuvre de stratégies foncières et immobilières
 - Renforcer le pôle urbain et les services qu'il offre à la ruralité
 - Qualifier l'offre des pôles d'équilibre
 - Conforter les fonctions des pôles de proximité
 - Aménager les bourgs et villages des communes rurales et préserver les hameaux
- **Axe 3 : Mettre en œuvre une nouvelle ambition économique**
 - Façonner et vendre l'image économique de demain
 - Aménager une offre d'accueil compétitive des entreprises
 - Proposer une offre commerciale séduisante
 - Développer un tourisme différencié
 - Soutenir les évolutions des entreprises agricoles et forestières
 - Développer un projet énergétique source de dynamique
- **Axe 4 : Aménager un cadre de vie attractif**
 - Produire une offre de logements renforçant l'effort de reconquête du parc ancien
 - Favoriser l'adaptation du logement aux évolutions sociales
 - Développer l'offre d'équipements et de services de santé
 - Anticiper les besoins en termes d'équipements et de services
 - Renforcer, diversifier et coordonner l'offre de transports
 - Promouvoir un urbanisme plus identitaire et durable

Le SCoT du Pays des Vals de Saintonge a été approuvé le 29 octobre 2013. Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Les Touches de Périgny doit être compatible avec les orientations du SCoT du Pays des Vals de Saintonge.

La commune est ainsi identifiée comme appartenant à l'espace rural. Les principaux objectifs pour cet espace sont de :

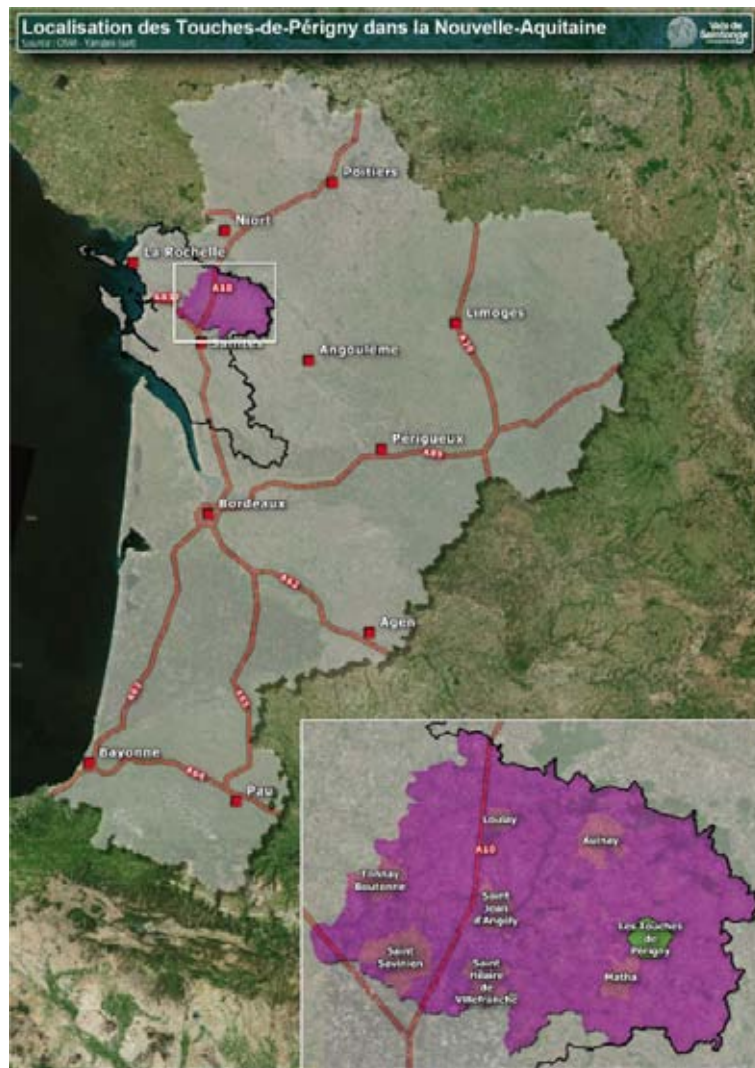
- préserver l'identité des communes en confortant les centralités principales ;
- localiser le potentiel de développement communal au sein et/ou en continuité immédiate du bourg et, dans une moindre mesure, des villages ;
- limiter les possibilités de construction des hameaux au comblement des dents creuses, aux projets de tourisme rural et au changement de destination des anciens bâtiments, sous réserve que cela soit compatible avec l'activité agricole ;
- identifier le patrimoine bâti et naturel des hameaux afin de le préserver ;
- programmer le développement de l'offre en réseaux et en équipements, au regard de la capacité d'accueil de chaque commune et notamment de leurs centralités principales.

3 État du Développement

3.1 Positionnement et contexte territorial

Située dans l'arrière-pays de la Charente-Maritime, la commune de Les Touches de Périgny fait partie de la Communauté de communes des Vals de Saintonge, versant Est.

Créée le premier janvier 2014, cette nouvelle Communauté de communes résulte de la fusion de sept Communautés de Communes et du Pays des Vals de Saintonge. Elle regroupe 112 communes. Cette nouvelle carte intercommunale a été adoptée dans le cadre de la réforme territoriale qui répond aux dispositions de la loi du 16 décembre 2010.



L'enjeu de cette fusion est de créer les conditions de développement et d'aménagement du bassin de vie des Vals de Saintonge à travers notamment un maillage et un réseau structurant de services destinés à la population et aux entreprises du territoire.

La Communauté de communes des Vals de Saintonge bénéficie, pour l'heure, du transfert de l'intégralité des compétences obligatoires, optionnelles et facultatives dont les sept anciennes Communautés de Communes étaient titulaires.

Son territoire, représentant 25% de la superficie du département de la Charente-Maritime, occupe une position de carrefour au sein de la Région Poitou-Charentes et constitue le point de rencontre entre de nombreux pôles urbains régionaux ou locaux.

Il est situé :

- au niveau national, à mi-distance entre Paris et l'Espagne.
- au niveau régional, à mi-distance des axes Poitiers-Bordeaux et Nantes-Bordeaux.
- au niveau local, au cœur du maillage constitué par les agglomérations de Saintes, Cognac, Rochefort, Niort et La Rochelle.

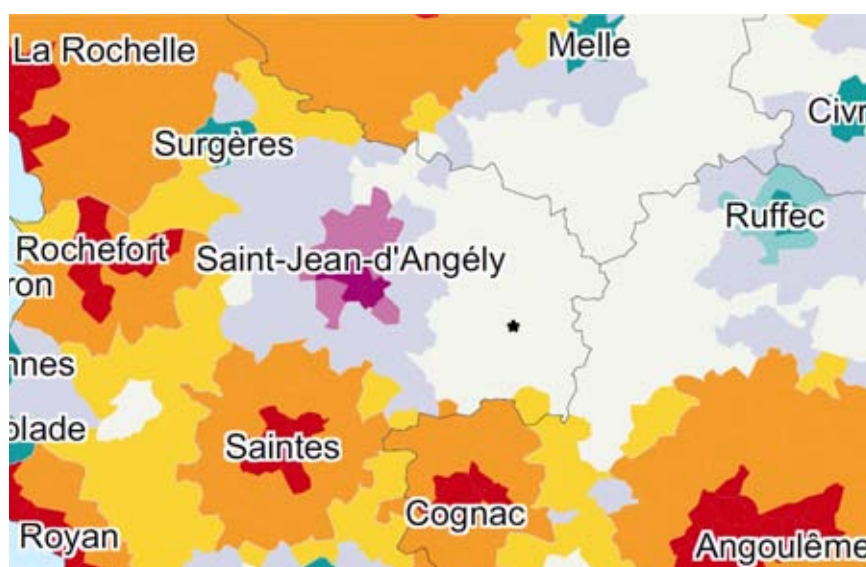
La Communauté de Communes des Vals de Saintonge regroupe 54 512 habitants en 2014 et s'organise autour d'une ville centre, Saint-Jean d'Angély, de moins de 10 000 habitants. Le territoire est structuré en étoile, organisation qui favorise les courtes distances.

Le territoire possède un réseau d'infrastructures routières très développé :

- l'autoroute A10, qui relie Paris à Bordeaux, traverse le territoire des Vals de Saintonge sur un axe Nord-Sud. Elle est accessible depuis l'échangeur 34 situés au centre du territoire à moins de 3 km de Saint-Jean d'Angély. Cet axe permet d'assurer les liaisons avec Saintes et Bordeaux au sud, d'une part, et avec Niort, Poitiers et Paris au nord, d'autre part.
- les routes départementales 150 et 939 qui assurent les liaisons Nord-Sud (Niort-Saintes) et Est-Ouest (Angoulême-La Rochelle).

Les échanges quotidiens avec Saintes et Rochefort sont de plus en plus développés. Ce sont donc le Sud et l'Ouest qui captent les déplacements et, en moindre mesure, le Sud-Est.

Située à l'Est de la Communauté de Communes des Vals de Saintonge, la commune de Les Touches de Périgny s'étend sur 2 113 ha et est limitrophe des communes de Le Gicq, au Nord, de Gibourne et Bagnizeau, à l'Ouest, de Cressé et Gourvillette, à l'Est, de Matha pôle d'équilibre défini par le SCoT et Haimps.



Carte des aires urbaines 2010 (INSEE)

La commune de Les Touches de Périgny se retrouve un peu éloignée des pôles attractifs sur le territoire et les alentours (Saint-Jean d'Angély, Saintes, Cognac, Niort). Elle est ainsi classée selon l'Insee comme une commune "isolée hors influence des pôles".

Principale desserte directe de la commune, la RD 131 permet de rejoindre Matha, à 5 kms au Sud-Ouest. Avec 2196 habitants en 2014, c'est le pôle d'attraction le plus proche regroupant de nombreux commerces et services. Ce chef-lieu de canton constitue également un bassin d'emplois important pour la commune.

La RD 131 permet également de relier la commune aux territoires voisins via la bretelle de contournement de Matha :

- **La RD 939 permet de rejoindre Saint-Jean d'Angély en 27 minutes et Angoulême en 53 minutes**

Si elle n'est plus un itinéraire de premier plan, la RD 939 reste un axe important, reliant l'Est du Département de la Charente-Maritime à Angoulême, préfecture de Charente.

La RD 939 est l'axe privilégié pour rejoindre Saint-Jean d'Angély, sous préfecture de Charente-Maritime qui compte, en 2008, 7123 habitants. Son offre commerciale et de services est importante, avec notamment des établissements d'enseignements secondaires et un centre hospitalier.

- **La RD 739 qui relie Matha à Mansle, à l'Est**

La RD 739 reste un axe privilégié pour rejoindre la RN 10 qui suit un axe Nord/Sud, à 47 minutes de la commune.

- **La RD 121 qui relie Matha à Cognac, au Sud**

La RD 121 permet de rejoindre le pôle urbain le plus proche, Cognac. Située à 36 minutes de Les Touches de Périgny, Cognac est le plus gros bassin d'emplois à proximité. Cognac dispose d'infrastructures culturelles, médicales et sportives en adéquation avec son statut de sous-préfecture.

Les Touches de Périgny est proche de deux routes départementales lui permettant de rejoindre aisément deux pôles urbains, sous-préfecture de leur département respectif : Cognac et Saint-Jean d'Angély.

Si Cognac exerce sans conteste un attrait certain sur le territoire communal, Saint-Jean d'Angély n'en est pas moins le pôle de référence en matière d'organisation administrative et territoriale.

On omettra pas la commune de Matha, chef-lieu de canton et pôle d'équilibre du SCoT, qui offre, à ce titre, de nombreux services, commerces de proximité et constitue un bassin d'emplois non négligeable.

Compte-tenu de ces faits, on retiendra une situation géographique favorable, permettant de rejoindre aisément un pôle d'emploi local et deux pôles urbains.

3.2 Le système productif

3.2.1 Un territoire de petites et moyennes entreprises

La Communauté de Communes des Vals de Saintonge est un territoire ayant une économie orientée vers le résidentiel¹. Les quatre secteurs d'activités principaux sont l'agriculture, le commerce, la construction et l'action sociale. Ces domaines d'activités, par leur poids en matière d'emploi, sont des leviers stratégiques pour le développement du territoire.

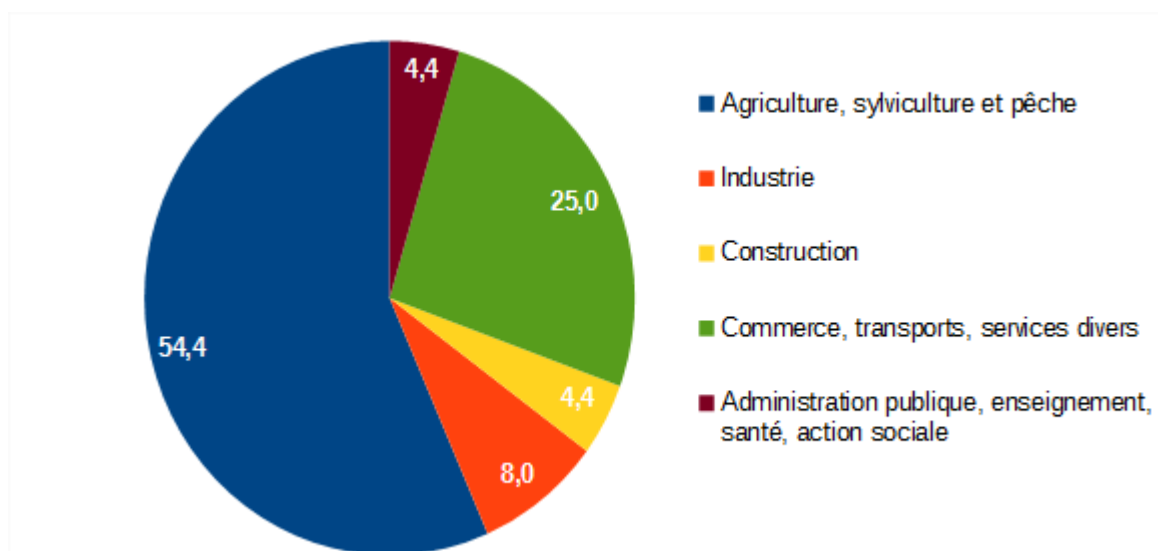
La CdC est essentiellement un territoire de petites et moyennes entreprises : 95 % des établissements privés ont moins de 10 salariés. Toutefois, les 2/3 des salariés du territoire sont employés par les 5 % restants. L'emploi salarié repose donc sur une minorité d'acteurs locaux, tout au moins dans le secteur privé.

Le secteur tertiaire, estimé à plus de 10 000 emplois, est le plus représenté sur le territoire du Pays. Les emplois concernés se concentrent, pour près de 40 %, sur la seule commune de Saint-Jean d'Angély.

Près de 24 % des salariés du territoire travaillent dans le secteur de l'industrie, contre seulement 17 % à l'échelle du département. La construction représente à elle seule 38 % des salariés du secteur secondaire. L'industrie du bois et du meuble, qui représente 740 emplois, reste une spécificité locale.

La répartition du commerce sur le territoire des Vals de Saintonge peut être hiérarchisée comme suit :

- des pôles majeurs, situés à Saint-Jean d'Angély
- un pôle à Matha,
- des pôles d'équilibre à Saint-Savinien et Aulnay,
- des pôles de proximité à Loulay, Saint-Hilaire de Villefranche et Tonnay-Boutonne.



Établissements actifs de Les Touches de Périgny en pourcentage par secteur d'activité au 31 décembre 2014

Au 31 décembre 2014, la commune de Les Touches de Périgny regroupe 68 établissements actifs. Les deux secteurs d'activités qui comptent le plus d'établissements actifs sont le

¹ Selon l'Insee, l'économie résidentielle, appelée aussi économie présentielle, regroupe les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes : activités de services aux particuliers, construction, santé, action sociale, commerce de détail, hébergement et restauration, transports de voyageurs, télécommunications, activités financières et d'assurance, activités immobilières, administration publique...

secteur de l'agriculture/sylviculture (54,4 %) en grande majorité et le secteur du commerce, transports et services divers (25 %).

Sur la commune de Les Touches de Périgny, on compte trois établissements importants, la distillerie IZAMBARD, les établissements horticoles Maguy et a résidence des 4 saisons, EPHAD privé .

3.2.2 Emploi et population active

En 2013, on compte 168 emplois (salariés et non salariés) dans la commune de Les Touches de Périgny. Ce chiffre est en augmentation depuis 2008 (154), une progression de 9,1 %.

Les Touches de Périgny compte 230 actifs dont 213 ont un emploi (soit un taux d'activité de 75,9 % et un taux d'emploi de 70 %). Sur ces 213 actifs ayant un emploi, 76 travaillent et demeurent sur la commune.

Plus de 78,1 % des périniens ayant un emploi en 2013 ont le statut de salarié. 62,1 % sont en Contrat à Durée Indéterminée (CDI) ; 21,5 % de ces salariés occupent un poste à temps partiel.

On dénombre en 2013, 37 actifs non salariés dont 13 indépendants et 24 employeurs (dont 18 hommes).

La commune de Les Touches de Périgny connaît un bon dynamisme économique. On retient la prépondérance du secteur agricole et du commerce, transports et services divers.

Le Plan Local d'Urbanisme met en œuvre les dispositions nécessaires à une coordination entre la prise en compte des activités économiques et l'accueil de nouvelles populations.

3.2.3 Commerces et services

Commerce et services

La commune de Les Touches de Périgny, abrite une boulangerie pâtisserie située au niveau de La Cour et une agence postale au niveau du Temple.

Les commerces et services de proximité contribuent pleinement à la vitalité d'une commune ainsi qu'au développement du lien social. C'est pourquoi, leur pérennité au sein de la commune doit être assurée.

Les grandes surfaces et magasins divers de Matha, Cognac et Saint-Jean d'Angély occupent également une place importante dans l'approvisionnement.

3.2.4 Une activité agricole toujours bien présente

Le territoire des Vals de Saintonge regroupe 1 400 exploitations, avec environ 76 hectares de surface agricole utile, dont 68 % sont localisées sur les secteurs de Matha, Saint-Jean d'Angély et Saint-Hilaire de Villefranche. 10 % des emplois du territoire sont générés par ce secteur, soit 1 700 emplois, dont une très forte proportion d'emplois saisonniers (35 % à 40 % des emplois du secteur).

3.2.4.1 L'agriculture céréalière

L'agriculture céréalière occupe la plus grande partie du paysage avec une culture qui prédomine : le blé.

Un certain nombre d'hectares sont irrigués, ils représentent un peu moins de 10 % du total pour le bassin versant de la Boutonne. La majeure partie est consacrée au maïs irrigué, encore souvent cultivé en monoculture. Dans quelques secteurs, celui-ci est de plus en plus souvent assolé avec de l'orge brassicole et des pois, voire du tournesol.

En termes économiques, l'ensemble des productions végétales céréales et oléoprotéagineux est encadré par la Politique Agricole Commune. La céréaliculture génère une activité se développant essentiellement autour des coopératives qui assurent un encadrement sur la conduite des cultures (commerce d'engrais, de phytosanitaires) et sur le transport des grains vers les zones portuaires de La Rochelle et Tonnay-Charente, les céréales produites sur le territoire des Vals de Saintonge étant principalement destinées à l'exportation.

En termes de paysage, cette agriculture, fortement mécanisée, a recherché, pour la simplicité du travail, à constituer des parcelles de grande taille. Les paysages sont donc majoritairement ouverts. Seuls subsistent quelques vestiges de paysage bocager. Des opérations de replantations de haies ont été mises en œuvre par des acteurs du territoire, avec l'appui du Conseil Général et la Chambre d'Agriculture de la Charente-Maritime.

3.2.4.2 L'élevage

L'élevage concerne en majorité les bovins. Les exploitations qui produisent du lait sont les plus nombreuses et sont dispersées sur tout le territoire. Toutefois, certains territoires se démarquent des autres par la forte présence d'élevages, souvent liée à l'existence de terres argileuses, difficiles à cultiver : c'est le cas de Tonnay-Boutonne et de Saint-Savinien.

Les élevages de bovin viande se retrouvent principalement au niveau des zones où les marais sont importants (bordure de Charente ou de Boutonne dans la partie aval) et où il n'est possible de valoriser les terrains qu'avec des prairies. L'activité d'élevage bovin viande est soutenue financièrement.

3.2.4.3 L'activité viticole

L'activité viticole tient une place importante en Vals de Saintonge, en effet le territoire comprend plusieurs labels comme l'IGP² « Vin Charentais », l'AOC³ Pineau des Charentes ou bien les différentes AOC autour du Cognac (Fins Bois, Bon Bois, Bois à Terroirs).

Le territoire compte plus de 8000 ha de vignes réparties en majorité dans le quart sud-est de la Communauté de Communes cela représente 5,8 % de la superficie totale du territoire. En ce qui concerne les AOC autour du Cognac, la moitié Sud du territoire se retrouve dans le périmètre du Cognac des Fins Bois et la moitié Nord dans le périmètre du Cognac des Bons Bois. Le cépage le plus représenté sur le territoire reste l'UGNI Blanc destiné notamment à la production de Cognac.

3.2.4.4 L'activité agricole à Les Touches de Périgny

L'activité agricole occupe une place essentielle dans la vie économique de la commune de Les Touches de Périgny. On dénombre en 2014, 27 sièges d'exploitations agricoles sur le territoire communal.

La moyenne d'âge est d'environ 60 ans avec 8 exploitants ayant moins de 50 ans.

L'orientation économique principale de ces exploitations est la polyculture et la viticulture.

² IGP : Indication Géographique Protégée

³ AOC : Appellation d'Origine Contrôlée

Les Appellations d'Origines Contrôlées (AOC) et Indications géographiques protégées présentent sur le territoire communal sont :

Appellation d'Origine Contrôlée (AOC)					
Beurre Charentes-Poitou	Cognac ou Eau-de-vie de Cognac ou Eau-de-vie des Charentes	Cognac Bois ordinaires ou Bois à terroirs	Cognac Bons Bois	Cognac Fins Bois	Pineau des Charentes
Oui	Oui	Non	Non	Oui	Oui

Indication géographique protégée (IGP)				
Agneau du Poitou-Charentes	Atlantique (vin)	Charentais (vin)	Jambon de Bayonne	Porc du Sud-Ouest
Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

En 2016, l'INAO indique que 570,4 ha sont exploités en viticulture dont 19,5 ha dédiés à la production de l'AOC « Pineau des Charentes ». Le cépage dominant cultivé sur le territoire communal correspond au Ugni Blanc.

On note la présence de cinq distilleries dont deux ont un périmètre réglementaire imposé de 100 m ainsi qu'autour d'un chai de vieillissement.

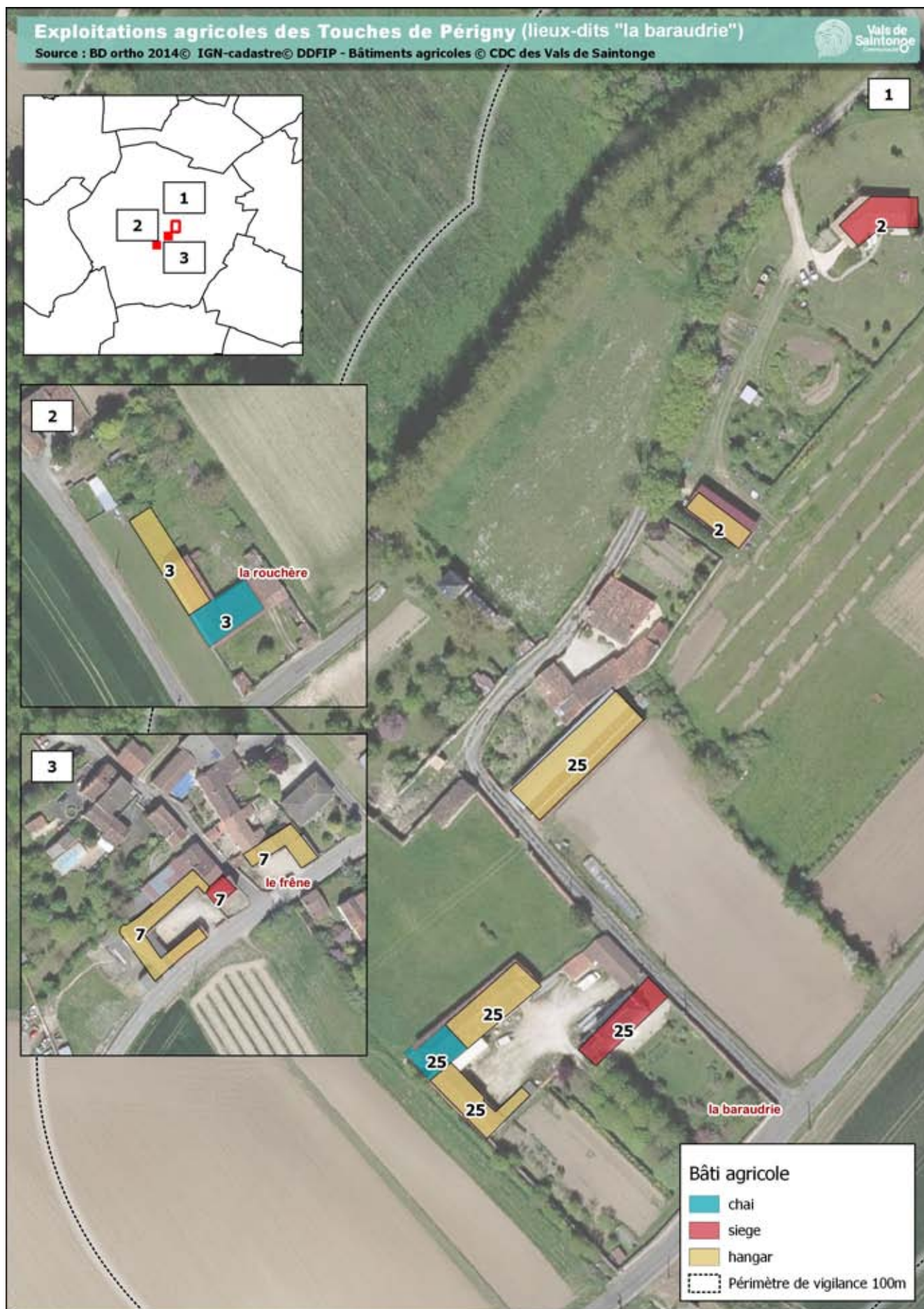
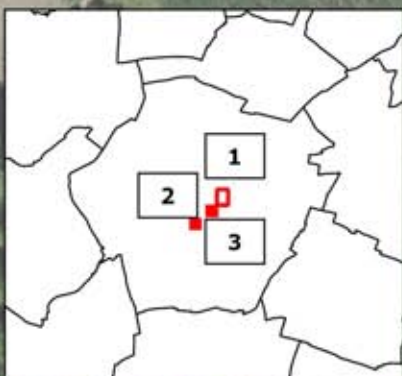
	NOM DE L'EXPLOITATION	EXPLOITANTS AGRICOLES	AGE	NATURE DE L'EXPLOITATION	ACTIVITÉS	SAU En ha	VIGNE En ha	PROJETS DE L'EXPLOITATION
1	ALOUETTES	M. COMPAGNON Olivier	48					projet hangar PV (ZP46) et (AC 96)
2	ANGES	M. Olivier MORIN	40	EARL	/	153	/	
3	COUR DES CHEVALIERS	M. BOUT Michel	63	ind	/	43	13	pas de succession
4	COUTURIER	M. COUTURIER Pascal	49	ind	POLY CULTURE	150		
5	DOMAINE GACON	M. GACON Bruno		F. GACON SARL	VITICULTURE			distillerie existante classée en ICPE
6	FOURNIER	M FOURNIER Bernard	58	EARL	POLY CULTURE / VITICULTURE	38	20	distillerie existante classée en ICPE
7	FRENE	M. BONEAU Yvan	56	SCEA DU PRIEURE	POLY CULTURE / VITICULTURE	117	10	pas de succession
8	CHANTE ALOUETTE	Antoinette & Fabien GRELET						
9	IZAMBARD	M. IZAMBARD James			VITICULTURE			Projet d'extension des chais de stockage déjà (ICPE)
10	MAGDELEINE	M. BARBEAU Jérôme	41					agrandissement hangar
11	MONGLON	Mr et Mme MONGLON Jean-Claude	/	SCEA	POLY CULTURE / VITICULTURE	48	15	pas de succession
12	GRENIER-BEGAUD	M. Michel GRENIER						
13	BEAUREGARD	Mr et Mme Laurent & Valérie BILLODEAU	45	EARL Beauregard	POLY CULTURE / VITICULTURE	130	6	Projet de hangar de stockage matériels
14	ALLENOU	Sheila	47	ind	POLY CULTURE / VITICULTURE	40	11	Projet bâtiment stockage matériels
15	BENETREAU	André	61	ind	POLY CULTURE / VITICULTURE	90	15	Projet bâtiment , piste de lavage
16	BOBIN	Laurent	60	ind	POLY CULTURE / VITICULTURE	106	19	construction hangar agricole (ZR111)
20	DRUGEON	Sébastien	44		MARAICHER			
22	GARNAUD	Fabien	49	EARL le chat perché	POLY CULTURE / VITICULTURE	50	21	/
23	GUILLON	Corinne	51	ind	POLY CULTURE / VITICULTURE	49	18	agrandir hangar
25	JOLLET	André	57	ind	POLY CULTURE / VITICULTURE	20	7	/
26	MAGNANT	Hervé	48	ind	POLY CULTURE / VITICULTURE	83	15,5	
27	MOREAU	Christian	54	ind	POLY CULTURE / VITICULTURE	60	16	agrandir hangar – assainissement plate-forme
28	TEXIER	Pascal	41	ind	POLY CULTURE / VITICULTURE	48	10	/
29	BONIN	Eric	30	ind	POLY CULTURE / VITICULTURE			projet de bâtiment (AC 255 et 257)
30	FOURNIER	Julien	35	ind	POLY CULTURE / VITICULTURE	27	20	construction alambic et chai de stockage (ZK 148)

Les bâtiments agricoles sont majoritairement concentrés au niveau du bourg de la commune. L'imbrication des bâtiments agricoles avec les maisons d'habitation est importante. Cette situation de fait doit être prise en compte, notamment au travers du règlement des zones urbaines.

Dans ce contexte, les nouvelles constructions devront s'implanter à des distances raisonnables des exploitations agricoles, de manière à limiter d'éventuels conflits d'usage et d'intérêt.

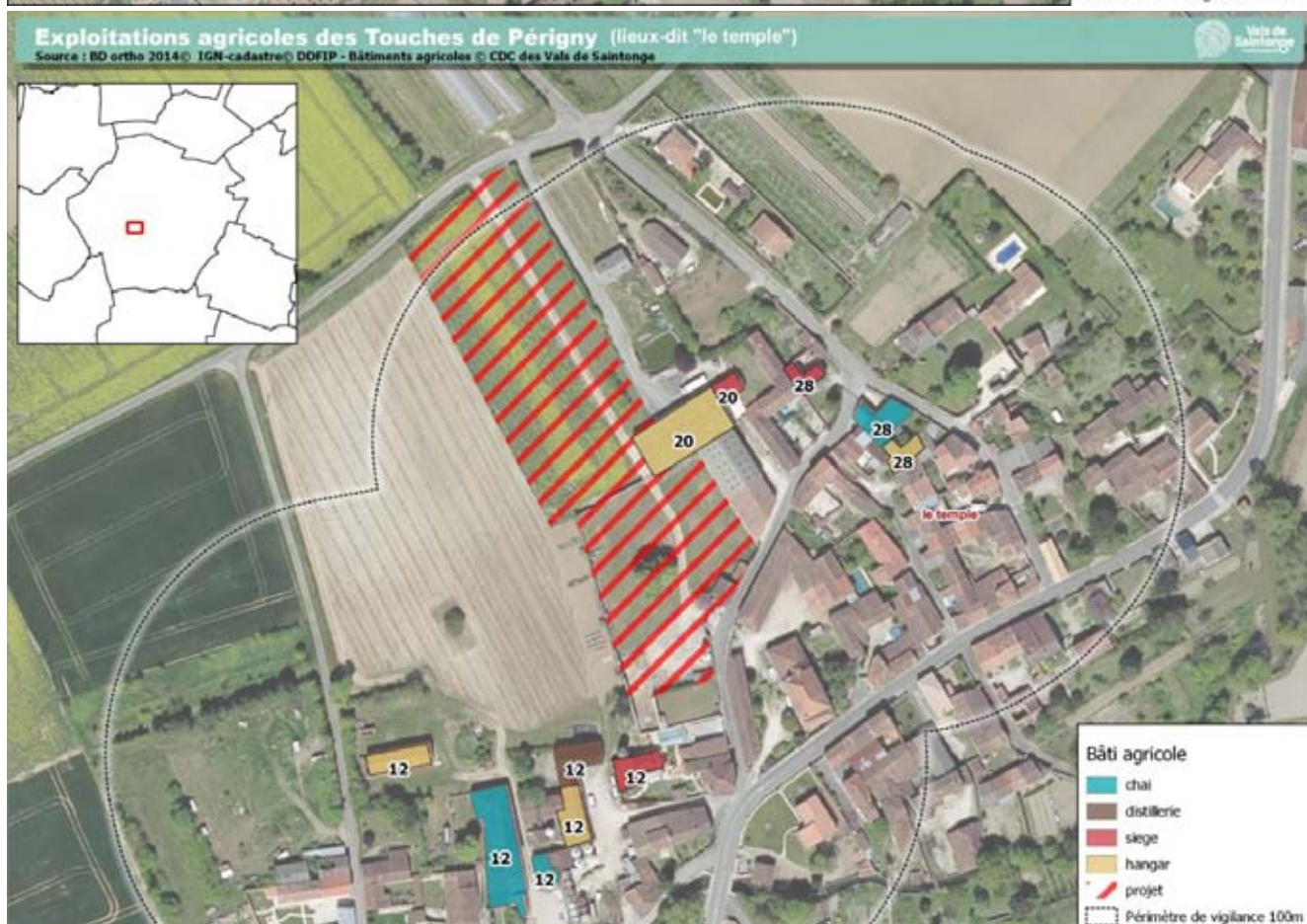
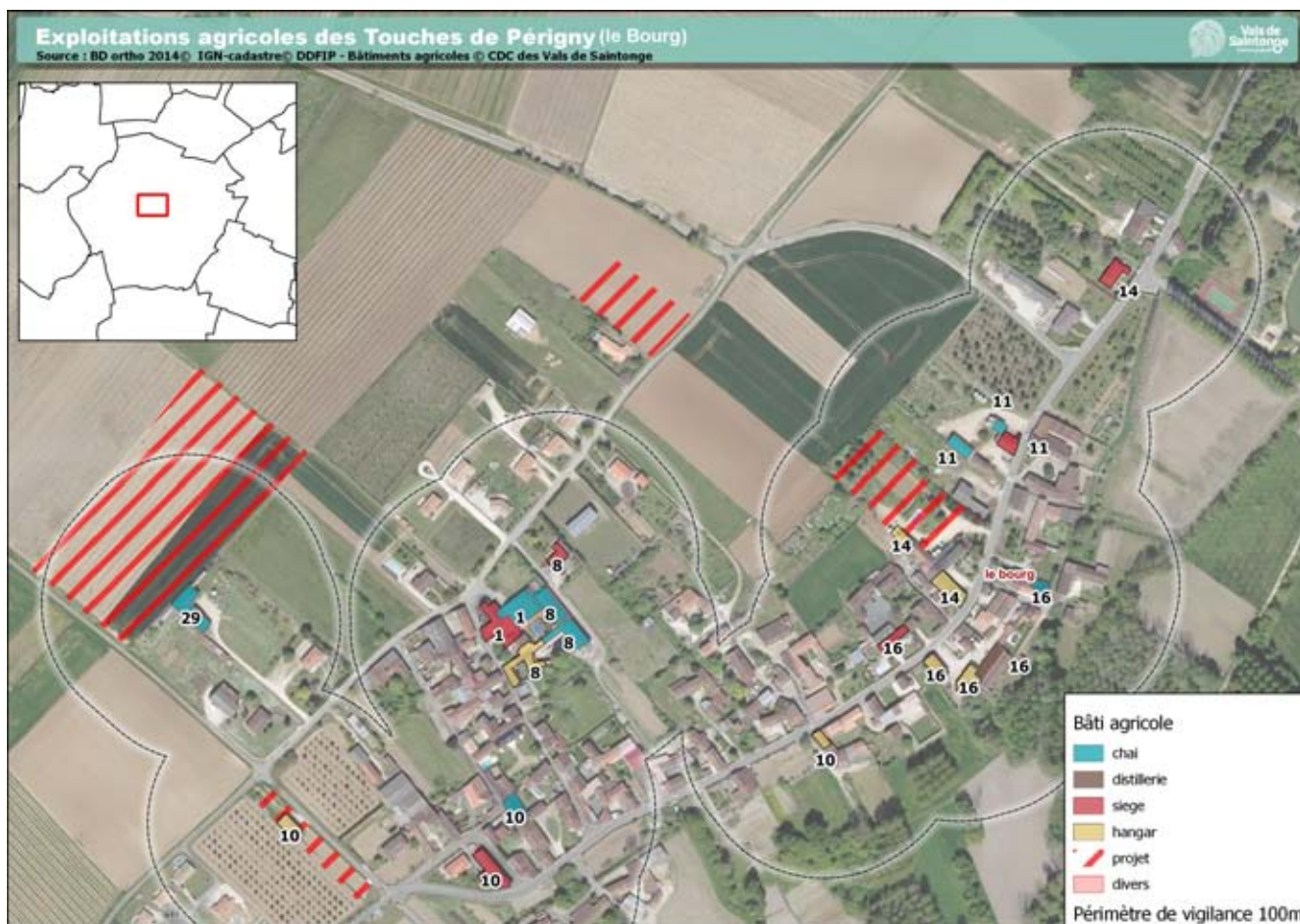
Exploitations agricoles des Touches de Périgny (lieux-dits "la baraudrie")

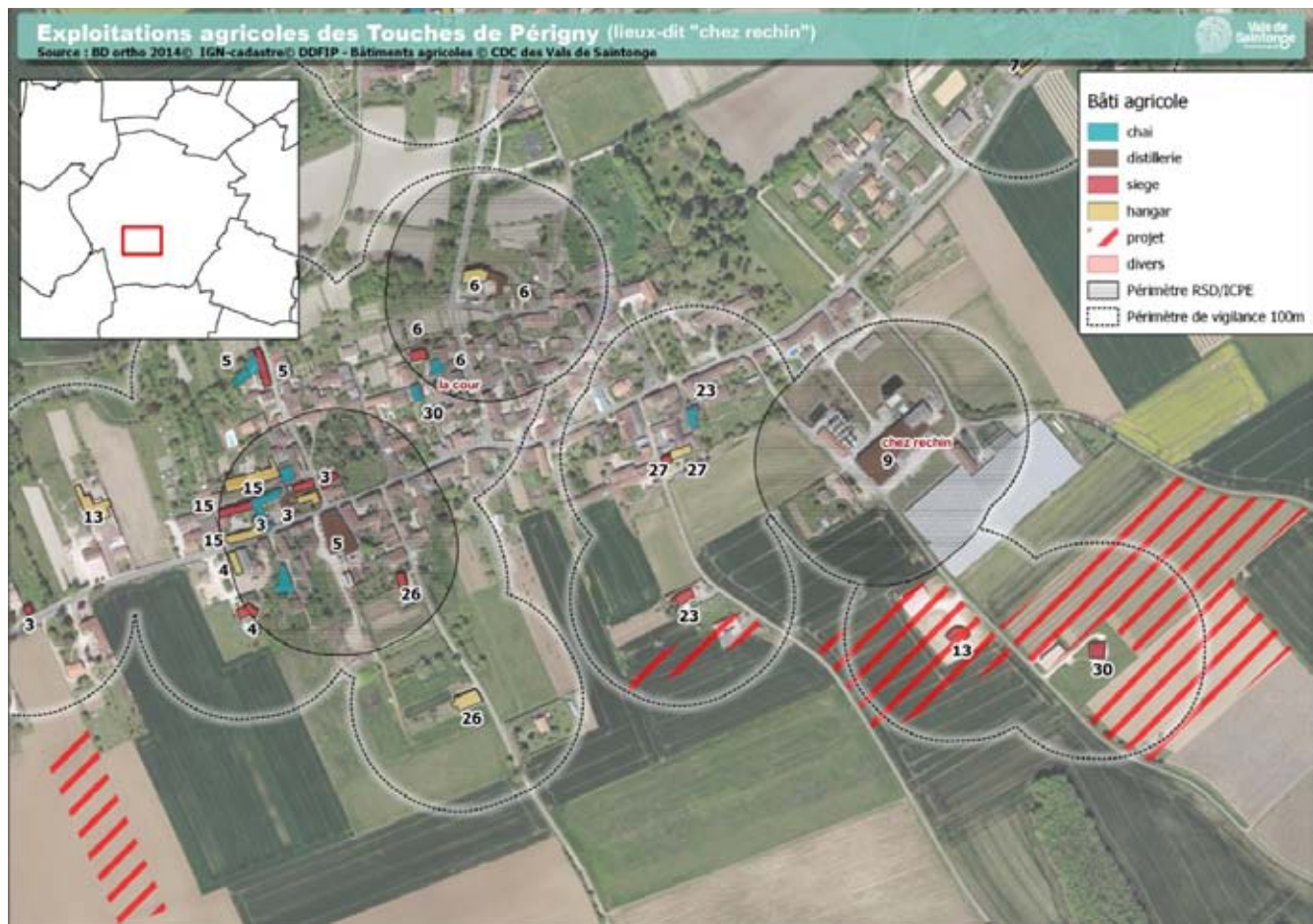
Source : BD ortho 2014© IGN-cadastre© DDFIP - Bâtiments agricoles © CDC des Vals de Saintonge



Bâti agricole

- chai
- siege
- hangar
- Périmètre de vigilance 100m





A noter que neuf exploitations agricoles, situées au Sud de la Cour, sont intégrées dans le périmètre Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon. Sont concernées :



L'exploitation n°4, Couturier et fils ainsi que le projet de l'exploitation n°15 à l'entrée de la Cour.



Ci-dessus l'exploitation n°5, à gauche, et l'exploitation 26 le long de la route.



La distillerie et les chais de stockage IZAMBARD, exploitation n°9



Ci-dessus les exploitations agricoles 13 à gauche et 30 à droite de la photo.



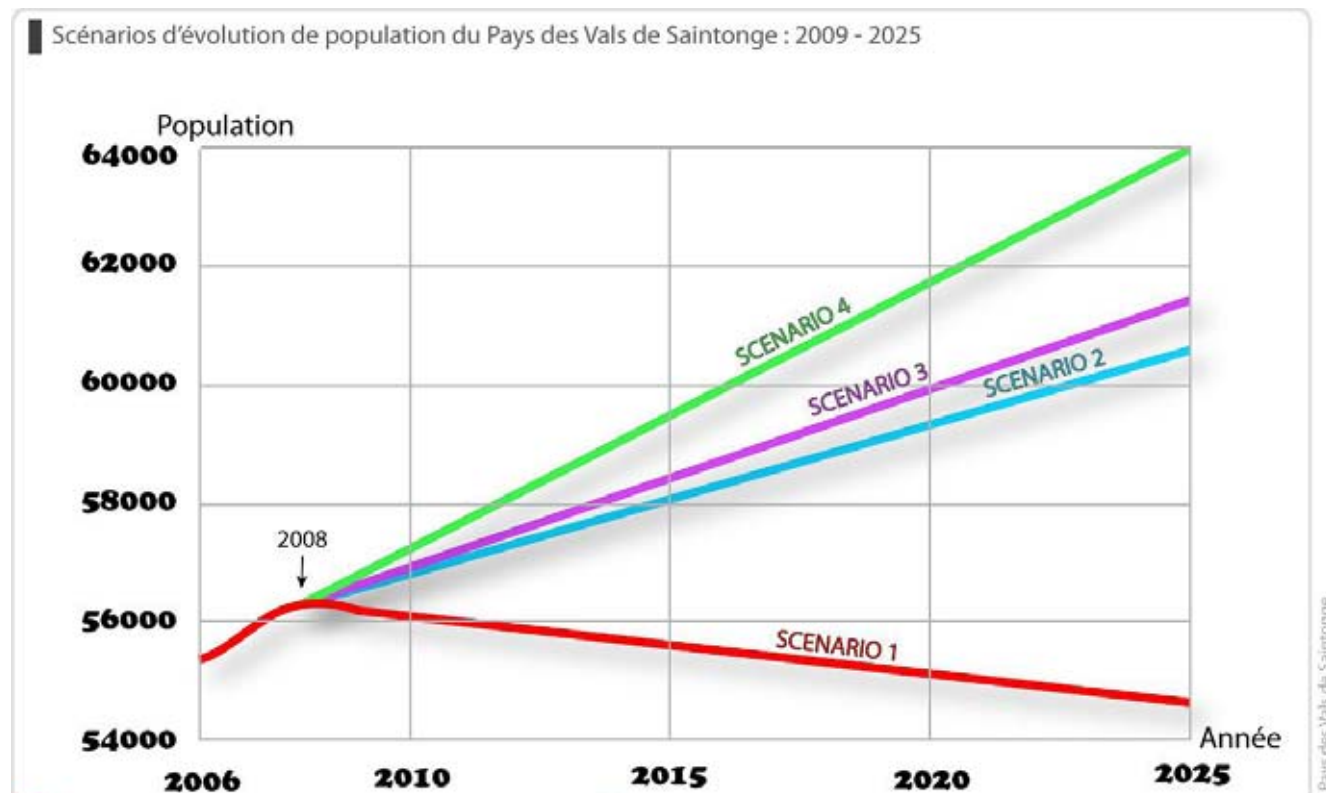
Ci-dessus l'exploitation n°23

Le PLU doit concilier la nécessaire prise en compte de ces exploitations de manière à assurer leur pérennité et leur éventuel projet de diversification ou de développement tout en prenant en compte la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon.

3.3 Démographie

3.3.1 Le SCoT du Pays des Vals de Saintonge, une ambition de 62 000 habitants en 2025

Parmi 4 scénarii envisageant l'avenir démographique des Vals de Saintonge, les élus ont acté dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du SCoT la volonté de poursuivre le rythme de croissance démographique observé entre 1999 et 2008 (scénario 3).



L'ambition est d'accueillir un peu plus de 300 habitants supplémentaires par an, soit 325 logements supplémentaires par an correspondant aux besoins en termes de décohabitation (125 logements) et à l'accueil des nouveaux arrivants (200 logements).

Le pôle urbain central, constitué par les communes de Saint-Jean d'Angély, Ternant, Mazeray (Quartier des Granges, Pointe de Mazeray) et La Vergne (Moulinveau), doit pouvoir atteindre 10 000 habitants à l'horizon 2025, afin d'affirmer son positionnement sur la scène régionale d'une part et de renforcer son offre au service de la ruralité d'autre part.

Il s'agit également de renforcer les chefs-lieux de cantons, identifiés comme pôles d'équilibre, en confortant leur poids, tant en termes de logements, d'habitants et d'emplois. L'objectif est de maintenir une offre de services et d'équipements structurante. Enfin, le rôle des pôles de proximité à l'échelle intercommunale devra être affirmé par le maintien et le développement des services de proximité ainsi que par la valorisation des centres-bourgs.

L'ambition du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays des Vals de Saintonge est de voir la progression démographique observée entre 1999 et 2008 se poursuivre. Pour se faire, l'armature territoriale devra être maintenue et renforcée.

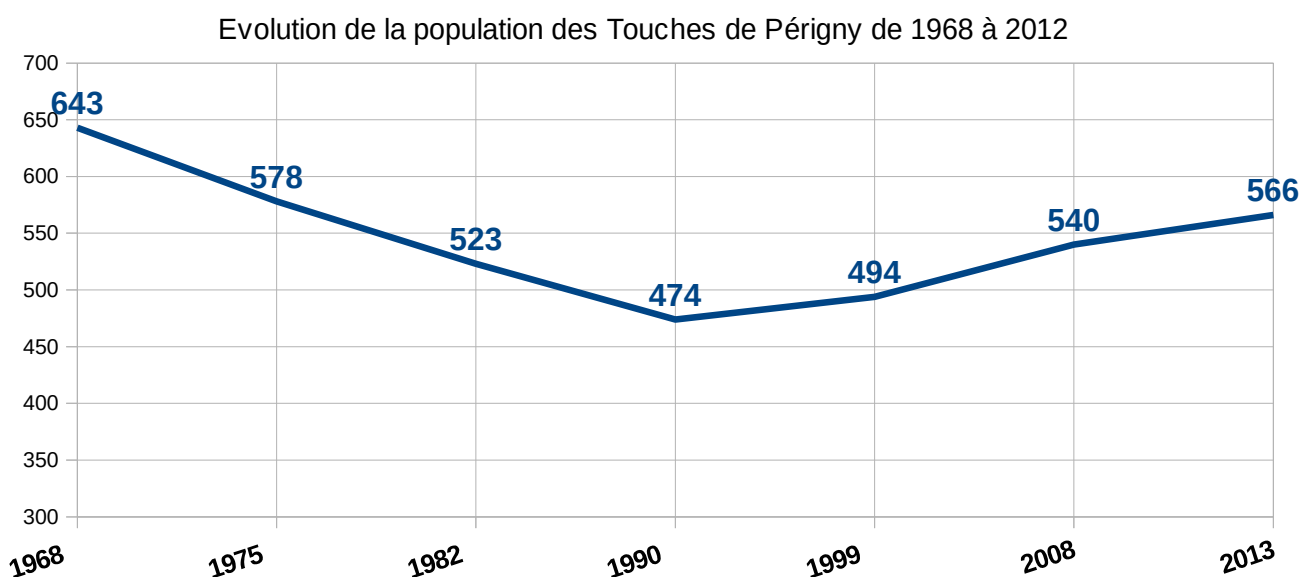
C'est en intégrant cette stratégie d'aménagement, dans son projet que la commune de Les Touches de Périgny pourra prétendre à participer à cette évolution démographique.

En tant que commune de l'espace rural, Les Touches de Périgny doit définir des objectifs de production de logements permettant de contribuer à l'augmentation démographique communautaire.

3.3.2 La démographie communale

3.3.2.1 Un regain démographique important

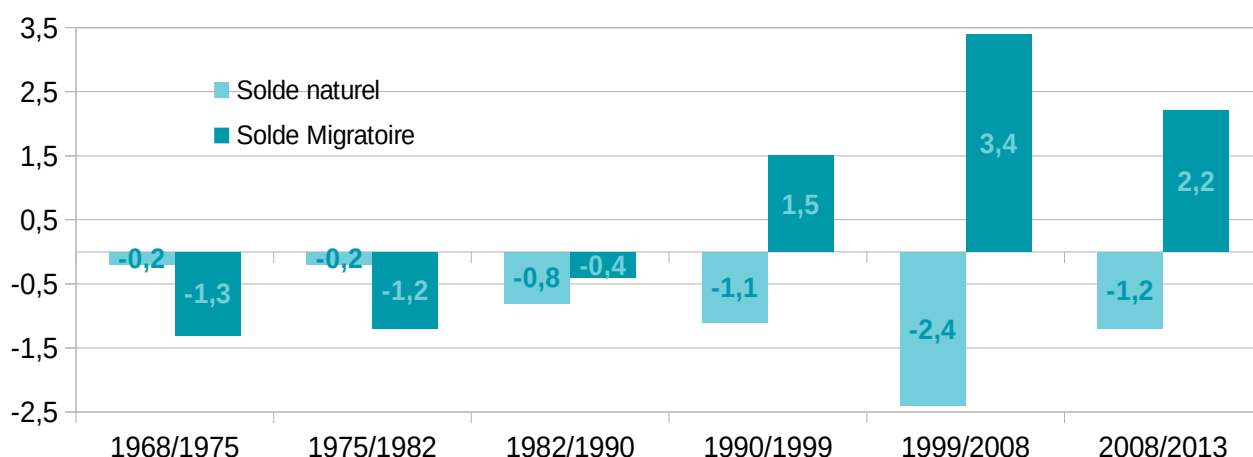
Les données utilisées pour cette étude démographique sont issues du recensement de la population INSEE, notamment ceux de 2008 et 2013.



On observe une reprise de la progression démographique communale à partir de 1990 évaluée à 4,2% entre 1990 et 1999. A partir de 1999 la population progresse plus rapidement et atteint 566 habitants en 2013. Le dernier recensement effectué sur le terrain en 2014 affiche une démographie de 573 habitants.

La reprise démographique est plus tardive au niveau de la Communauté de Communes, où l'inversion de la tendance s'est faite en 1999.

Variation annuelle des soldes naturel et migratoire des Touches de Périgny (Source INSEE)



De manière plus précise, c'est le solde migratoire qui tire la croissance de la population depuis 1990. Il reste positif et élevé depuis 1990.

Cette attractivité est plombée par un solde naturel toujours déficitaire qui atteint -1,2%/an entre 2008 et 2013.

Le regain démographique du territoire communal est stable et continue depuis plus de 25 ans. Cette évolution est due à un solde migratoire élevé, le solde naturel négatif grévant les effets de l'attractivité du territoire.

3.3.2.2 Une population équilibrée

En 2013, la classe d'âge des 0-14 ans représente 16,3 % de la population communale soit une augmentation de 8,3 % par rapport à 2008. La même année, cette classe d'âge représente 16,1 % de la population des Vals de Saintonge.

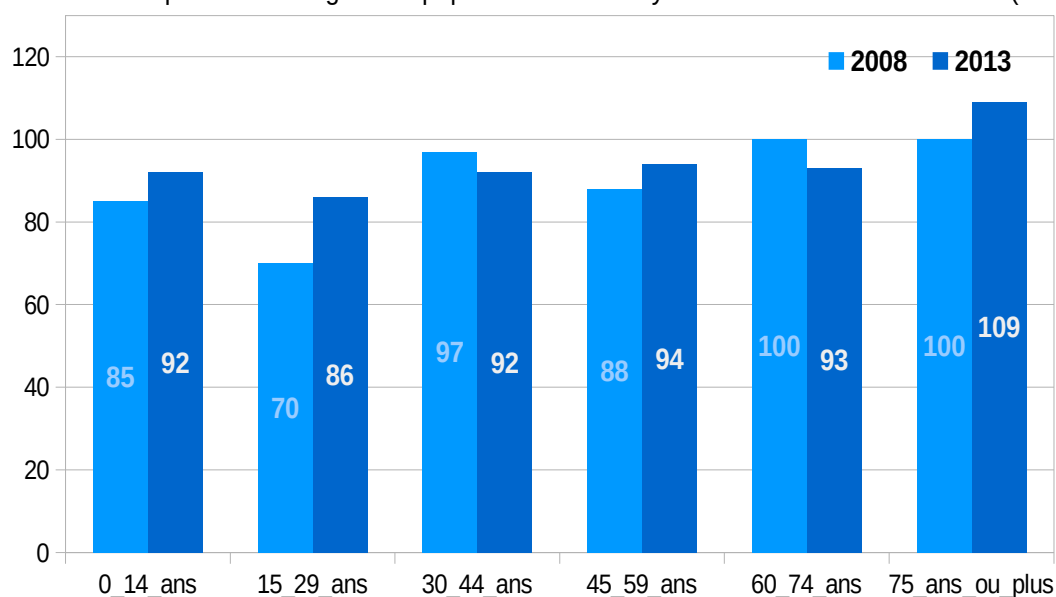
La classe d'âge des 15-29 ans augmente également. Elle représente 15,2 % en 2013 soit une augmentation de 22,8 % par rapport à 2008. C'est une évolution plus importante qu'à l'échelle de la Communauté des Communes où cette classe d'âge représente en 2013 12,6 % de la population.

La part des 30-44 ans diminue. Sa part respective s'établit à 17 % de la population communale en 2013.

La part des 45-59 ans a quant à elle augmenté. Elle représente 16,4 % de la population en 2013, une proportion moins élevée qu'en Vals de Saintonge (21,1 %).

À cette même date, les plus de 60 ans représentent 35,7 % de la population communale contre 33,7 % de la population communautaire. La part des 60-74 ans atteint 16,6 % et est en régression ; La part des 75 ans et plus est en augmentation pour s'établir à 19,3 % en 2013 ; elle est la classe dominante de la population en raison de la présence de l'EHPAD Les 4 Saisons.

Variation par classe d'âge de la population de Tonnay-Boutonne entre 1999 et 2011 (Source INSEE)



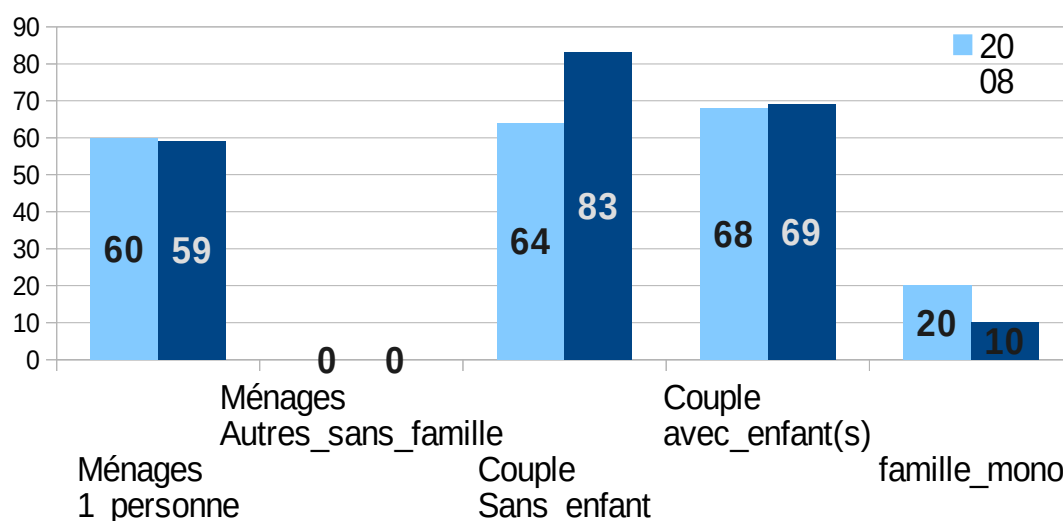
3.3.2.3 Hausse des ménages en couple, sans enfant

Entre 2008 et 2013, le nombre de ménages a progressé, passant de 212 à 222. Cela s'explique par l'arrivée de nouvelles populations et également par le processus de la décohabitation.

Fait de société, il se traduit par une diminution du nombre de personnes par ménage. Entre 2008 et 2013, le nombre moyen d'habitants par foyer est resté stable à 2,3 pour Les Touches de Périgny et de 2,2 à 2,1 à l'échelle de la Communauté de Communes.

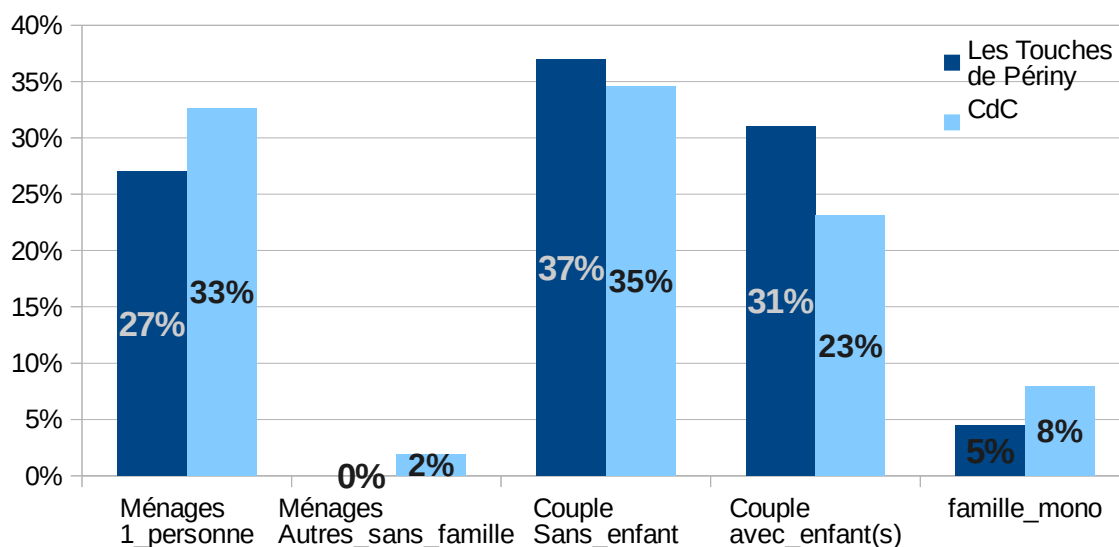
En 2013, on notait la prédominance des couples sans enfant (37,4 %), en progression par rapport à 2008. Les couples avec enfant(s) représentent quand même 31,1 % des ménages, une proposition notable pour le territoire et pérenne depuis 2008. La part des personnes seules représentent 26,6 %, qui reste également stable depuis 2008.

Evolution de la typologie des ménages entre 2008 et 2013 (INSEE)



Si le nombre de personnes seules reste dans une proportion inférieure à celle observée à l'échelle du territoire communautaire (32 %), la part de couples sans enfant est supérieure de 3 % par rapport à la Cdc.

Typologie des ménages en 2013 (INSEE)



Les couples avec enfant(s) représentent quant à eux 31% des ménages de la commune soit une proportion plus élevée de 8 points par rapport au territoire communautaire.

L'évolution démographique de Les Touches de Périgny est marquée par un solde migratoire important et par un solde naturel négatif.

Les enjeux du projet de Plan Local d'Urbanisme de Les Touches de Périgny sont donc doubles :

- conserver l'attractivité territoriale en préservant le cadre de vie communal ;
- maintenir une offre foncière adaptée aux jeunes ménages pour participer au regain démographique du territoire communautaire.

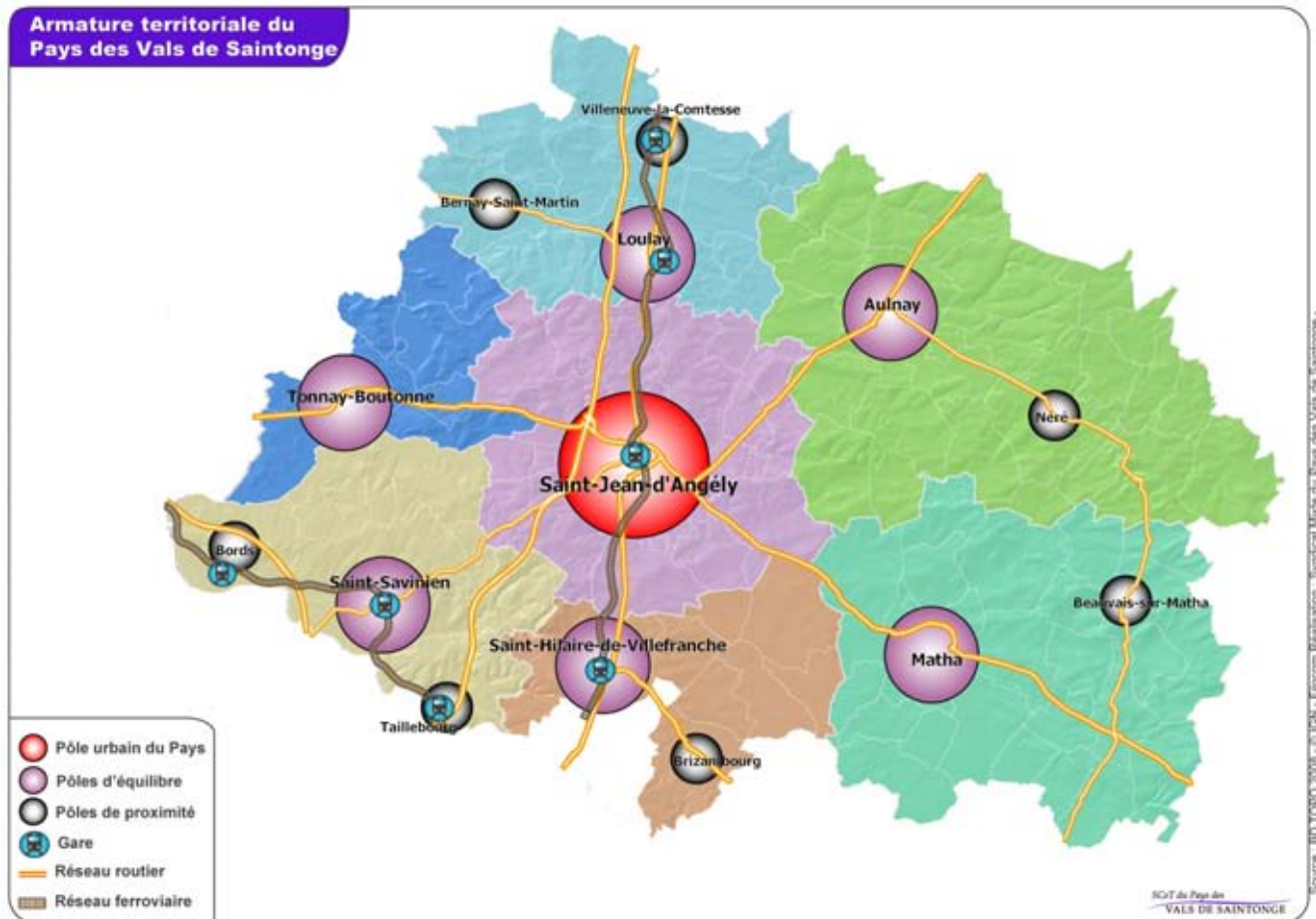
4 État de l'aménagement

4.1 Armature du territoire

4.1.1 Un développement structuré par 3 niveaux de pôles

L'organisation du territoire des Vals de Saintonge est héritée de l'histoire et est structurée autour de l'organisation administrative de l'arrondissement et des anciens chefs-lieux de canton (Loulay, Aulnay, Saint-Hilaire de Villefranche, Saint-Savinien et Matha).

Cette organisation a favorisé une répartition géographique équilibrée des populations et des emplois avec une prépondérance du pôle urbain central, dont l'influence a été diffusée sur d'autres pôles qualifiés d'équilibre ou de proximité, qui rayonnent à leur tour sur un territoire plus proche.



Les caractéristiques de l'armature du territoire sont les suivantes :

- un **pôle urbain central**, qui est la seule **polarité urbaine qui impacte l'ensemble du territoire** au sein d'un territoire rural. Principal moteur du développement du territoire en termes d'emplois et de services, le pôle urbain est aujourd'hui constitué par Saint-Jean d'Angély dont l'espace aggloméré déborde sur les communes limitrophes de Ternant (Les Granges), Mazeray (Pointe de Mazeray) et La Vergne (secteur Moulinveau).
- **6 pôles d'équilibre**, constitués par les 5 anciens chefs-lieux de canton (Matha, Aulnay de Saintonge, Matha, Saint-Hilaire de Villefranche et Loulay) et Matha, qui constituent des **polarités rurales qui structurent des bassins de vie de proximité**. Les pôles d'équilibres, en complément de l'offre du pôle urbain central, ont facilité le développement d'une offre d'équipements et de services, à l'image des collèges.

- des **pôles de proximité**, communes rurales qui disposent d'une offre d'équipements et de services certes modeste mais qui peut favoriser l'accueil de populations et d'emplois sur le pôle et à proximité. **Ces polarités rurales organisent le développement des espaces ruraux.** A l'échelle du territoire, les communes de Beauvais sur Matha, Bernay Saint-Martin, Bords, Taillebourg, Brizambourg, Villeneuve la Comtesse et Néré remplissent ce rôle.

Le développement d'un pôle est un gain pour l'ensemble de son territoire d'influence. **Si un pôle gagne des habitants ou des emplois, les services et commerces se développent et tout son territoire d'influence devient plus attractif.** Il y a un **effet dynamique** qui permet aux habitants des communes proches du pôle de trouver une nouvelle offre de services, équipements ou emplois à proximité, ce qui favorise l'accueil de nouvelles populations. **À l'inverse, si un pôle est en difficulté, son territoire d'influence devient moins attractif :** à titre d'exemple, si le pôle urbain de Saint-Jean d'Angély tousse, c'est tout le SCoT qui est enrhumé.

4.2 Histoire et évolution urbaine

4.2.1 Rappel historique

En patois régional, le terme "touche" est un bosquet demeuré debout, entre deux espaces défrichés, au sein d'un bois. Il dérive du latin "Tuschia" qui signifie bois, forêt. Il apparaît souvent dans les noms de villages de la région et s'applique à des unités urbaines situées à l'écart du chef-lieu communal. Le fait de ne pas avoir de bourg clairement identifié, mais des unités urbaines disséminées le long de l'Antenne peut expliquer que l'on soit passé du singulier au pluriel.

L'étymologie de périgny est moins incertaine. Le nom Périgny proviendrait de l'ancien domaine de "Patrinus", un riche propriétaire terrien de l'époque gallo-romaine. Selon toute vraisemblance, le village originel, situé autour de cette villa et de l'actuelle église aurait été détruit par le feu ainsi que le bois attenant.

Les documents d'archives ayant été brûlés à la révolution, l'histoire de la commune reste mal connue. Des silex taillés et polis ainsi que des pièces romaines ont été découverts sur le territoire communal ce qui atteste d'une occupation humaine ancienne.

Plusieurs seigneuries s'étendaient sur le territoire. Elles dépendaient majoritairement du seigneur de Matha, les autres de Thors. On retiendra celles de La Basse-Court (14^e siècle), de la Magdeleine (15^e siècle), du Bourg Saint-Pierre (17^e siècle) qui appartenait à la famille des Castin de Guérin et celle du Chapitre appartenant à Grousseau de Boisjoyeux.

Les moines ont largement contribué à canaliser l'Antenne. Sur ce cours d'eau se trouvaient



Carte de Cassini de Les Touches de Périgny, 18^{ème} siècle

dix moulins à eau dont deux seulement subsistaient à la fin du 19^e siècle. En complément des moulins à eau, on comptait également une dizaine de moulins à vent. La carte de Cassini réalisée au 18^e siècle les met en évidence.

Histoire de ville, histoire de vigne...

À partir de la moitié du 19^e, porté par une forte demande en eau de vie, le Pays de Matha va s'investir dans l'extension de son vignoble. Sa superficie va être multipliée par deux, passant de 6 512 ha entre 1831-1840 à 12 156 ha en 1870. Les Touches de Périgny voient sa

superficie de vignes passer de 397 ha entre 1831 et 1840 à 700 ha en 1870.

L'enrichissement des grands propriétaires viticoles va permettre la construction de résidences prestigieuses qui vont faire évoluer la forme urbaine du bourg et des villages. Ces constructions vont engendrer un décloisonnement de leur organisation spatiale en les dé-densifiant sur leurs pourtours.

C'est dans ce contexte qu'arrive la crise du Phylloxera. À partir de 1872, l'apparition de cet insecte ravageur va, en l'espace de 10-15 ans, détruire plus de 11000 ha de vignes sur le Pays de Matha. Entre 1870 et 1882, la superficie viticole de Les Touches de Périgny va passer de 700 à 4 ha. L'activité viticole de la commune est anéantie.

La spécialisation grandissante du territoire et des vigneronns a aggravé les effets socio-économiques de cette crise. Outre la chute de leur revenu, les « petits » vigneronns de Les Touches de Périgny voient le prix de l'hectare de vigne s'effondrer passant de 3200 Francs en 1870 (avant le phylloxera) à 1500 Francs en 1880. Cette catastrophe économique, sociale et démographique touche également les journaliers, les tonneliers, les marchands de vin. Elle affecte donc tous les corps de métiers.

Cependant, la crise démographique observée sur le canton de Matha ne résulte pas seulement de la crise du phylloxera. En effet, après avoir atteint un maximum de 18 000 habitants entre 1845 et 1860, les prémices du déclin démographique sont déjà perceptibles. Sur le plan démographique, cette crise va également être marquée par l'arrivée de paysans pauvres de Vendée et des Deux Sèvres, attirés par l'opportunité d'acquérir des terres à bon prix. L'arrivée de ces paysans a été accompagnée par une recrudescence du protestantisme induit par l'arrivée de cette immigration sévrienne.

Entre 1882 et 1902, Les Touches de Périgny ne replantera que 32 ha de vignes. Les migrants arrivés après la crise du phylloxera ainsi que les descendants des viticulteurs ruinés vont en effet s'investir dans d'autres activités, en particulier l'élevage de bœufs pour la viande et pour la production laitière. Les Touches de Périgny va alors être équipée d'une laiterie coopérative.

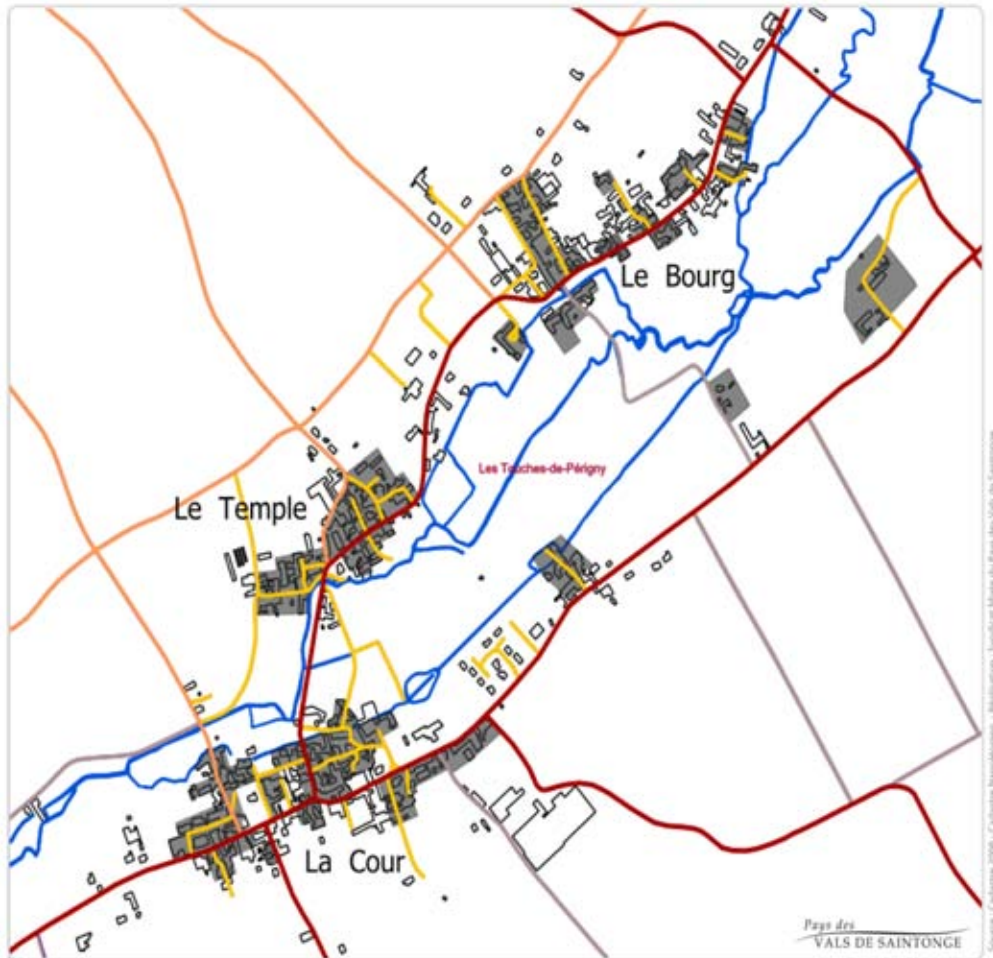
Tous ces éléments ont marqué et marquent encore le territoire de Les Touches de Périgny. L'histoire de Les Touches de Périgny est donc une clé de lecture pertinente que nous allons continuer d'utiliser en s'intéressant à l'évolution de l'organisation spatiale du bourg.

4.2.2 Organisation territoriale

4.2.2.1 Description des unités urbaines du territoire

Les Touches de Périgny recouvre toutes les caractéristiques d'un village rue. Ses villages et hameaux se disséminent en effet le long de deux routes départementales se déployant le long de l'Antenne. Le caractère structurant de ce cours d'eau impacte sur l'organisation urbaine ainsi que sur la hiérarchisation du réseau viaire.

Hierarchie du réseau viaire de Les Touches de Périgny



Les zones assombries ci-dessus marquent l'emprise au sol du bourg de Les Touches de Périgny en 1840. L'organisation viaire du bourg n'a que peu évolué et si certaines voies ont depuis été créées, la majorité d'entre elles était déjà présentes en 1840.

La carte met également en évidence la structure viaire de l'unité urbaine formée par le groupement des villages de La Cour, Le Temple et Le Bourg et de quelques hameaux.

C'est par rapport à la RD 131 (en rouge), orientée Nord-Est/Sud-Ouest, que se hiérarchisent et s'organisent les axes secondaires (en orange) et les voies de dessertes internes (en jaune).

Ces dessertes, souvent en impasse, s'implantent le plus souvent à la perpendiculaire ou en boucle.

Le plan du cadastre napoléonien ci-après (1829) illustre lisiblement l'organisation urbaine historique du bourg.



Comparaison vue aérienne et cadastre napoléonien de Les Touches de Périgny

La Cour

Au niveau du village de La Cour, on constate, entre les plans du cadastre napoléonien et les vues aériennes actuelles, une densification du bâti. Si bon nombre de bâtisses étaient déjà présentes en 1840, d'autres ont largement été réaménagées.

La voie principale, actuelle RD 131, a vu son front bâti progressé avec de nouvelles constructions en limite de voirie. Ainsi, le caractère de village rue en est ressorti renforcé. Cette voie marque également la limite entre une urbanisation linéaire d'un côté et, de l'autre, une urbanisation en profondeur.

Le secteur Nord du village est marqué par la végétation, associée à la présence de l'Antenne et de ses ramifications. Ce secteur marque une limite naturelle d'extension du bourg. Plus généralement, les pourtours du village sont marqués par des zones de transition associant végétal, jardin potager et espaces de repos.





Le Temple

Au niveau du village Le Temple, la densification du bâti est apparente. On constate que le village de Le Temple s'est surtout étendu au Nord, par la construction de hangars agricoles et de maisons d'habitations.

Il s'est également étendu au Nord-Est, par le développement d'une urbanisation linéaire. L'extension urbaine de ce village reste cependant mesurée.

Le Temple associe un bâti dense à des zones de verdure dont la présence est renforcée par le passage de l'Antenne. On remarque également des zones tampon entre les espaces agricoles et le bâti.

Ces parcelles, de taille réduite, sont le plus souvent utilisées comme jardin potager et contribue pleinement à l'organisation urbaine du village.





Le Bourg

Enfin, le village dit le bourg, est emblématique d'un village rue. Très étiré, il n'en a pas toujours été ainsi. En 1840, des unités urbaines éparées, figurées en mauve sur l'orthophotographie, ponctuaient les bords de la voie principale. Ces ensembles urbains associaient alors des bâtisses de taille variable, le plus souvent adossées à la voirie.



La morphologie actuelle de ce village est induite par la jonction des différentes unités urbaines préexistantes. De cela, résulte une urbanisation en bande, urbanisation également caractérisée par une densification du bâti.

En parallèle de la RD 131, au Nord du village, on observe très clairement le même type d'urbanisation linéaire regroupant pour l'essentiel de l'habitat pavillonnaire et des bâtiments agricoles.

Si l'actuelle RD 131 est caractérisée par une urbanisation linéaire, la partie Ouest du village a amorcé un mouvement d'urbanisation en profondeur. Sur cette partie, les principales extensions sont le fait de bâtiments agricoles.

La végétation occupe une place toute particulière dans ce village. Il est en effet situé entre de petits bois, au Sud-Est, et des espaces de culture, au Nord-Ouest. Cette végétation induit par des ramifications de l'Antenne, est une composante forte de ce village.

Elle détermine également la limite d'extension du village sur sa partie Sud. Ces espaces semi-naturels constituent en outre un attrait paysager indéniable.

L'histoire de la commune de Les Touches de Périgny constitue un héritage d'une grande qualité, qu'il s'agisse de monuments, de mode de vie ou d'une organisation urbaine particulièrement préservée jusqu'à aujourd'hui.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme doit intégrer ces différents éléments, les respecter et au-delà les mettre en valeur dans le cadre d'un développement durable de la commune.

4.2.2.2 Définition de l'organisation territoriale suivant la nomenclature du SCoT

Le SCoT du Pays des Vals de Saintonge fixe pour orientation la définition de l'organisation territoriale avec le bourg, les éventuels villages, hameaux et l'habitat isolé au regard des définitions suivantes :

- Bourg : On dénommera par « bourg » l'unité administrative de la commune : le bourg peut être un village mais une commune peut regrouper plusieurs villages.
- Village : la définition du village à l'échelle du Pays doit être caractérisée par : la notion de vie sociale ; la taille (supérieure à celle d'un hameau) ; le nombre d'habitations / la présence d'équipements, d'espaces publics ou d'activités commerciales même si ces équipements ne sont plus en service. Il peut toutefois exister des villages de plusieurs dizaines de maisons sans espaces publics autres que la voirie.
- Hameau : un hameau est donc caractérisé par un faible nombre d'habitations et une taille relativement modeste, situé à l'écart du bourg auquel il est rattaché administrativement. Toutefois, la taille et le type d'organisation dépendent des traditions locales. En Vals de Saintonge, le hameau est défini comme étant un regroupement d'une dizaine d'habitations maximum, dépourvu de vie sociale.

L'organisation urbaine de la commune est ainsi structurée autour de 10 entités urbaines, plus ou moins importantes en termes de taille, de services et d'équipements :

- le bourg, constitué en trois entités ; La Cour, Le Temple et Le Bourg
- un village : Le frêne
- sept hameaux et habitations isolées
- une zone artisanale : Chez Rechin



Pour répondre aux attentes des orientations du SCoT du Pays des Vals de Saintonge :

- Le développement du bourg sera à rechercher de façon prioritaire, sauf lorsque le diagnostic aura mis en évidence une organisation territoriale spécifique ou des caractéristiques ne permettant pas ce schéma. Le potentiel de développement communal doit être localisé au sein et/ou en continuité immédiate du bourg et, dans une moindre mesure, des villages.

- Au niveau des hameaux et de l'habitat isolé ne pourront être autorisés que l'extension des constructions existantes, l'aménagement et le changement de destination des bâtiments existants dans la mesure où cela ne présente pas une gêne à l'activité agricole, ainsi que la construction des annexes et dépendances. Les dents creuses de petite taille, insérées au sein du tissu urbain des hameaux, pourront conserver une vocation constructible.

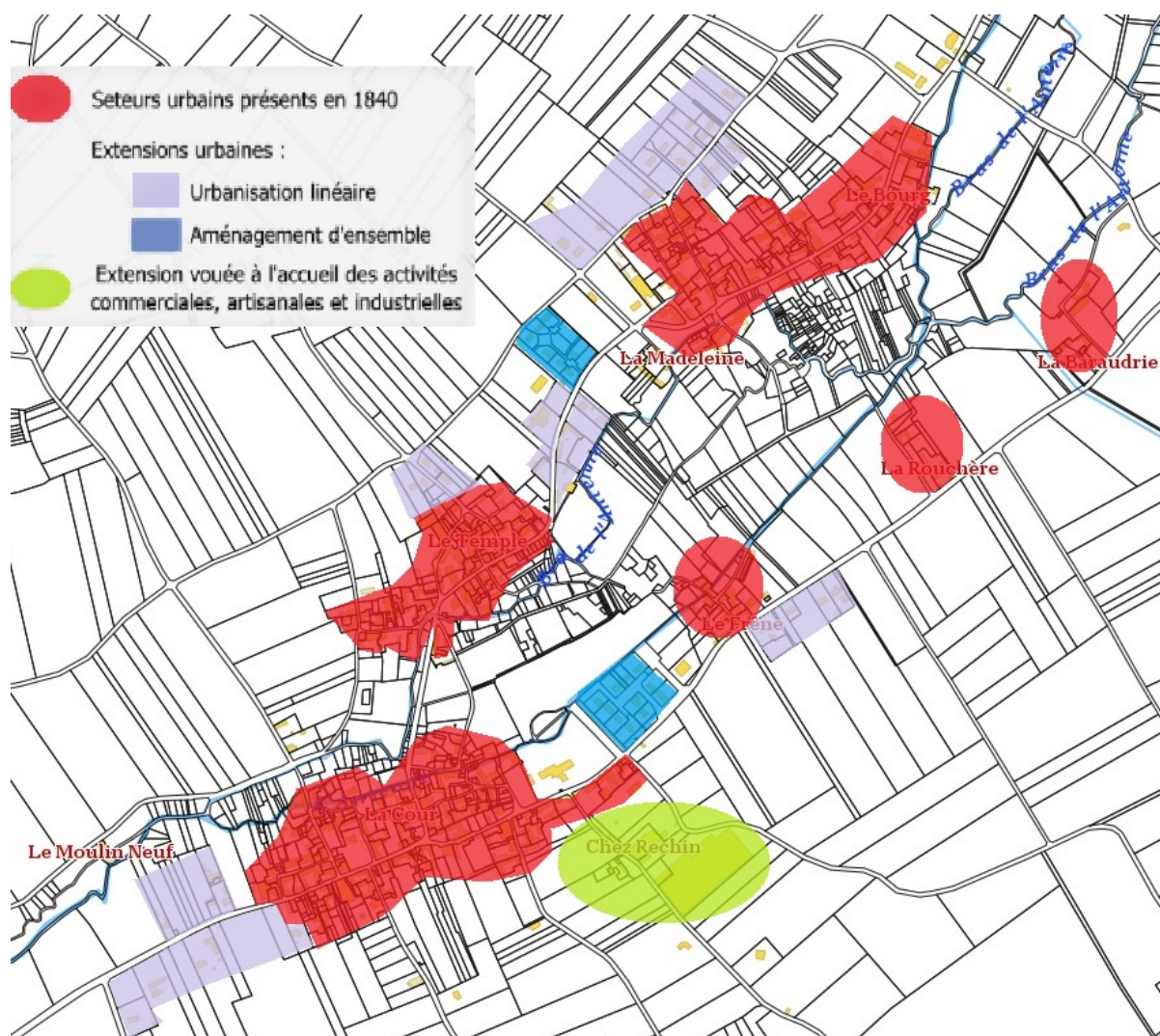
En revanche, aucune construction nouvelle ne pourra être autorisée au-delà de l'emprise urbaine existante des hameaux et de l'habitat isolé (pas d'extension de l'urbanisation). Par exception, des ouvertures à l'urbanisation pourront être autorisées pour les projets liés directement au tourisme rural.

4.2.3 Une évolution urbaine importante

Depuis le milieu du 19^e siècle, l'évolution urbaine a été relativement mesurée. Avant l'élaboration de son Plan d'Occupation des Sols, la commune n'a connu qu'une urbanisation isolée, réalisée au coup par coup. On la retrouve le long des principaux axes.

De cette urbanisation résulte une morphologie urbaine linéaire qui a entamé la jonction entre les villages de Le Temple et du Bourg. Ces extensions urbaines linéaires ont notamment eu pour conséquence de renforcer l'image de village rue et de rompre avec l'organisation urbaine préexistante.

Avec la mise en œuvre de son Plan d'Occupation des Sols puis du Plan Local d'Urbanisme, l'extension urbaine de Les Touches de Périgny a pris la forme d'une urbanisation d'ensemble.

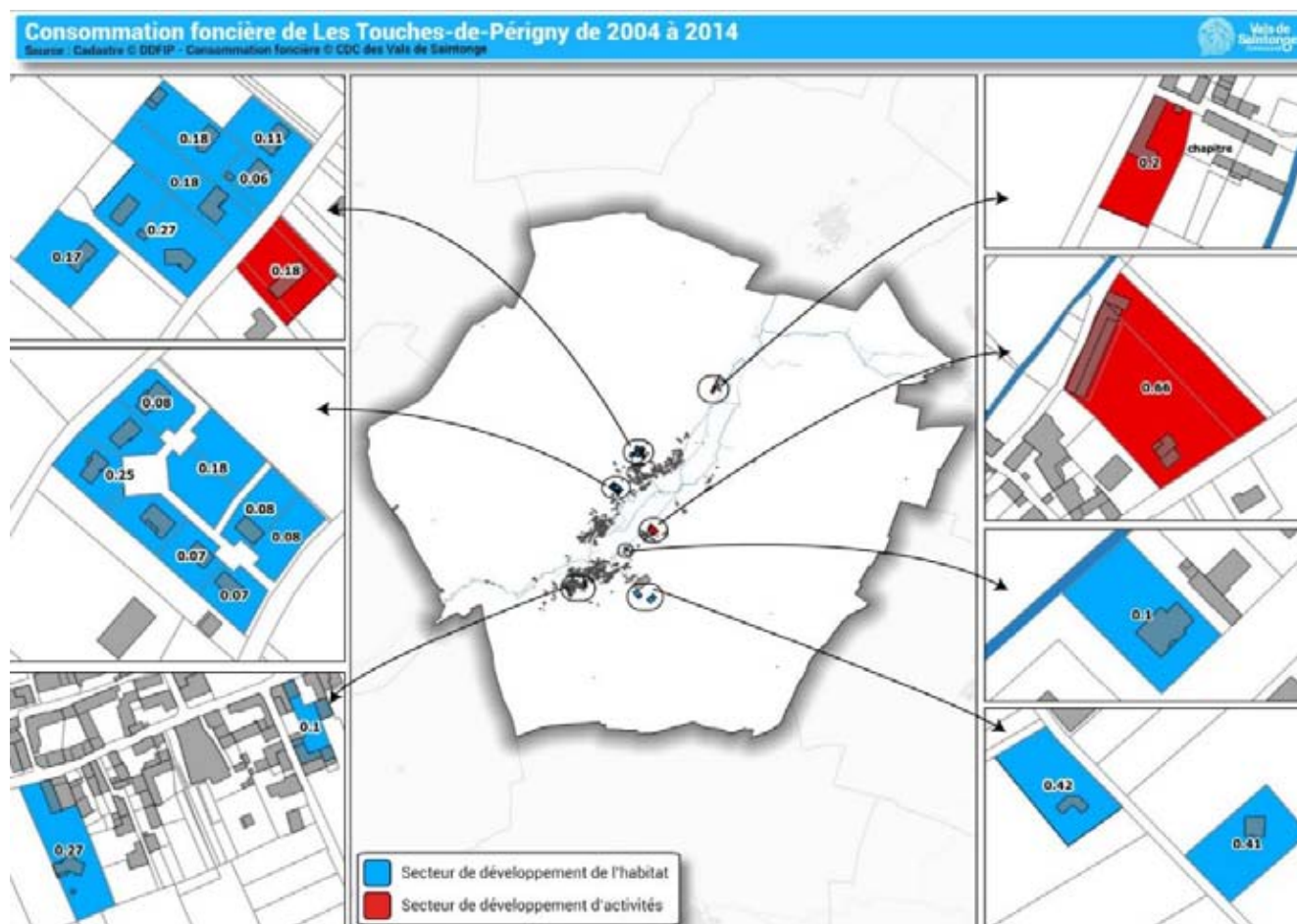


Deux projets ont ainsi été réalisés. Ils s'implantent entre les unités urbaines existantes et contribuent à renforcer l'unification entre les villages et hameaux, autrefois bien distinct.

L'aménagement possible peut être l'occasion d'engager une réflexion urbaine sur la densification et la connectivité avec le tissu urbain existant ainsi que sur les liens entre zone d'habitat, services et équipements.

4.2.4 Une Consommation foncière importante

La commune de Les Touches de Périgny est identifiée comme de l'espace rural.



Au cours des 10 dernières années (2004-2014), 4,35 hectares de terres agricoles ont été consommées sur la commune de Les Touches de Périgny. Cette consommation foncière concerne en majorité le développement de l'habitat (en bleu sur la carte) :

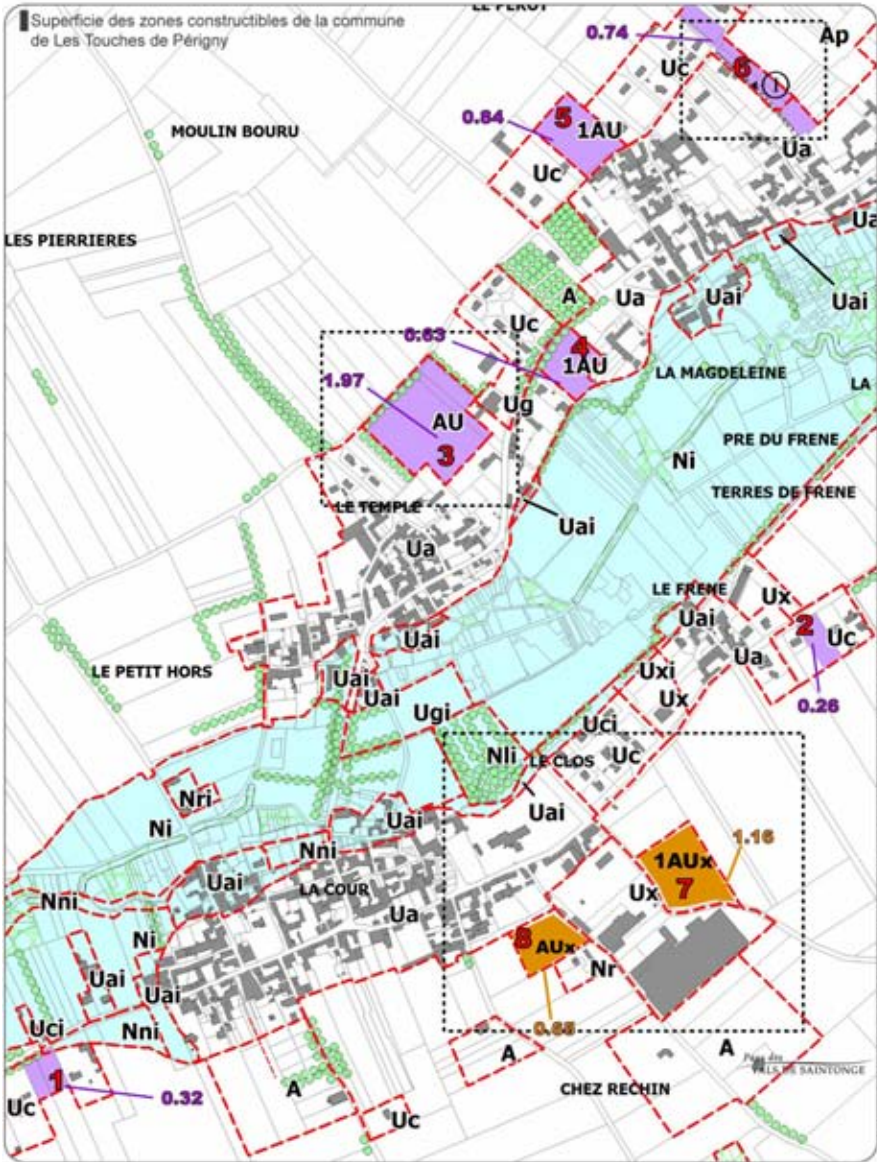
- 3,08 ha pour le développement de l'habitat (22 habitations)
- 1,04 ha pour le développement d'activités économiques.

On constate une consommation foncière majoritairement sur les entités urbaines du bourg. Elle se traduit par la consommation de nombreuses parcelles en lotissement de tailles moyennes autour de 1 100 m² et par quelques parcelles de tailles conséquentes pour le développement d'activités économiques (3 500 m² en moyenne).

On notera toutefois que le dernier lotissement aménagé, comprend des parcelles autour de 700 et 800 m².

4.2.5 Des ouvertes à l'urbanisation déjà en cohérence avec le SCoT dans le PLU approuvé le 18/09/13

Le PLU de Les Touches de Périgny approuvé le 18 septembre 2013 compte environ 3,94 ha de terrains ouverts à l'urbanisation à court terme et 2,63 ha à long terme, toutes destinations confondues.



Pour les communes de l'espace rural, tel que Les Touches de Périgny, le Document d'orientation du SCoT du Pays de Vals de Saintonge fixe un objectif de consommation d'espace sera de 4 hectares sur 10 ans.

Cet objectif comprend l'ensemble des espaces non bâtis qui seront urbanisés, quelle que soit leur destination (logement, activités...). Pour assurer sa mise en œuvre, les ouvertures à l'urbanisation directes (en zones urbaines de type U ou à urbaniser de type AU des Plans Locaux d'Urbanisme) ne pourront dépasser 4 hectares.

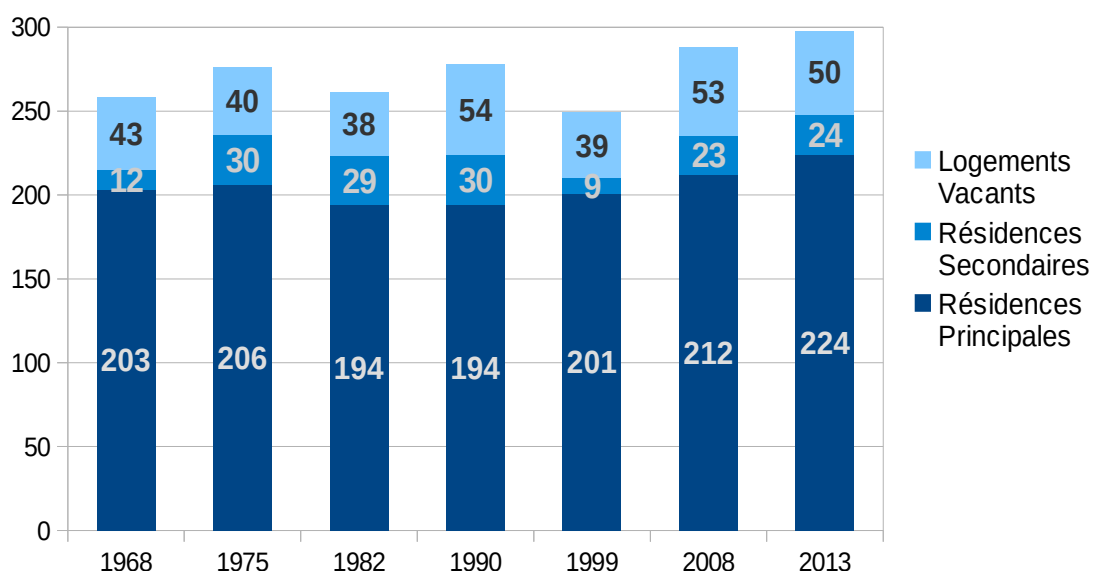
Les ouvertures à l'urbanisation à moyen et long termes (de type 1AU ou 2AU) ne pourront également être supérieures à 4 hectares.

4.3 Habitat

4.3.1 Un parc de propriétaires

En 2013, la commune de Les Touches de Périgny compte 298 logements, soit une augmentation de 3,1 % par rapport à 2008. A titre de comparaison, entre 2008 et 2013, le nombre de logements a progressé de 6,1 % sur l'ensemble des Vals de Saintonge.

Evolution de la typologie des logements entre 1968 et 2013 (INSEE)



En 2013, 75,2 % des logements de la commune sont des résidences principales. Leur nombre a progressé de 5,7 % par rapport à 2008.

Entre 2008 et 2013, on constate une légère augmentation du nombre de résidences secondaires. Elles représentent 8% du parc de logements de Les Touches de Périgny en 2013 soit légèrement moins qu'à l'échelle de la CdC (10,1 %).

Le parc de résidences principales de Les Touches de Périgny est caractérisé par une forte prédominance de propriétaires. Ainsi, en 2013, 79,6 % des résidences principales sont occupées par des propriétaires.

La part du logement locatif a sensiblement diminué. Elle s'établit, en 2013, à 16,8 %. On compte également 8 logements accueillant des habitants gratuitement.

Le parc de logements communal est également caractérisé par la faible rotation au sein des logements, phénomène qui peut être mis en lien avec le vieillissement de la population. Ainsi, 65,1 % des ménages occupent leur logement depuis au moins 10 ans. A titre indicatif, l'ancienneté moyenne d'emménagement des ménages est de 25,2 ans pour les propriétaires et de 9,4 ans pour les locataires.

La proportion des logements de 5 pièces ou plus a augmenté depuis 2008. La part des logements de 3 pièces ou moins a quant à elle diminué.

Sur l'ensemble des résidences principales construites avant 2011, 55,5 % l'ont été avant 1946. Le parc de logements est donc relativement ancien.

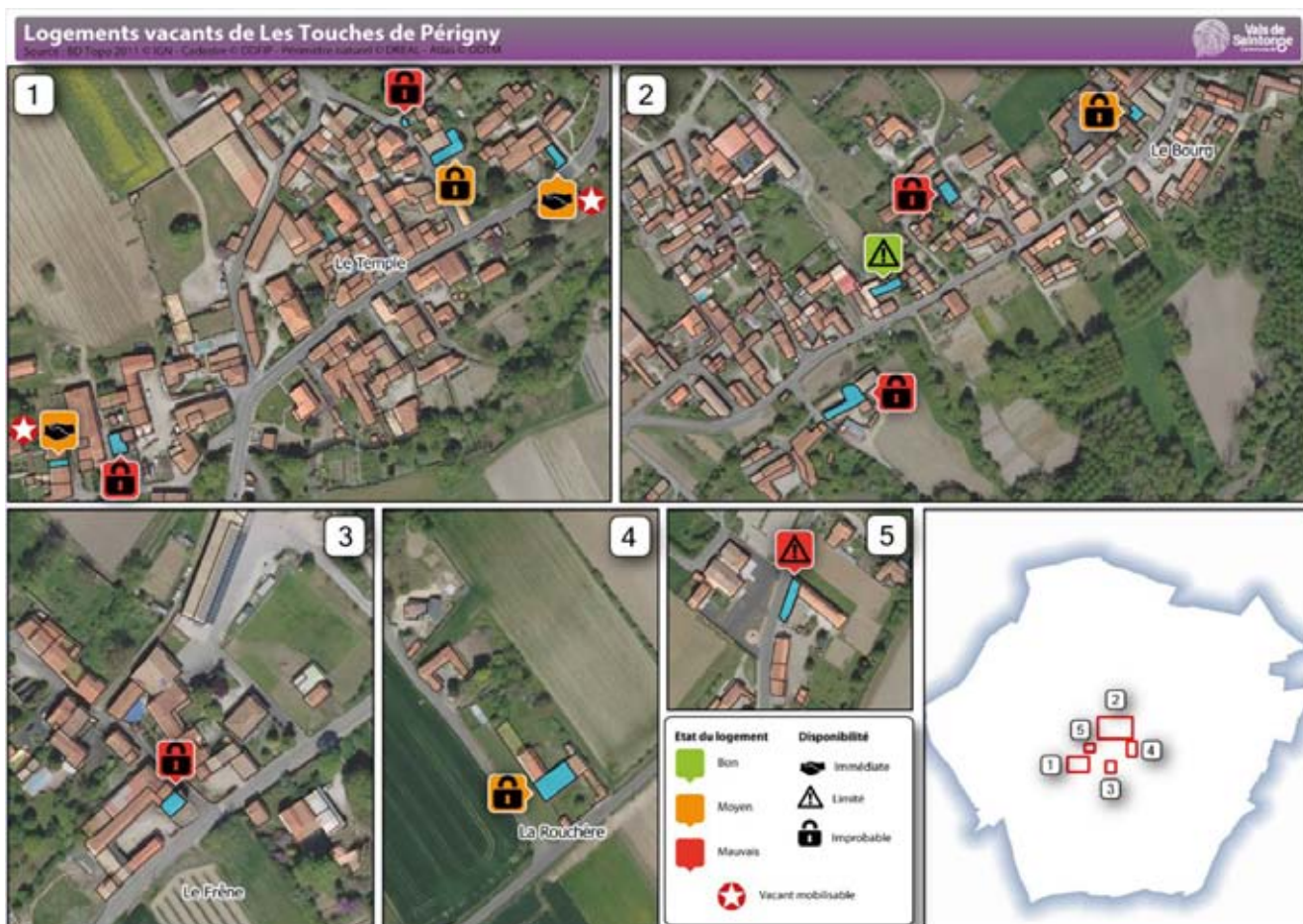
Entre 2006 et 2010, 9 maisons individuelles ont été construites soit un rythme de deux constructions par an.

De nombreuses réhabilitations ont été réalisées ce qui caractérise l'existence d'un patrimoine bâti d'une indéniable qualité.

Concernant les logements vacants, ils représentent quant à eux 16,8% du parc de logements communaux en 2013. La part des logements vacants de Les Touches de Périgny est supérieure à la moyenne communautaire (12,2%).

Toutefois le recensement réalisé par les élus à l'occasion de la révision du PLU en 2017, fait état d'un peu moins d'une trentaine de logements vacants comme l'illustre les cartographies suivantes.





Les cartes ci-dessus mettent en évidence les logements vacants au niveau du bourg, et de l'habitat isolé du Marquisat.

On constate que peu de logements vacants sont actuellement en bon état, la majorité étant en état moyen ou en mauvais état. De plus, la disponibilité des logements est rarement avérée.

Ainsi, seul 18% des logements vacants sont disponibles immédiatement sur le territoire communal.

Les objectifs de développement de la commune devront s'efforcer de pérenniser un rythme régulier de construction de nouveaux logements afin d'accompagner les objectifs de développement qui seront identifiés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Cependant, il est clairement mis en évidence que l'attractivité du territoire de Les Touches de Périgny est également due à son patrimoine bâti.

Les logements vacants représentent une part notable du parc de logements de la commune. La problématique de la vacance doit donc constituer un axe de réflexion important.

Favoriser la réhabilitation et identifier les bâtiments anciens et les logements vacants sont donc des actions qui pourraient permettre à la commune d'atteindre ses ambitions en termes d'attractivité démographique et de mise en valeur de son patrimoine

4.3.2 Récapitulatif des grandes politiques publiques

- **Programme Local de l'Habitat**

Les **Programmes Locaux de l'Habitat** (PLH) sont fondés sur la volonté d'amélioration durable de la qualité de vie dans le Pays des Vals de Saintonge. Ils s'inscrivent dans la continuité des objectifs fondamentaux du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et expriment ainsi une forte volonté de maîtriser l'étalement urbain par une dynamisation des centres-bourgs et une meilleure intégration des constructions neuves au tissu urbain existant.

Communautés de communes	Production de logements locatifs publics (HLM, Communaux, Intercommunaux)	Production de logements locatifs privés conventionnés	Production de logements en accession sociale à la propriété	Construction de logements neufs
Matha	3	1	4	16
Beauvais-sur Matha	1	1	2	4
Autres Communes	0	2	17	36
CdC du Pays de Matha	4	4	23	56

Objectifs minimaux de production de logements, par an, entre 2011 et 2016

Sur le territoire des Vals de Saintonge, ces documents ont été réalisés par le Syndicat Mixte du Pays des Vals de Saintonge pour le compte des 7 Communautés de Communes membres du Syndicat Mixte et réglementairement compétentes. Sept PLH correspondant aux territoires des sept communautés de communes ont donc été élaborés, finalisés et approuvés entre fin 2012 et début 2013.

Le 1er janvier 2014, les sept Communautés de Communes ont fusionné pour former une seule et unique Communauté de communes, qui remplace ainsi l'ancienne structure intercommunale (le Syndicat Mixte du Pays des Vals de Saintonge).

Avec la nouvelle Communauté de communes, il est prévu d'élaborer un PLH unique à l'échelle du territoire des Vals de Saintonge.

Ce Programme Local de l'Habitat a établi un programme d'actions pour la période 2012-2017. Il n'a pas été fixé d'objectif par commune. Celui-ci préconise des stratégies par Communauté de communes et fixe objectifs de production minimale de logements pour la CdC des Vals de trézence.

- **Schéma départemental d'accueil des gens du voyage de Charente-Maritime**

Ce troisième a été approuvé en juin 2010, pour la période 2010-2016. Outre la réalisation d'aires d'accueil permanentes sur l'ensemble du département, ce nouveau schéma précise l'organisation et la mise en œuvre en matière d'accompagnement socio-éducatif des familles sédentarisées ou fréquentant les aires de stationnement ou les terrains familiaux.

- **Plan Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes Défavorisées de la Charente-Maritime (2008-2010)**

Pour mettre en œuvre ce plan, 7 instances territorialisées ont été mises en place : les Commissions Locales de l'Habitat (CLH). Leur objectif est de regrouper en une seule instance le traitement des questions liées à l'habitat et ce, à l'échelle des Pays.

- **Politiques nationales**

La lutte contre l'habitat indigne, priorité nationale, devra faire l'objet d'une déclinaison territoriale. A noter que, les priorités de l'ANAH concerneront les propriétaires occupants

d'habitats indignes et très dégradés et les propriétaires occupants aux revenus modestes, en milieu rural, s'agissant de la rénovation thermique et à l'adaptation du logement à la perte d'autonomie.

4.4 Infrastructures et offre de transport

La place de l'automobile en zone rurale est centrale. Si elle conditionne la manière de nous déplacer, l'automobile a également fortement contribué à modifier la forme urbaine des bourgs et villages et à favoriser la sectorisation sociale de l'espace.

La concentration de l'emploi en secteur urbain associée à la ferme volonté de la plupart des ménages d'accéder à la propriété font partie des facteurs qui expliquent la place actuelle de l'automobile, mais pas seulement.

En effet, la quasi absence de réseaux de transports en commun en zone rurale associée à un réseau routier de plus en plus rapide mettent en cause les décisions prises par les collectivités territoriales en matière d'aménagement du territoire.

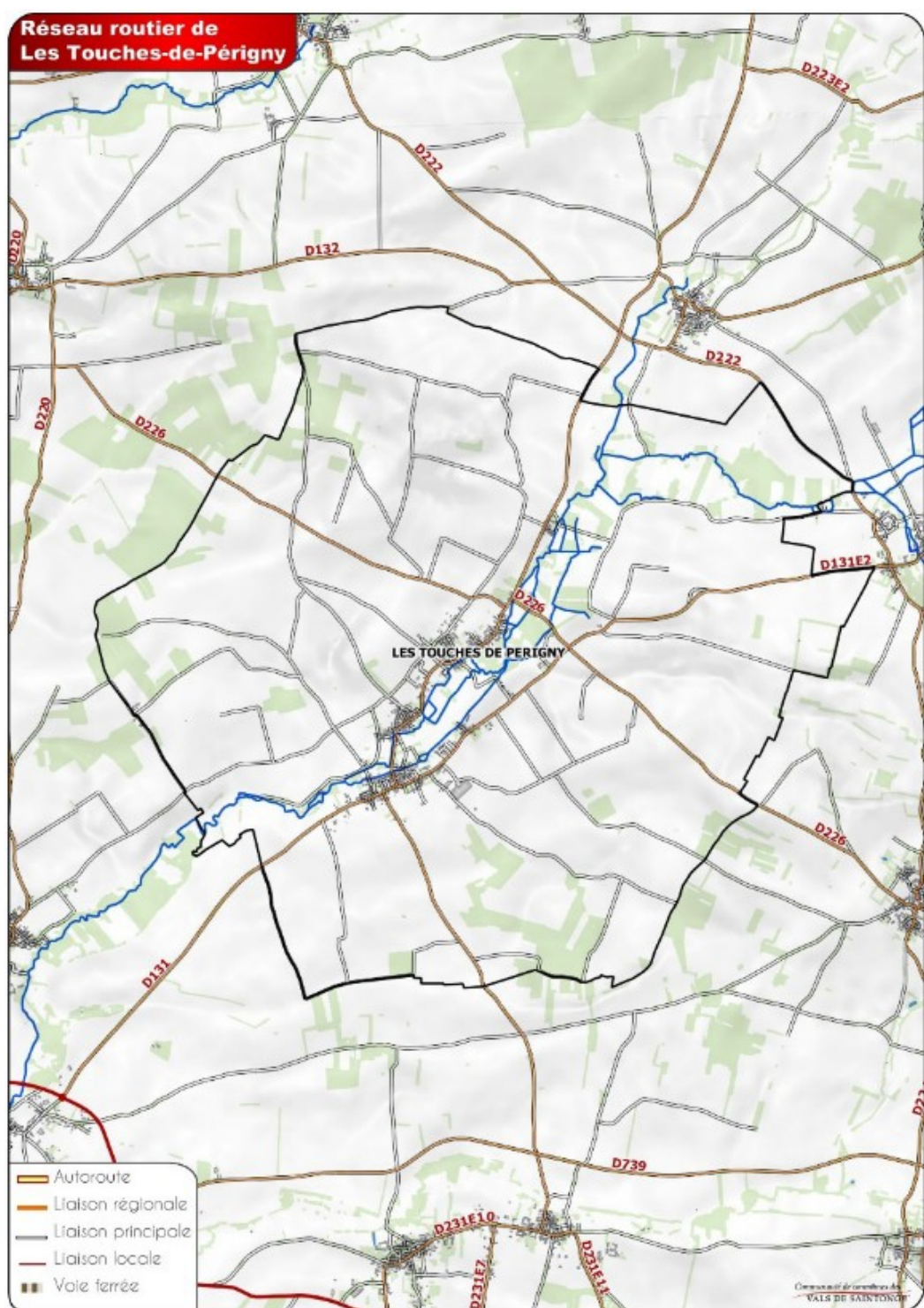
A l'image des zones rurales, le réseau de transports en commun défailant de la Communauté de communes des Vals de Saintonge associé à la recherche d'un foncier toujours moins cher sont deux facteurs qui précarisent d'autant plus les ménages à faibles ressources.

4.4.1 Le réseau routier

4.4.1.1 Une situation géographique favorable

Les Touches de Périgny s'étend sur 21,56 km² et est limitrophe des communes :

- | | |
|------------------------------------|------------------------------|
| - Cressé et Gourvillette à l'Ouest | - Bagnizeau et Matha à l'Est |
| - Le Gicq et Gibourne au Nord | - Haimps au Sud |



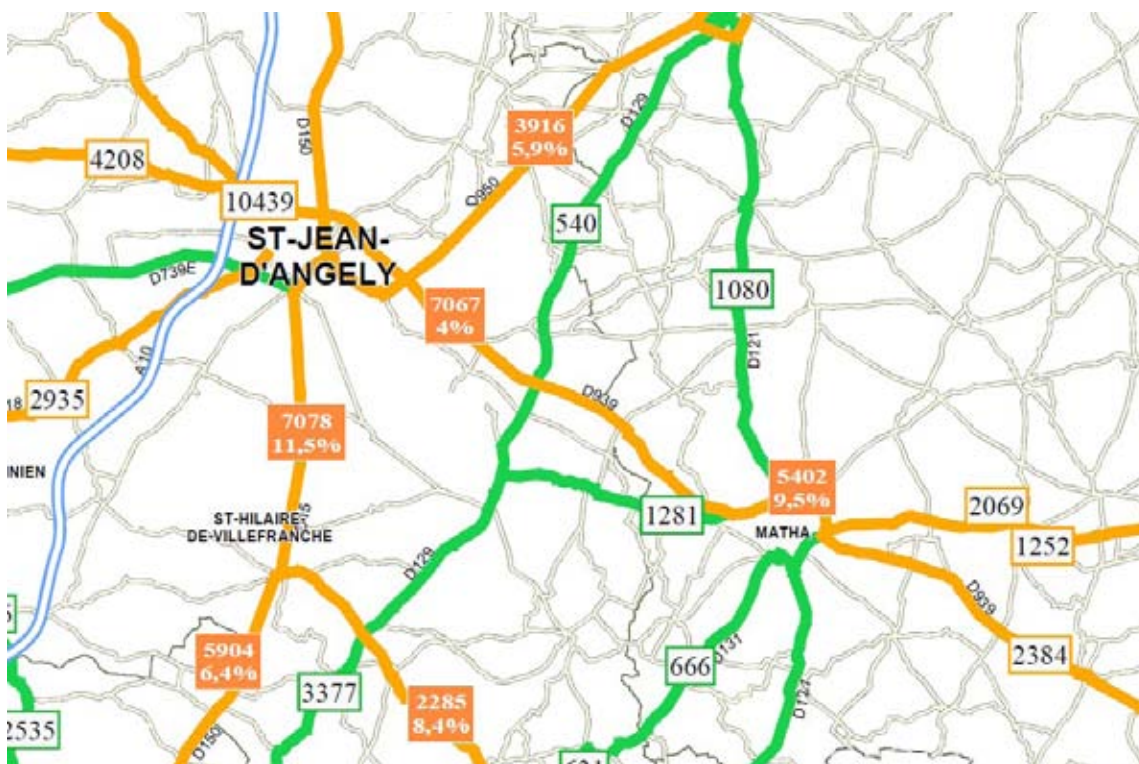
La commune est traversée par un axe majeur, la RD 131 (Matha/ Néré), qui traverse la commune du Sud-Ouest au Nord-Est. Le territoire est également traversé par un autre axe d'Ouest en Est, la RD 226.

La proximité avec Matha permet d'accéder à la RD 939 (La Rochelle- Angoulême) et passant par Saint-Jean d'Angély.

Les Touches de Périgny est situé :

- A 5 minutes de Matha, pôle d'équilibre (2,7 km)
- A 25 minutes de Saint-Jean d'Angély, pôle urbain (≈ 23,5 km)

- De 30 à 45 minutes de Cognac (28,5km), Saintes (38,6 km) et Melle (52,1km)
- A 1heure d'Angoulême et Ruffec (53,6 km), Niort (71,3km), Rochefort (61,4 km)



Recensement par classes de trafic de la circulation sur Routes Départementales

Les Touches de Périgny est géographiquement un peu isolée. Cependant, elle est desservie par un réseau routier efficace, qui lui permet de rejoindre les pôles urbains alentours. Saint-Jean d'Angély est sans conteste, pour la commune de Les Touches de Périgny, le bassin d'emploi et de vie le plus attractif.

4.4.2 Les déplacements pendulaires

A l'échelle de la Communauté de communes des Vals de Saintonge, la périurbanisation, phénomène qui résulte des causes précédemment évoquées, contribue à générer des déplacements Domicile-Travail quotidiens : les déplacements pendulaires.

Les bassins d'emplois présents sur le territoire regroupent un peu plus de 15 500 emplois qui génèrent des flux pendulaires.

Le pôle urbain de Saint-Jean d'Angély est, de loin, le bassin d'emplois le plus important. Il regroupe près de 39% des emplois présents sur le territoire. 85% d'entre eux sont pourvus par des actifs du territoire. A l'échelle communautaire, plus de 65% des emplois sont pourvus par des actifs y habitant. Les flux de déplacements pendulaires générés sont donc majoritairement internes au territoire.

Cependant, si la majorité des emplois sont pourvus par des actifs habitant sur le territoire, le nombre d'emplois (15 500) reste bien en deçà du nombre d'actifs (18 000). Les migrations pendulaires de la population active du Pays des Vals de Saintonge mettent en lumière les relations entretenues avec les bassins d'emplois voisins.

Les migrations domicile-travail de la population active de la Cdc sont variables. L'Est est le secteur retenant le plus ces actifs, ce qui induit des durées de transport relativement faibles. Les secteurs Centre et Ouest concentrent encore une grande majorité d'actifs travaillant sur leur territoire communautaire. Les secteurs Sud et Nord sont quant à eux de plus en plus

polarisés par des pôles d'emplois extérieurs, comme Cognac, Saintes, Surgères ou Niort.

Parmi l'ensemble des actifs que regroupe la Communauté de Communes du Pays de Matha, 62% travaillent et résident sur son territoire. Les déplacements domicile-travail des autres actifs sont axés principalement vers le département de la Charente (proximité de Cognac) et dans une moindre mesure vers le territoire du Pays.

Les déplacements domicile-travail de la population active de Les Touches de Périgny se concentrent majoritairement sur le territoire communal (45,2%). Les déplacements hors commune sont axés vers Rochefort, Saintes et Cognac, dans une moindre mesure vers Saint-Jean d'Angély.

En 2013, parmi les actifs ayant un emploi, 34,4 % travaillent et résident sur le territoire communal, tandis qu'en 2008, ils étaient 36,8 %. Les majorités des déplacements domicile-travail de la population active de Les Touches de Périgny se font en voiture, camion ou fourgonnette.

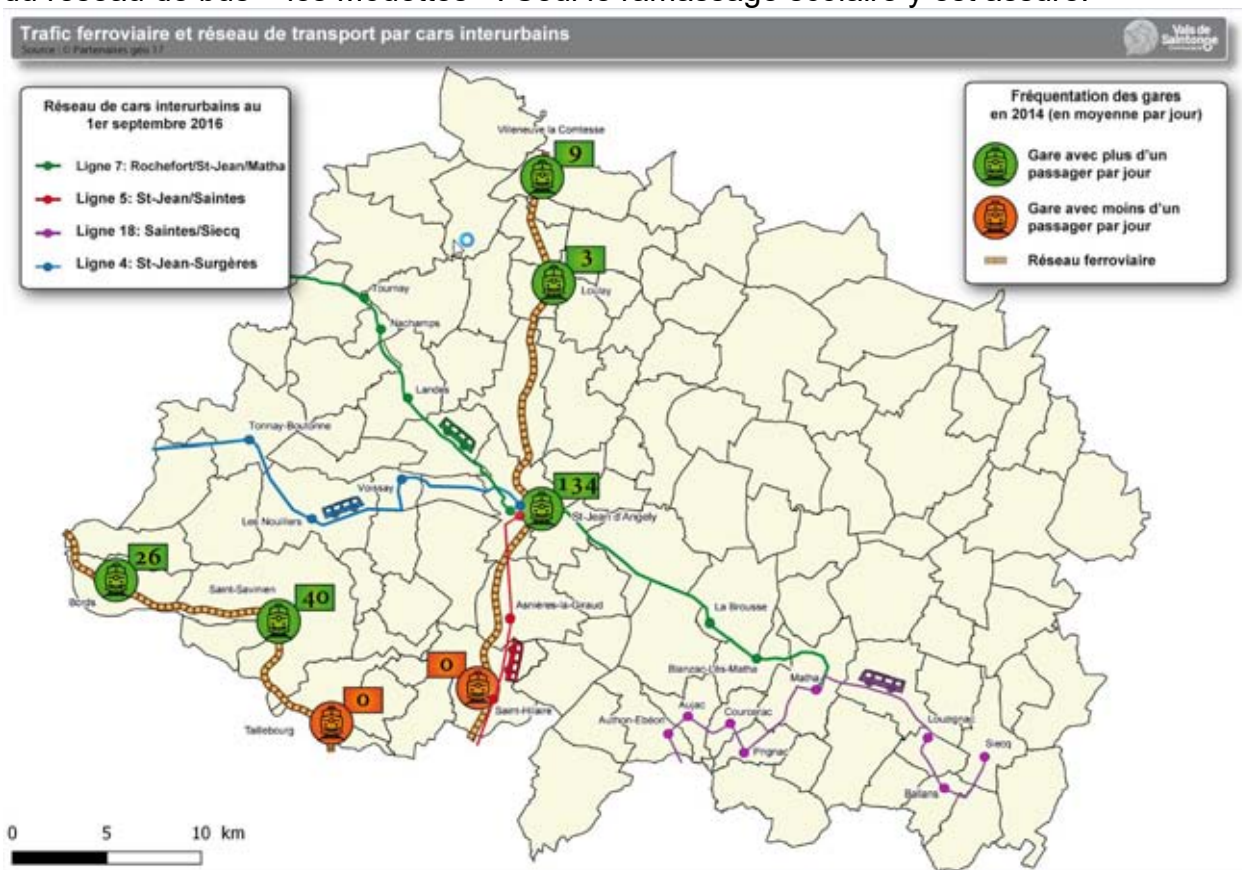
La problématique des déplacements doit être appréhendée de manière transversale. Ainsi, la place de l'automobile permet de porter nos réflexions sur la morphologie urbaine que l'on souhaite voir se développer à Les Touches de Périgny.

Le projet de PLU peut être l'occasion de repenser l'organisation des déplacements sur le territoire communal. Favoriser par exemple l'installation des nouveaux habitants au sein du bourg, c'est leur permettre de se rendre à pied ou en vélo aux services, équipements et commerces de proximité tout en développant le lien social.

4.4.3 L'offre de transports en commun

- **Transports en commun**

La commune de Les Touches de Périgny n'est pas desservie au niveau du réseau ferroviaire ni du réseau de bus « les Mouettes ». Seul le ramassage scolaire y est assuré.



- **Transport à la demande**

Un réseau de transport à la demande a récemment été mis en place par le Conseil Général. Le « Taxi Mouettes » étoffe ainsi le réseau de transport départemental et dessert les principaux marchés, les permanences des services de santé, des services sociaux (CAF, Assurance-maladie, Pôle-emploi...).

Il permet aussi de faire la liaison avec les lignes de cars principales ou de rejoindre les lignes ferroviaires. Des courses de taxi sont organisées chaque semaine à jour et horaires fixes.

- **Co-voiturage**

Des pratiques de covoiturage émergent sur certains sites du territoire. Le Conseil Départemental de Charente-Maritime s'est saisi de cette question en lançant l'élaboration d'un schéma départemental des aires de covoiturage qui aura permis la mise en service de 68 aires de dans l'Est du Département en 2017.

Les plus proches sont ainsi aménagées à Saint-Jean d'Angély.

Le choix des aires de covoiturage s'est basé tout d'abord en fonction des pratiques existantes, en essayant de mobiliser des aires de stationnement. Ensuite, les sites stratégiques ont été identifiés en fonction des flux migratoires majeurs, en lien essentiellement avec les déplacements liés au travail.

Ces aires vont permettre d'encourager les pratiques de covoiturage qui tendent à réduire le nombre de voitures en circulation, contribuant ainsi à une diminution du risque d'accident et une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Face à un réseau de transports en commun peu structurant et inadapté aux actifs et personnes âgées, l'automobile est et restera le mode de déplacement le plus adapté aux nécessités des ménages en zones rurales. Cependant, des alternatives existent à l'image du co-voiturage.

4.5 Les services et équipements

- **Les équipements scolaires**

La commune de Les Touches de Périgny ne possède plus d'école. Les élèves de primaire sont scolarisés à Beauvais-sur-Matha, les collégiens à Matha et les lycéens à Saint-Jean d'Angély.

- **Services sociaux**

Les Touches de Périgny ne possède ni Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ni assistante sociale. Si des logements sociaux peuvent être envisagés sur le territoire communal, la répartition des services sociaux, essentiellement situés à Matha et Saint-Jean d'Angély, il convient de s'interroger sur l'éventuelle arrivée de personnes fragilisées et sans moyen de mobilité.

- **Équipements sportifs**

Les Touches de Périgny possède un terrain de tennis, un skate-parc et un terrain de football et de pétanque.



Pour les autres activités sportives, les périniens ont la possibilité d'utiliser les équipements situés à Matha.

Les communes de Saint-Jean d'Angély et de Cognac présentent quant à elles un ensemble d'équipements plus importants, avec des structures associatives particulièrement développées et une offre plus spécialisée (water-polo, moto-cross, rugby...).

- **Équipements culturels et associatifs**

Les équipements culturels sont, comme dans la plupart des communes rurales, relativement mesurés. Cependant, la commune possède une salle des fêtes.

Pour les services culturels, les habitants de Les Touches de Périgny se dirigent généralement vers Matha, pôle d'attractivité qui offre des équipements culturels conséquents : cinéma, bibliothèque (Forum des Doutes), salle des fêtes pouvant accueillir 400 personnes. Le tissu associatif de Matha est également bien développé et regroupe une cinquantaine d'associations.

Enfin les villes de Saint-Jean d'Angély et de Cognac offre également divers équipements culturels : musée, bibliothèque, festival de théâtre, centre de culture européenne...

En ce qui concerne les associations, cinq sont recensées sur la commune. Ainsi, on note la présence d'une association de chasse ACCA, un groupement forestier, une association de pêche, un comité des fêtes, et un club de loisirs des aînés.

- **Autres équipements, bâtiments et espaces publics**



On retiendra la présence d'une base de loisir vers Chapitre : « Les îles de Cachet » comprenant des activités telles mini-golf, boulodrome, tennis, étang de pêche, tivoli, barbecues et tables de pique-nique, entretenue et gérée par la commune.

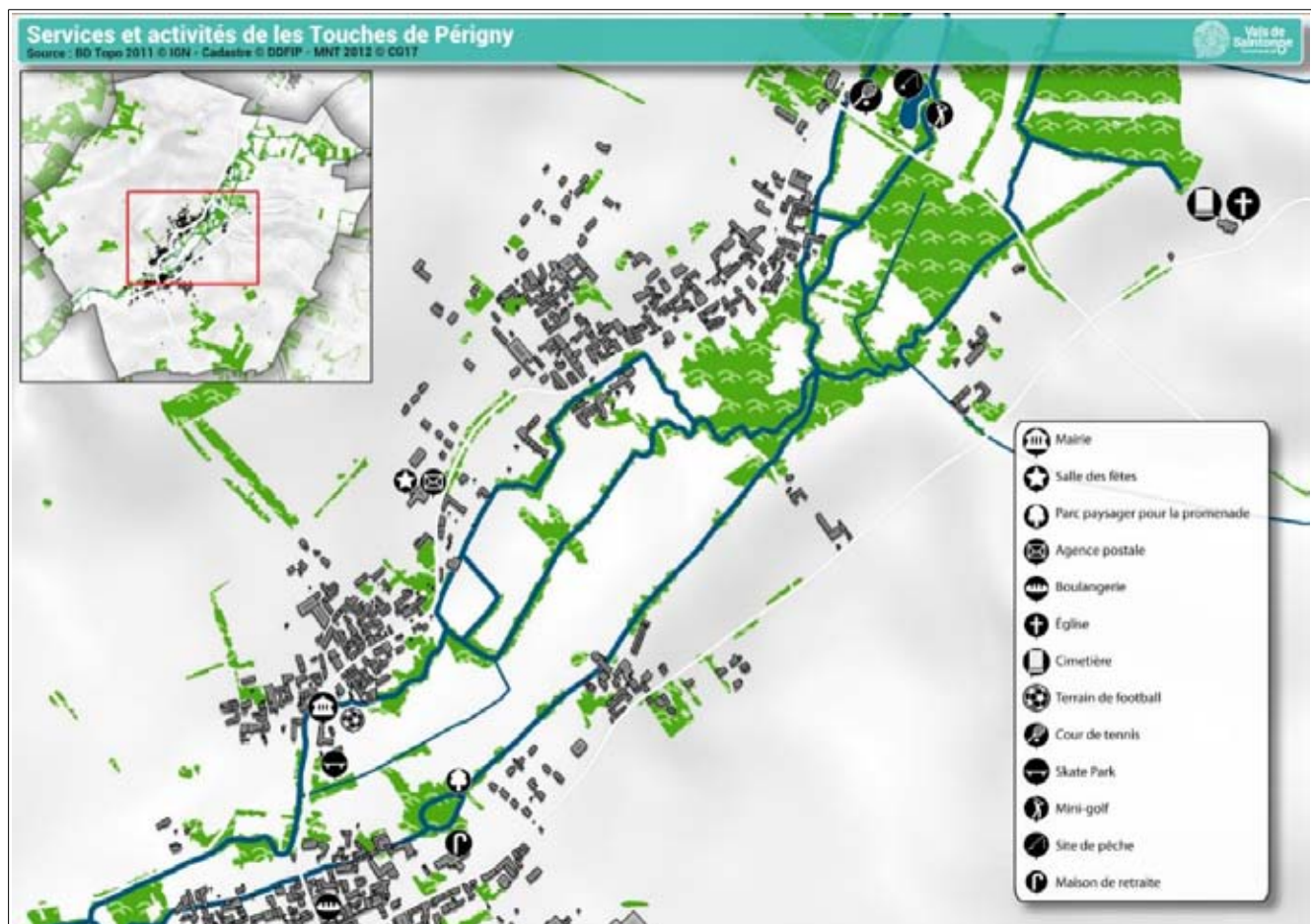
Les équipements administratifs comportent en premier lieu la Mairie, située dans le bourg. Elle est ouverte au public le lundi, mercredi et vendredi après-midi. Les autres équipements et bâtiments publics regroupent principalement l'église, la salle municipale, le cimetière, l'agence postale.



Le soin apporté au traitement des espaces publics constituera un enjeu important du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et un élément essentiel des orientations d'aménagement.

La commune accueille également un EPHAD privé dénommé les 4 Saisons, comprenant 52 lits.





La commune de Les Touches de Périgny est dotée du niveau d'équipements publics qui correspond à son statut de commune de l'espace rural.

Les équipements et services sont un atout supplémentaire pour la commune. Le projet de Plan Local d'Urbanisme doit permettre de conforter la place qu'ils occupent dans le quotidien des périniens. Ils contribuent en effet pleinement à développer le lien social et la solidarité communale.

Le développement de l'intercommunalité permet aux communes de mutualiser leurs moyens. Ainsi, grâce aux regroupements de communes, celles-ci devraient bénéficier de davantage de marges de manœuvre pour développer des équipements au service de leurs populations.

5 État initial de l'environnement

5.1 Géologie et pédologie

5.1.1 Contexte géologique du territoire

Quatre grandes entités naturelles composent le support géologique de la région Poitou-Charentes :

- Le massif Armoricaïn et le massif Central. Vestiges de la Chaîne Hercynienne, ces massifs anciens sont constitués de granites et de schistes.
- Le Bassin Parisien et le bassin Aquitain. Ces bassins sédimentaires sont constitués de dépôts d'épaisseurs variables.

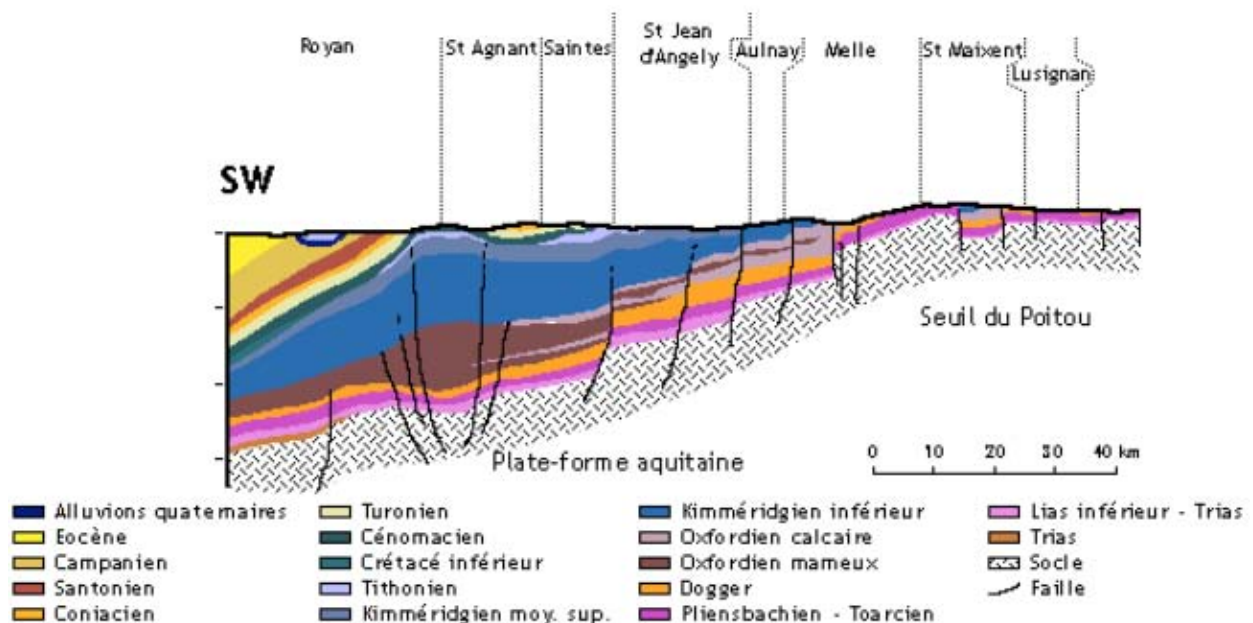
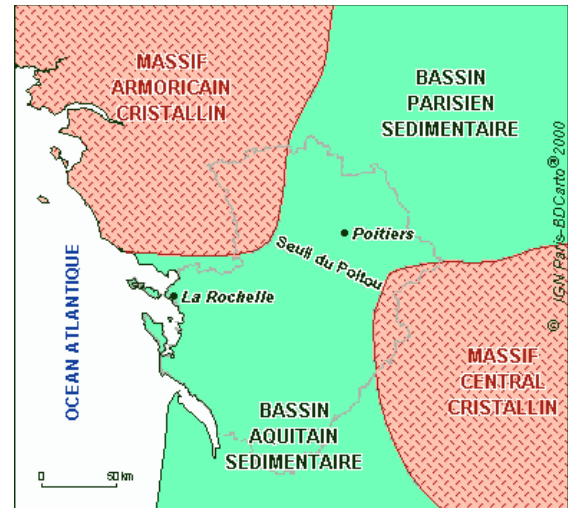
Le seuil du Poitou marque le point de contact entre ces quatre entités géologiques. Cette zone surélevée marque la continuité entre les deux massifs anciens et la communication entre les deux bassins sédimentaires.

Le seuil du Poitou est une ligne de partage des eaux entre les bassins de la Loire, de la Charente et de la Sèvre Niortaise et constitue également une ligne de changement climatique. La Charente-Maritime constitue la façade Nord-Atlantique du bassin Aquitain. L'histoire géologique du département nous permet de mieux comprendre la nature actuelle des sols.

Au début de l'ère mésozoïque (-250 à -200 millions d'années), la Charente-Maritime était émergée. Au Jurassique (-200 à -140 millions d'années), le département est recouvert par les eaux induisant une intense sédimentation marine calcaire.

Ces sédiments, façonnés par le temps, ont formé des bancs calcaires plus ou moins épais, plus ou moins fins ou grossiers. Les calcaires jurassiques caractérisent bien les terroirs de la plaine d'Aunis, la plaine de Niort, le nord Charente et la Saintonge.

Au Crétacé (-140 à -65 millions d'années), et après une période d'émersion qui altère fortement les calcaires jurassiques, une mer peu profonde va de nouveau recouvrir le bassin sédimentaire Aquitain sans recouvrir le Seuil du Poitou.



coupe schématique Sud-Ouest / Nord-Est du Pays des Vals de Saintonge (BRGM)

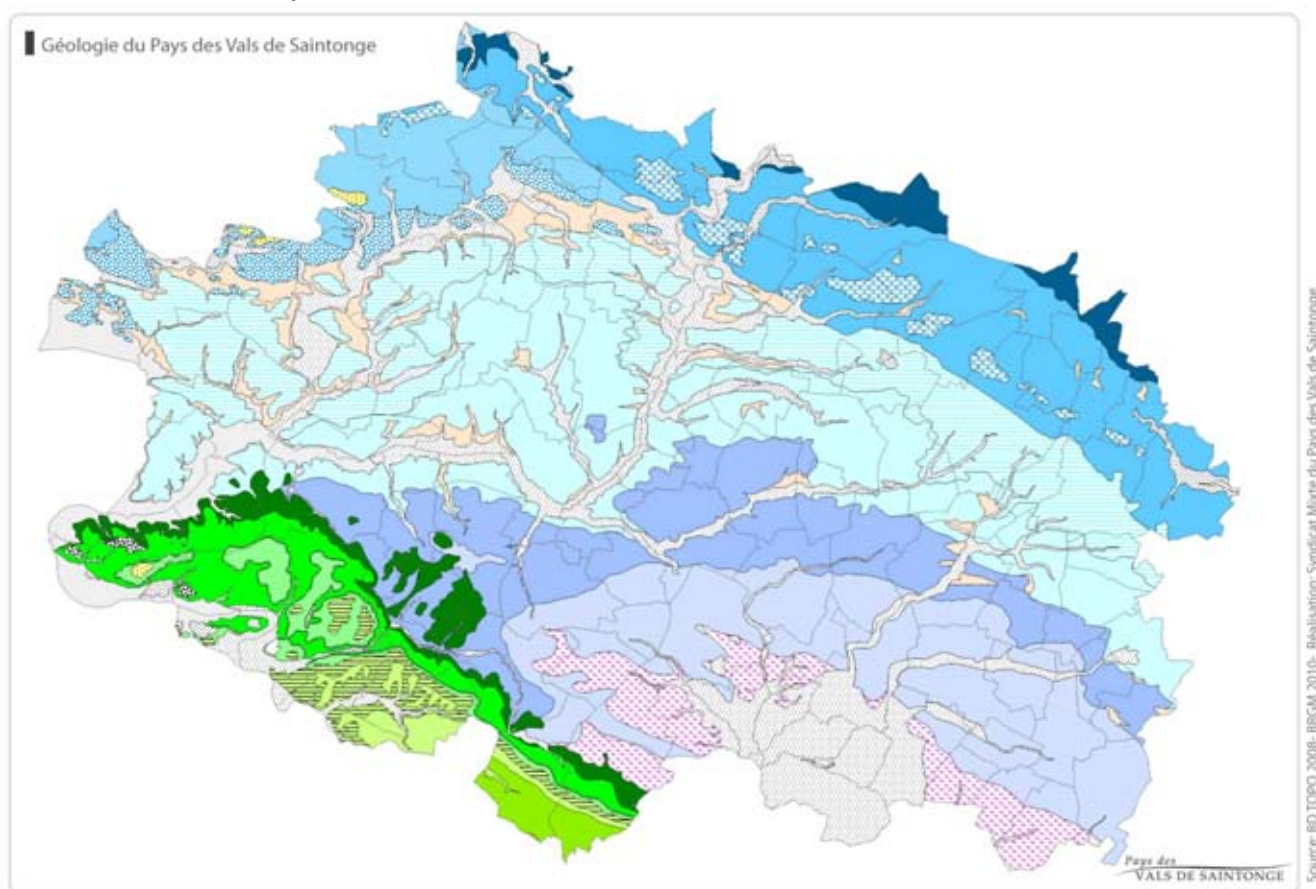
La mer crétacé va déposer des argiles, des sables et des craies. Sur les terres émergées, l'altération des calcaires jurassique se poursuit.

Les transgressions et régressions marines associées aux failles sont deux facteurs qui expliquent pour partie les différences notables dans les typologies des couches géologiques observées à l'échelle du Pays des Vals de Saintonge.

On observe clairement sur la coupe schématique ci-dessus, la structure en voûte du socle ancien. Une succession de failles de direction Nord-Ouest/Sud-Est effondrent globalement le socle vers le Sud-Ouest. Le rejeu de ces anciennes failles hercyniennes associé aux retraits et avancés de la mer ont affecté la structure de la couverture sédimentaire.

Ainsi, à l'échelle du Pays des Vals de Saintonge, les couches géologiques les plus anciennes se situent au Nord-Est, non loin du seuil du Poitou, et les plus récentes au Sud-Ouest, seul secteur à avoir été recouvert par la mer crétacé.

Le Nord-Est du territoire concentre également les altitudes les plus élevées du territoire. Avec 173 mètres, le point culminant de la Charente-Maritime se situe à Contré.



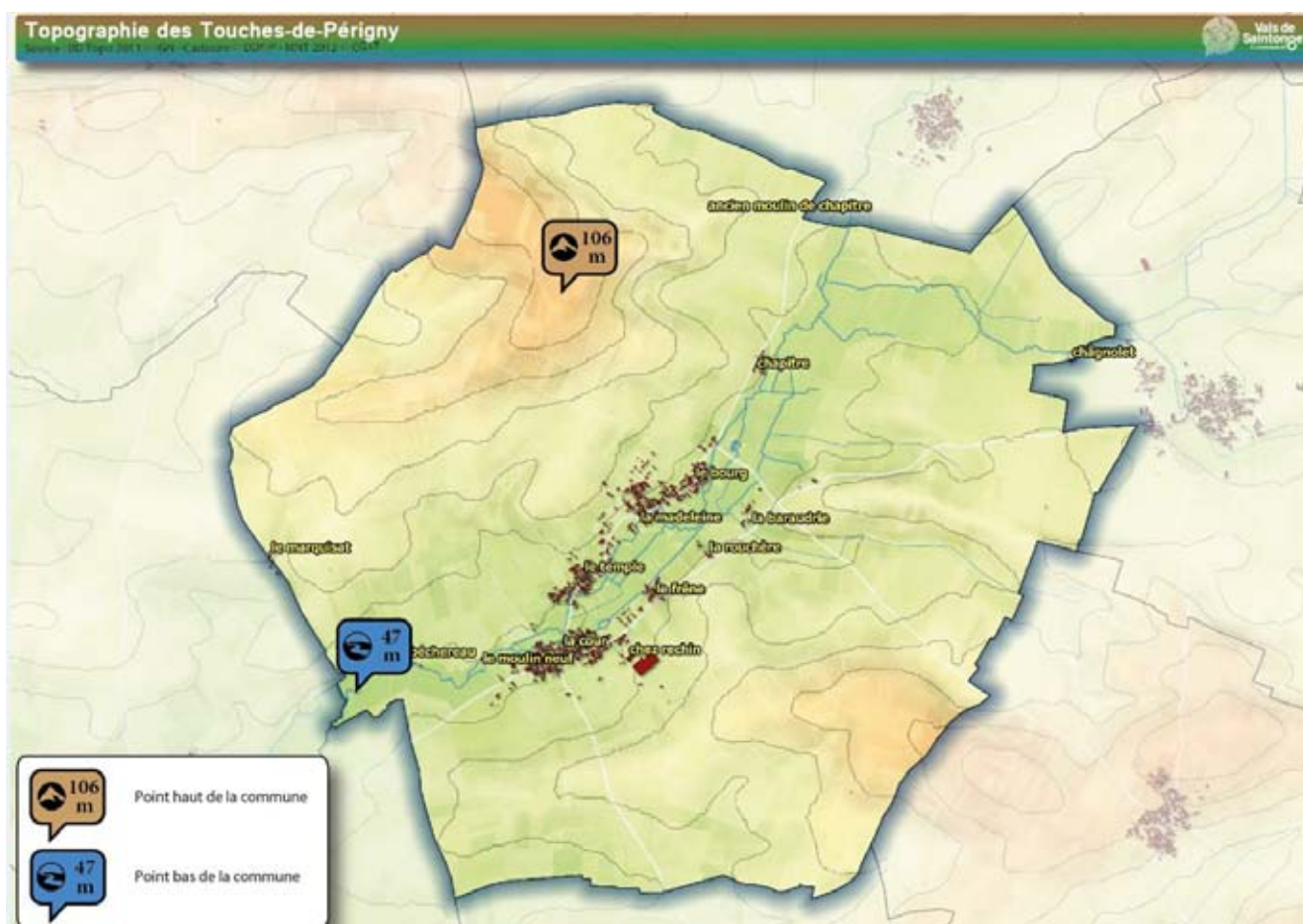
Les calcaires et marnes du Jurassique supérieur caractérisent bien la géologie des Vals de Saintonge. Ces substrats sont associés à la zone naturelle des Groies. Les sols argilo-calcaires, riches en oxyde de fer (couleur ocre), sont typiques des Groies.

Issus de la décalcification du calcaire, ils comportent en général des fragments de roche. Ce sont des sols fertiles mais souvent peu épais et à faible réserve hydrique. Sur certains secteurs des Groies se sont développés des sols brun-calcaires, issus de l'accumulation d'argiles dans des dépressions topographiques (sols des terres marneuses du Pays Bas).

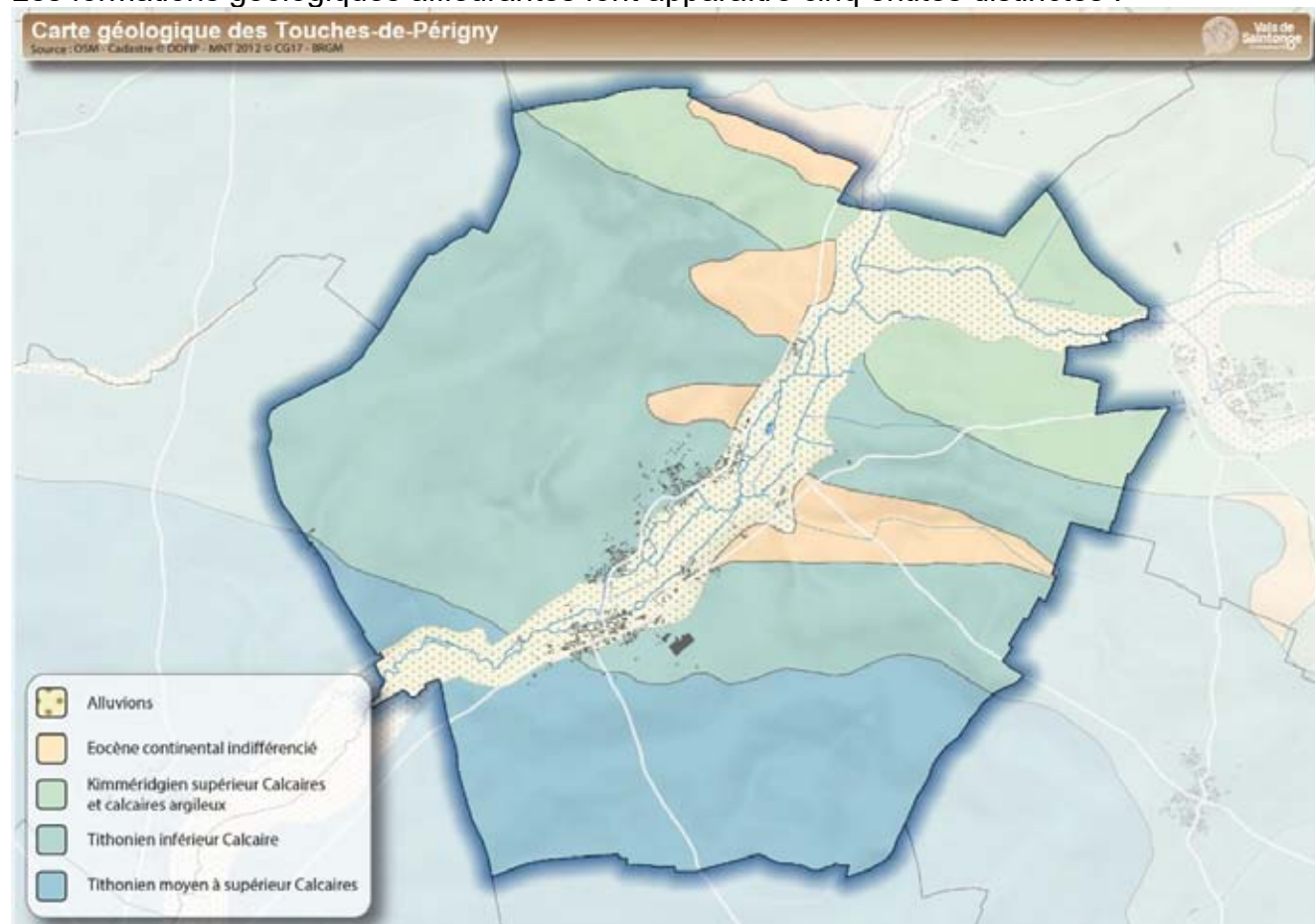
5.1.2 Géologie et topographie

La commune de les Touches de Périgny est une vaste plaine où les vallonnements sont amples et les vallées peu marquées. L'Antenne traverse le territoire communal suivant un axe Sud-Ouest / Nord-Est. Ce cours d'eau s'écoule sur une topographie très faible ce qui entraîne un écoulement sinueux et l'existence de nombreux bras occupant une large vallée inondable.

Cette vallée est bordée par deux crêtes topographiques, parallèles à l'axe de la vallée. De part et d'autre de l'Antenne, les plus hauts vallons dépassent les 100 mètres, avec un plus haut point à 106 mètres au lieu-dit « Plantis de Malésine ».



Les formations géologiques affleurantes font apparaître cinq entités distinctes :



- Au Nord, on retrouve des calcaires argileux et des marnes fossilifères sur plus de 40 mètres d'épaisseur. Ces **calcaires à Aspidoceras** (Kimméridgien supérieur) s'achèvent par un toit marneux sur une épaisseur de 5 mètres qui marque la transition avec les assises du Portlandien.
- Au centre du territoire, suivant un axe Nord-Ouest/Sud-Est, une assise de plusieurs dizaine de mètres de calcaires blancs (**calcaires à gravesia** au Sud-Est du lieu-dit Le Chapitre) associée à un étage de calcaires fins, gris-beiges (calcaires oolithique) de 50 à 60 mètres d'épaisseur.
- Au Sud de la commune, des **calcaires à corbula** sont représentés par des calcaires fins, beige-blanchâtres. Au Sud-Ouest, on retrouve également des calcaires en plaquette correspondant à une sédimentation de faible profondeur.
- **Les colluvions et dépôts de pente (grèzes litées)** des versants de vallons, sont constitués d'éléments anguleux calcaires et de particules fines argilo-calcaires résultant de la gélifraction des assises carbonatées. On les retrouve au niveau des principaux talwegs. On retrouve ce type de colluvions à proximité des lieux-dits de la Rouchère et du Chapitre.
- Les **alluvions fluviales récentes** associent des sédiments limono-argilo-sableux à des éléments calcaires provenant des dépôts de pente (les grèzes). Ces alluvions sont situées dans le lit majeur de l'Antenne. A noter, certaines formations tourbeuses s'intercalent parfois dans ces alluvions.

5.1.3 Réseau hydrographique

Les bassins versants topographiques constituent des exutoires naturels aux eaux superficielles qui viennent alimenter le ruisseau de la Gravelle et de l'Antenne.



Cette alimentation est complétée par des résurgences de nappe importantes : source de la Mayotte, de Lucaud, de Périgny, du Chapitre, de la Niche Bœuf, de l'Ebrefine.

Trois cours d'eau traversent le territoire communal :

- Un cours d'eau temporaire draine les eaux superficielles de la vallée des Verdois, à l'Est de la Barauderie ;
- **le ruisseau de La Gravelle** qui s'écoule sur 300 mètres et constitue un affluent de l'Antenne. Son état écologique est considéré comme moyen. Son état chimique est bon. Les pressions polluantes dues aux activités agricoles et domestiques sont faibles.

Ce cours d'eau a un objectif de retour à un bon état global, chimique et écologique en 2015.

- **L'Antenne** qui suit une orientation Nord-Est/Sud-Ouest. Ce cours d'eau s'écoule vers le Sud-Ouest et suit la topographie déclinante. Son écoulement très sinueux entraîne de nombreuses ramifications qui délimitent un important champ d'inondation.



Dans le cadre du 2ème cycle de la Directive Cadre sur l'Eau, un état des lieux a été réalisé et validé le 2 décembre en 2013 par le comité de bassin Adour Garonne. Cet état des lieux sert de base au travail de révision du SDAGE 2016-2021 approuvé le 01/12/15. Selon cet état des lieux, l'état de la masse d'eau de l'Antenne est qualifié comme suit :

Les objectifs d'état de la masse d'eau seront fixés dans le SDAGE 2016-2021.

	Indice de confiance		Indice de confiance
Potentiel écologique :	Bon Haut	Etat chimique (avec ubiquistes) :	Bon Haut
Origine :	Mesuré	Etat chimique (sans ubiquistes) :	Bon
Stations de mesure ayant permis de qualifier l'état écologique :		Origine :	Mesuré
<ul style="list-style-type: none"> ♦ 05012000 - L'Antenne à Javrezac ♦ 05012500 - L'Antenne à Mons 		Stations de mesure ayant permis de qualifier l'état chimique : <ul style="list-style-type: none"> ♦ 05012000 - L'Antenne à Javrezac ♦ 05012500 - L'Antenne à Mons 	

Concernant les pressions exercées sur la masse d'eau, l'état des lieux présente les résultats suivants:

L'Antenne	
Pression ponctuelle :	
Pression des rejets de stations d'épurations domestiques :	Significative
Pression liée aux débordements des déversoirs d'orage :	Non significative
Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (macro polluants) :	Significative
Pression des rejets de stations d'épurations industrielles (MI et METOX) :	Significative
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries :	Non significative
Pression liée aux sites industriels abandonnés :	Inconnue
Pression diffuse :	
Pression de l'azote diffus d'origine agricole :	Non significative
Pression par les pesticides :	Significative
Prélèvements d'eau :	
Pression de prélèvement AEP :	Non significative
Pression de prélèvement industriels :	Non significative
Pression de prélèvement irrigation :	Significative
Altérations hydromorphologiques et régulations des écoulements :	
Altération de la continuité :	Modérée
Altération de l'hydrologie :	Minime
Altération de la morphologie :	Modérée

La qualité du cours d'eau est ainsi affectée par des pressions des rejets de stations d'épurations domestiques et industrielles, par les pesticides mais également par des prélèvements pour l'irrigation.

5.1.4 Les eaux souterraines

Outre les eaux de surface (cours d'eau, lacs...), la ressource en eaux inclut également les eaux souterraines sous forme de nappes. Elles jouent un rôle fondamental dans l'alimentation des rivières en période de basses eaux et l'approvisionnement des activités humaines.

L'ex région Poitou-Charentes est constituée, pour les trois quart de sa surface, de terrains sédimentaires perméables potentiellement favorables à la présence de nappes phréatiques. Ces terrains poreux contenant de l'eau, qualifiés d'aquifère, constituent d'importantes ressources en eaux dans ce contexte géographique.

Souvent située à faible profondeur, la ressource en eau est d'autant plus vulnérable aux aléas climatiques et aux pollutions. On retiendra également que 48,5 % des prélèvements annuels d'eau de la région Poitou-Charentes proviennent des nappes souterraines dont presque les 2/3 pour l'agriculture (Source : Observatoire Régional de l'Environnement).

Au niveau de la ressource en eau souterraine, la commune de Les Touches de Périgny se situe sur les aquifères suivants :

- l'aquifère du Séquanien : il renferme une nappe captive entre deux niveaux marneux argilo-calcaire. Il alimente en eau potable la plupart des gros bourgs de la région. Malgré un toit imperméable de marnes grises, la nappe demeure vulnérable aux pollutions.
- l'aquifère du Portlandien : on rencontre la nappe à faible profondeur, au sein des calcaires du Jurassique. Il semble que la fissuration ne soit développée que sur une vingtaine de mètres sous la surface. Les sources de la Mayotte, Chapitre, la Nicheboeuf, Périgny et Lucaud sont des résurgences de cette nappe et permettent un

léger soutien à l'étiage sur le tronçon de l'Antenne, à l'amont du bourg. Les nappes d'eau se reconstituent essentiellement en hiver, les précipitations de printemps et d'été étant pour la plus grande partie utilisées par le couvert végétal.

5.2 Paysage et patrimoine

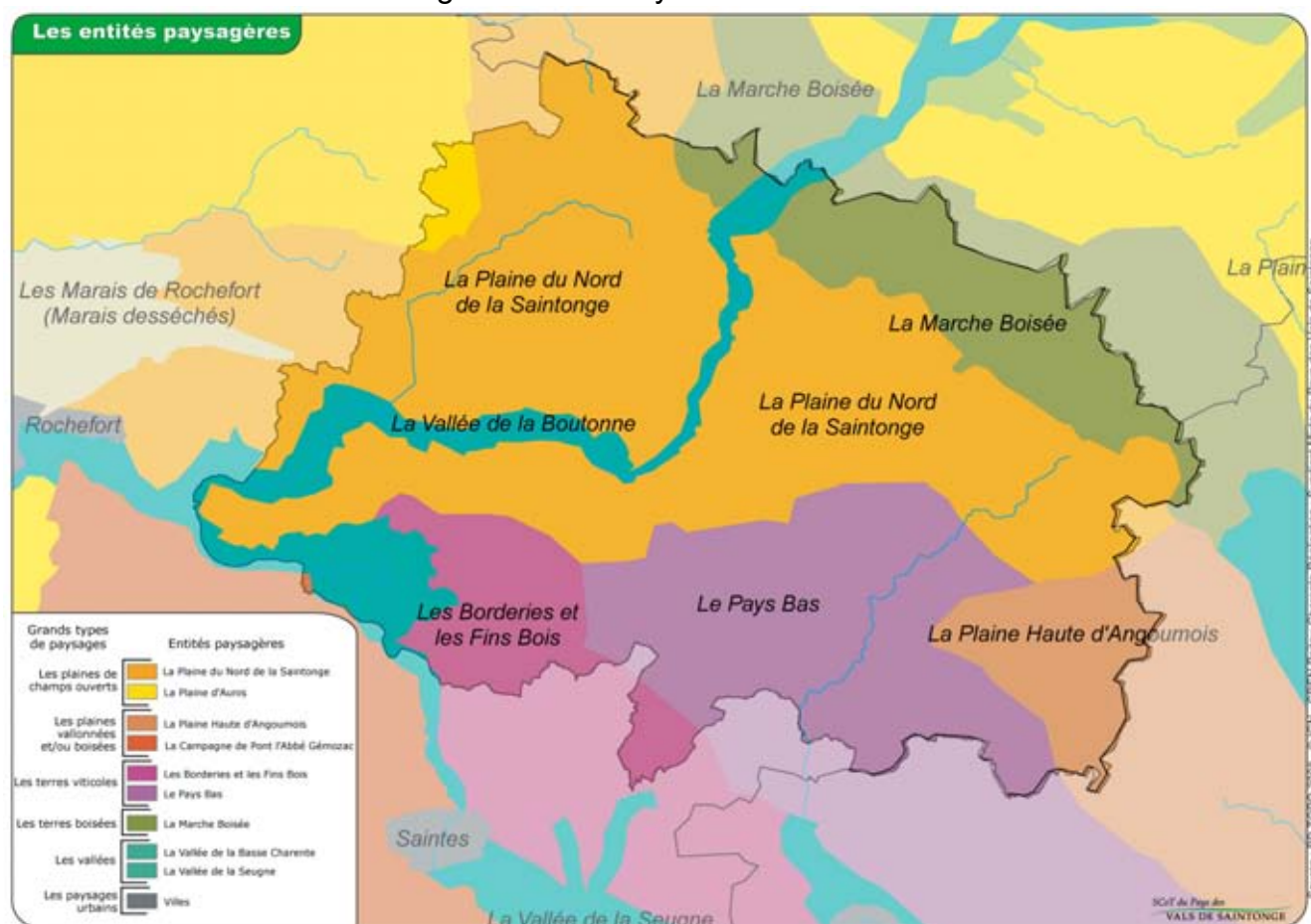
5.2.1 Entre plaines de champs ouverts et vallées

La notion de paysage fait nécessairement appel au temps auquel on se réfère. Un observateur se présente à un instant donné, chargé de son passé, de ses acquis culturels, sociaux, avec sa propre personnalité.

Ainsi, le paysage perçu résulte de la perception d'un individu des interactions entre les activités humaines, le monde végétal et animal et l'environnement physique d'un site. La perception d'un paysage est d'autant plus subjective qu'elle est faite également appel à l'ensemble de nos sens.

Compte tenu de la dimension partiellement subjective de la notion de paysage, on se placera ici du point de vue typologique et identitaire. L'analyse va donc s'employer à identifier les différentes zones du territoire communal ayant une identité paysagère propre et qui recouvrent des caractéristiques homogènes.

Selon l'Atlas Régional des Paysages du Conservatoire des Paysages de Poitou-Charentes, deux entités paysagères sont identifiées sur le territoire de Les Touches de Périgny : la « Plaine du Nord de la Saintonge » et « Le Pays Bas ».



La Plaine du Nord de la Saintonge offre des espaces vastes et simples. La culture généralisée du sol offre des paysages presque sans obstacle, où l'œil vole sur les étendues immenses et ne rencontre que le ciel. Le moindre objet se remarque au loin : clocher, silo, château d'eau, pylône, alignement d'arbres. Les cultures, par leurs matières et leurs

couleurs qui se succèdent selon la saison, rythment le temps et l'espace.

Si l'eau elle-même est presque toujours cachée, sa présence est révélée par le volume de la végétation spécifique qui l'accompagne : peupliers, ripisylves, aulnes et saules. Dans certains fonds de vallée, les prairies permanentes et les haies constituent un milieu agricole semi-naturel où la gestion traditionnelle de fauche ou pâturage permet, tout en préservant la fertilité des sols et la qualité des eaux phréatiques, le maintien d'une flore et d'une faune parfois d'une grande diversité.

Si aucune grande agglomération ne marque la plaine saintongeaise, l'habitat y est fortement regroupé en villages compacts. Tout un vocabulaire de transition fait de jardins, de bosquets, de vergers, et de murs d'enceinte leur constitue une zone de contact avec la plaine. L'histoire particulière de la région y ajoute les nombreux petits hameaux, fermes, et moulins. La blancheur caractérise ici l'architecture traditionnelle des fermes, des villages ou des magnifiques églises romanes.

Le Pays Bas apparaît comme une longue plaine, modelée par une série d'ondulations douces et amples orientées nord-ouest / sud-est. Il s'inscrit en contre-bas des hauteurs calcaires des Borderies à l'Est, et de la plaine haute d'Angoumois à l'Ouest. La ponctuation de petits boisements et d'arbres isolés, l'alternance de cultures ouvertes et de vignes, leur matières, les couleurs, façonnent les paysages ruraux au fil des saisons. La forêt de Jarnac est le seul boisement d'importance, mais de forme très découpée, creusée de clairières et d'essarts où s'insinue parfois la vigne. L'autre événement dans l'espace ouvert de la plaine est le feston boisé de la vallée de l'Antenne qui signale le passage de la rivière et en accentue la présence.

Le pays bas existe surtout par référence aux secteurs voisins. Il est en relation forte avec eux, par la qualité des horizons hauts qui le délimitent, et par les paysages caractéristiques qui l'environnent. Il partage avec eux des motifs communs, liés à l'architecture, à la proximité de la Charente et à la viticulture, qui peuvent l'inscrire dans le même réseau de découverte touristique. Mais il possède aussi ses qualités intrinsèques, dont une image de paysage rural encore très cohérente, sans phénomène d'urbanisation pavillonnaire diffuse. Ses principaux atouts reposent sur la présence des motifs végétaux et leur répartition, suffisamment présents pour structurer l'espace de la plaine, mais suffisamment dispersés pour ne pas occulter l'ample creux qu'elle dessine, de la plaine haute d'Angoumois aux Borderies.

Le pays bas fait partie des terroirs de productions du cognac, inclus dans la vaste ceinture des «Fins Bois» qui entoure, de part et d'autre de la Charente, la Grande Champagne, la Petite Champagne et les Borderies. Les nombreuses parcelles de vignes alternent avec les cultures fourragères. Toutes ces productions agricoles industrielles ne vont pas sans poser parfois des problèmes significatifs sur la qualité des eaux non seulement de surface mais également souterraines.

5.2.2 Les entités paysagères de Les Touches de Périgny

Les paysages de la commune reflètent un mode d'occupation du sol essentiellement agricole, qui se différencie selon la nature des terrains. Le paysage de la commune de Les Touches de Périgny s'organise donc autour de cinq entités paysagères :

- **Les paysages ouverts de plaines agricoles**

Très présents au Nord de la commune, les paysages ouverts se caractérisent par des terrains occupés par de grandes cultures pratiquées sur de vastes champs remembrés.



Les boisements sont peu présents et se limitent à quelques haies ou arbres isolés. Ces paysages générés par l'agriculture ne laissent que peu de place aux éléments naturels. Ils résultent de la rupture de l'équilibre qui faisait coexister haies, prairies, bosquets avec les activités agricoles.

- **La vallée de l'Antenne**

Les abords du cours d'eau de l'Antenne constituent une typologie paysagère bien spécifique sur le territoire communal. La ripisylve de l'Antenne, associée aux prairies humides attenantes, sous- tendent une richesse faunistique et floristique indéniable.



Ce secteur semi-naturel s'apprécie aussi bien de l'intérieur, en enjambant les multiples canaux, que de l'extérieur, en observant du haut des vallons la plus ou moins large chevelure végétale qui accompagne le cours de l'eau.

Cette ligne d'accroche visuelle est d'autant plus perceptible si l'on considère la quasi-absence de haies et de bois sur les coteaux encadrant l'Antenne.



La vallée de l'Antenne est marquée par l'histoire entre l'Homme et son environnement. Le paysage bucolique qui se dégage de cette vallée est un élément majeur naturel du cadre de vie communal. Appréciée et appréciable de tous, la valorisation des abords de l'Antenne revêt l'ambition de préserver une entité paysagère liée à l'eau, entité paysagère d'autant plus importante pour la commune qu'elle intègre les aires urbaines.

- **Les zone bâties**

Les secteurs urbains de la commune sont implantés le long de l'Antenne. La zone verte que sa présence sous-tend structure l'organisation urbaine.



En outre, la concentration des unités urbaines associée à la végétation très présente sur leurs abords les mets en contraste avec les grandes cultures qui les entourent.

Les espaces urbains revêtent plusieurs formes :

- le bâti ancien, à caractère dense et urbain, caractérisé par des maisons à rdc et r+1, avec une continuité du bâti et un réseau viaire articulé en venelles, rue et querreux



- le bâti lié à l'activité essentiellement agricole de la commune
- le bâti de type pavillonnaire



Les paysages urbains des centres anciens s'illustrent par l'association entre bâti ancien, rues et venelles, végétation et espaces publics. Ces éléments confèrent à Les Touches de Périgny un caché indéniable.



- **Les espaces semi-cloisonnés ou fermés**

La présence de populiculture et de jardins familiaux le long de l'Antenne induit la présence d'espaces semi-cloisonnés et fermés.



Ces espaces assurent le rôle de transition entre les espaces agricoles, les zones d'habitat et l'Antenne. Outre le caractère paysager des jardins familiaux, ils gardent avant tout un rôle social et intègrent à ce titre l'organisation urbaine de la commune.

En revanche, les alignements de peupliers ainsi que la transformation des prairies en cultures ont profondément modifié les abords de la vallée de l'Antenne.



- **Les paysages de vigne**

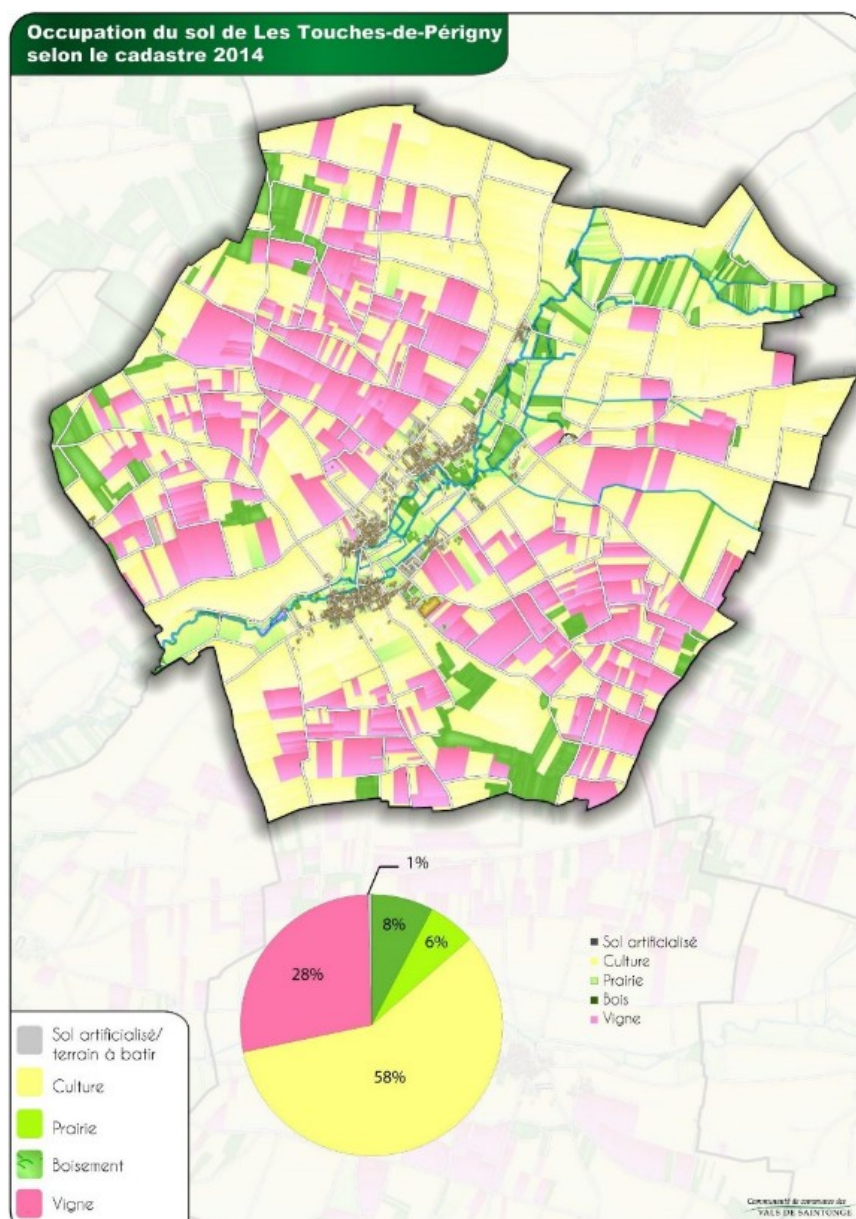
La vigne est la culture emblématique de la commune. Ce patrimoine végétal s'apprécie principalement sur les hauteurs de la commune et souligne le relief ample du territoire.



Ces paysages de vigne résultent d'un rapport intime entre l'Homme et son environnement. Le paysage d'une saison à l'autre fait apparaître des évolutions de couleurs, et des variations de rythme et de texture.

5.3 Occupation du sol

La carte d'occupation des sols ci-après fait apparaître la prédominance des terres agricoles. Elles couvrent près de 90% de la superficie communale. Le vignoble périnien représente 28 % du territoire.



Les espaces boisés représentent un peu moins de 10% de la superficie communale et sont surtout présents le long de la limite Nord-Ouest et Sud. La vallée de l'Antenne est également marquée par un corridor végétal important. Des alignements de peupliers se mêlent à la maïsiculture et aux jardins familiaux.

Les linéaires de haies, propriété de l'association foncière, se retrouvent principalement en bordure de parcelle agricole, le long des chemins blancs et des axes de communication.

Les prairies, autrefois implantées dans la vallée de l'Antenne, ont été largement remplacées par des peupleraies. Elles représentent encore 6 % du territoire communal.

Les surfaces urbanisées, qui comprennent l'ensemble du bourg et des villages, représentent 1 % de la superficie communale.

5.3.1 Les composants du patrimoine vernaculaire

Qu'on le dénomme « petit patrimoine », « patrimoine de pays » ou « patrimoine vernaculaire », la commune de Les Touches de Périgny possède un certain nombre d'éléments de patrimoine sur l'ensemble de son territoire. Un patrimoine, qui, banalisé, échappe souvent au regard et mérite donc une attention particulière en termes de préservation et de mise en valeur.

Certains de ces éléments seront donc répertoriés au titre du Plan Local d'Urbanisme afin de leur assurer une protection réglementaire.

- **Portes et fenêtres**



bâtisse à ouvertures chanfreinées avec appui de fenêtre mouluré



linteau en accolade d'une ouverture de cellule charentaise



fronton de porte de jardin décoré de rosaces et feuilles.



linteau de porte de jardin avec inscription : "Bigeon Tranchemontagne, ancien sergent des grenadiers royaux". (1777)

(c) Inventaire Général, Région Poitou-Charentes ; Pays des Vals de Saintonge

- **Porches et portails**

Les porches et portails font partie intégrante du patrimoine architectural du Pays des Vals de Saintonge. Les portails constituaient le plus souvent un symbole de la réussite sociale de leurs propriétaires. S'ils se veulent à l'origine essentiellement utilitaires, ils n'en sont pas moins chargés d'une valeur esthétique. Ils sont souvent dotés de deux portes, l'une charretière, l'autre piétonnière.



(c) Inventaire Général, Région Poitou-Charentes ; Pays des Vals de Saintonge

La commune possède un nombre important de portails, à piliers ou à voûtes. Les premiers, en maçonnerie, datent du 19^e siècle ou du début du 20^e siècle. Les piliers sont le plus souvent carrés, parfois décorés, et en pierre de taille. Les grilles sont le plus souvent en fer forgé. Les chapiteaux peuvent supporter différents ornements.

Les portails à voûtes présentaient le plus souvent un arc en anse de panier ce qui fournissait la plus grande ouverture. Ils ne possèdent en principe qu'une seule entrée piétonnière.

A Les Touches de Périgny, les propriétés viticoles à cours fermée occupent une place toute particulière dans l'architecture du bâti de la commune.

- **Puits, fontaines et lavoirs**



(c) Inventaire Général, Région Poitou-Charentes ; Pays des Vals de Saintonge

La présence de l'eau et les activités qui lui sont associées ont laissé de nombreuses traces sur le territoire communal.

De nombreux puits sont recensés sur la commune certainement en raison de la faible profondeur de la nappe.

Abreuvoirs, puits, ponts, moulins marquent l'identité de Les Touches de Périgny en rappelant le quotidien d'un temps pas si lointain.

- **Pigeonnier**

Sur plan carré, le rez-de-chaussée sert à divers usages. A l'étage, une aire d'envol et les boullins (pots en terre cuite) sont à environ un mètre de l'égout du toit. La couverture peut être à deux ou quatre pans, définissant un petit volume. Sur les exploitations plus modestes le pigeonnier se limitait à un local aménagé dans un grenier.



(c) Inventaire Général, Région Poitou-Charentes ; Pays des Vals de Saintonge

- **Murs**

Les constructions sont souvent organisées autour d'une cour.

Ces dispositions bioclimatiques, fonctionnelles et culturelles entraînent l'existence de grands murs de pignon le long des voies qui constitue une caractéristique du patrimoine urbain viticole charentais.

Les rues et venelles associées aux alignements de murs en moellon confèrent un cachet indéniable.



- **Moulin, bâti et bâtiments agricoles**

Certains bâtiments agricoles présentent un intérêt architectural ou patrimonial.



trou à pigeons, trou à moineaux



cage à chanterelle à deux fentes



balet d'une ancienne écurie



hangar au trois piliers ronds



ruches à miel



ancien moulin à vent de Chez Auché

(c) Inventaire Général, Région Poitou-Charentes ; Pays des Vals de Saintonge

Le moulin à vent ci-dessus date du 17^e siècle. Il est implanté sur une butte de 95 mètres au lieu-dit « Le Chapitre ». Il était utilisé en période de sécheresse. Le toit du moulin est surmonté d'une girouette du 19^e en fer forgé représentant un meunier tirant son âne chargé de sacs de farine.

Ces éléments de patrimoine, privés ou publics, sont voués à être préservés, restaurés et mis en valeur pour que la commune garde les empreintes, sur son territoire, de son Histoire.

À l'image du kiosque dit des "quatre saisons" à proximité de l'arboretum.

- **Bâti**

La richesse du patrimoine bâti de Les Touches de Périgny est indéniable à la vue des nombreuses bâtisses restaurées. De plus, de nombreux éléments d'architecture sont présents sur le territoire communal.



Ces éléments font partie du patrimoine :

- **culturel** de la commune de Les Touches de Périgny, en ce qu'il trouve une reconnaissance auprès de ses habitants et nourrit dès lors un sentiment d'appartenance, de communauté propre à renforcer les liens sociaux
- **historique**, en ce qu'il reflète des éléments de la vie quotidienne de nos ancêtres, des modes de vies qui s'effacent peu à peu des mémoires.

L'ensemble de ces éléments pourra être répertorié sur les plans de zonage. Leur préservation, ainsi que leur mise en valeur, seront assurées en application de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme qui dispose que le Plan Local d'Urbanisme peut identifier et localiser les éléments de paysages et monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordres culturels et historique.

5.3.2 Le patrimoine remarquable

- **L'église Notre-Dame**

De vieux parchemins indiquent que les premières fondations de l'église remonteraient à 1028. Il reste cependant peu de vestiges de l'église édifiée au 11^{ème} siècle. Depuis, l'édifice, implanté sur une colline, a été largement remanié. L'accès au clocher carré s'effectue par un escalier à vis, encastré dans l'épaisseur du mur. Le cimetière est voisin de l'église comme dans les implantations les plus anciennes.



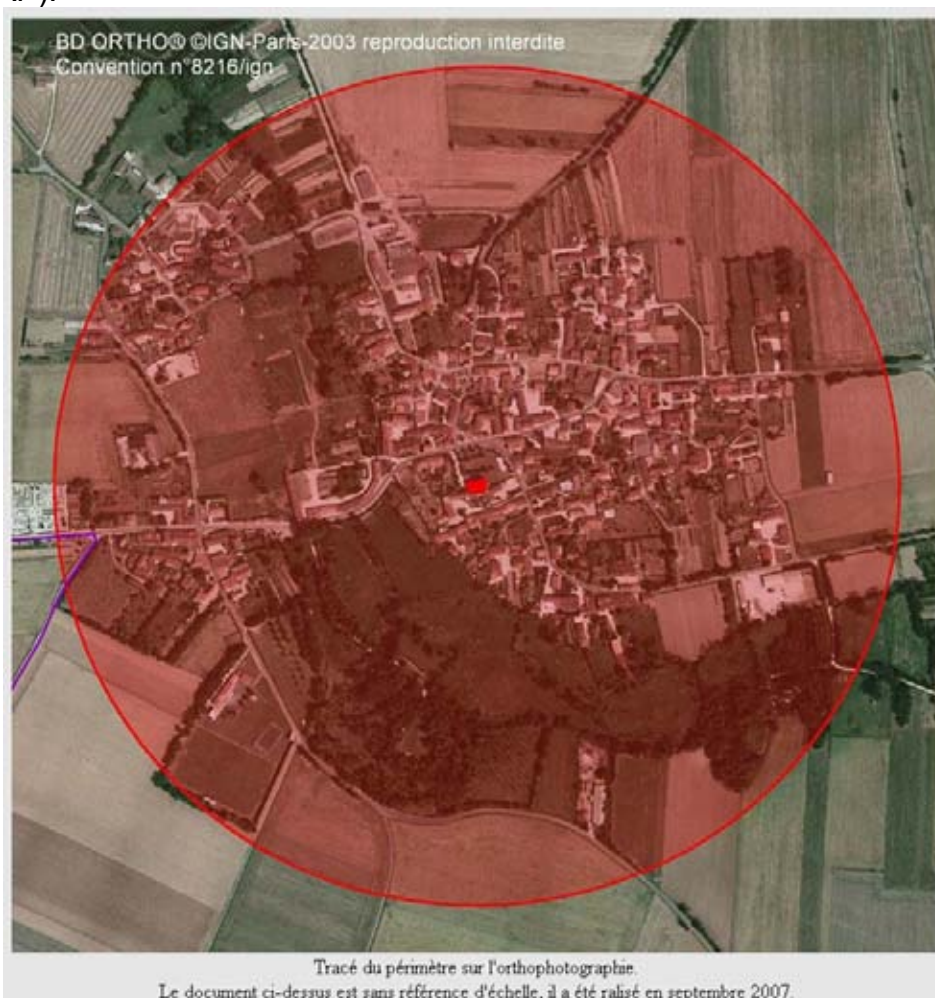
La clef de voûte du portail d'entrée de l'église indique la date de 1769. Le portail présente encore quelques traces du style roman. La partie Nord de l'édifice, abattue, a été reconstruite sans ornement.

La chapelle seigneuriale, couverte d'une charpente, est éclairée par des fenêtres tréflées ainsi que par une grande fenêtre flamboyante. Il existe vraisemblablement une crypte ossuaire sous l'autel.

Au cours de la révolution, cette église a été utilisée comme usine à salpêtre puis comme mairie.

- **Église Saint-Sauveur de Cressé**

L'église Saint-Sauveur de la commune de Cressé est classée monument historique par arrêté du 4 septembre 1913. Ce classement génère un périmètre de protection de 500 mètres au sein duquel la loi impose un droit de regard sur toute intervention envisagée (Source : STAP).



Périmètre de la servitude de protection de l'église Saint-Sauveur (Source : STAP)

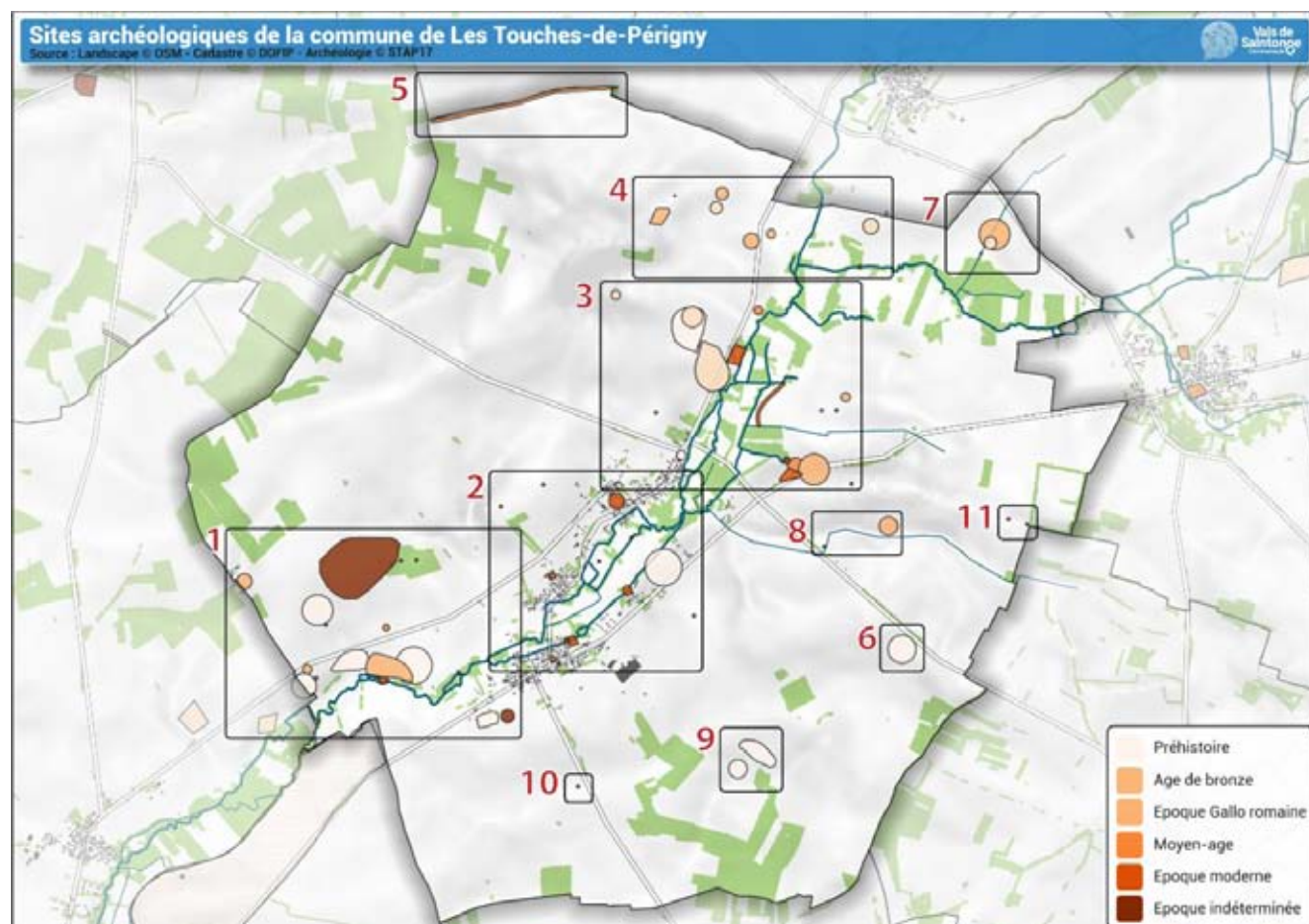
Si ce monument ne se situe pas sur a les Touches de Périgny, le périmètre de protection s'étend très légèrement, au Nord-Est du territoire communal. Cependant, aucune zone bâti n'est concernée.

5.3.3 Le patrimoine archéologique

La Direction Régionale des Affaires Culturelles recense les sites archéologiques présents sur le territoire communal. Le projet de Plan Local d'Urbanisme doit intégrer ces éléments.

Plusieurs sites archéologiques sont identifiés sur le territoire communal. Les vestiges archéologiques recensés par le Service Régional de l'Archéologie sont répartis notamment au niveau des cours d'eau et sur la partie Est de la commune.

Ces traces d'occupation et de vestiges attestent d'une occupation du territoire dès le néolithique.



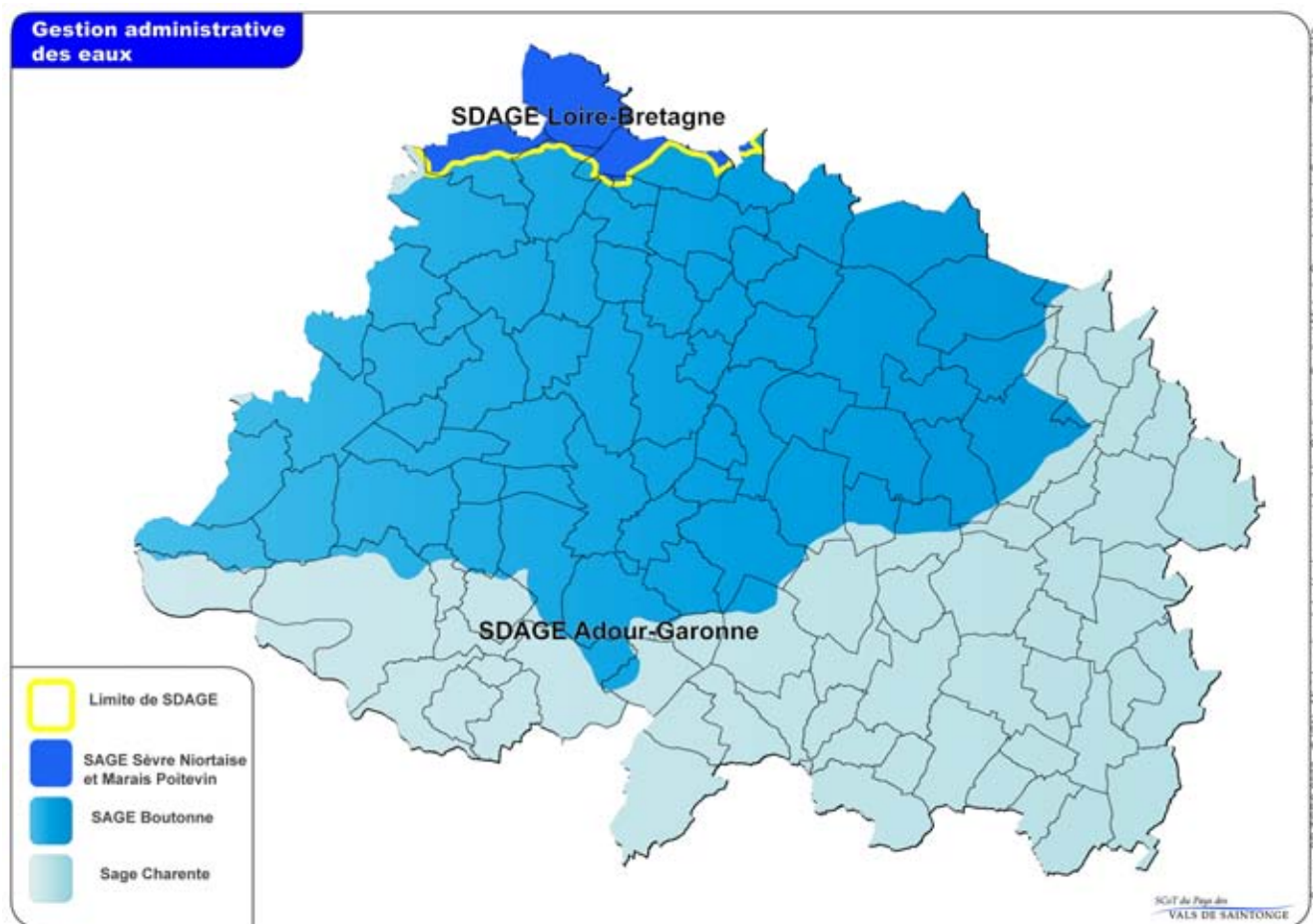
Toutefois aucune zone géographique dans laquelle des mesures de détection, de conservation ou de sauvegarde par étude scientifique archéologique n'existe sur le territoire de la commune de Les Touches de Périgny.

Le patrimoine architectural et archéologique de la commune de Les Touches de Périgny est riche, diversifié et présente certaines singularités. Son intégrité doit être, dans un cadre de développement durable, protégée. Sa mise en valeur constitue l'un des enjeux du PLU.

5.4 La gestion de l'eau

5.4.1 SDAGE Adour Garonne et SYMBA

Les Touches de Périgny appartient au territoire de l'Agence de l'Eau Adour Garonne. Réuni en séance plénière le 1er décembre 2015, le comité de bassin Adour-Garonne a adopté le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2016 à 2021 et le programme de mesures (PDM) qui lui est associé.



Quatre orientations ont été identifiées pour atteindre les objectifs du SDAGE :

- **Créer les conditions de gouvernances favorables.** Elle vise à une gouvernance de la politique de l'eau plus transparente, plus cohérente et à la bonne échelle. Ainsi le projet renforce l'organisation par bassin versant en lien avec l'évolution de la réglementation sur les collectivités territoriales et leurs compétences (loi Métropoles et compétence en gestion de l'eau, des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI)). Elle précise les besoins en termes d'acquisition et de diffusion de la connaissance nécessaire à l'atteinte des objectifs du SDAGE, notamment pour l'intégration du plan d'adaptation au changement climatique. Elle renforce la prise en compte des enjeux de l'eau dans l'aménagement du territoire et les documents d'urbanisme.
- **Réduire les pollutions.** Elle vise l'amélioration de la qualité de l'eau pour atteindre le bon état des eaux et permettre la mise en conformité vis-à-vis de l'alimentation en eau potable, de la baignade et des loisirs nautiques, de la pêche et de la production de coquillages. Elle traite de la réduction des rejets ponctuels et diffus de polluants issus des activités domestiques, industrielles et agricoles. Elle intègre la préservation de la qualité de l'eau pour le littoral. Les principales évolutions sont liées à une

amélioration de la lisibilité (entrée par type de polluants), la suppression de certains zonages (pollution diffuse) remplacés par l'identification d'enjeux prioritaires et la mise en œuvre du plan Ecophyto.

- **Améliorer la gestion quantitative.** Face aux changements globaux à long terme, elle vise à réduire la pression sur la ressource tout en permettant de sécuriser l'irrigation et les usages économiques, et de préserver les milieux aquatiques dans les secteurs en déficit. Les principaux changements sont liés à l'évolution de la réglementation ou à sa mise en œuvre, importante sur ce domaine, et à l'anticipation des effets du changement climatique.
- **Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques.** Elle vise la réduction de la dégradation physique des milieux et la préservation ou la restauration de la biodiversité et des fonctions assurées par ces infrastructures naturelles, avec une gestion contribuant à l'atteinte du bon état écologique. Les dispositions concernant les aléas d'inondation y sont intégrées pour leur lien avec les milieux aquatiques. Les principales évolutions sont liées à l'articulation avec le PGRI, à l'actualisation du classement réglementaire des cours d'eau, à l'amélioration des dispositions concernant la protection des zones humides, à la révision en cours des PLAGEPOMI sur les enjeux des poissons migrateurs et à l'intégration de l'adaptation au changement climatique.

Le SDAGE est un document d'orientations, issu de la loi sur l'eau (1992), à portée juridique, qui s'impose aux décisions de l'État en matière de police des eaux, notamment des déclarations d'autorisations administratives ; de même ils s'imposent aux décisions des collectivités, établissements publics ou autres usagers qui ont un projet commun pour l'eau.

Si le SDAGE fixe pour chaque grand bassin hydrographique des orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau, le SAGE, quant à lui s'applique à un niveau local. Le SAGE est élaboré par la CLE. Cette dernière est une commission qui n'a pas de moyens techniques et financiers propres. Elle a donc besoin d'une structure dite "porteuse" qui lui assure secrétariat et assistance technique : le SYMBA.

La commune de Les Touches de Périgny se situe dans le bassin versant de l'Antenne. A ce titre, Les Touches de Périgny appartient au Syndicat Intercommunal de l'Antenne Amont qui fait lui-même partie du SYndicat Mixte pour l'étude de l'aménagement et de la gestion du Bassin de l'Antenne (SYMBA).

Le SYMBA a pour missions d'élaborer des règles de gestion concertées et coordonnées sur l'ensemble du bassin versant, de coordonner les actions de ses adhérents et de rechercher des solutions adaptées au contexte local propre à œuvrer dans la perspective des objectifs du SDAGE Adour-Garonne.

5.4.2 Assainissement et réseau d'eau

- **Réseau et gestion d'eau pluviale**

Dans le domaine des eaux pluviales, le principe de « développement et d'aménagement durable » visé dans la loi SRU doit conduire à retenir le principe suivant : le flux restitué au milieu naturel ou au réseau, dans le cadre d'une opération d'aménagement, ne doit pas être supérieur à celui généré avant l'aménagement.

- **Réseau d'eau potable**

Le réseau de distribution d'eau potable de la commune est géré par la RESE (Régie d'exploitation des Services d'Eau de la Charente-Maritime).

Les Touches de Périgny est desservie par le réseau d'adduction « Matha/Migron ». Il est alimenté par les captages suivants :

- Marais-F2 à Authon-Ebéon
- La Salle F1 et F2 à Saint-Vaize
- Vallée de l'Escambouille-F à Fontcouverte

Concernant la qualité de l'eau (source : ARS) on note, d'après le dernier prélèvement publié le 23/11/17 :

Informations générales	
Date du prélèvement	23/11/2017 09h05
Commune de prélèvement	LE GICQ
Installation	R. DE MATHA-MIGRON
Service public de distribution	A.I. VALS DE SAINTONGE
Responsable de distribution	R.E.S.E.
Maître d'ouvrage	SYNDICAT DES EAUX

Conformité	
Conclusions sanitaires	Eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.
Conformité bactériologique	oui
Conformité physico-chimique	oui
Respect des références de qualité	oui

Paramètres analytiques			
Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Ammonium (en NH ₄)	<0,05 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif)	0		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	<1 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	<1 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	<1 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Chlore libre *	0,23 mg/LCl ₂		
Chlore total *	0,24 mg/LCl ₂		
Conductivité à 25°C	751 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Couleur (qualitatif)	0		
Entérocoques /100ml-MS	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Escherichia coli /100ml -MF	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Nitrates (en NO ₃)	21 mg/L	≤ 50 mg/L	
Odeur (qualitatif)	0		
Saveur (qualitatif)	0		
Température de l'air *	11,3 °C		
Température de l'eau *	12 °C		≤ 25 °C
Turbidité néphélométrique NFU	<0,20 NFU		≤ 2 NFU
pH	7,5 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH

• **Assainissement**

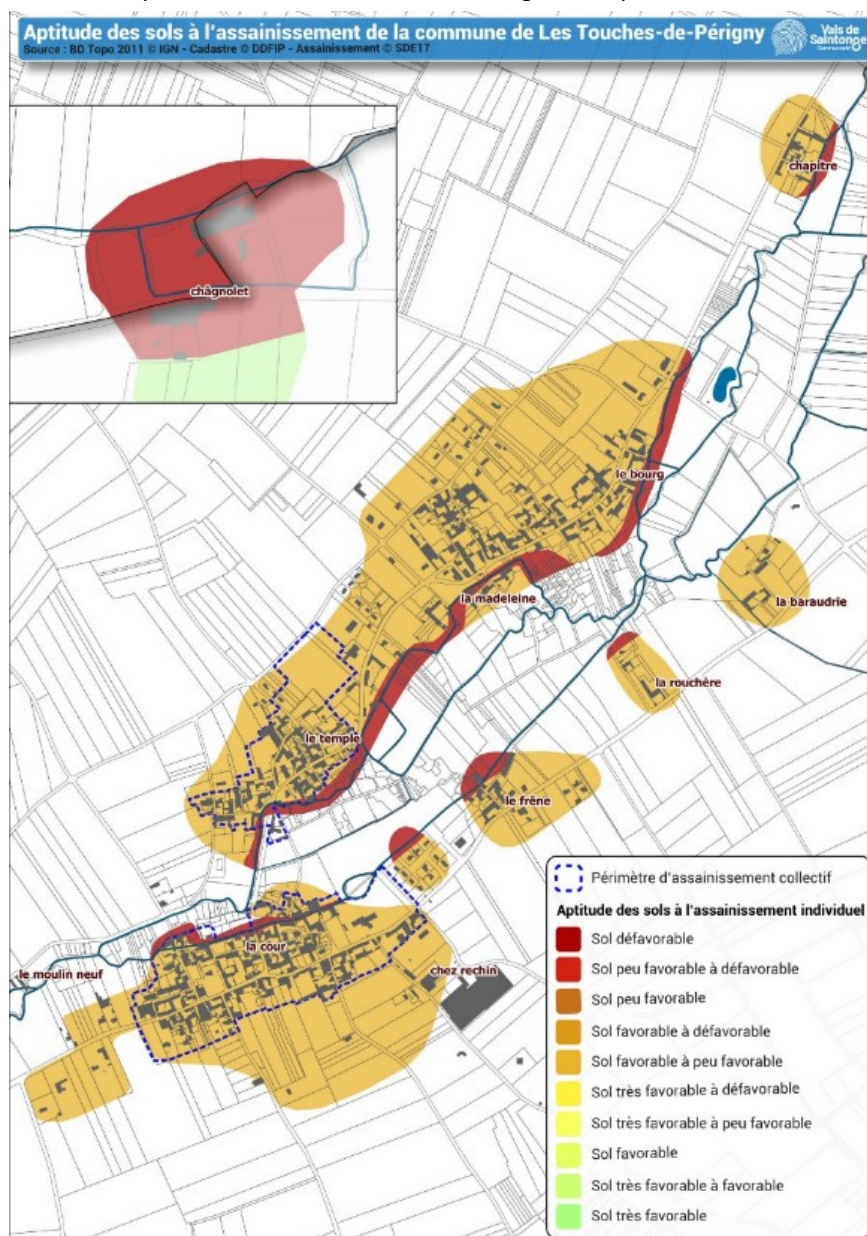
La commune de Les Touches de Périgny ne dispose pas d'assainissement collectif. L'assainissement est donc individuel.

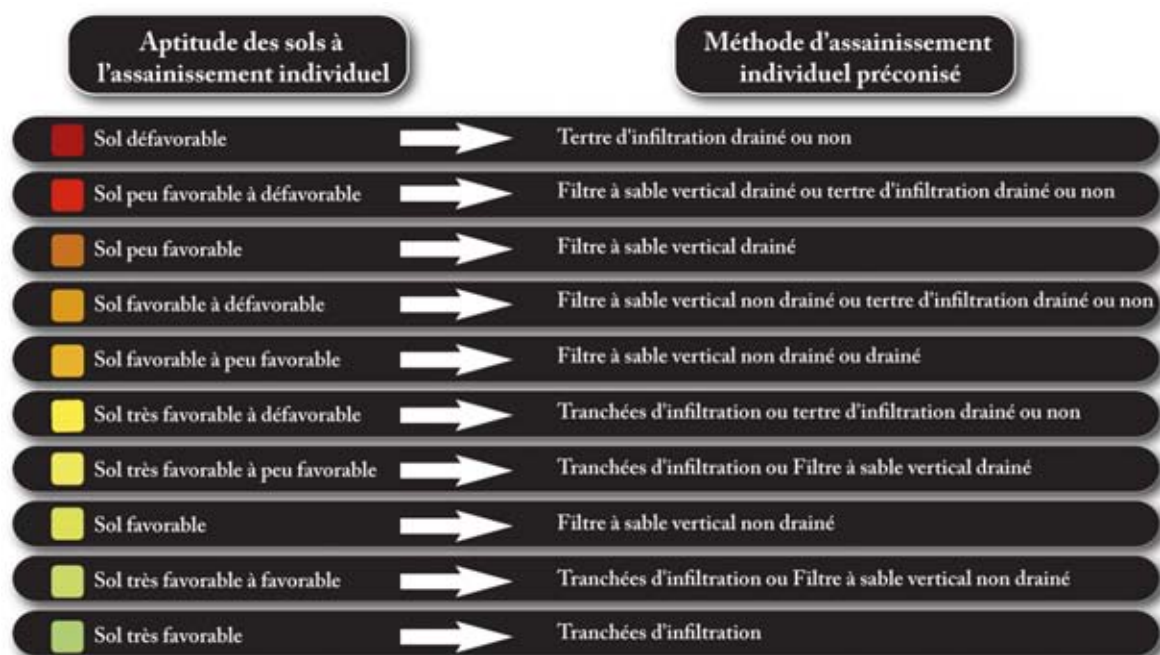
Un schéma d'assainissement a été approuvé, après enquête publique, par le conseil municipal, en 2013 (Source : SDE 17). Il fait apparaître un périmètre d'assainissement collectif au niveau de la Cour et du Temple. Ces secteurs concentrent des contraintes importantes en termes de superficie.

Pour l'heure, il est nécessaire de prendre en compte la carte d'aptitude des sols à l'assainissement individuel.

Sur les autres secteurs, la carte d'aptitude des sols fait apparaître une qualité des sols défavorable à l'assainissement aux abords du cours d'eau de l'Antenne, et une qualité des sol hétérogène allant du favorable à peu défavorable sur les principales zones urbaines.

En fonction de la typologie des sols rencontrés, différents dispositifs sont préconisés par le syndicat des eaux de Charente-Maritime. La principale distinction est faite entre les sols perméables (sol naturel limoneux ou sableux, roche calcaire fissurée à faible profondeur) et les sols non perméables (sol naturel à dominante argileuse).





Ce schéma, opposable au tiers, ainsi que de la carte d'aptitude des sols à l'assainissement individuel, seront pris en compte au cours des études relatives à l'élaboration du PLU afin d'assurer la cohérence entre l'urbanisation et les possibilités d'assainissement.

On aura compris l'interdépendance entre géologie, pédologie et ressource en eau ainsi que la nécessité qu'il y a d'agir à des échelles d'actions plus large que celle du territoire communal, à l'image du SDAGE Adour Garonne et du plan de gestion des ripisylves du SYMBA.

Le Plan Local d'Urbanisme marque l'occasion, pour la commune, de prendre en compte les différentes préconisations de ces documents. La protection des écosystèmes aquatiques pourrait se concrétiser, par exemple, par la protection des abords des cours d'eau de la commune.

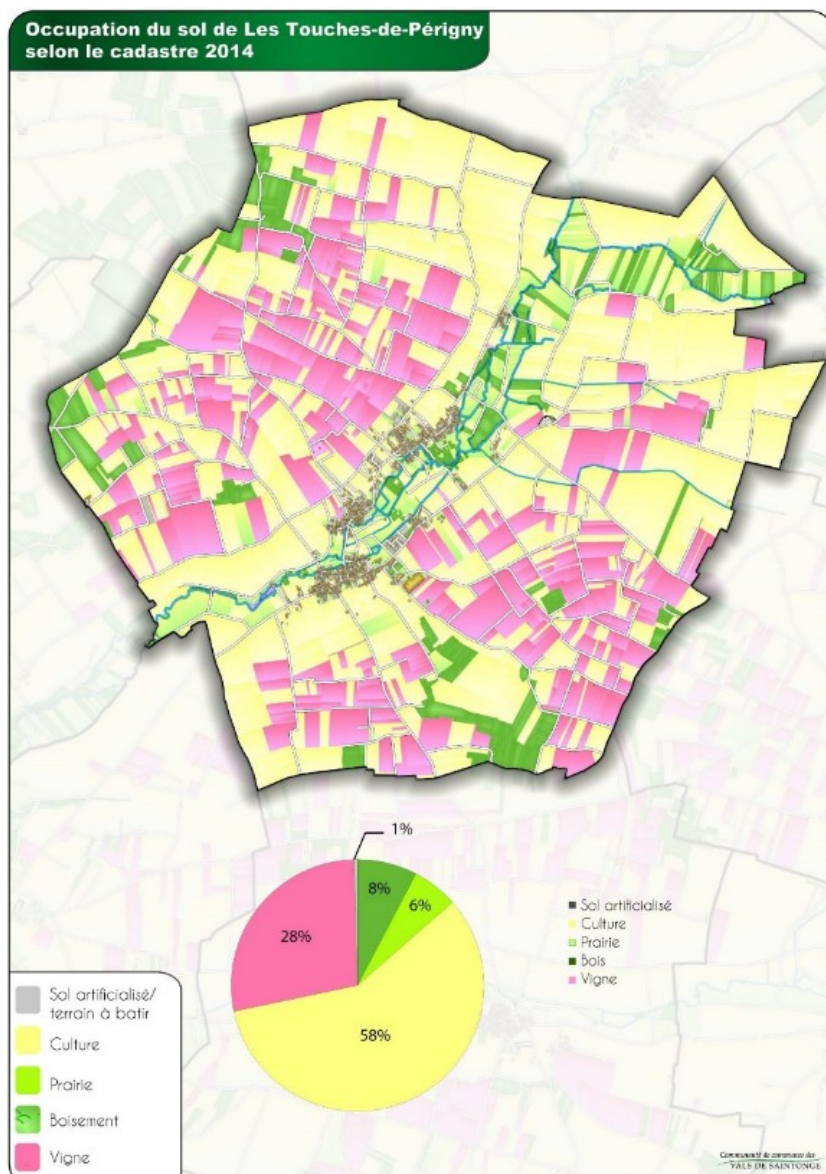
Le projet de Plan Local d'Urbanisme doit également intégrer les problématiques liées à l'assainissement, à l'écoulement des eaux pluviales et à l'eau potable pour concilier accueil de nouvelles populations et protection de l'environnement.

5.5 Les espaces naturels

5.5.1 Consolider la présence des bois et forêts, une nécessité

Parmi les 13 régions naturelles (territoires aux caractéristiques climatiques, géologiques, topographiques homogènes) définies par l'Inventaire Forestier National, la commune de Les Touches de Périgny appartient à celle du Groies.

Les potentialités forestières de la région naturelle des Groies sont limitées. Ainsi, son taux de boisement (10,8%) est inférieur à celui de la région Poitou-Charentes (14,7%).



Les boisements de cette zone céréalière associent des grands massifs compacts (massifs domaniaux de Chizé, d'Aulnay, de La Braconne et du Bois Blanc) et des peupliers dans les vallées.

On y retrouve essentiellement des peuplements forestiers indigènes calcicoles, qui se plaisent sur des sols calcaires. Plus de 90 % d'entre eux comportent des feuillus, dont le Chêne pubescent constitue la base (Source : Centre Régional de la Propriété forestière).

La région des Groies regroupe essentiellement des formations boisées en taillis (peuplements forestiers composés d'arbres issus de rejets de souche) ou taillis sous futaie

qui associe des peuplements en taillis avec des futaies (peuplements forestiers composés d'arbres adultes).

8% du territoire communal est couvert de boisements. Ils sont principalement répartis en périphérie du territoire ou au niveau de la vallée de l'Antenne. D'autres bois éparses contribuent à la diversité environnementale du territoire.

D'après le Centre Régional de la Propriété Forestière, la commune de Les Touches de Périgny regroupe 152 hectares de forêt privée.

Elle induit la présence d'un corridor végétal associant des peupleraies en alignement, des ripisylves plus ou moins dense et de la maïsiculture. Ce type de culture tend à remplacer les prairies et les peupleraies traditionnelles.

Ces bois de petites tailles sont regroupés dans des ensembles plus vastes les associant à des espaces agricoles qui les ont grignoté.

La préservation des boisements de la commune revêt un enjeu important. Leurs fonctions sont en effet multiples :

- **Conservation de l'habitat naturel et de la diversité biologique**

A chaque strate végétale (muscinale, herbacée, arbustive, arborescente) est associée des niches écologiques. Les espaces boisés présentent donc une diversité biologique, végétale et animale, qu'il est nécessaire de préserver.

- **Conservation des sols et la protection de la ressource en eau**

Outre le maintien du sol par le réseau de racines, le couvert forestier ralentit la dispersion de l'eau et favorisent une infiltration lente mais complète de l'eau de pluie. Cela limite ainsi l'érosion du sol. Les sols aérés des litières forestières agissent comme un filtre et une éponge. Les bois et forêts contribuent donc à l'assainissement des eaux et à la régularisation du régime des crues.

- **Action sur le climat local**

Les boisements impactent la circulation locale de l'air et influent sur la vitesse du vent. Ils permettent également de retenir les poussières et les éléments gazeux.

Les précipitations et la température atmosphérique locale sont influencées localement par les phénomènes d'évaporation intense de la végétation forestière (évapotranspiration). Par ces processus, la forêt peut tamponner les effets de sécheresse au bénéfice de certaines activités agricoles.

- **Le rôle économique**

L'utilisation du bois pour la construction ou comme bois de chauffe pour les ménages est un autre atout. Cette exploitation peut se faire par une gestion responsable de la ressource en bois présente au sein des bois et forêts.

- **Le rôle social**

Les bois et forêts sont des lieux privilégiés de repos, de promenade, de découverte. Ils constituent des espaces où l'Homme peut reprendre contact avec la nature. Leur présence revêt donc un enjeu social incontestable. Ce constat est d'ailleurs illustré par l'omniprésence du végétal, potentiels niches écologiques, dans les zones d'habitat de la commune.

Les Produits forestiers Non Ligneux (PFNL) tels que les champignons, la viande de gibier... marquent un autre aspect de l'attrait socio-économique des forêts.

La préservation des bois et forêts revêt une importance considérable tout à la fois pour l'Homme, pour la faune et pour la flore. Les boisements constituent également des puits de carbone qu'il convient de préserver. Les espaces boisés représentent une forte valeur

ajoutée pour Les Touches de Périgny que ce soit en terme de cadre de vie, de protection de la faune et de la flore, de préservation des sols et de la qualité de l'eau.

La protection des espaces boisés de la commune est une réponse nécessaire pour que soit assurée la pérennité de ces biotopes. A ce titre le Plan Local d'Urbanisme doit classer les bois de la commune en Espaces Boisés Classés dans l'objectif de préserver les paysages boisés et les écosystèmes présents.

Des aides régionales et départementales accompagnent les collectivités dans la création de boisements. Ainsi, le dispositif du Conseil Régional de Poitou-Charentes concerne la mise en place de nouveaux petit bois ou boqueteaux.

5.5.2 L'importance du réseau de haies

La seconde moitié du 20^e siècle a été marquée par la profonde mutation des pratiques agricoles. Le remembrement des terres agricoles et semi-naturelles de la commune et la régression importante des prairies ont largement contribué à déstructurer et à démanteler le bocage.

Le réseau de haies, qui occupait une place prépondérante dans le système agro-sylvo-pastoral, a été en grande partie détruit, laissant la place à de grandes cultures sur des parcelles remembrées. Les sols nus une bonne partie de l'année et le drainage des terres agricoles, associés à la régression importante des linéaires de haies et des surfaces toujours en herbe, ont notamment favorisé l'intensification des crues.

Un remembrement a eu lieu en 1966 à Les Touches de Périgny. Le réseau de haies de la commune a été en très grande partie détruit, surtout au Nord-Ouest. L'ancien bocage a laissé place à de grandes parcelles remembrées.

Outre l'impact que le réseau de haies puisse avoir sur le régime de crues, ses fonctions sont nombreuses (Sources techniques : PROM'HAIES) et doivent attirer notre attention :

- **Contribution à une meilleure qualité des eaux et à leur écoulement**

- *Régulation du régime des eaux*

L'enracinement des haies fissure le sol et guide les eaux de pluie et de ruissellement en profondeur. L'eau est ainsi restituée progressivement, diminuant en partie le risque inondation. Dans les secteurs humides, les arbres consomment les excès d'eau et permettent d'assainir les terrains plus rapidement.

- *Protection des sols contre l'érosion*

Les haies retiennent la terre et permettent de diminuer la vitesse d'écoulement des eaux de surface. Ainsi, elles diminuent l'érosion des terres agricoles et évitent la perte des éléments fins du sol.

- *Absorption des éléments minéraux*

Les haies captent et consomment une partie des excédents d'azote émis par l'agriculture. De plus, les ripisylves arrêtent et éliminent les polluants avant de rejoindre la rivière.

- **Refuge de la biodiversité**

Les haies sous tendent la présence d'un écosystème. Ainsi, les anciennes haies peuvent constituer de véritables conservatoires de la flore locale. Quant à la faune elle utilise les haies à de multiples fins : alimentation, reproduction, refuge...

- **Source de production**

- *Production de fruits*

Utile pour la faune, la production de fruits (mûres, noix, noisettes, châtaignes, prunes,

cerises, pommes...) peut aussi être appréciée par chacun d'entre nous.

- *Production de bois de chauffage*

L'intérêt grandissant pour le chauffage au bois permet le développement du marché du bois-énergie. En effet, l'absence de concurrence pour le soleil permet aux haies et arbres champêtres de produire des quantités de bois supérieures à la forêt.

Les haies d'arbres têtards conviennent très bien pour la production de bois énergie. On observe des productions de 1,5 stères par arbres tous les 8 ans pour le frêne et 15 ans pour le chêne. Les branches qui repartent de la tête après la coupe présentent rapidement un diamètre exploitable (données : Les haies rurales: rôles, création, entretien ; Fabien Liagre).

- **Intérêts agronomiques**

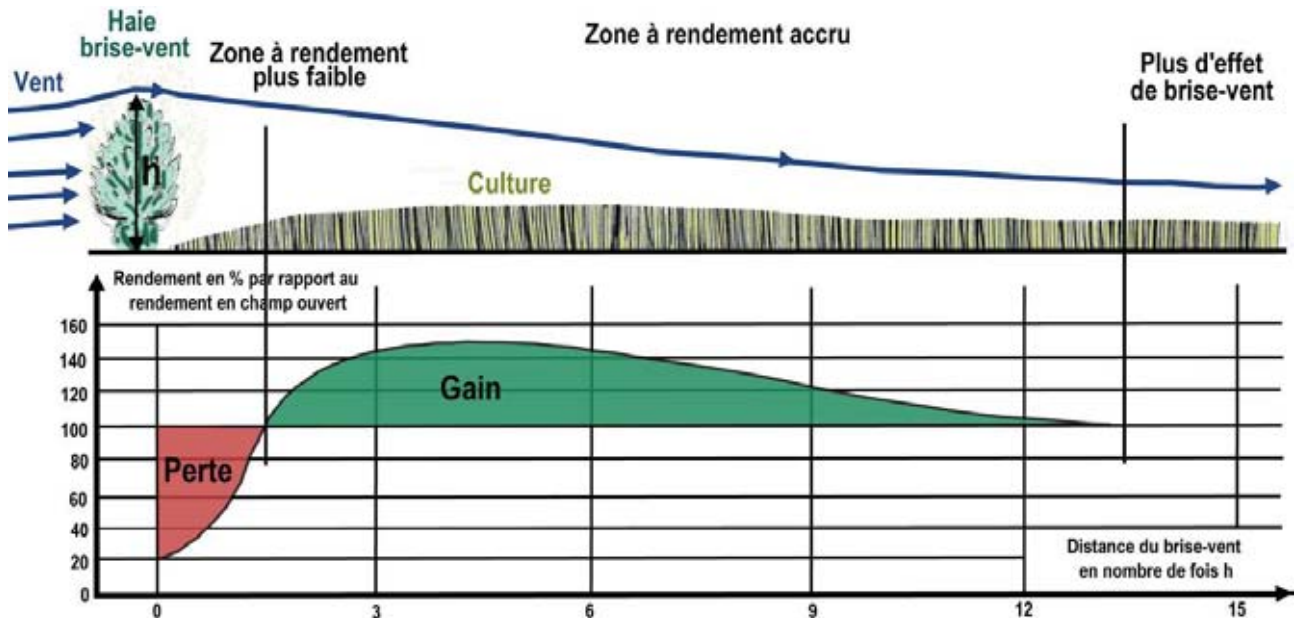
- *Protection du bétail et des prairies*
- *Un meilleur contrôle des parasites et des ravageurs*

La haie regroupe une diversité importante d'insectes, d'oiseaux et de mammifères. Ce réservoir d'auxiliaires des cultures permet de diminuer les populations d'animaux nuisibles aux cultures (insectes parasites, rongeurs...). A titre d'exemple, un couple de mésanges bleues consomme environ 12 000 chenilles pour élever une nichée et se nourrir. La haie abrite également beaucoup d'insectes pollinisateurs (bourdons, abeilles...) indispensables à certaines cultures et aux arbres fruitiers.

- *Effet brise vent sur les cultures*

Les haies permettent de ralentir le vent. Selon leur épaisseur, on estime qu'une distance de 10 à 15 fois la hauteur de la haie est protégée. En diminuant la vitesse du vent, les haies génèrent une diminution de l'évapotranspiration des cultures protégées. 20%.

En outre, en diminuant les effets mécaniques du vent, les haies permettent de limiter le



Impact d'une haie brise-vent sur les rendements, (Source : D.SOLTNER "L'arbre et la haie" ; Sciences et techniques agricoles ; prom'haies)

risque de verse des céréales, de préserver la dérive des produits de traitement (zone tampon entre zone agricole et zone d'habitat) et de limiter l'érosion éolienne.

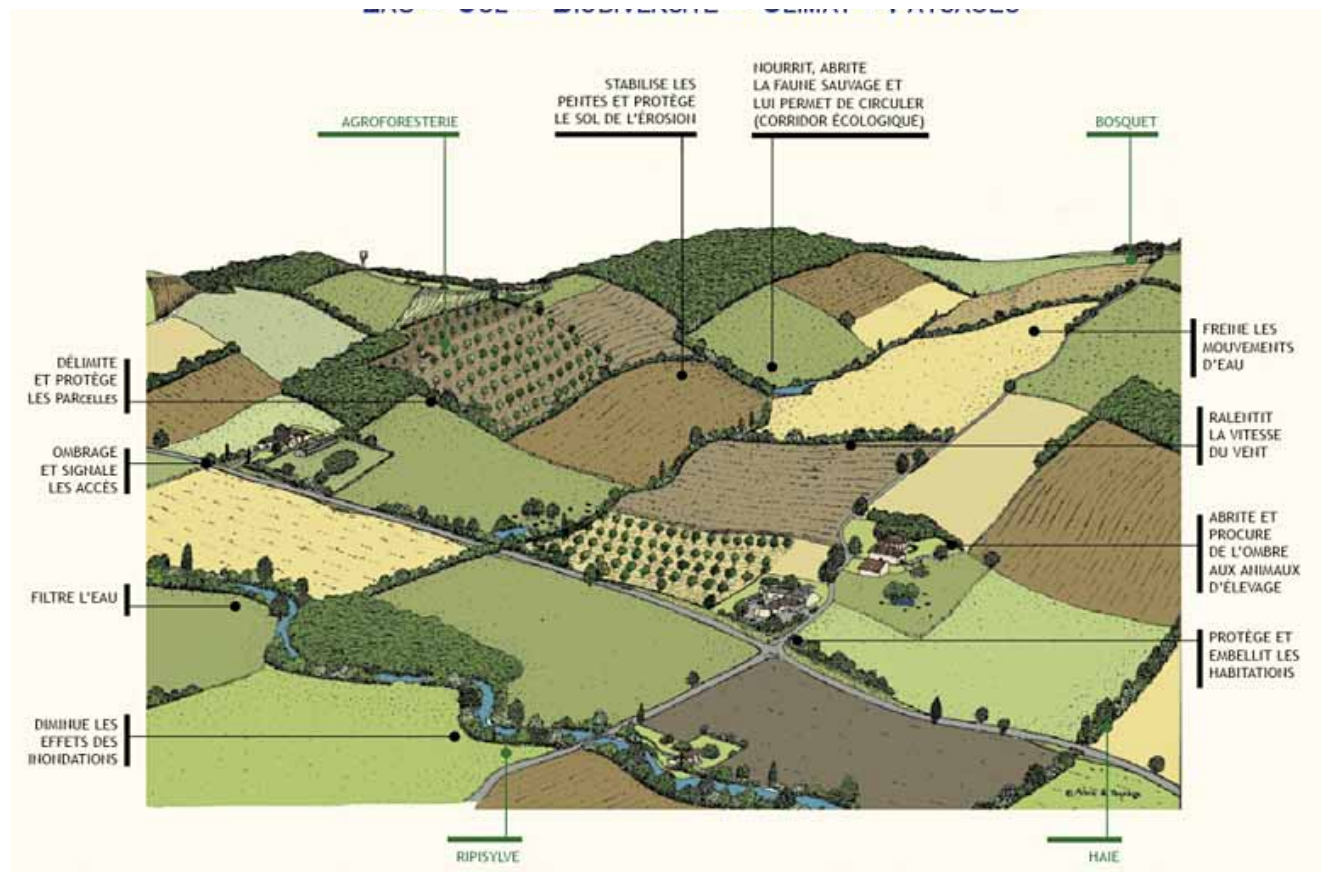
- **Qualité des paysages et du cadre de vie**

Issue d'un système agro-sylvo-pastoral, l'association entre haies et cultures constitue l'identité des communes rurales.

La qualité des paysages et la préservation du cadre de vie sont aujourd'hui des enjeux importants en termes d'attractivité territoriale et de valorisation patrimoniale.

Dans cette optique, la présence du végétal permet d'embellir le cadre de vie, de mettre en valeur le patrimoine bâti, de valoriser les itinéraires de randonnée, d'insérer les constructions récentes dans le paysage.

A Les Touches de Périgny, les haies se retrouvent le plus souvent en bordure de routes communales, le long de talus, en limite de parcellaire notamment dans les secteurs plus humides le long de l'Antenne et de ses différents canaux. Les haies sont constituées d'érables champêtres, d'ormes, d'aubépines, de cornouiller sanguins, d'églantiers et de frênes. La majorité des haies subsistantes de Les Touches de Périgny comportent une strate arbustive (troène, ronce, prunellier) plus fournie que la strate arborescente (frêne, noisetier).



source : <http://www.arbre-et-paysage32.com/page05.html>

Elles mesurent en général 5-6m. Elles sont taillées à l'épaveuse, au cordeau, et forment tantôt de haut cadrage, tantôt des brises-vues. Selon l'endroit où l'on se trouve sur le territoire, les haies sont disposées soit pour faire barrière contre le vent d'Ouest soit il s'agit de reste de bocage.

Les politiques en faveur des paysages, des haies et des arbres sont établies par le Conseil Général de la Charente-Maritime et la Chambre d'Agriculture.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion de classer, au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme, le réseau de haies existant ainsi que les arbres isolés sur le territoire de Les Touches de Périgny. Tout arrachage devra alors faire l'objet d'une autorisation préalable de la municipalité.

En outre, si la commune manque de terrain pour planter, elle peut élargir les emprises de part et d'autre des voies communales. Elle s'assure ainsi de la maîtrise du foncier sur lequel les haies seront plantées.

5.5.3 Les zones humides

« On entend par zone humide les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année... » (Article L. 211-1 du Code de l'Environnement).

- Les zones humides ont différentes fonctions :
- fonction hydrologique : régulation naturelle des inondations, diminution des forces érosives, soutien d'étiage, régulation des vidanges des aquifères ;
- fonction épurative : rétention des matières en suspension, transformation et consommation des nutriments et des toxiques, stockage du carbone ;
- fonction écologique : écosystème riche et complexe.

La pré-localisation



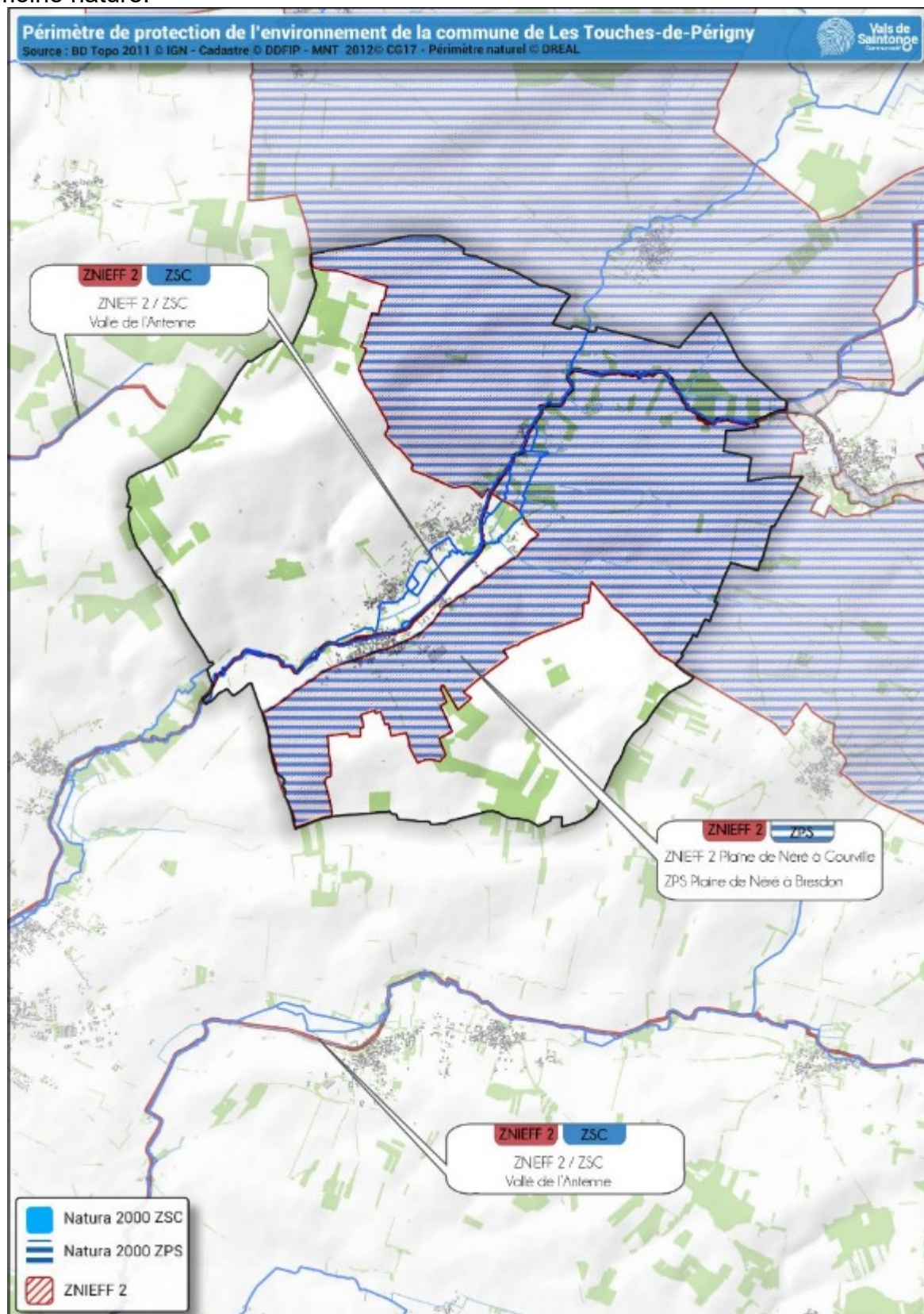
Carte de pré-localisation -EPTB Charente

Sur le territoire du SAGE, et préalablement à la délimitation des zones humides sur le terrain, une pré-localisation des zones humides est réalisée avec l'aide de plusieurs données cartographiques. La détermination d'enveloppes de forte probabilité de présence de zones humides constitue un préalable indispensable avant la phase de prospection de terrain.

Cette carte de pré-localisation des zones humides sur le territoire de Les Touches de Périgny met en avant des zones potentiellement concernées. Cependant, ces données peu précises ne permettent pas d'introduire de dispositions particulières dans le règlement du PLU.

5.6 Les zones Naturelles remarquables

L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national du patrimoine naturel. Il est établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Environnement. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. L'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis-à-vis du principe de la préservation du patrimoine nature.



Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national de la France. Cet inventaire différencie deux types de zone :

- Les ZNIEFF de type 1 sont des sites, de superficie en général limitée, identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.
- Les ZNIEFF de type 2 concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

A quelques kilomètres au Nord-Est du territoire communal, se trouve la Zone Spéciale de Conservation du Massif Forestier de Chizé Aulnay.

A l'échelle de la commune de Les Touches de Périgny, deux sites ont été reconnus pour leur intérêt biologique au titre des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique de type 2 : les sites de la vallée de l'Antenne et de Plaine de Néré à Bresdon.

Le périmètre de la ZNIEFF de la vallée de l'Antenne a été reconnu d'intérêt communautaire par le monde scientifique au titre des Zones Spéciales de Conservation (ZSC - directive Habitats CEE92/43) car les habitats naturels ou semi-naturels qui s'y développent ainsi que la faune et la flore qui leur sont associés, sont devenus rares ou menacés en Europe.

Le périmètre du site Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon a été reconnu d'intérêt communautaire par le monde scientifique au titre des Zones de Protection Spéciales (ZPS - directive Oiseaux).

Leur périmètre respectif a déterminé les contours actuels des sites NATURA 2000 de « la Plaine de Néré à Bresdon » et de « la Vallée de l'Antenne ».

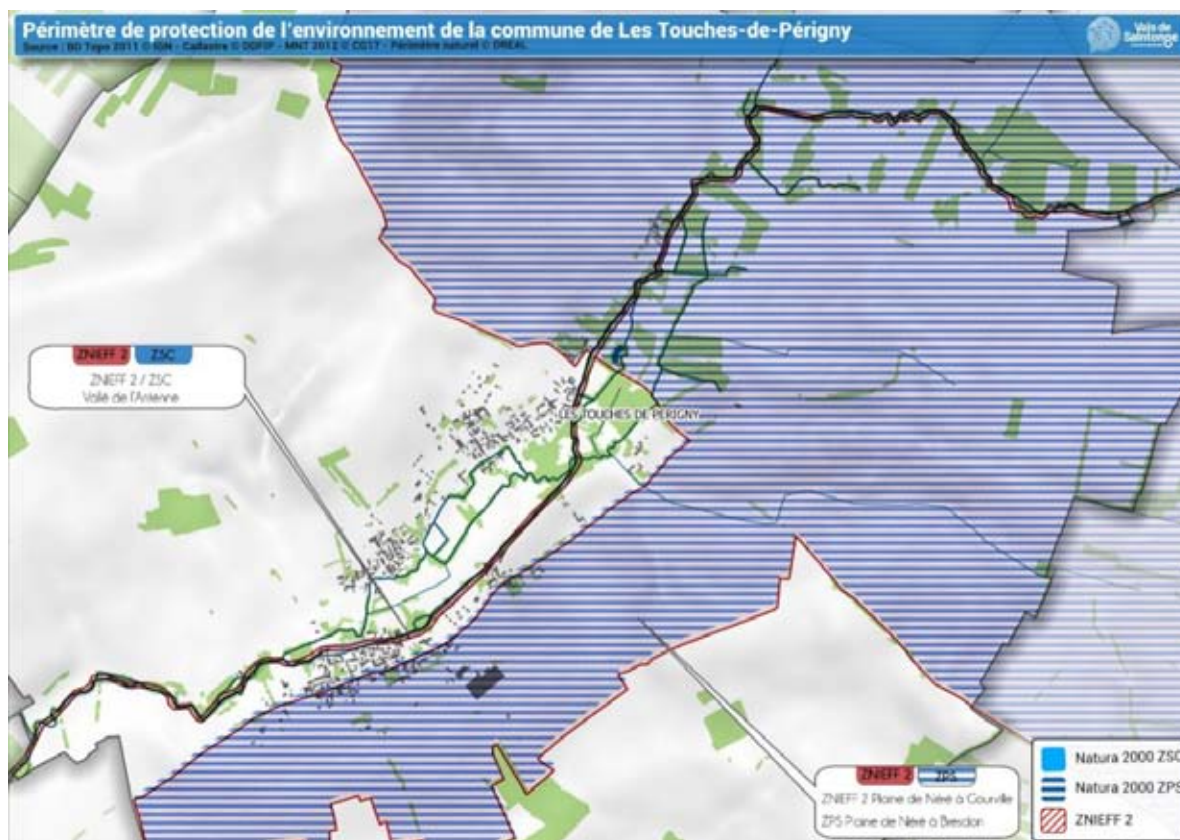
5.6.1 ZNIEFF 2 et site Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne

5.6.1.1 ZNIEFF type 2 de la Vallée de l'Antenne

A cheval sur les départements de Charente et de Charente-Maritime, la zone englobe l'ensemble du linéaire de l'Antenne jusqu'à sa source et de tous ses principaux affluents (Ri Bellot, Saudrenne, Briou et Auriou) ainsi que le lit majeur de l'Antenne en aval de Prignac. Ainsi défini, le site présente deux compartiments paysagers bien tranchés :

- une partie aval, inondable, où le lit majeur de l'Antenne est occupé essentiellement par des boisements,
- un secteur amont, non inondable, correspondant aux lits mineurs des affluents et à une bande de 15 mètres de part et d'autre de leurs lits qui traversent là une zone de terres hautes propices à la céréaliculture et à la viticulture.

La ZNIEFF 2 de la Vallée de l'Antenne concerne la commune de Les Touches de Périgny. L'Antenne s'écoule vers d'Ouest en Est et suit la topographie déclinante. Ce cours d'eau s'écoule sur une topographie très faible ce qui entraîne un écoulement sinueux et l'existence de nombreux bras occupant une large vallée inondable.



La zone intègre ainsi les habitats naturels caractéristiques d'un petit système alluvial de plaine atlantique encore bien conservé : rivière à courant moyen, aux eaux claires et de bonne qualité, sujettes à des crues régulières de fin de d'hiver ou de printemps, inondant une ripisylve d'aulnes et de frênes étendue, ponctuée de peuplements de hautes herbes (mégaphorbiaies), de grandes laîches ou de roselières.

Quoique n'appartenant pas au lit majeur proprement dit, un petit secteur de pelouses sèches calcicoles et d'anciennes carrières souterraines a également été intégré en raison de son grand intérêt biologique.

Avec 51 espèces présentant un intérêt patrimonial dans le contexte régional, la zone apparaît comme d'une richesse exceptionnelle tant sur le plan faunistique que floristique, ce dont témoigne la présence de 2 ZNIEFF I au sein du périmètre défini de même que l'existence d'un site Natura 2000 dont les contours se calquent sur ceux de la ZNIEFF.

Sur le plan de la faune, la rivière elle-même constitue un habitat essentiel puisqu'elle héberge une partie importante des espèces menacées : des mammifères tels que la Loutre et le Vison, des poissons tels que les lamproies, des insectes comme diverses libellules ou encore plusieurs espèces d'amphibiens.

La forêt alluviale riveraine est surtout riche en oiseaux mais abrite aussi quelques plantes remarquables. Quant aux pelouses sèches et aux anciennes carrières souterraines du plateau des Chaudrolles, elles sont le domaine d'une flore originale pour les premières et d'une population remarquablement diversifiée de chauves-souris pour les secondes.

Les milieux déterminant essentiels de ce site :

- 44 3 Aulnaies-frênaies médio-européennes
- 24 1 Cours des rivières
- 62 3 Dalles rocheuses
- 34 - 3 Pelouses permanentes denses et steppes médio-européennes
- 88 Mines et passages souterrains

FAUNE	DH	DO	PN
Oiseaux			
Busard cendré <i>Circus pygargus</i>		✓	✓
Busard des roseaux <i>Circus aeruginosus</i>		✓	✓
Butor étoilé <i>Botaurus stellaris</i>		✓	✓
Chevalier guignette <i>Actitis hypoleucos</i>			✓
Combattant varié <i>Philomachus pugnax</i>		✓	
Engoulevent d'Europe <i>Caprimulgus europaeus</i>		✓	✓
Faucon hobereau <i>Falco subbuteo</i>			✓
Petit-duc scops <i>Otus scops</i>			✓
Hirondelle de rivage <i>Riparia riparia</i>			✓
Locustelle lusciniôide <i>Locustella luscinioides</i>			✓
Martin-pêcheur <i>Alcedo atthis</i>		✓	✓
Milan noir <i>Milvus migrans</i>		✓	✓
Moineau souldie <i>Petronia petronia</i>			✓
Pie-grièche écorcheur <i>Lanius collurio</i>			✓
Torcol fourmilier <i>Jynx torquilla</i>			✓
Reptiles			
Cistude d'Europe <i>Emys orbicularis</i>	✓		✓
Amphibiens			
Crapaud calamite <i>Bufo calamita</i>	✓		✓
Rainette méridionale <i>Hyla meridionalis</i>	✓		✓
Rainette verte <i>Hyla arborea</i>	✓		✓
Poissons			
Alose feinte <i>Allosa fallax</i>	✓		
Grande Alose <i>Alosa alosa</i>	✓		
Lamproie de Planer <i>Lampetra planeri</i>	✓		
Insectes			
Agrion de Mercure <i>Coenagrion mercuriale</i>	✓		✓
Cordulie à corps fin <i>Oxygastra curtisii</i>	✓		✓
Gomphe de Graslin	✓		✓

FLORE	DH	DO	PN

Légende : DH : espèce inscrite à la directive Habitats (Annexe II et/ou IV) ; DO : espèce inscrite à la directive Oiseaux (Annexe II) ; PN : espèce protégée en France ; PR : espèce protégée régionalement.

FAUNE	DH	DO	PN	FLORE	DH	PN	PR
Mammifères				Aconit napel <i>Aconitum napellus</i>			✓
Barbastelle d'Europe <i>Barbastella barbastellus</i>	✓		✓	Dentaire pennée <i>Cardamine heptaphylla</i>			✓
Campagnol amphibie <i>Arvicola sapidus</i>				Epiaire des Alpes <i>Stachys alpina</i>			
Grand Murin <i>Myotis myotis</i>	✓		✓	Epipactis de Müller <i>Epipactis muelleri</i>			✓
Grand Rhinolophe <i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	✓		✓	Jonquille <i>Narcissus pseudonarcissus</i>			
Loutre d'Europe <i>Lutra lutra</i>	✓		✓	Orchis des marais <i>Anacamptis palustris</i>			✓
Murin à moustaches <i>Myotis mystacinus</i>	✓		✓	Parisette à 4 feuilles <i>Paris quadrifolia</i>			✓
Murin à oreilles échancrées <i>Myotis emarginatus</i>	✓		✓	Pétasite officinal <i>Petasites officinalis</i>			
Murin de Natterer <i>Myotis nattereri</i>	✓		✓	Prêle de Moore <i>Equisetum x moorei</i>			
Musaraigne aquatique <i>Neomys fodiens</i>			✓	Tilleul à grandes feuilles <i>Tilia platyphyllos</i>			
Noctule commune <i>Nyctalus noctula</i>	✓		✓				
Oreillard gris <i>Plecotus austriacus</i>	✓		✓				
Oreillard roux <i>Plecotus auritus</i>	✓		✓				
Petit Rhinolophe <i>Rhinolophus hipposideros</i>	✓		✓				
Pipistrelle de Kuhl <i>Pipistrellus kuhli</i>	✓		✓				
Vison d'Europe <i>Mustela lutreola</i>	✓		✓				
Oiseaux							
Blongios nain <i>Ixobrychus minutus</i>		✓	✓				
Bondrée apivore <i>Pernis apivorus</i>		✓	✓				

Légende : DH : espèce inscrite à la directive Habitats (Annexe II et/ou IV) ; DO : espèce inscrite à la directive Oiseaux (Annexe II) ; PN : espèce protégée en France ; PR : espèce protégée régionalement.

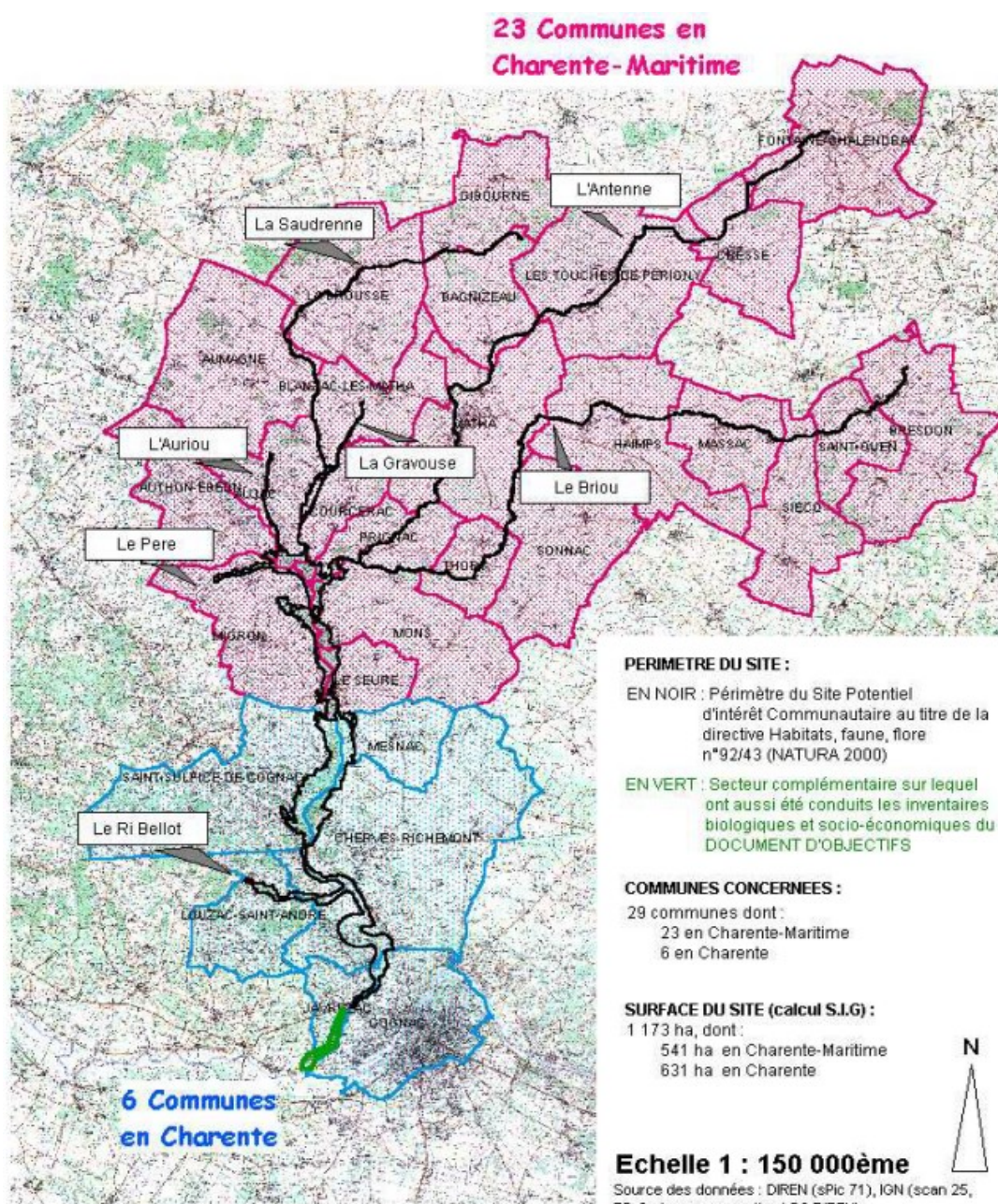
Espèces déterminantes - ZNIEFF type 2 de l'Antenne

5.6.1.2 Le site Natura 2000 dit de la "Vallée de l'Antenne"

Les contours du site Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne (Directive Habitats : ZSC n° FR5400473) sont quasiment identique à ceux de la ZNIEFF du même nom.

Ce site Natura 2000 n°71, bien que n'incluant qu'une partie du bassin versant de l'Antenne, prend dans son périmètre l'ensemble du linéaire de l'Antenne jusqu'à sa source et de tous ses principaux affluents (lits mineurs du Ri Bellot, la Saudrenne, le Briou et l'Auriou) ainsi que le lit majeur de l'Antenne en aval de Prignac.

Il occupe une surface de 1173 ha, dont 632 ha en Charente (16) et 541 ha en Charente-Maritime (17). Il concerne tout ou partie du territoire de 29 communes (Charente : Cognac, Cherves-Richemont, Javrezac, Saint-André, Saint-Sulpice de Cognac, Mesnac. Charente-Maritime : Le Seure, Authon-Ebéon, Aujac, Courcerac, Migron, Mons, Aumagne, Bagnizeau, Blanzac, Bresdon, La Brousse, Tonnay-Boutonne, Fontaine-Chalendray, Gibourne, Tonnay-Boutonne, Massac, Matha, Prignac, Saint-Ouen, Siecq, Sonnac, Thors, Les Touches de Périgny).



Le périmètre du site Natura 2000

Éléments de cadrage

Paysage remarquable, la vallée de l'Antenne tient son nom du Celte : l'an tenn = "la vallée". Elle recèle un patrimoine naturel original composé de boisements, rivières à cours d'eau rapide, pelouses calcaires et cavités souterraines abritant une végétation spontanée ("habitats") et des espèces devenues rares et menacées en Europe mais encore relativement bien préservées ici.

Ces habitats, cette faune et cette flore qui méritent toute notre attention, ont valu au secteur d'être retenu au pré-inventaire des sites d'intérêt européen au titre de la Directive "Habitats" CEE 92/43. Ils ont été préservés jusqu'à aujourd'hui à travers les diverses activités et usages humains qui s'y sont exercés. Le présent Document d'objectifs vise à perpétuer cet état pour les générations futures.

Du point de vue paysager, le site peut être divisé en deux secteurs : la partie aval correspondant à la zone inondable (lit majeur) de l'Antenne jusqu'à une ligne fictive passant par Prignac / Azac / Chez Gaudin ; la partie amont correspondant aux lits mineurs des affluents et à une bande de 15 mètres de part et d'autre de leur lit.

La zone inondable de l'Antenne, à l'aval du site, est essentiellement occupée par des boisements (plus de 90% de la surface), dont l'usage varie de la populiculture "moderne" à la récolte de bois de chauffage dans les frênaies alluviales spontanées, en passant par une populiculture "ancienne" alliant la culture du peuplier au développement d'un taillis de frênes en sous-étage.

En revanche, l'amont du site est constitué des lits mineurs de l'Antenne et ses affluents qui traversent là une zone de "hautes terres" propices à la céréaliculture et à la viticulture.

Malgré ces évolutions récentes, dont les effets les plus néfastes touchent essentiellement le bassin versant du site, la vallée de l'Antenne au moins dans sa partie aval, conserve un intérêt majeur du point de vue de la biodiversité et s'est vu proposée, en 1996, à l'inventaire des sites potentiels d'Intérêt Communautaire (Natura 2000) sur la base des critères biologiques de la directive n°92/143 "habitats, faune, flore".

Les Touches de Périgny est associée à la partie amont du site correspondant aux lits mineurs des affluents et à une bande de 15 mètres de part et d'autre de leur lit.

- Historique (Le Floch, 1994)

L'après-guerre est marqué par une démocratie rurale réduite, les agriculteurs se détournant de la polyculture-élevage pour se consacrer à la viticulture sur les coteaux en abandonnant les fonds de vallée. Les frênes s'étendent de façon spontanée dans les "landais" délaissés pour être exploités en bois de chauffage.

La plantation de peupliers augmente également, de façon très extensive, dans des parcelles très exiguës, souvent avec un taillis de frênes en sous-étage, ce qui permettait de "faire l'élagage du peuplier qui se sauvait et grimpait, et le tronc était propre" disait-on. Ce développement des plantations de peupleraies est aussi pour l'agriculteur un "placement-bois" qui sera un supplément lors de la retraite, avec un arbre "adapté aux milieux humides" et "exploitable à l'échelle d'une vie humaine".

Enfin, la vallée devient un espace de liberté (chasse, pêche, promenade...) à l'opposé de l'espace de travail que constitue la vigne des coteaux proches.

Les évolutions plus récentes montrent un désintérêt croissant pour le bois : rentabilité économique en baisse du fait des problèmes d'exploitation, nouveaux propriétaires extérieurs à la vallée, absence de nettoyage des berges du cours d'eau par les riverains...

Il s'accompagne d'une diminution de l'intérêt touristique de la vallée avec l'apparition de nouveaux centres d'intérêt, ailleurs...».

Plus en amont, le bassin versant, déjà très agricole, voit les pratiques agricoles suivre les tendances des marchés économiques et de la PAC, avec l'intensification des usages, la disparition des haies, le recalibrage des cours d'eau, voire leur déplacement vers les limites extérieures des parcelles, et l'apparition d'étiages de plus en plus sévères et prolongés dans les cours d'eau de l'amont (l'aval continuant à être alimenté par des nappes même au plus fort de l'été)...

Caractéristiques générales naturelles du bassin versant de l'Antenne

Surface des bassins versants :

L'Antenne, affluent rive droite de la Charente en aval immédiat de Cognac, présente un bassin versant d'environ **425km²** au total dont 362km² en Charente-Maritime et 63km² (soit moins de 15%) en Charente.

Cette surface se subdivise en plusieurs sous-bassins versants correspondant aux affluents de l'Antenne, dont les surfaces respectives sont :

- Antenne en amont de la confluence avec le Briou : 105km²
- Bassin du Briou (rive gauche) : 80km²
- Bassin de la Saudrenne (rive droite) : 57km²
- Bassin de l'Auriou (rive droite) : 73km²
- Antenne en aval de la confluence avec l'Auriou : 10km²

Linéaire des cours d'eau inclus dans le périmètre du site Natura 2000

- L'Antenne a une longueur totale de **50 km** (dont 17km en Charente), et est entièrement incluse dans le site Natura 2000. En outre, à l'aval, elle se divise en une multitude de bras dont la longueur totale approximative est de **26 km**.

Elle prend sa source près de Fontaine-Chalendray (en Charente-Maritime), et s'écoule vers le sud/sud-ouest jusqu'à Matha puis vers le sud de Matha à sa confluence avec la Charente.

- Le Briou a une longueur de 25 km incluse dans le périmètre.
- La Saudrenne a une longueur de 17 km incluse dans le périmètre.
- L'Auriou a une longueur de 3,3 km incluse dans le périmètre.
- Le Dandelot a une longueur de 2,2 km incluse dans le périmètre.
- Le Ri Bellot a une longueur de 4,1 km incluse dans le périmètre.

Profil en long schématique :

L'Antenne prend sa source à une altitude voisine de 100m NGF et se jette dans la Charente à environ 5m NGF. Le profil en long (étudié à partir de l'IGN 25000^{ème}) fait apparaître 3 tronçons caractéristiques :

- | | | |
|--|-------------------|------|
| - Amont (communes de Bazauge et Cressé) : | longueur : 7km | 5,7% |
| - Médian (communes de Les Touches de P. à Prignac) | longueur : 17,3km | 2,5% |
| - Aval (communes de Prignac à confluence) | longueur : 22,7km | 0,6% |

- inversement, dans son bassin supérieur, l'Antenne étant perchée sur des terrains perméables, pourra subir des assecs sévères lorsque la nappe superficielle s'abaisse en dessous du lit de la rivière. Ce phénomène est accéléré par des prélèvements dans la nappe.
- Les faciès argileux des formations du Portlandien d'une part et des alluvions modernes d'autre part, favorisent la rétention de l'eau en surface. Ce phénomène naturel a incité au développement de l'assainissement et du drainage qui, ont accéléré les écoulements d'eau vers l'aval ;
- la large vallée de l'Antenne (et en particulier de ses affluents) en aval de Prignac et en amont du "verrou" formé par le crétacé au droit du pont de St Sulpice, tapissée d'alluvions récentes à dominante argileuse ou tourbeuse, peu pentue et largement en dessous des zones de plateau, est le réceptacle naturel des eaux de l'amont tant superficielles que souterraines (pour partie). Ces zones humides constituent un tampon hydraulique entre les eaux d'amont qui convergent vers cette vallée, et l'aval, véritable couloir d'environ 10km encaissé dans le crétacé qui amène l'eau jusqu'à la Charente. On peut déjà penser que ce tampon hydraulique joue un rôle important dans l'écoulement en permettant un écrêtement des crues.

Un intérêt biologique fort

Malgré ces évolutions récentes, dont les effets les plus néfastes touchent essentiellement le bassin versant du site, la vallée de l'Antenne au moins dans sa partie aval, conserve un

intérêt majeur du point de vue de la biodiversité et s'est vu proposée, en 1996, à l'inventaire des sites potentiels d'Intérêt Communautaire (Natura 2000) sur la base des critères biologiques de la directive n°92/143 "habitats, faune, flore".

Sur les 1173ha du site, environ 1000ha sont constitués d'habitats et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire, c'est à dire rares ou menacés à l'échelle du territoire européen et pour lesquels les acteurs locaux et la France assurent donc une responsabilité particulière.

Le site abrite **10 habitats naturels** d'intérêt communautaire (directive Habitats, ann.II) et **19 espèces animales** (directive Habitats, ann.II) dont les milieux de vie doivent être préservés. Un habitat (la frênaie alluviale) et une espèce (la Rosalie des Alpes), plus menacés que les autres à l'échelle européenne, sont dits "prioritaires".

Il s'y ajoutent **5 espèces d'oiseaux** (directive Oiseaux, ann.I) intéressantes et une dizaine d'espèces remarquables à l'échelle du Poitou-Charentes.

Les habitats d'intérêt communautaire peuvent être classés en cinq grandes unités écologiques :

- Les cours d'eau et leurs berges

- Les herbiers aquatiques des rivières courantes 3260 (CORINE : 24.4)
- Les eaux eutrophes à végétation flottante ou enracinée 3150 (CORINE : 22.13)
- Les végétations hautes des rives des cours d'eau 6430 (CORINE : 37.7)
 - La Cordulie à corps fin (libellule) 1041
 - Le Gomphe de Graslin (libellule) 1046
 - L'Agrion de Mercure (libellule) 1044
 - Vison d'Europe (mammifère) 1356
 - Loutre d'Europe (mammifère) 1355
 - Le Chabot (poisson) 1163
 - Martin-pêcheur (oiseau) A229
 - La Lamproie fluviatile (poisson) 1099
 - La Lamproie de Planer (poisson) 1096

- Les boisements spontanés

- Les forêts alluviales à aulnes et frênes* 91EO (CORINE : 44.3)
 - La Rosalie des Alpes* (coléoptère) 1087
 - Le Lucane cerf-volant (coléoptère) 1083
 - Le Grand Capricorne (coléoptère) 1088
 - Vison d'Europe (mammifère) 1356
 - Loutre d'Europe (mammifère) 1355
 - Bihoreau gris (oiseau) A023
 - Bondrée apivore (oiseau) A072
 - Milan noir (oiseau) A073
- Les boisements thermophiles de Chêne vert 9340 (45.3)

- Les milieux ouverts

- Les prairies alluviales de fauche 6510 (CORINE : 38.2)
 - Le cuivré des marais (papillon) 1060
- Les mégaphorbiaies eutrophes 6430 (CORINE : 37.7)

INTERÊT BIOLOGIQUE



Aaion de Mercure



Loutre d'Europe



Localisation de l'habitat sur le site (d'après les données de Charente Nature, 2002)



Gomphe de Grasin



Cordulie à corps fin



Lamproie de rivière



Lamproie de Planer



Vison d'Europe



Chabot

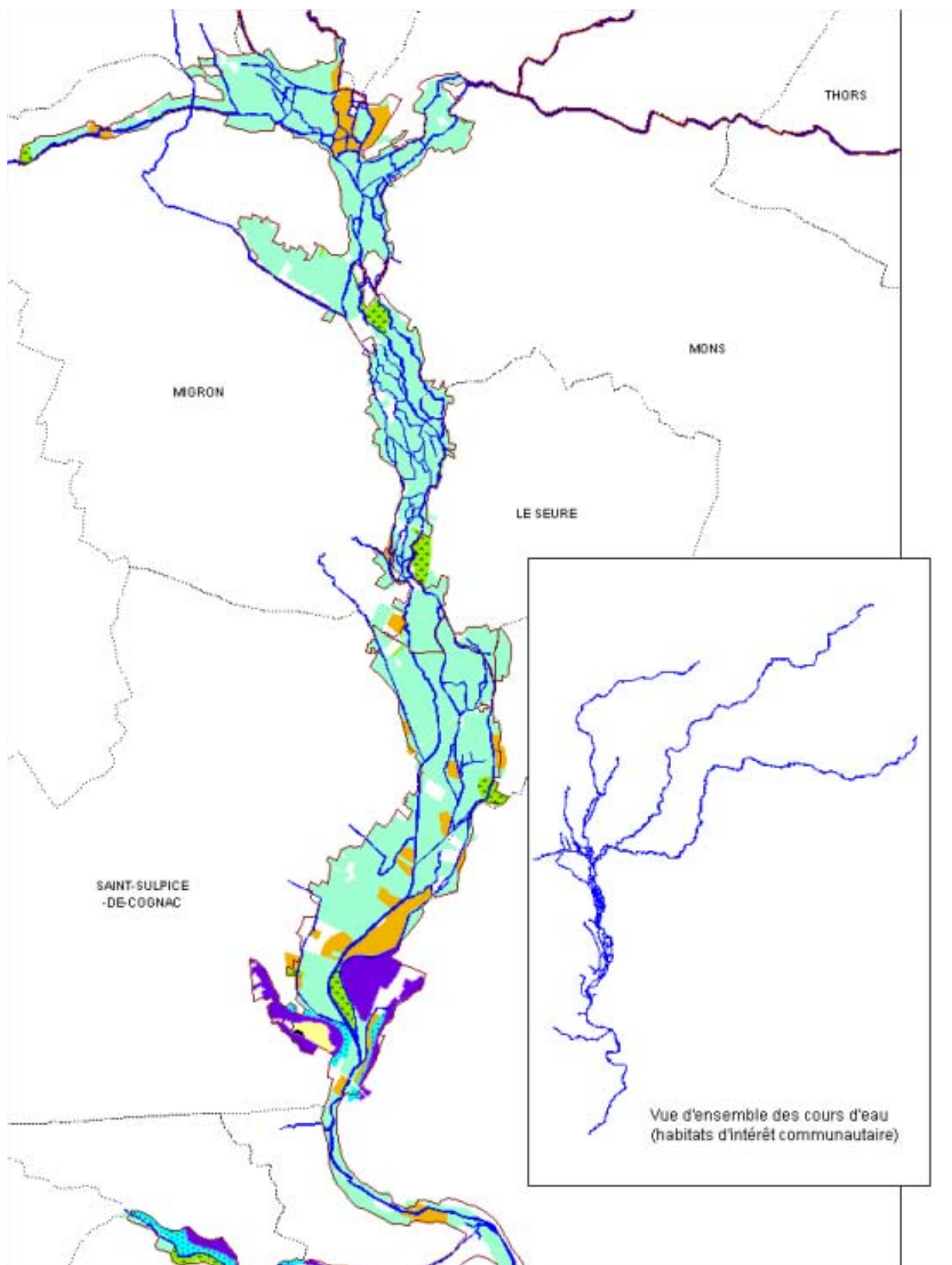
habitat d'intérêt communautaire : les cours d'eau et leurs berges

- Les pelouses calcaires sèches 6210 (CORINE : 34.33)

- Pie-grièche écorcheur (oiseau) A338

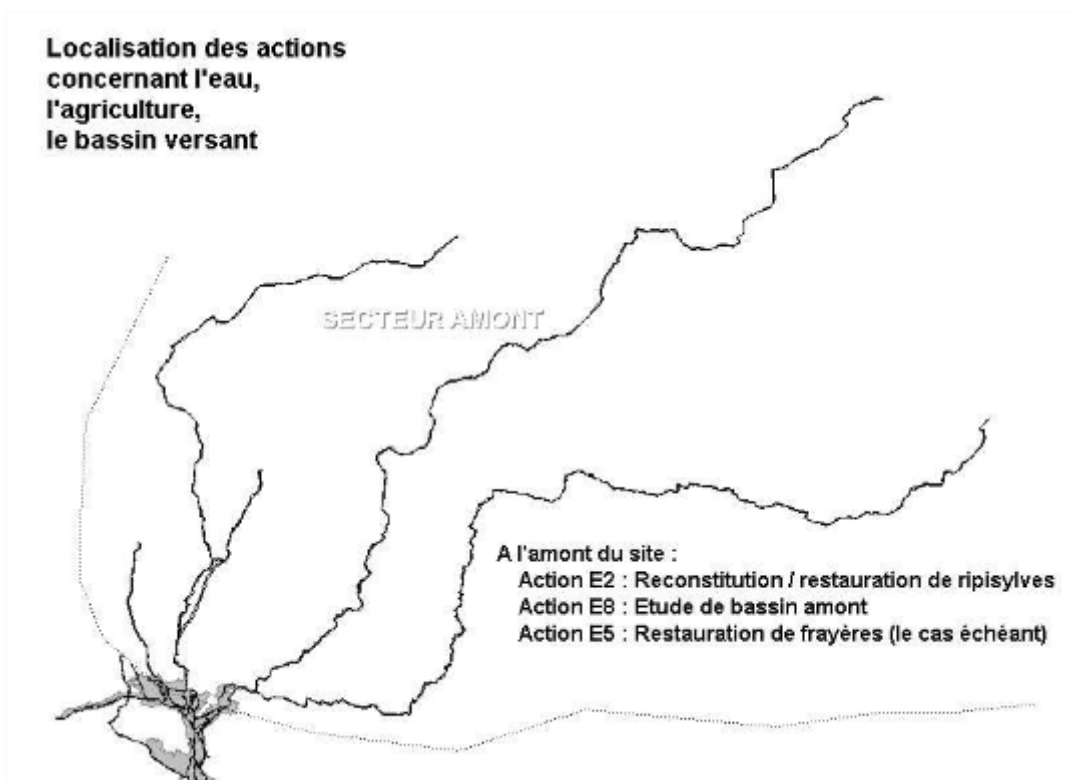
- Les cavités souterraines 8310 (CORINE : 65)

- Grand Rhinolophe (Chauve-souris) 1304
- Petit Rhinolophe (Chauve-souris) 1303
- Grand Murin (Chauve-souris) 1324
- Murin à oreilles échancrées (Chauve-souris) 1321
- Minioptère de Schreibers (Chauve-souris) 1310
- Murin de Bechstein (Chauve-souris) 1323
- Barbastelle (Chauve-souris) 1308



Habitats d'intérêts communautaires (Annexes I&II de la directive Habitats)

A l'échelle de la commune de Les Touches de Périgny, on retrouve un habitat d'intérêt communautaire : le cours d'eau et les berges de l'Antenne.



Document d'Objectifs site FR5400-473 "Vallée de l'Antenne", vol. I - LPO/CRPF/Charente-Nature - Fév. 2004

8 espèces fréquentent les 152 kilomètres de cours d'eau du site, dont le Vison d'Europe menacé. Les objectifs suivants ont été définis pour préserver la qualité de l'eau, des milieux aquatiques, rivulaires et des habitats piscicoles :

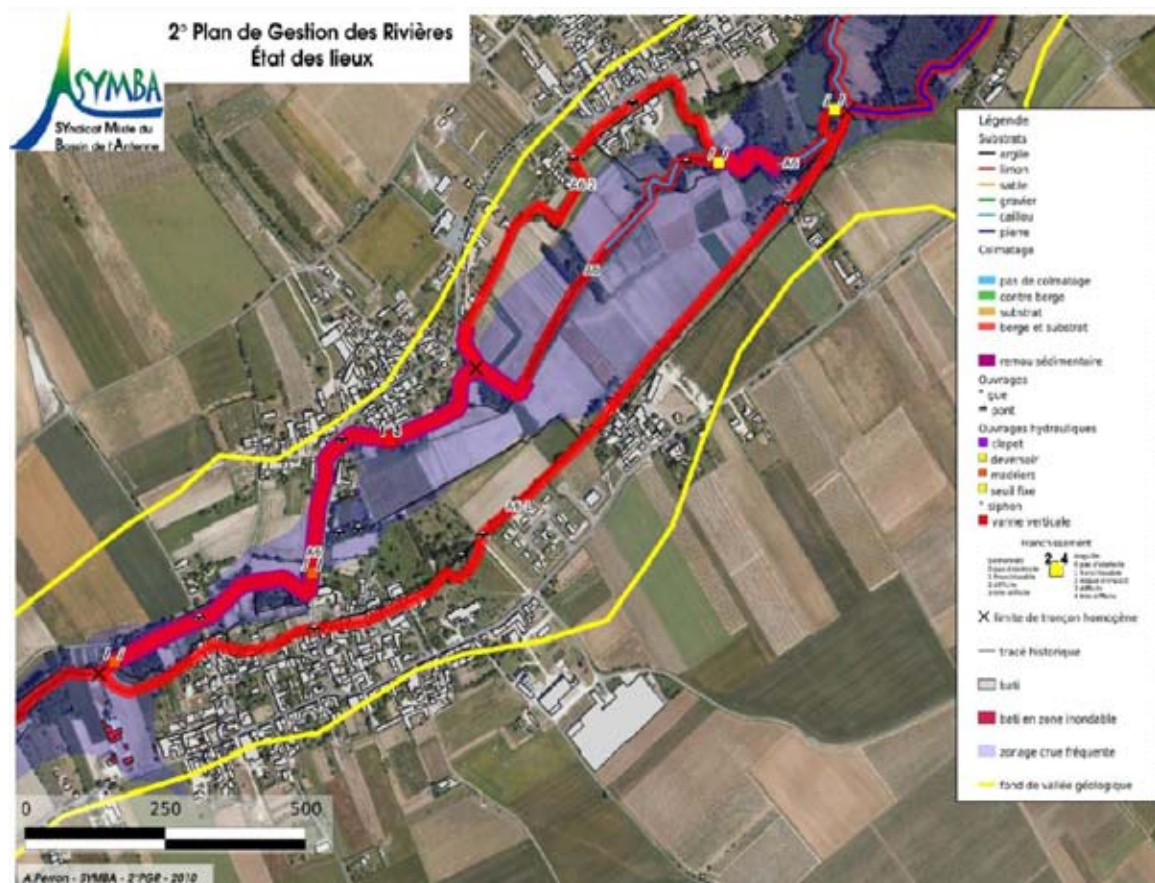
- 1- Préserver / améliorer la qualité des habitats aquatiques et des habitats piscicoles, notamment à l'amont des cours d'eau du site
- 2- Reconquérir des milieux abandonnés ou détournés (bras de rivière court-circuités...) ou restaurer des cours d'eau altérés ou déconnectés du réseau hydrographique ; reconquérir la diversité des habitats aquatiques de certains secteurs de rivières dégradés
- 3- Privilégier la conservation d'un lit dynamique et varié plutôt qu'un cours homogène et lent, surtout en période d'étiage ; favoriser la diversité des écoulements, de la nature des fonds et des hauteurs d'eau
- 4- Préserver, voire restaurer, les zones de frayères
- 5- Préserver les herbiers aquatiques
- 6- Restaurer la circulation amont-aval / poissons migrateurs

Occupation du sols aux abords de l'Antenne

• La ripisylve

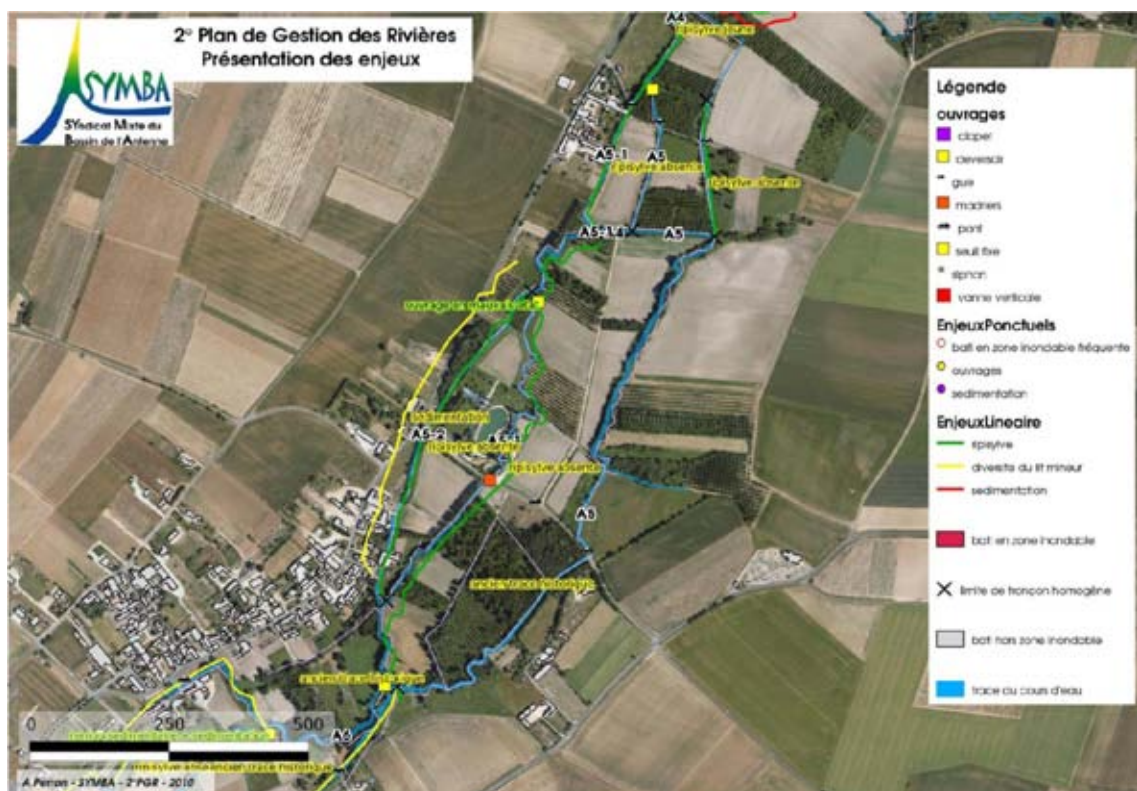
En 2010, à l'occasion du Plan de Gestion des Rivières, le SYMBA (SYndicat Mixte pour l'étude de l'aménagement et de la gestion du Bassin de l'Antenne) a dressé un état des lieux des cours d'eau sur la commune de Les Touches de Périgny.

Cet état des lieux met en évidence la nature du substrat, l'état de colmatage du cours d'eau, les ouvrages de franchissement ou ouvrages hydrauliques présents.

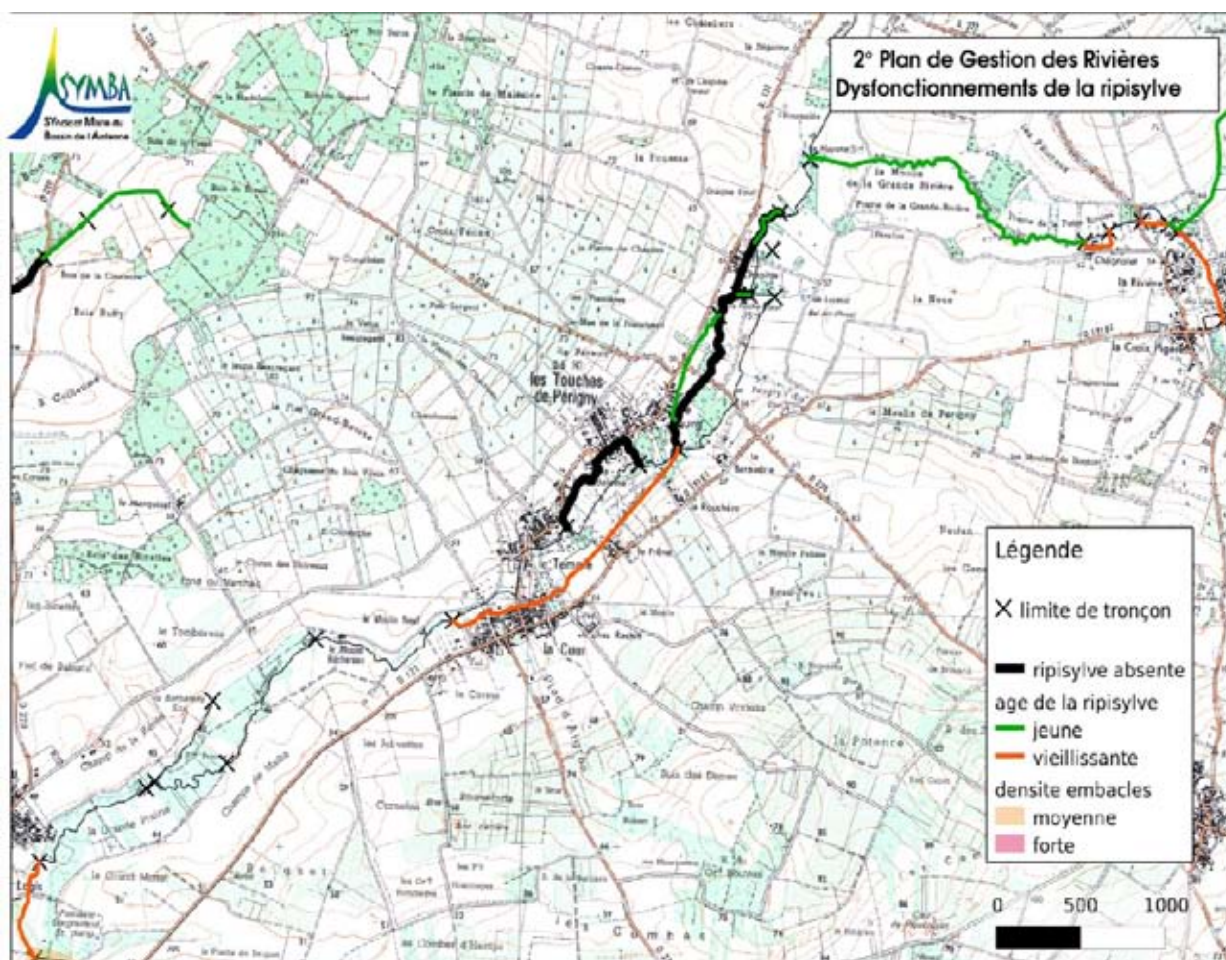


État des lieux de l'Antenne dans le secteur du bourg

L'objectif principal sur le secteur de Les Touches de Périgny est de préserver le bras principal de l'Antenne, celui le plus au centre par rapport aux autres biefs canalisés.



État des lieux de l'Antenne dans le secteur du bourg



Diagnostic de l'état des ripisylves - Objectifs à atteindre dans le cadre du Plan de gestion des ripisylves à Les Touches de Périgny, recueil (SYMBA) Plan de gestion des ripisylves, 2010, (SYMBA)

Une campagne de plantation en ripisylve est actuellement menée sur la commune sur une période de trois ans.

Sur le territoire communal de Les Touches de Périgny, l'état des ripisylves de l'Antenne est dans un état contrasté.

On notera également la présence de peuplements de peupliers le long de l'Antenne parfois problématiques pour la repousse de la flore spontanée en ripisylve.

Suite à ce diagnostic, le plan de gestion des ripisylves a établi des objectifs.

Pour Les Touches de Périgny, il s'agit de garantir la préservation de la faune et de la flore en améliorant la qualité des écosystèmes que les ripisylves sous tendent.

Aux abords des zones d'habitat, l'écoulement de l'eau doit être facilité de manière à réduire le risque inondation.

A l'inverse, l'écoulement doit être freiné sur quelques tronçons identifiés. C'est le cas en aval de La Cour et en amont du Bourg, soit avant et après les zones urbaines.

En outre, la qualité paysagère constitue un autre objectif à atteindre. C'est particulièrement le cas le long des ramifications de l'Antenne situées à proximité des secteurs d'habitation.

- Occupation du sol et boisements

Les abords de l'Antenne sont marqués par les plantations de peuplement de peupliers ainsi que par l'activité agricole et notamment par des cultures céréalières et oléagineuses. On retrouve également des boisements épars ainsi quelques prairies réparties de manière morcelées.

- États chimique, biologique et écologique

Les états écologique et biologique de l'Antenne sont considérés comme bon. L'état physicochimique et chimique sont également bon.

La qualité du cours d'eau de l'Antenne est ainsi affectée par les pressions polluantes liées à l'utilisation des pesticides et des nitrates par l'agriculture sont fortes.

La proximité entre les zones d'habitat et l'Antenne induit une forte prise en charge par ce cours d'eau des effluents domestiques. L'épuration de ces effluents constitue un problème important quant à l'accueil de nouvelles populations à proximité d'une zone naturelle fragile, classée Natura 2000. Cependant, la pression domestique est considérée comme faible.

Les pressions polluantes dues aux activités industrielles sont identifiées comme moyenne.

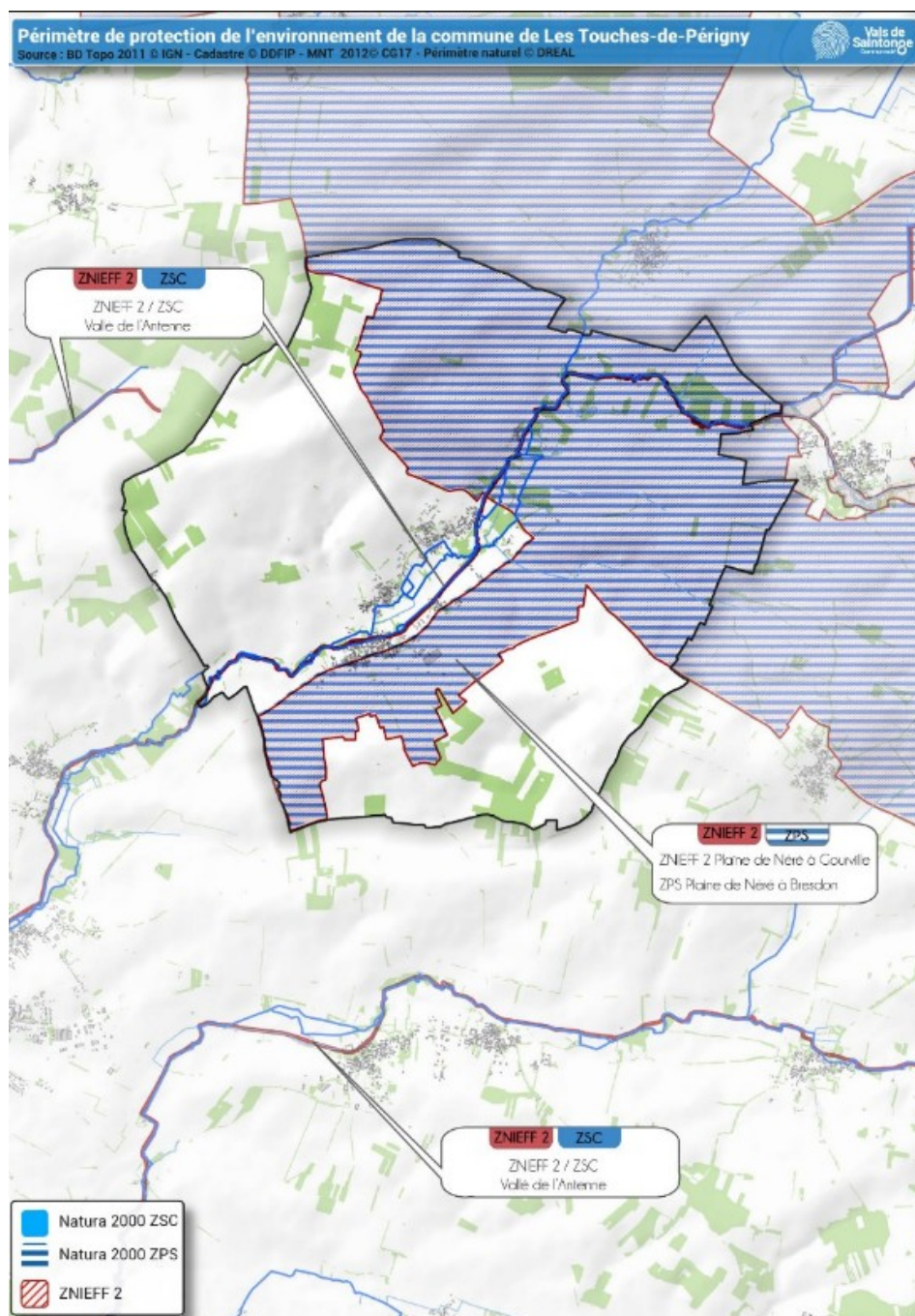
L'antenne a un objectif de retour à un bon état global et chimique en 2021 et de bon retour à un bon état écologique en 2015.

L'article 6.3 de la Directive « Habitats » dispose que « tout plan ou projet non lié ou nécessaire à la gestion d'un site Natura 2000, mais susceptible de l'affecter de manière significative [...] fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site, eu égard aux objectifs de conservation de ce dernier ». En conséquence, tout projet de programmes, travaux ou aménagements soumis à un régime d'autorisation ou d'approbation, susceptible d'affecter de façon notable un site Natura 2000 désigné en droit français, doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences au regard des objectifs de conservation (articles L.414-4 et R.414-19 s du Code de l'Environnement).

Le PLU de la commune de Les Touches de Périgny fera donc l'objet d'une évaluation d'incidences Natura 2000.

5.6.2 ZNIEFF 2 et site Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon

Le site FR 5412024 « Plaine de Néré à Bresdon » a été proposé comme Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive « Oiseaux » en 2002 (les consultations des communes ont eu lieu en 2001). Le site de la plaine de Néré à Bresdon a été désigné par arrêté du 26 août 2003, publié au Journal Officiel du 25 septembre 2003.



La zone de plaine du Nord de la Saintonge est bornée par des limites naturelles assez marquées au Nord et au Sud. Elle bute au Nord sur les boisements discontinus de l'ancienne forêt d'Argenson (forêt d'Aulnay et de Fontaine notamment). Au Sud, la plaine s'incurve vers les terres plus fraîches du pays bas de Matha..

A l'Ouest, une intensification accrue des pratiques agricoles et des remembrements plus drastiques atténuent les possibilités d'installation des outardes. La frontière départementale constitue la limite orientale du site.

Dans la plaine de Néré à Bresdon, les zones de polyculture-élevage sont les secteurs les plus riches en outardes, offrant aux oiseaux des couverts végétaux variés et des structures végétales différentes en fonction des parcelles et des types de culture.

Le document d'objectifs (DOCOB) Natura 2000 de la plaine de Néré à Bresdon a été approuvé par le comité de pilotage du site le 1er février 2008. Les éléments qui suivent sont extraits du DOCOB.

Le site est une des huit zones de plaines à Outarde canepetière retenues comme majeures pour une désignation en ZPS en région Poitou-Charentes. Il est connu pour être une zone de reproduction et de rassemblement de l'Outarde canepetière et des espèces de plaine ouverte associées (Oedicnème criard, Busard cendré et Busard saint-Martin). Il complète le réseau de site à Outardes canepetières du Poitou-Charentes.

Il s'agit de la principale zone de survivance de cette espèce dans le département de la Charente-Maritime. C'est donc un secteur qui présente un peuplement important d'Outardes canepetières nicheuses et qui abrite des rassemblements automnaux. On y observe également la présence de rassemblements post-nuptiaux importants d'Oedicnèmes criards.

Les effectifs importants d'Outardes confèrent une importance nationale au site et ceux des Oedicnèmes une importance régionale.

Sur l'ensemble du site, on observe cinq espèces de la Directive Oiseaux, dont quatre se reproduisent régulièrement sur le site. Il y a également neuf autres espèces, menacées au niveau national et/ou régional.



Outardes canepetière



busard cendré



busard St Martin



caille des blés



Oedicnème criard

Il est probable que d'autres espèces d'intérêt communautaire seront découvertes sur la zone, qui, décrite récemment, apparaît inventoriée à minima. A ce jour, huit espèces font ainsi l'objet de mesures de conservation spéciale, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution. (photos : LPO, oiseaux.net, Didier collin).

Espèces recensées en 1999-2000 (sources : DIREN-fiche d'information de la ZPS)

Espèces	Nom français	Statut	Annexe I directive "Oiseaux"
<i>Alauda arvensis</i>	Alouette des champs	Nicheur/hivernant	Protection nationale et/ou régionale
<i>Circus pygargus</i>	Busard cendré	Nicheur	Annexe I directive "Oiseaux"
<i>Circus cyaneus</i>	Busard saint-martin	Nicheur/hivernant	Annexe I directive "Oiseaux"
<i>Coturnix coturnix</i>	Caille des blés	Nicheur	Protection nationale et/ou régionale
<i>Athene noctua</i>	Chevêche d'Athéna	Nicheur	Protection nationale et/ou régionale
<i>Galerida cristata</i>	Cochevis huppé	Nicheur	Protection nationale et/ou régionale
<i>Tyto alba</i>	Effraie des clochers	Nicheur	Protection nationale et/ou régionale
<i>Upupa epops</i>	Huppe fasciée	Nicheur	Protection nationale et/ou régionale
<i>Burhinus oedicnemus</i>	Oedicnème criard	Nicheur	Annexe I directive "Oiseaux"
<i>Tetrax tetrax</i>	Outarde canepetière	Nicheur	Annexe I directive "Oiseaux"
<i>Alectoris rufa</i>	Perdrix rouge	Nicheur	Protection nationale et/ou régionale
<i>Pluvialis apricaria</i>	Pluvier doré	Migrateur/hivernant	Annexe I directive "Oiseaux"
<i>Streptopelia turtur</i>	Tourterelle des bois	Nicheur	Protection nationale et/ou régionale
<i>Vanellus vanellus</i>	Vanneau huppé	Migrateur/hivernant	Protection nationale et/ou régionale

Extrait du DOCOB

S'agissant de l'occupation des sols, les couverts herbacés (jachères, luzernières, prairies) sont des milieux très prisés des oiseaux de plaine car ils constituent à la fois des sites de nidification et d'alimentation. Ils concernent 7% de l'occupation du sol de la ZPS. Sur le plan de la nidification, ces milieux sont d'une grande importance car la plupart des espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire dans les plaines céréalières nichent au sol. Sur le plan alimentaire, ils jouent un rôle crucial pour les oiseaux de plaine car ils représentent quasiment les derniers milieux où les populations d'invertébrés peuvent se développer en plaines cultivées. Les poussins de certains oiseaux de plaine se nourrissent exclusivement d'invertébrés. Les jeunes d'Outarde canepetière consomment des Coléoptères (notamment des Carabes) et des Orthoptères (Criquets, Grillons, Sauterelles) pendant leurs premières semaines de vie. Ainsi, les femelles localisent en priorité leur nid dans les parcelles les plus riches en invertébrés : jachères, luzernières, prairies. Par la suite, le régime alimentaire des poussins évolue en partie vers des ressources végétales, notamment avant la migration. Quant à l'Oedicnème criard, il consomme des Coléoptères en grande quantité, en particulier des Carabes. Pour le Busard, le campagnol des champs constitue une part très importante de son régime alimentaire. Les milieux herbacés sont donc importants pour la conservation des oiseaux de plaine. Ils sont relativement bien répartis sur le territoire de la ZPS. Ce sont essentiellement des surfaces en jachère. Suite à la disparition des milieux steppiques, les milieux herbacés sont la clé de la conservation des oiseaux de plaine. Ils sont relativement bien répartis sur le territoire de la ZPS. Ce sont essentiellement des surfaces en jachère et en luzerne.

Les espèces suivies en 2005 présentent des stratégies de reproduction différentes qui leur font utiliser des milieux variés et complémentaires. Il en résulte que les plaines agricoles en ZPS doivent présenter des milieux diversifiés, contenant à la fois des cultures annuelles, des couverts pérennes ou semi-pérennes et des éléments fixes du paysage tels que les arbres isolés ou les haies.

Les enjeux sur le site sont :

- le maintien des oiseaux d'intérêt communautaire, plus particulièrement l'Outarde canepetière et l'Oedicnème criard, espèces dont les effectifs ont fortement diminué depuis une vingtaine d'années. Leur territoire se restreint tous les ans ce qui a pour conséquence un maintien et un renouvellement des populations fortement menacés. D'autres espèces d'oiseaux d'intérêts communautaires sont également à prendre en compte (Busard cendré, Busard Saint Martin, Pipit rousseline, Bruant ortolan...).
- le maintien, la restauration et une gestion favorable des habitats pour les oiseaux d'intérêts communautaires.

Le maintien et le renouvellement des oiseaux de plaine dépendent de deux facteurs (sources : plaquette CAD Outarde de la LPO Vienne + inventaire document d'objectifs « plaines charentaises ») :

- les ressources alimentaires : la majorité des oiseaux sont herbivores et/ou granivores à l'âge adulte, sauf les Busards cendré et Saint-Martin dont les études scientifiques montrent qu'ils se nourrissent principalement de petits rongeurs (campagnols... et, dans une faible proportion, d'oiseaux y compris parfois des perdrix).
En revanche, les jeunes de ces espèces dépendent des insectes et autres invertébrés pour couvrir leurs besoins en protéines pour la croissance pendant les premières semaines de leur vie. Ils trouvent leur alimentation dans les milieux herbeux (prairies, jachères, luzernes, bordures de chemins, de fossés, de haies, friches...).
- les milieux utilisés : la majorité des oiseaux des plaines nichent au sol. Ils apprécient tout particulièrement les zones herbeuses, aussi bien pendant les périodes de reproduction que de rassemblement en automne (Outarde canepetière, Œdicnème criard). Les nichées sont très sensibles aux interventions, plus particulièrement mécaniques, en mai, juin et juillet. Pour les rassemblements post-nuptiaux, ils privilégient les endroits calmes permettant de s'alimenter (repousses de colza, sol nu...).

Les inventaires biologiques montrent que les zones d'alimentation et de reproduction sont des milieux qui se raréfient : les milieux herbeux ont fortement diminué. Ils occupaient, en 2005, 7% de la surface totale de la ZPS en Charente-Maritime (650 ha).

De plus, leur gestion reste problématique : fauche précoce provoquant la destruction des nichées, utilisation de produits phytosanitaires provoquant une raréfaction des insectes, augmentation des tailles des parcelles et uniformisation des cultures...

Cela induit une destruction des nichées et une raréfaction des insectes. Les oiseaux de plaine manquent de milieux favorables à la reproduction et à l'alimentation pour se reproduire, se maintenir et se développer dans de bonnes conditions.

Pour le maintien, la restauration et la gestion des habitats des oiseaux de plaine, les pratiques agricoles, les évolutions de l'agriculture (diminution de l'élevage, changement des pratiques) et ses perspectives (développement des jachères industrielles, évolution des politiques agricoles) sont à prendre en compte.

D'autres facteurs secondaires ont également leur importance dans l'évolution des effectifs d'oiseaux de plaine sur la ZPS et sont donc à prendre en compte :

- la gestion des bords de chemin et des haies qui constituent des habitats et des corridors écologiques
- les lignes électriques aériennes et les éoliennes qui constituent des obstacles dangereux ou qui peuvent effrayer les oiseaux
- l'expansion urbaine, le mitage de l'habitat
- les aménagements fonciers et les grands équipements

Ces différents facteurs engendrent une réduction des habitats favorables et la stabilité et la pérennité des dispositifs d'aides pour la mise en œuvre des actions de préservation de l'environnement qui permettent de sensibiliser les acteurs locaux.

Les objectifs du DOCOB sont définis pour répondre aux enjeux du site et orienter les priorités et les actions. C'est également le moyen de fournir des éléments de mesure sur l'efficacité des actions qui sont menées sur la Zone de Protection Spéciale :

- créer et/ou gérer les milieux herbacés (prairies, jachères, luzernières) favorables aux oiseaux de plaines pour enrayer le déclin des effectifs. Objectifs opérationnels : atteindre 15% de la Superficie Agricole Utile en milieux herbacés (prairies, jachères,

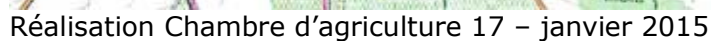
luzernes) gérés en faveur des espèces d'oiseaux citées ci-dessus (0.5 % de la SAU est en CAD), retrouver les effectifs d'Outarde canepetière de 2000 (35 sur la ZPS de Néré à Bresdon contre 24 en 2005) et promouvoir les pratiques agricoles favorables aux oiseaux de plaine (fauche "sympa", fauche plutôt que broyage, localisation pertinente des couverts environnementaux obligatoires).

- garantir la présence d'une mosaïque de milieux. Objectifs opérationnels : maintenir des assolements diversifiés comprenant des milieux herbacés mais également une diversité de cultures annuelles, notamment les cultures de printemps (tournesol, orge, blé), maintenir les jachères à couvert herbacées, maintenir le plus grand nombre d'exploitations agricoles possible (élément favorisant la mosaïque d'occupation du sol et donc la conservation des oiseaux), optimiser les conditions favorables dans les zones de rassemblements post-nuptiaux, rechercher les moyens de rendre compatibles les pratiques des filières et les actions favorables aux oiseaux de plaines.
- créer et/ou gérer les corridors écologiques (haies, chemins, bandes enherbées) pouvant servir de zones d'alimentation, de nidification et de refuge. Objectifs opérationnels : entretenir les haies, les chemins et les fossés en dehors des périodes de nidification (entre novembre et février), mécaniquement avec du matériel adapté (lamiers), sans utilisation de produits phytosanitaires, positionner de manière pertinente les couverts environnementaux (BCAE) pour réduire la taille de certaines parcelles de cultures, accroître l'effet des haies pour la biodiversité...
- conserver des arbres isolés et des petits boisements pouvant servir de zones de nidification, d'observation et de refuges. Objectifs opérationnels : conserver les petits boisements, conserver et entretenir les arbres isolés.
- suivre les projets et aménagements d'infrastructures pouvant perturber ou provoquer des mortalités directes d'oiseaux de plaines. Objectifs opérationnels : équiper les lignes électriques moyenne et haute tension de dispositifs permettant aux oiseaux de les visualiser (voire enfouissement des lignes sur les portions les plus dangereuses), prendre en compte la localisation des zones de nidification et de rassemblement dans la création d'aménagements routiers, de nouveaux chemins de randonnée ou d'infrastructures touristiques, ne pas accepter les projets de parcs éoliens.)



Localisation des observations d'espèces d'intérêt communautaire (DOCOB)

La carte ci après fait apparaître les zones de cantonnement d'outardes canepetière qui ont été identifiées. On les retrouve le long de la route de Cressé, en face la Rouchère, dans la partie Est du territoire communal, en direction de Gourvillette et également sur la route de Matha, non loin de la RD 131.



L'article 6.3 de la directive « Habitats » dispose que « tout plan ou projet non lié ou nécessaire à la gestion d'un site Natura 2000, mais susceptible de l'affecter de manière significative [...] fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site, eu égard aux objectifs de conservation de ce dernier ». En conséquence, tout projet de programmes, travaux ou aménagements soumis à un régime d'autorisation ou d'approbation, susceptible d'affecter de façon notable un site Natura 2000 désigné en droit français, doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences au regard des objectifs de conservation (articles L.414-4 et R.414-19 s du Code de l'Environnement).

5.7 La Trame Verte et Bleue à l'échelle régionale

4.8.1 Le SRCE, son contenu et ses objectifs

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique a été mis en place dans le cadre de la démarche concertée du Grenelle de l'environnement, dont l'objectif principal est d'élaborer un nouvel outil d'aménagement du territoire en faveur de la biodiversité.

La Trame Verte et Bleue constitue l'un des engagements phares du Grenelle de l'environnement. Il s'agit d'une démarche visant à maintenir et à reconstituer un réseau sur le territoire national pour que les espèces animales et végétales puissent communiquer, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer... c'est-à-dire assurer leur survie, en facilitant leur adaptation au changement climatique.

Le SRCE a été initié par la loi portant Engagement National pour l'Environnement (dite grenelle II) de juillet 2010. Il constitue la pierre angulaire de la démarche Trame Verte et Bleue à l'échelle régionale, en articulation avec les autres échelles de mise en œuvre (locale, inter-régionale, nationale, transfrontalière).

Ainsi, l'État et la Région pilotent ensemble l'élaboration de ce schéma, en association avec un comité régional « Trame Verte et Bleue », regroupant l'ensemble des acteurs locaux concernés (collectivités territoriales et leurs groupements - État et ses établissements publics - organismes socio-professionnels et usagers de la nature - associations, organismes ou fondations œuvrant pour la préservation de la nature et gestionnaires d'espace naturels - scientifiques et personnalités qualifiées).

Démarrée en 2010, la procédure de co-élaboration du Schéma Régional de Cohérence Écologique de la Région Poitou-Charentes et l'État, est arrivée à son terme en 2015.

La Préfète de Région et le Président du Conseil régional avaient arrêté conjointement le projet de SRCE Poitou-Charentes le 7 novembre 2014.

Le projet de schéma a par la suite reçu un avis favorable du CESER le 8 octobre 2015 et a été ensuite approuvé à l'unanimité par les élus du Conseil régional réunis en session le 16 octobre 2015.

Et il a été adopté par arrêté préfectoral le 3 novembre 2015.

Le SRCE Poitou-Charentes s'appuie sur le Code de l'environnement ; il est structuré autour de 5 volets et d'annexes

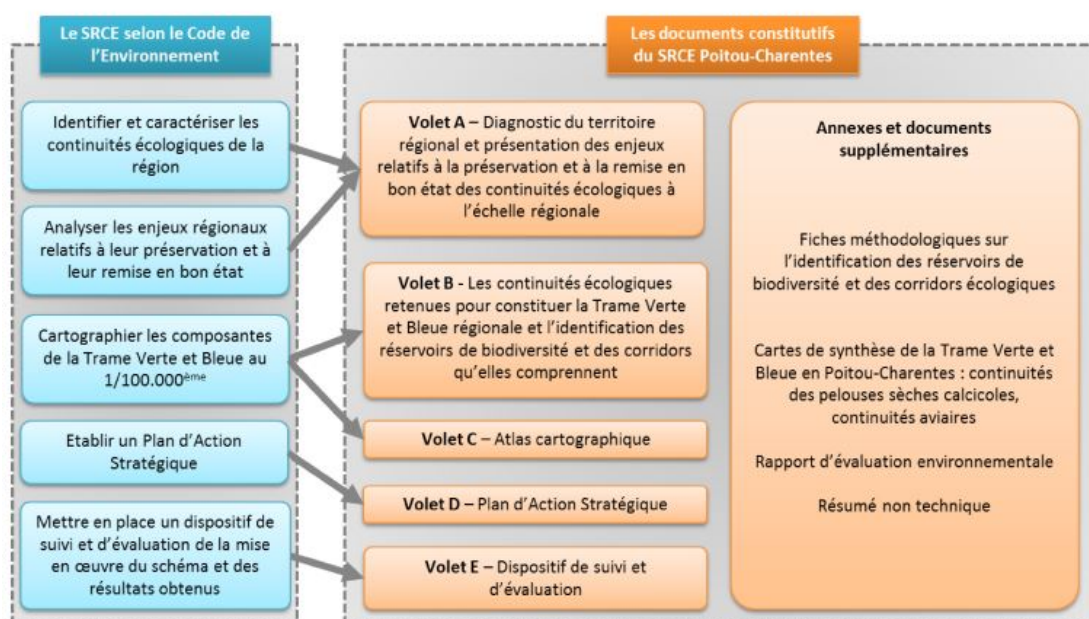


Figure 1. Composition du SRCE Poitou-Charentes

Il s'articule sur deux notions fondamentales ; les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité ; les deux associés forment les continuités écologiques.

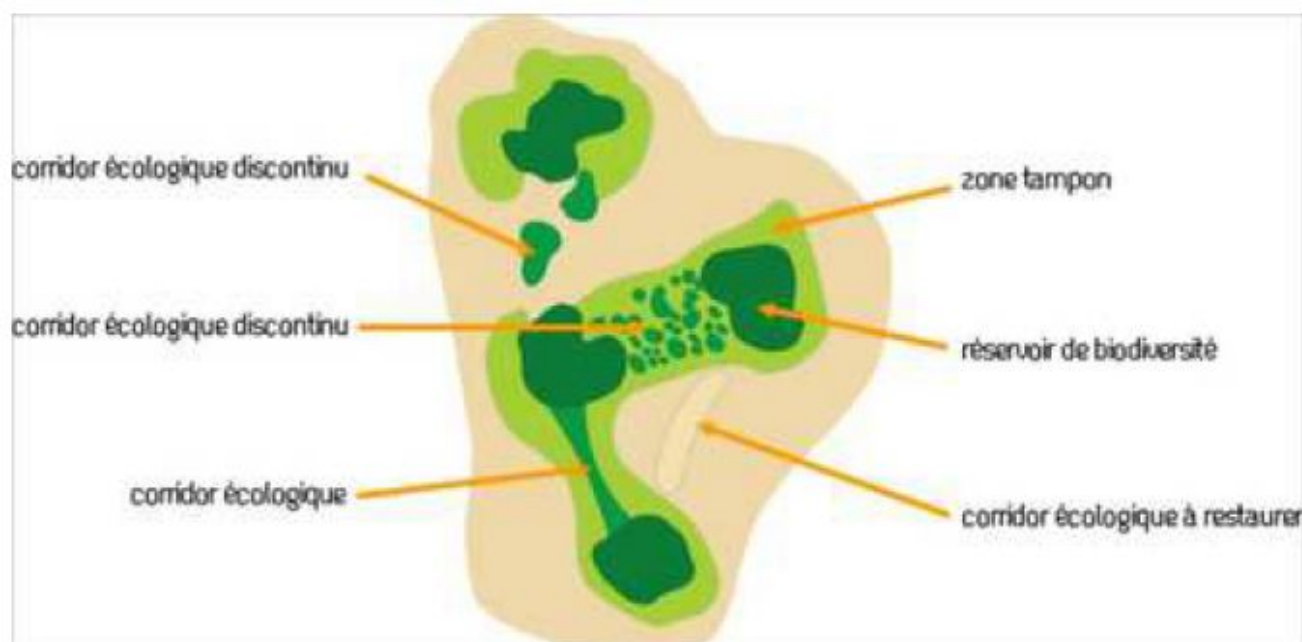


Figure 2. Composantes de la continuité écologique (Sources : DREAL PACA)

Les réservoirs de biodiversité sont les espaces dans lesquels la biodiversité, rare ou commune, ordinaire ou exceptionnelle, menacée ou non menacée, est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos) et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffisante.

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

Quelle est la portée juridique du SRCE Poitou-Charentes ?

Comme le stipule l'article L. 371-3 du Code de l'environnement, « les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme ».

Le PLU aura donc pour objectifs de participer à l'atteinte des objectifs que le SRCE se fixe, au travers du PADD et de sa traduction réglementaire.

4.8.2 Un espace régional contrasté, sensible aux changements climatiques et à l'artificialisation de son territoire

Une richesse faunistique et floristique indéniable

La Région Poitou-Charentes se caractérise par une grande diversité de paysages, associée à des habitats variés accueillant une richesse faunistique et floristique remarquable. Entre îles et continent, élevage et grandes cultures, bocages et plaines ouvertes, vallées et plateaux, Poitou-Charentes est une terre de contrastes, qu'il est essentiel de préserver.

Quelques chiffres...

Les **plaines ouvertes**, fortement liées à l'agriculture, recouvrent près de 40% du territoire ;

Le **bocage**, lié à l'élevage bovin ou ovin, représente 21% du territoire régional ;

Les **terres viticoles** couvrent 10% du territoire ;

Les **forêts** sont peu représentées en Poitou-Charentes, mais concernent néanmoins 15% du territoire ;

Les **vallées**, façonnées par le réseau fluvial, et les **cours d'eau** s'étendent sur 11 % du territoire ;

Le **littoral** qui s'étend de la Baie de l'Aiguillon à l'estuaire de la Gironde, couvre 6% du territoire.

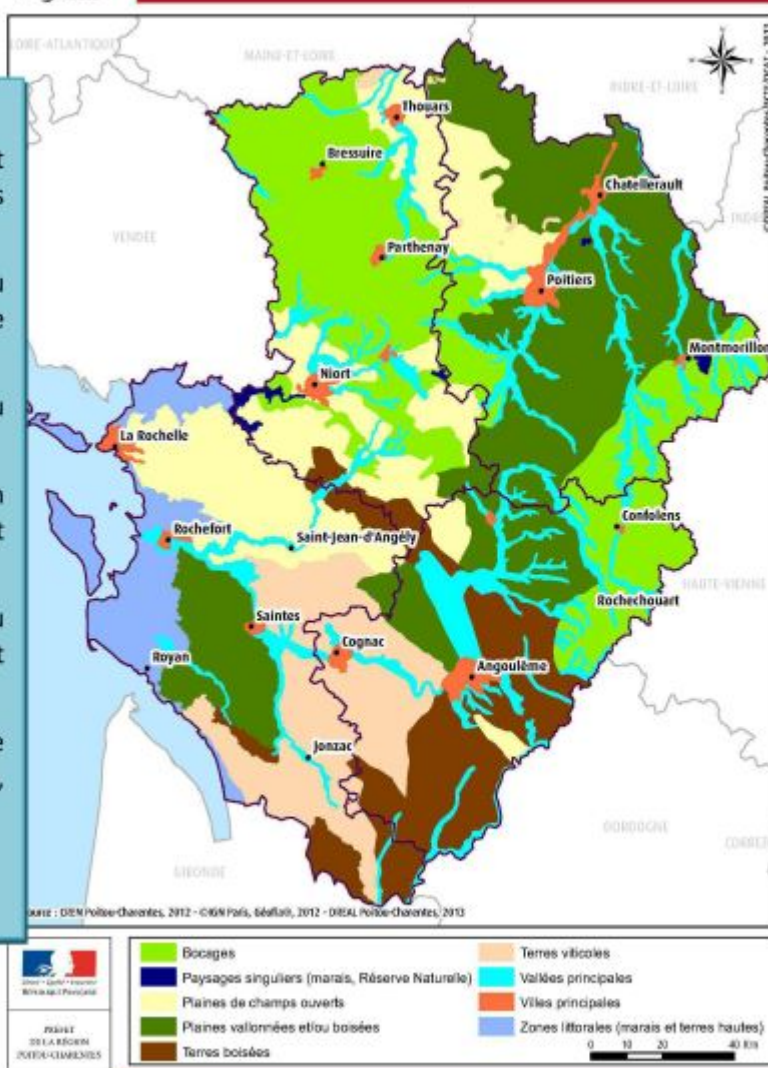


Figure 3. Les paysages de Poitou-Charentes (Sources : CREN Poitou-Charentes, 2012)

Le territoire régional est naturellement très marqué par la présence de l'eau ; sept bassins versants compose le réseau hydrographique picto-charentais qui représente une longueur cumulée de 7 260 km de cours d'eau et 17 074 km si l'on compte le petit chevelu, les têtes de bassins et les ruisseaux. Les marais, littoraux pour la plupart, sont également bien présents et représentent une superficie de 110 000 ha. Ce constat fait de la Région un espace privilégié pour la préservation des zones humides.

La Région Poitou-Charentes dispose d'une biodiversité très riche et marque une représentation marquée d'espèces parfois remarquables. Les vertébrés comptent en effet des mammifères emblématiques comme le Vison d'Europe ou encore le grand rhinolophe.

Les oiseaux sont quant à eux aussi bien représentés qu'ils s'agisse d'oiseaux du littoral et de marais ou encore des oiseaux de plaine comme la Outarde canepetière. Enfin, les amphibiens représentent également un enjeu de préservation important par l'existence d'espèces menacées comme le triton crêté ou encore le crapaud calamite.

Les invertébrés comprennent les mollusques d'eau douce ou marine, les crustacés, les arachnides et les insectes et les poissons.



Concernant les espèces floristiques, la région accueille de nombreuses espèces végétales patrimoniales. Les plantes à fleurs sont représentées par les arbres et les plantes herbacées.

Ces dernières sont remarquables par leur diversité et par les types d'espèces rencontrés : on trouve en Poitou-Charentes des espèces méditerranéennes (Ciste de Montpellier), montagnardes (Lis martagon) ou encore boréales (Iris de Sibérie).



Près d'un tiers des espèces floristiques sont menacées, mais la région possède encore de belles populations de fleurs rares à l'échelle nationale : Renoncule à feuilles d'ophioglosse, Euphrasie de Jaubert, Littorelle des étangs.

Les algues, encore peu connues, sont présentes notamment sous la forme d'algues vertes des genres *Codium* et *Enteromorpha*.

Les champignons sont très variés dans la région : 3000 espèces ont été répertoriées, certaines très rares comme l'*Inocybe* de Patouillard. Les lichens restent assez méconnus. La présence d'espèces remarquables comme le silverskin lichen ou l'Oeil d'or ont été observées.

Figure 3. De haut en bas : Renoncule à feuilles d'ophioglosse (© Thierry Degen –DREAL Poitou-Charentes), Oeil d'Or (©Charentes-Nature)

La Région Poitou-Charentes compte aussi des milieux remarquables qui font l'objet de différentes protections, qu'ils s'agisse d'outils réglementaires (Natura 2000, RAMSAR, Réserves naturelles nationales et régionales...) de maîtrise foncière (Espaces Naturels Sensibles, gestion par le Conservatoire du littoral...) ou d'inventaires de connaissance (ZNIEFF, ZICO).

Un territoire régional fortement anthropisé

L'évolution de l'agriculture, activité majeure de la région, transforme le paysage par l'homogénéisation des parcelles, l'abandon de l'élevage et des prairies au profit de la culture céréalière, la diminution de certains éléments comme les haies et les arbres isolés. L'intensification générale des pratiques entraîne également des risques de pollution et de surexploitation de la ressource en eau susceptibles de dégrader les milieux naturels. Au contraire, des pratiques agricoles adaptées contribuent à la préservation de la biodiversité par le maintien de milieux ouverts.

Les activités liées au littoral tendent à s'intensifier : les activités portuaires, le développement du tourisme et des activités de loisir, qui s'accompagne d'une augmentation de la

fréquentation et des transports, contribuent à consommer les ressources naturelles et fragilisent le milieu. Le développement de la pêche à pied de loisir, l'utilisation d'intrants en agriculture et en pisciculture peuvent modifier la qualité des milieux côtiers et la biodiversité qui s'y trouve, et impacter certaines activités dont la conchyliculture.



Figure 3. De gauche à droite : Activités touristiques sur le littoral (© Destinations Poitou-Charentes); éolienne du parc du parc d'Aussac-Vadalle en Charente (© Phil Messelet) ; activités agricoles (© MFR17)

La production et le transport d'énergie (hydro-électricité, éolien, photovoltaïque, électrique, nucléaire) a des impacts directs sur la faune et la flore par la consommation d'eau, les obstacles au passage de l'avifaune, ou les emprises au sol.

A ces perturbations s'ajoutent celles encore plus marquées liées à l'urbanisation et aux infrastructures de transport, qui quadrillent le territoire de cette région de transit, au carrefour du sud et du nord de l'Europe. Les effets potentiels du changement climatique sont également à anticiper, du fait de l'augmentation des températures et des niveaux de la mer qui pourraient bouleverser l'équilibre des écosystèmes du fait des déplacements des espèces et des impacts possibles sur le littoral.

Tous ces phénomènes, nécessaires au développement de la Région, entraînent néanmoins une artificialisation des sols qui s'est accélérée durant les 50 dernières années. L'attractivité résidentielle de la région implique une disparition progressive des espaces et des habitats naturels ; le maillage écologique en est d'autant plus à préserver en favorisant les migrations et le développement des espèces.

Sept enjeux pour définir un plan stratégique

- Le changement climatique : favoriser l'adaptation du territoire et entretenir les continuités écologiques pour favoriser les migrations des espèces.
- L'amélioration de la connaissance naturaliste : permettre l'enrichissement des bases de données concernant les espèces et les habitats.
- La fonctionnalité des continuités écologiques dans l'espace rural : encourager le maintien des activités traditionnelles, préserver les milieux de la pression anthropique et des pollutions.
- La fonctionnalité des continuités aquatiques et des vallées : préserver la façade océanique, ses estuaires et marais ainsi que tout le système alluvial.
- La limitation de l'artificialisation et de la fragmentation du territoire : limiter l'urbanisation galopante afin de maintenir les continuités écologiques, restaurer ces continuités et réduire l'impact des infrastructures fragmentantes.
- L'intégration de la nature dans les tissus urbains et périphériques : accroître la prise en compte des trames vertes et bleues dans les politiques d'aménagement.

Cinq sous-trames régionales pour identifier le profil du réseau écologique

Le diagnostic régional a permis, avec l'ensemble des acteurs, de définir cinq sous-trames.

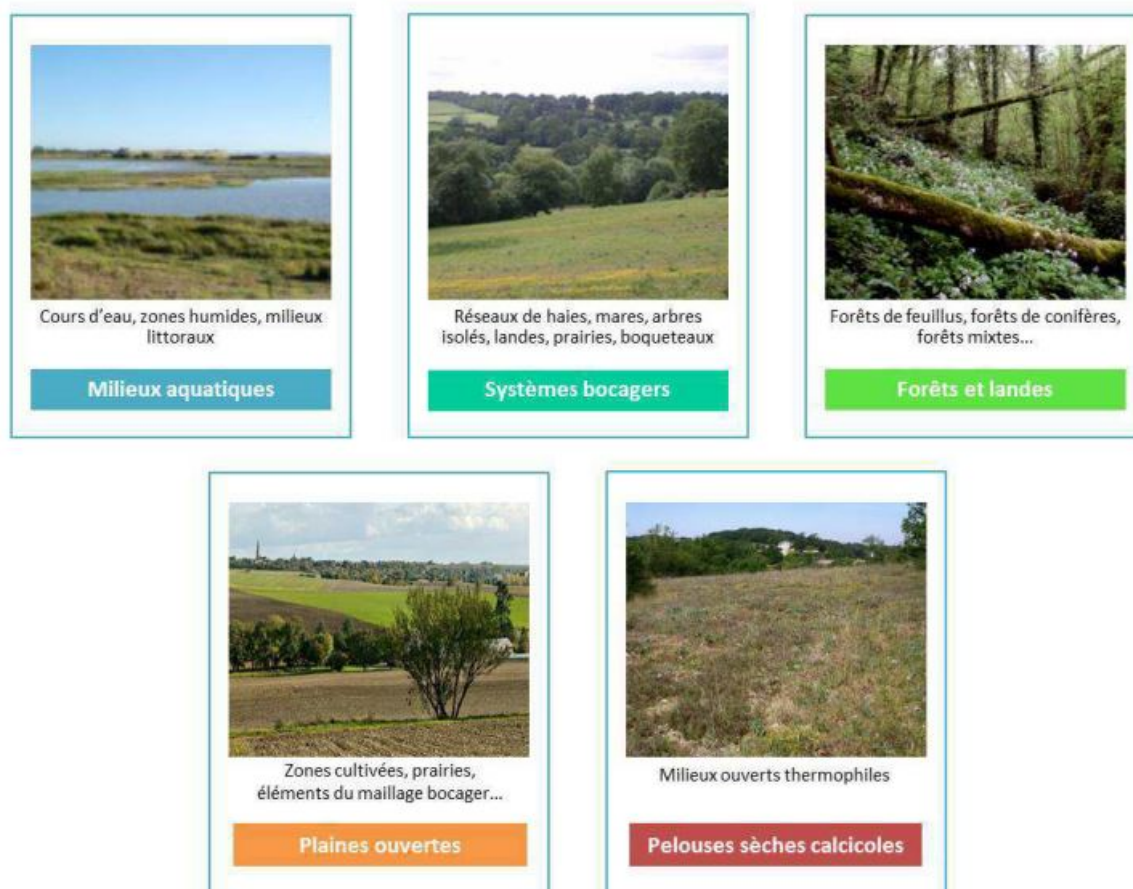


Figure 4. Les différentes sous-trames retenues en Poitou-Charentes (©Poitou-Charentes Nature pour toutes les sous-trames sauf Plaines ouvertes/©Catherine Aubel, Caroline Bigot et Michel Collin - Cabinet Outside pour la sous-trame Plaines ouvertes)

4.8.3 Le plan d'action stratégique

L'objectif est de faciliter la mise en œuvre locale du SRCE et de permettre aux acteurs du territoire de participer à la préservation de la Trame Verte et Bleue. Ainsi, ce plan est structuré autour de 7 orientations répondant aux enjeux, définis précédemment.

- 1) Orientation transversale pour l'amélioration des connaissances :** favoriser la capitalisation de données pour enrichir l'actualisation du SRCE et favoriser une meilleure connaissance des espèces et des habitats.
- 2) Orientation transversale pour la prise en compte effective des continuités écologiques :** aider les acteurs de l'aménagement du territoire pour agir en faveur de la TVB, notamment à travers les documents de planification
- 3) Assurer la fonctionnalité des continuités écologiques dans l'espace rural :** travailler au maintien des espèces dans leur milieu et préserver les espaces de migrations, de chasse ou de reproduction.
- 4) Gérer durablement le trait de côte, les milieux littoraux et les zones humides :**

encourager la préservation des milieux littoraux et des zones humides.

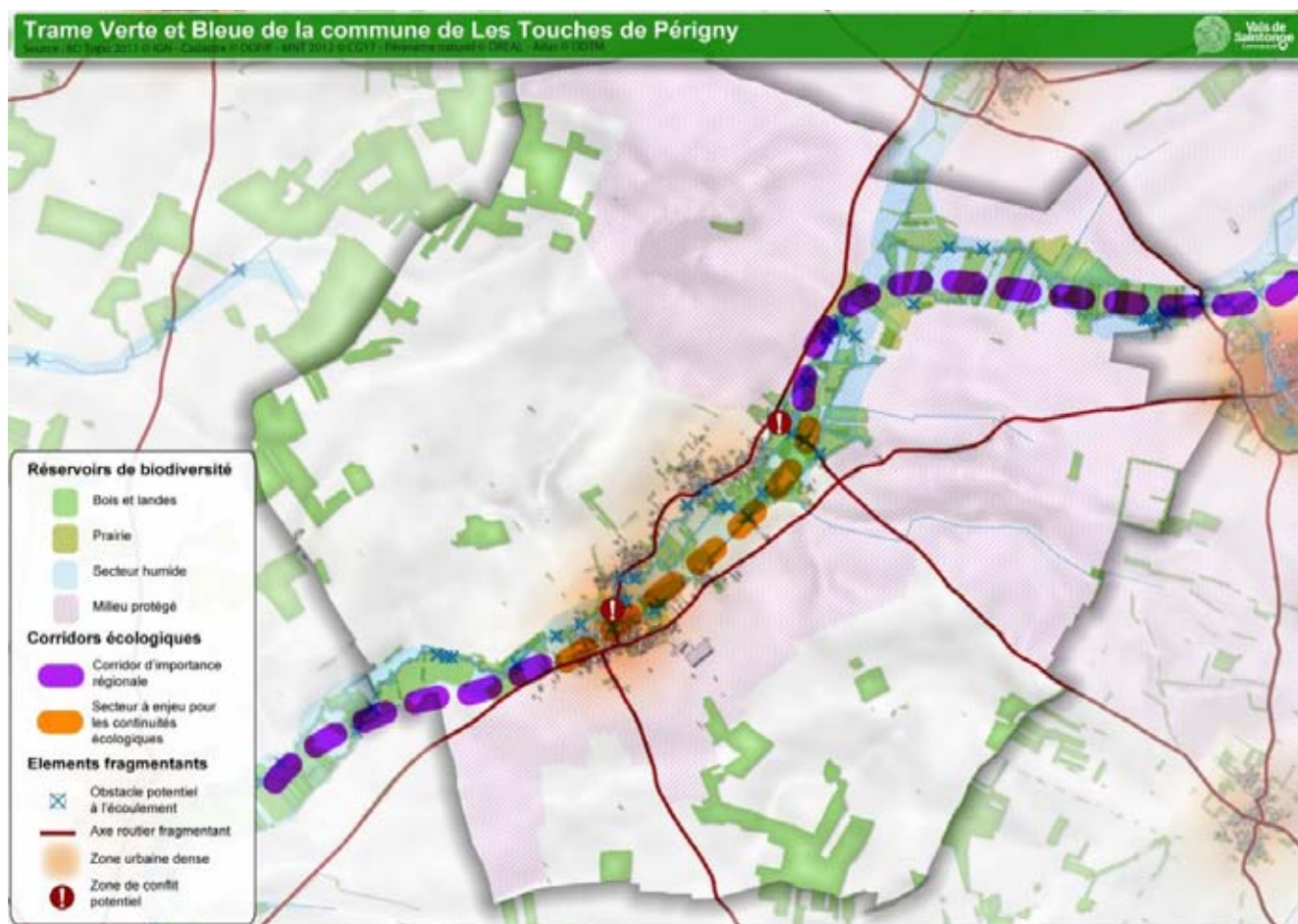
5) Assurer la fonctionnalité des continuités aquatiques et des vallées : veiller à la préservation et à la restauration des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs connexions entre elles et avec les milieux terrestres.

6) Limiter l'artificialisation et la fragmentation du territoire : améliorer la transparence des infrastructures et des ouvrages, équipements et projets d'aménagement vis-à-vis de la TVB et lutter contre les nuisances altérant le fonctionnement des écosystèmes.

Le PLU, conformément à l'article L. 371-3 du Code de l'environnement, prend en compte le SRCE en participant à la mise en œuvre de ces objectifs et en définissant à l'échelle communale une Trame Verte et Bleue. Le processus itératif d'élaboration du PLU s'attache donc à permettre une meilleure prise en compte des continuités écologiques et vise à engager une politique d'aménagement du territoire plus soutenable pour l'environnement.

5.8 Synthèse des éléments constitutifs d'une Trame Verte et Bleue à l'échelle communale

La Trame Verte et Bleue est constituée par un réseau de milieux naturels terrestres et fluviaux reliés entre eux par des corridors écologiques (haies, boisements, cours d'eau, ripisylves...). Elle vise à enrayer la perte de biodiversité en préservant les habitats des espèces et en facilitant leur circulation et leurs interactions.



A l'échelle de la commune de Les Touches de Périgny, la Trame Verte et Bleue est constituée par :

- des réservoirs de biodiversités et notamment : des réservoirs de biodiversités et notamment : les zones boisées au Nord-Ouest du territoire communal qui forment un ensemble boisé plus vaste, débordant des limites communales (le Plantis de Malusine, Bois de Breuil...) ; Bois du Grand Bouteau et Bois des Dames au Sud du territoire communal ou des espaces ouverts comme ceux caractéristiques de la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon
- des corridors écologiques : le réseau de haies et les ripisylves des cours d'eau de l'Antenne et ses affluents L'antenne est concernée par le périmètre Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne

5.9 Les risques naturels et technologiques

Le porter à connaissance des services de l'État rappelle les trois textes liés à la gestion des risques naturels :

- la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 modifiée, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles
- la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs
- la loi n°95-101 du 2 février 1995 dite loi « Barnier » relative au renforcement de la protection de l'environnement, qui a notamment institué les Plans de Prévention des Risques Naturels.

La commune de Les Touches de Périgny a fait l'objet de plusieurs arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle :

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Inondations, coulées de boue, glissements et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue, mouvements de terrain et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

La commune de Les Touches de Périgny est répertoriée au dossier départemental des risques majeurs (DDRM) comme étant exposée aux risques suivants :

- phénomène lié à l'atmosphère ;
- transport de marchandises dangereuses ;
- séisme (zone de sismicité modérée) ;
- inondation ;
- phénomènes météorologiques - tempête et grains (vent) ;
- mouvement de terrain.

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, la commune de Les Touches de Périgny doit prévenir les risques en organisant collectivement les sols de façon à ce que les enjeux futurs, notamment, soient compatibles avec les risques identifiés.

5.9.1 Défense incendie

Il convient également d'évoquer la défense extérieure contre l'incendie conformément à la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951, de la circulaire du Ministère de l'Agriculture du 09 août 1967 et l'arrêté préfectoral du 23 mars 1985 portant sur la défense extérieure contre l'incendie des lotissements à usage d'habitation.

Les besoins en eau pour assurer la défense incendie d'un risque courant peuvent être satisfait indifféremment par:

- le réseau de distribution,
- des réserves artificielles.
- des points d'eau naturels,

Lorsque le réseau de distribution assure la défense incendie, ce dernier doit alimenter des poteaux ou bouches d'incendie de 100 mm (NFS 61.211 ou NFS 61.213).

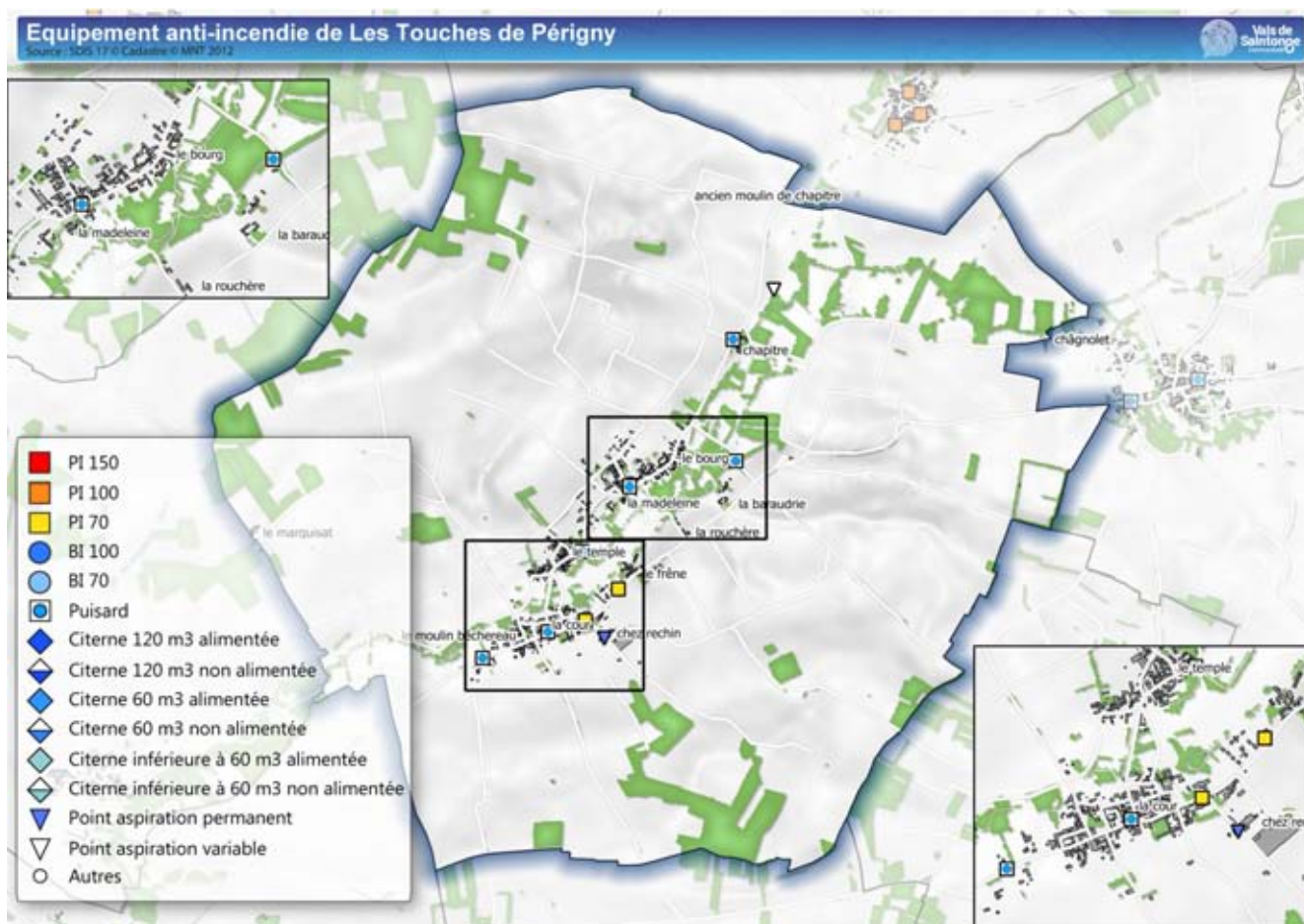
Ces hydrants doivent réglementairement être alimentés par un réservoir d'au moins 120 m³, des canalisations au débit minimum de 17 litres par seconde et disposer d'une pression résiduelle supérieure à 0,6 bar. Des poteaux de 70 mm (NFS 61.214), à considérer comme des prises accessoires, peuvent compléter ce dispositif de défense.

Ces hydrants sont répartis tous les 200 mètres en secteur urbain et tous les 400 mètres en secteur rural. A défaut, les points d'eau naturels doivent pouvoir fournir de manière permanente pendant deux heures 120 m³ d'eau, être à moins de 400 mètres du risque à défendre et accessibles aux engins (aménagement aire de station).

La hauteur d'aspiration ne peut excéder 6 mètres. Les réserves artificielles doivent être judicieusement implantées en fonction des bâtiments à défendre. La capacité minimum est de 120 m³ (possibilité d'atténuation de la capacité pour les citernes alimentées).

Exceptionnellement, la défense incendie peut être assurée par une citerne de 60 m³, cette dérogation devant être négociée avec les services compétents. Tout autre dimensionnement sera à déterminer par le maire de la commune en collaboration avec le service incendie et de secours et selon le niveau de couverture de risque qu'il souhaite mettre en place.

Les dispositifs récemment mis à jours avec le SDIS17 sont localisés sur la carte suivante :



Par ailleurs, compte tenu de la dissémination sur le territoire de munitions de tous types, il convient de signaler les risques de manipulation dans le cas de découverte d'objets suspects.

5.9.2 Gestion des déchets

En application de la loi du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés est du ressort de la commune.

La Charente-Maritime s'est dotée d'un Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND) depuis 2013 pour une durée de 12 ans. Ce plan vise à fixer des objectifs de prévention, de tri à la source, de collecte sélective et de valorisation des déchets non dangereux.

L'activité a été concédée au Syndicat Mixte Intercommunal pour la Collecte et le Traitement des Ordures Ménagères «CYCLAD » qui gère le traitement des déchets de 192 communes et de plus de 147430 habitants.

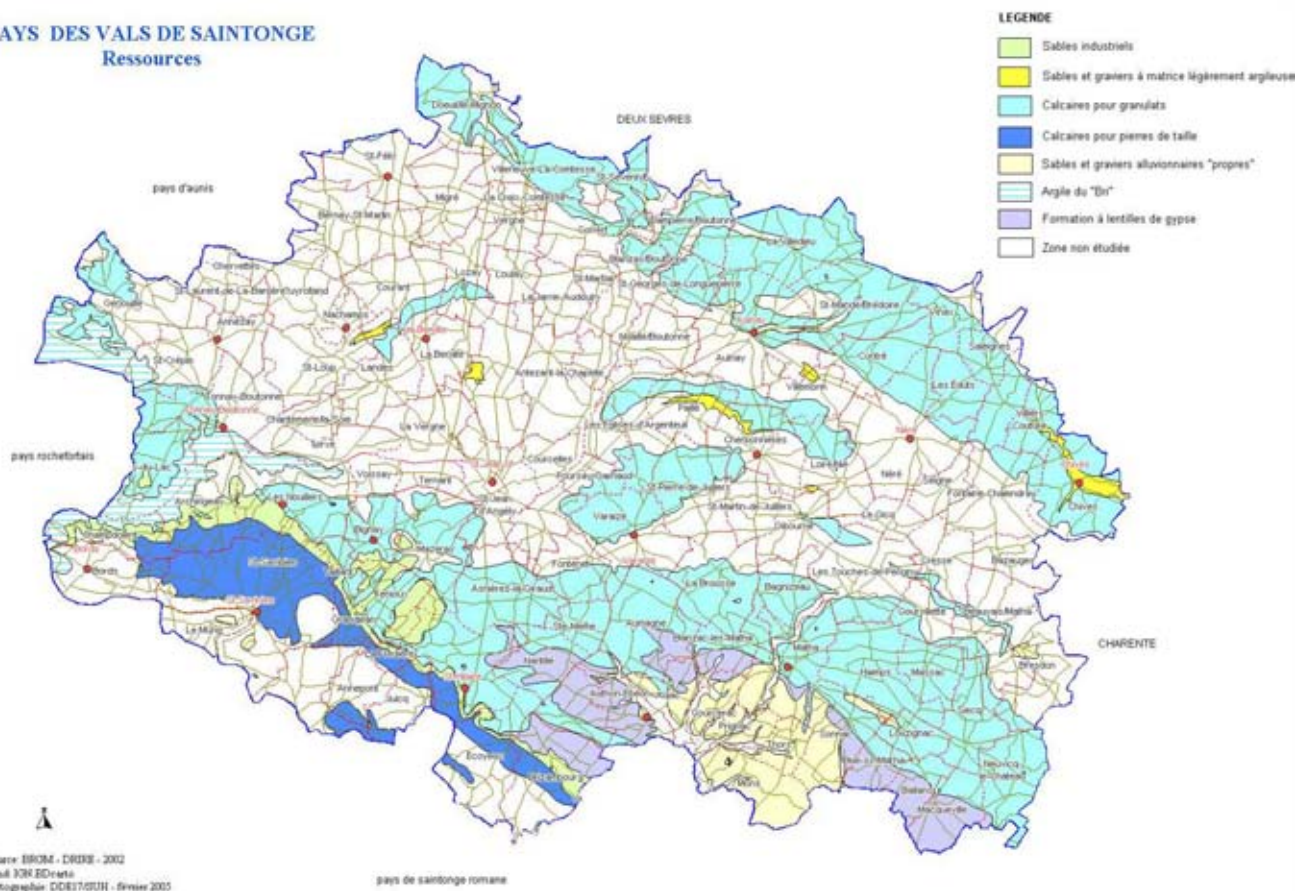
La collecte des déchets résiduels se fait une fois par semaine. Ces déchets sont acheminés soit à l'usine d'incinération des déchets ménagers de Paillé ou à celle de Surgères.. La commune dispose de containers de tri sélectif qui sont situés dans chacun des bourgs et villages (verre et papier).

Le PLU doit également tenir compte du plan départemental de gestion des déchets du BTP approuvé le 17 octobre 2005.

5.9.3 Carrières

Le schéma départemental des carrières approuvé par arrêté préfectoral n°05-337 du 7 février 2005 a répertorié un gisement de calcaire pour granulats.

PAYS DES VALS DE SAINTONGE Ressources

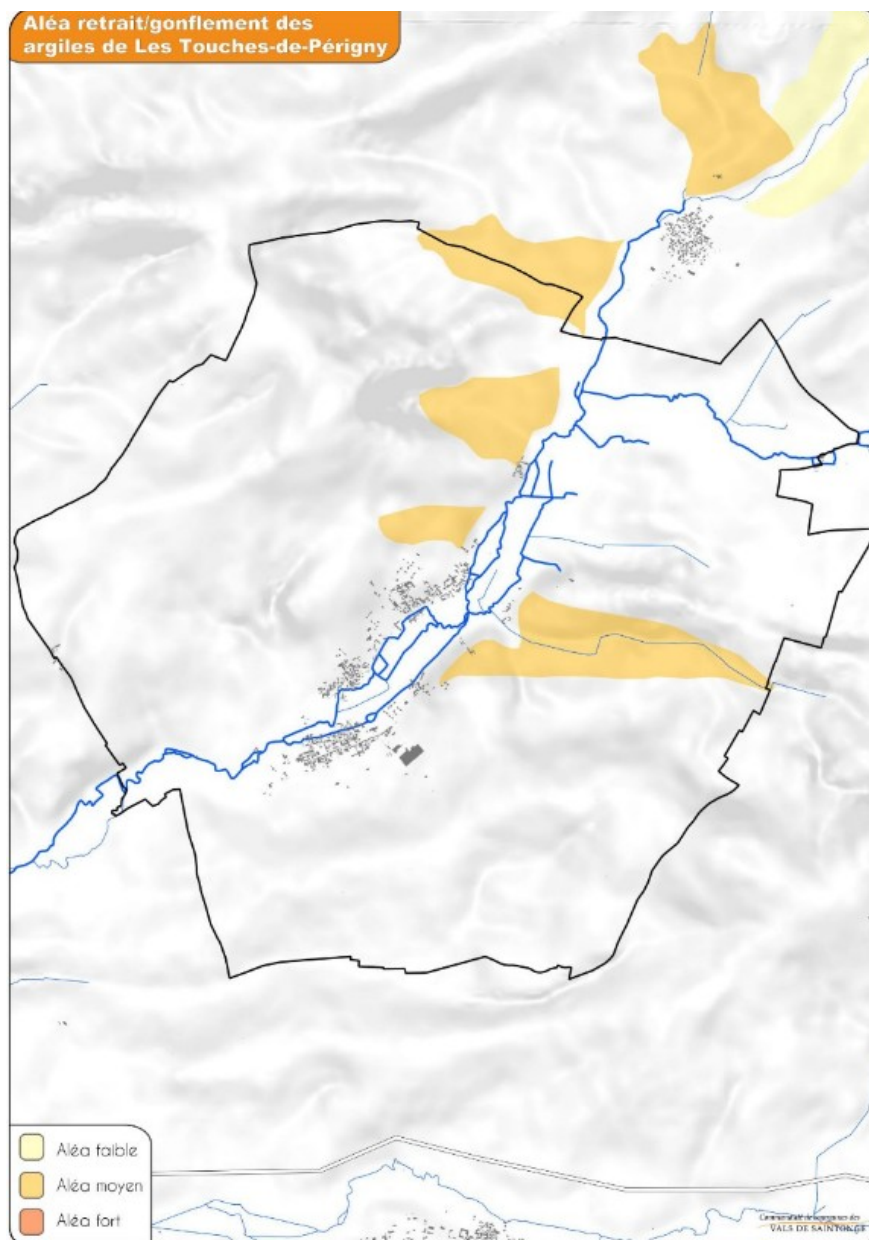


Il n'existe pas de carrière en exploitation sur la commune, ce qui ne signifie pas qu'aucune demande d'ouverture de carrière ne pourra être déposée.

5.9.4 Retrait gonflement des argiles

Depuis la vague de sécheresse des années 1989-1991, le phénomène de retrait-gonflement a été intégré au régime des catastrophes naturelles mis en place par la loi du 13 juillet 1982.

En l'espace de dix ans, ce risque naturel est devenu en France la deuxième cause d'indemnisation derrière les inondations, et le montant total des remboursements effectués à ce titre était évalué à la fin de l'année 2002 par la Caisse Centrale de Réassurance à environ 3,3 milliard d'euros, ce qui correspond à plusieurs centaines de milliers de maisons sinistrées sur l'ensemble de la France depuis 1989.



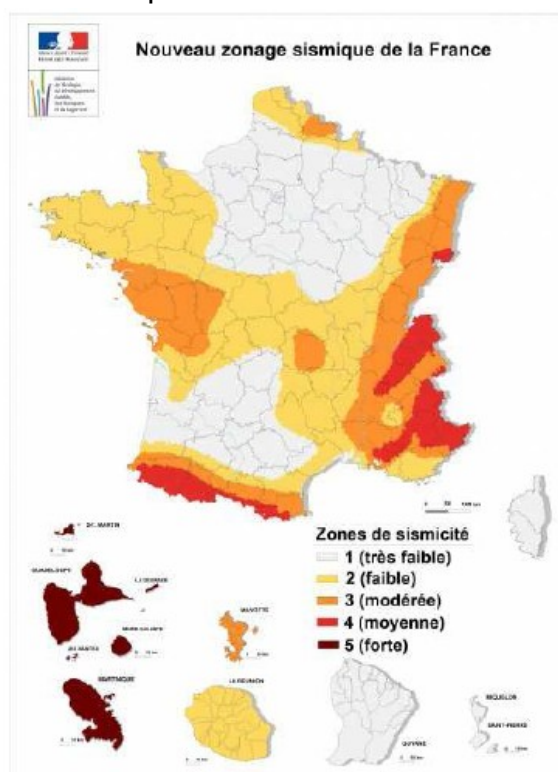
La commune de Les Touches de Périgny abrite certains secteurs classés en « aléa moyen ». Toutefois aucun secteur bâti n'est affecté. Ces secteurs sont associés à une formation affleurante de colluvions et de dépôts de pente (grèzes litées).

A titre d'information, l'aléa fort représente 8,1% de la superficie du département, l'aléa moyen 25,5% et l'aléa faible 13,2%.

5.9.5 Risque sismique

Un zonage sismique divise la France en cinq zones de sismicité croissante, en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes :

- une zone de sismicité 1 où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible) ;
- quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.



Le territoire de la Communauté de communes des Vals de Saintonge est concerné par la zone de sismicité 3, à risque modéré. Depuis le 1er mai 2011, de nouvelles règles de construction parasismiques sont en vigueur pour les équipements, installations et bâtiments nouveaux, les additions aux bâtiments existants par juxtaposition, surélévation ou création de surfaces nouvelles ainsi que pour les modifications importantes des structures des bâtiments existants.

5.9.6 Zones inondables

Il convient de rappeler les textes réglementaires pour la prise en compte du risque inondation :

- l'article R. 111-2 du Code de l'Urbanisme
- l'article 2 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et des textes de lutte et de protection contre les inondations définis lors du comité interministériel du 24 janvier 1994, relatifs à la conservation et à la protection du libre écoulement des eaux et des champs d'expansion des crues
- les circulaires MEDD du 24 avril 1996 et du 30 avril 2002 et du décret 95-1089 du 5 octobre 1995, relatifs à l'interdiction de toute nouvelle construction en zone inondable notamment lorsque cela conduit à une augmentation de population permanente

5.9.6.1 Le PGRI Adour-Garonne 2016-2021

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation du Bassin Adour-Garonne est la concrétisation locale de la mise en œuvre de la directive européenne 2007/60/CE du 23 octobre 2007, relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation. Elle propose un cadre de travail qui permet de partager les connaissances sur les risques inondations, de les approfondir, de faire émerger des priorités et de définir un plan stratégique de gestion du risque, décliné à différentes échelles.

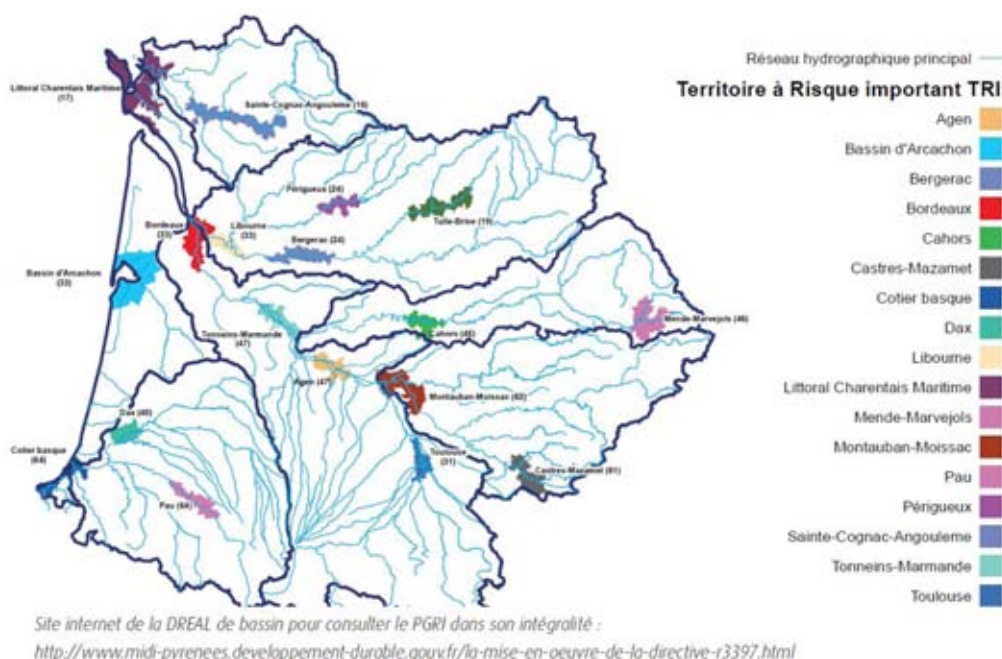
Le plan de gestion des risques d'inondation Adour-Garonne issu du premier cycle de la directive inondation est opposable depuis le 22 décembre 2015.

La compatibilité avec ce PGRI concerne les documents d'urbanisme et en premier lieu, le SCoT. Le PLU reste néanmoins attentif à la gestion de ce risque.

La stratégie nationale retenue permet de répondre à trois objectifs principaux :

- augmenter la sécurité des populations exposées
- stabiliser à court terme et réduire à moyen terme le coût des dommages liés à l'inondation
- raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés

Le PGRI définit des Territoires à Risques Importants (TRI) qui devront faire l'objet d'une stratégie locale (SLGRI) à définir avant la fin de l'année 2016.



Le PGRI définit 6 objectifs stratégiques à l'échelle du bassin Adour-Garonne :

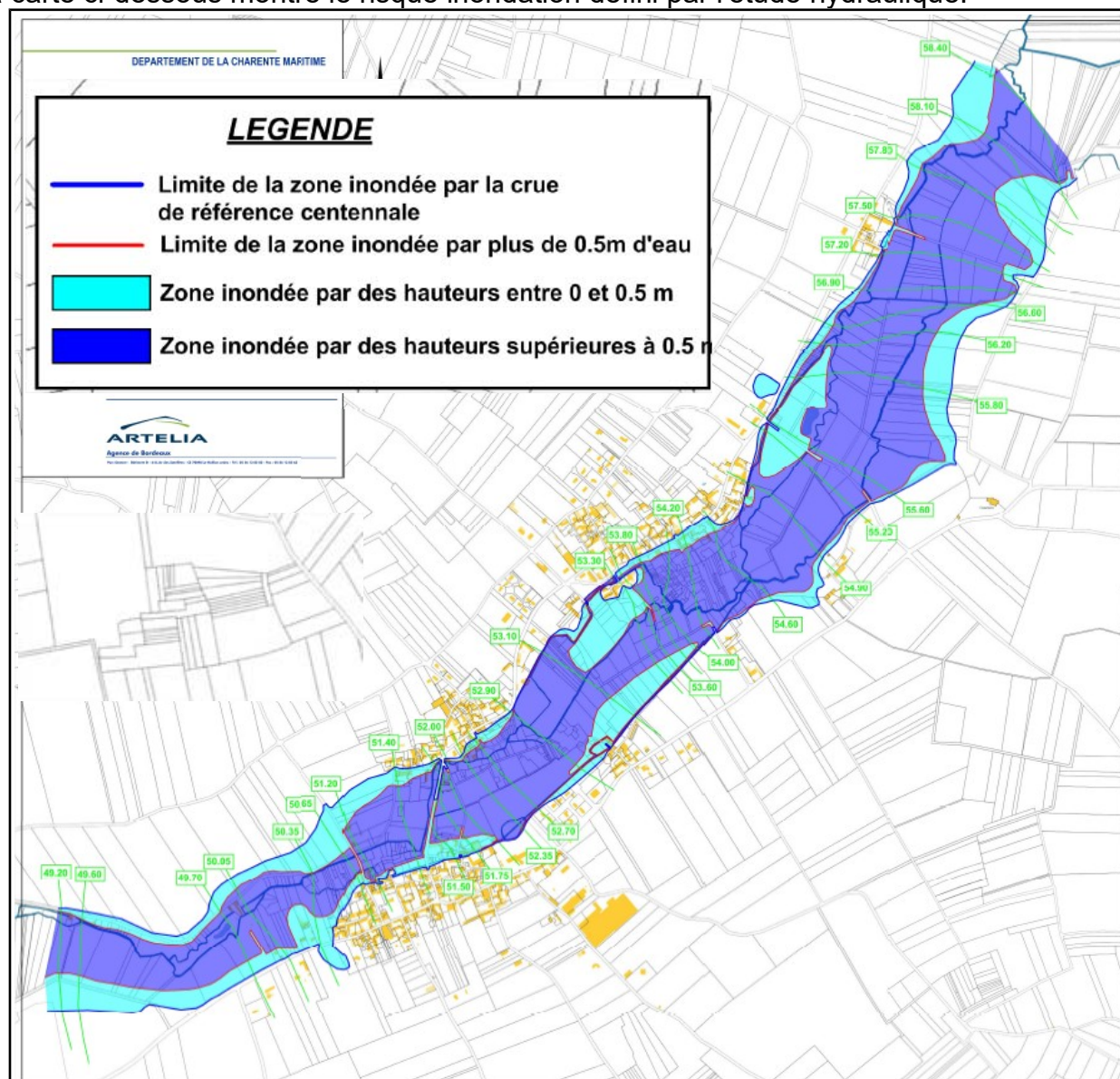
- Développer des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes, et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions ;
- Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation en mobilisant tous les acteurs concernés ;
- Améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés ;
- Aménager durablement les territoires, par une meilleure prise en compte des risques d'inondation, dans le but de réduire leur vulnérabilité ;
- Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements ;
- Améliorer la gestion des ouvrages de protection.

48 dispositions sont associées pour atteindre ces objectifs dont 13 qui sont communes avec le SDAGE Adour-Garonne.

5.9.6.2 Le risque inondation à l'échelle communale

Afin de prendre en compte les risques d'inondations dans la révision de son Plan Local d'Urbanisme, la commune a fait réaliser une étude hydraulique sur les secteurs urbanisés aux abords de l'Antenne et de ses canaux. Les résultats de l'étude ont été connus en mai 2017 et intégrés dans le PLU.

La carte ci-dessous montre le risque inondation défini par l'étude hydraulique.



L'étude hydraulique est également annexée au dossier de PLU.

D'une façon générale, les reconstructions et aménagements autorisés en zone inondable doivent prévoir la mise hors d'eau du premier niveau de sol habitable, la transparence hydraulique des clôtures, les changements d'usage de nature à réduire la vulnérabilité.

L'extension de bâtiments agricoles doit clairement exclure la partie habitable de cette autorisation.

Sur les secteurs non étudiés par l'étude hydraulique, l'évaluation du risque inondation s'appuie sur l'Atlas des zones inondables des cours d'eau secondaire et le relevé de la crue de 1982.

La commune est exposée au risque inondation, dont une cartographie a été réalisée au travers d'une étude hydraulique sur les secteurs urbanisés de la commune aux abords de l'Antenne et de ses canaux.

5.9.7 Installations classées

La commune de Les Touches de Périgny compte un établissement dépendant du régime d'autorisation des Installations Classées Pour l'Environnement : la distillerie IZAMBARD. D'une capacité maximale de 7500 l/j, elle est située au 1 rue de Chez Rechin.

Cette installation doit être implantée à une distance d'au moins 100 mètres des bâtiments habités ou occupés par des tiers. Cette distance est de 20 m dans le cas d'un établissement recevant du public (ERP) à l'exclusion des ERP de 5ème catégorie sans hébergement.

Rubri. IC	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
1412	2b	09/07/2009	A l'arrêt	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage)	37,500	t
2250	2	09/07/2009	En fonct.	E	Alcools, eaux de vie et liqueurs (production par distillation)	438,750	hl/j
2251	B1	09/07/2009	A l'arrêt	E	Vins (préparation, conditionnement)	28824	hl/an
2255	3	09/07/2009	A l'arrêt	D	Alcools de bouche, eaux-de-vie, liqueurs(stockage)	325	m3
4718	2		En fonct.	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	37,500	t
4755	2b		En fonct.	DC	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (inflammables)	325	m3

5.9.8 Projets éoliens

La commune de Les Touches de Périgny est concernée par un projet éolien dont le permis de construire a été déposé en 20 novembre 2012. Le projet éolien se situe sur les communes de Gibourne et de les Touches-de-Périgny.

Le projet d'implantation de 9 éoliennes est prévu entre les deux bourgs. Les deux lignes, respectivement de quatre et cinq éoliennes, s'intègrent dans une plaine, constituée essentiellement de zones de grandes cultures.

Cette installation est encore au stade de projet, un arrêté préfectoral a été pris par le Préfet le 28 janvier 2016. Il est depuis le 30 mai 2016 en procédure contentieuse au tribunal administratif.



Localisation des 9 éoliennes intégrées dans le projet éolien

Le projet éolien de Les Touches de Périgny et de Gibourne concerne la création d'un parc d'une puissance nominale totale de 27 MW, composé de 9 éoliennes (marque Vestas ; modèle V112—3MW) . Le parc pourra fournir une production annuelle d'environ 58,3 GWh (facteur de charge estimé à 24% soit un fonctionnement à pleine charge pendant 2100 heures).

La commune de Les Touches de Périgny possède un environnement de grande qualité, toutefois fragile et générateur de risques. Le maintien de la biodiversité, la protection de la qualité des eaux et la mise en valeur des paysages font parties des enjeux majeurs du Plan Local d'Urbanisme.

A ce titre, l'article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme prévoient que les PLU, déterminent les conditions permettant de prévenir ou de prendre en compte l'existence des risques naturels et des risques technologiques en édictant des règles spécifiques (prescriptions, interdictions, zonages spécifiques) qui doivent se traduire au niveau des plans de zonage et du règlement. La non prise en compte des risques connus dans un PLU entache d'illégalité ce dernier.

Pour chacun de ces risques, si la volonté de la commune est d'urbaniser les secteurs concernés, ou d'y admettre certaines constructions, aménagements, agrandissements..., celle-ci pourra être amenée à lancer des études spécifiques sur ces thèmes.

6 Explication du projet de PLU

6.1 Explication du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Le Plan Local d'Urbanisme est porteur d'un projet d'aménagement et de développement durables qui expose la politique affichée par la municipalité sur la gestion et la maîtrise de son territoire pour les 10 à 15 ans à venir.

Le PADD est établi au regard des objectifs de la municipalité, face aux enjeux mis en avant dans le diagnostic. C'est de ce projet que découle ensuite le plan de zonage, le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation, ces documents venant soutenir réglementairement le PADD.

Au regard des objectifs de la commune et des éléments mis en avant dans le porter à connaissance de l'État, l'ossature du Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Les Touches de Périgny, réside essentiellement dans :

- la mise en place d'une politique de centralité et de mixité sociale, fonctionnelle et intergénérationnelle. L'ouverture à l'urbanisation de plusieurs secteurs marque également l'ambition de faciliter l'arrivée de jeunes ménages ;
- la création des conditions d'un développement économique pérenne, par le soutien à l'activité agricole et la promotion de l'artisanat et du commerce. Cette politique ambitieuse lutte ainsi contre les déplacements domicile-travail et la logique de commune rurale « dortoir » ;
- la préservation d'un environnement et d'un cadre de vie qui fonde à ce jour l'attractivité de la commune. Espaces naturels préservés, patrimoine à protéger et à mettre en valeur, prise en compte des risques sont autant d'apports qualitatifs du nouveau document d'urbanisme au niveau communal

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Les Touches de Périgny s'intègre donc dans une volonté, celle de proposer un développement économique et social respectueux et soutenable pour l'environnement. Ce projet s'articule autour de 3 grandes orientations :

- Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti et naturel ;
- Assurer le développement économique du territoire ;
- Poursuivre l'accueil de population en maîtrisant le développement urbain

6.1.1 Le choix d'un développement urbain maîtrisé

6.1.1.1 Le choix de la continuité

Située à l'Est de la Communauté de Communes des Vals de Saintonge, la commune de Les Touches de Périgny est limitrophe du pôle d'équilibre de Matha, identifiée comme pôle d'équilibre par le SCoT au vu des équipements et services publics présents ainsi que des commerces.

Les Touches de Périgny se trouve à 20 minutes du pôle urbain de Saint-Jean d'Angély, 30 minutes de Cognac et 45 minutes de Saintes, pôles attractifs notamment en termes d'emplois pour la population communale.

Au titre du SCoT du Pays des Vals de Saintonge, Les Touches de Périgny est identifiée comme une commune de l'espace rural.

La reprise de l'évolution démographique est effective sur le territoire communal à partir de 1990, avec une progression de 4,2 % entre 1990 et 1999. A partir de 1999 la population progresse plus rapidement et atteint 566 habitants en 2013. Le dernier recensement effectué sur le terrain en 2014 affiche une démographie de 573 habitants.

Au cours des 10 dernières années (2004-2014), 4,35 hectares de terres agricoles ont été consommés sur la commune de Les Touches de Périgny. Cette consommation foncière concerne en majorité le développement de l'habitat :

- 3,08 ha pour le développement de l'habitat (18 habitations)
- 1,04 ha pour le développement d'activités économiques.

En 2013, 75,2% des logements de la commune sont des résidences principales et 8% des résidences secondaires. Les logements vacants représentent quant à eux une trentaine de logements au vu du recensement réalisé par les élus à l'occasion de la révision du PLU en 2017.

Dans ce contexte, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Les Touches de Périgny se fixe pour ambition de :

- Protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti et naturel
- Assurer le développement économique du territoire
- Stabiliser l'accueil de population en maîtrisant le développement urbain

Dans ce cadre, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Les Touches de Périgny affiche l'ambition d'atteindre une démographie d'environ 650 habitants à horizon 2030 soit soixante-dix-sept habitants supplémentaires. L'objectif est de poursuivre l'accueil de population tout en resserrant les ouvertures à l'urbanisation au plus près des besoins identifiés par le diagnostic.

6.1.1.2 Justification des besoins en logements et en foncier

Pour atteindre son ambition démographique les besoins en logements ont été évalués de manière :

- à permettre la croissance démographique :

Dans l'hypothèse d'une poursuite du processus de décohabitation à 2,3 personnes par ménage en 2030, environ 33 logements seraient nécessaires pour accueillir les 77 nouveaux habitants.

- à mobiliser en priorité les logements vacants et les espaces en densification :

Le diagnostic fait apparaître un peu moins d'une trentaine de logements vacants sur l'ensemble de la commune. Une partie de ces logements pourraient permettre d'accueillir de nouveaux ménages, permettant ainsi de redynamiser certains secteurs en déprise.

On estime que 5 logements actuellement inoccupés pourront être mobilisés dans le scénario communal. Ainsi, 15 % du besoin en logements sera comblé par la mobilisation de logements vacants.

Le potentiel de densification urbaine est estimé à 0,92 ha, représentant environ 7 logements.

- à permettre le développement d'opérations en accroche du bourg

L'ambition démographique de la commune nécessite donc la construction de 21 logements supplémentaires, soit un besoin en foncier estimé à un peu moins de 2,15 hectares en considérant que la commune se fixe un objectif de 8 logements à l'hectare en tenant compte d'un besoin en foncier (lié à la voirie, aux espaces libres de

plantation, à la gestion des eaux pluviales) estimé à 20% du besoin initial et lié aux attentes de la commune en matière d'environnement, d'aménagement et d'équipement.

6.1.1.3 Territorialisation des besoins

Densifier le tissu urbain pour préserver les espaces agricoles et naturels

La commune a dans un premier temps identifié le potentiel de densification dans l'enveloppe urbaine au plus près des opportunités foncières. Ce potentiel est évalué à 0,96 hectares et est identifié sur les cartes ci-après.

Cette réflexion s'est engagée en suivant la méthode décrite ci-après :

- Délimitation de l'enveloppe urbaine
- Identification des contraintes de développement : pour Les Touches de Périgny, il s'agit principalement de la présence de bâtiments agricoles de zones de risques délimitées par étude hydraulique ainsi que de zones de protection naturelle type Natura 2000.
- Analyse de la disponibilité des parcelles identifiées
- Définition des enjeux de préservation (enjeux environnementaux, patrimoniaux et paysagers ; espace de respiration, parcs et jardins à conserver ; abords d'exploitations agricoles, assainissement individuel...). Des espaces à préserver peuvent être identifiés pour permettre une préservation à différents titres :
 - Préserver l'activité agricole en veillant à ne pas créer une trop grande proximité avec de nouvelles habitations,
 - Conserver des espaces de respiration au sein du tissu urbain,
 - Préserver les composantes architecturales et paysagères de certaines grandes demeures avec leurs parcs et jardins,
 - Protéger le parc urbain à proximité du champ de foire pour qu'il conserve une destination de sports et loisirs,
 - Garantir la sécurité publique lorsqu'il n'est pas souhaitable que des parcelles s'aménagent en créant de nouveaux risques liés notamment à la circulation routière ou à leur potentiel risque d'inondation,
 - Permettre à la commune de réserver certaines parcelles dans le cadre de projets d'intérêt collectif (aménagement de voirie, ouvrage hydraulique, équipements publics...)

L'étude de densification menée sur le territoire de Les Touches de Périgny n'a recensé aucun espace à préserver.

Cette étude a été menée sur le bourg et les villages. Les autres secteurs urbanisés de la commune seront tous situés en zone agricole, n'autorisant que les extensions et annexes et interdisant toute nouvelle construction à usage d'habitation.

Entre 2004 et 2014, sur environ 22 maisons d'habitation, 11 se sont construites en densification, le reste en extension. On note également que certains secteurs de densification n'ont pas été mobilisés depuis plus de quinze ans, témoignant du phénomène de rétention présent dans la commune.

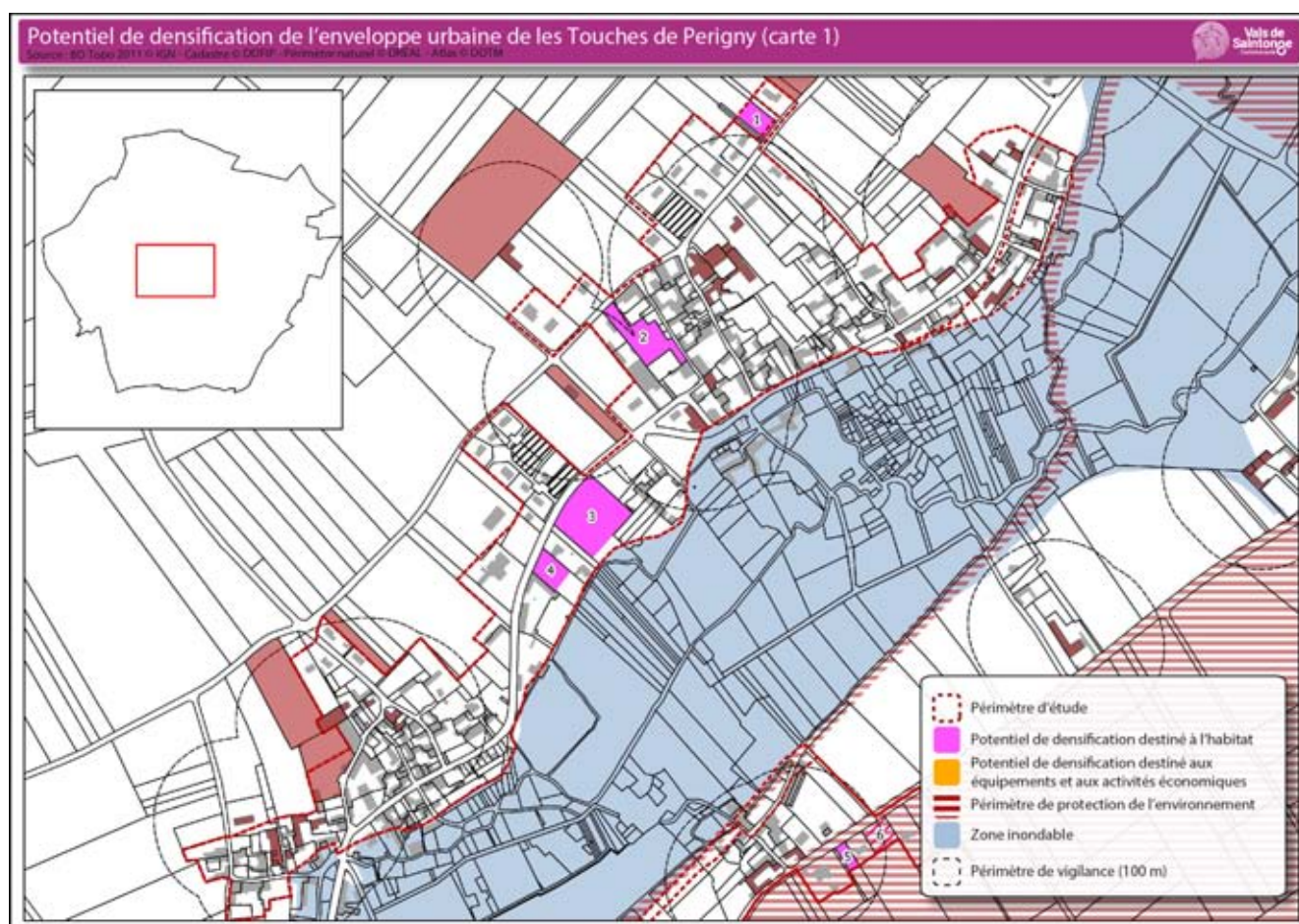
La prise en compte de ce potentiel de densification dans le projet de PLU doit donc répondre à quatre enjeux :

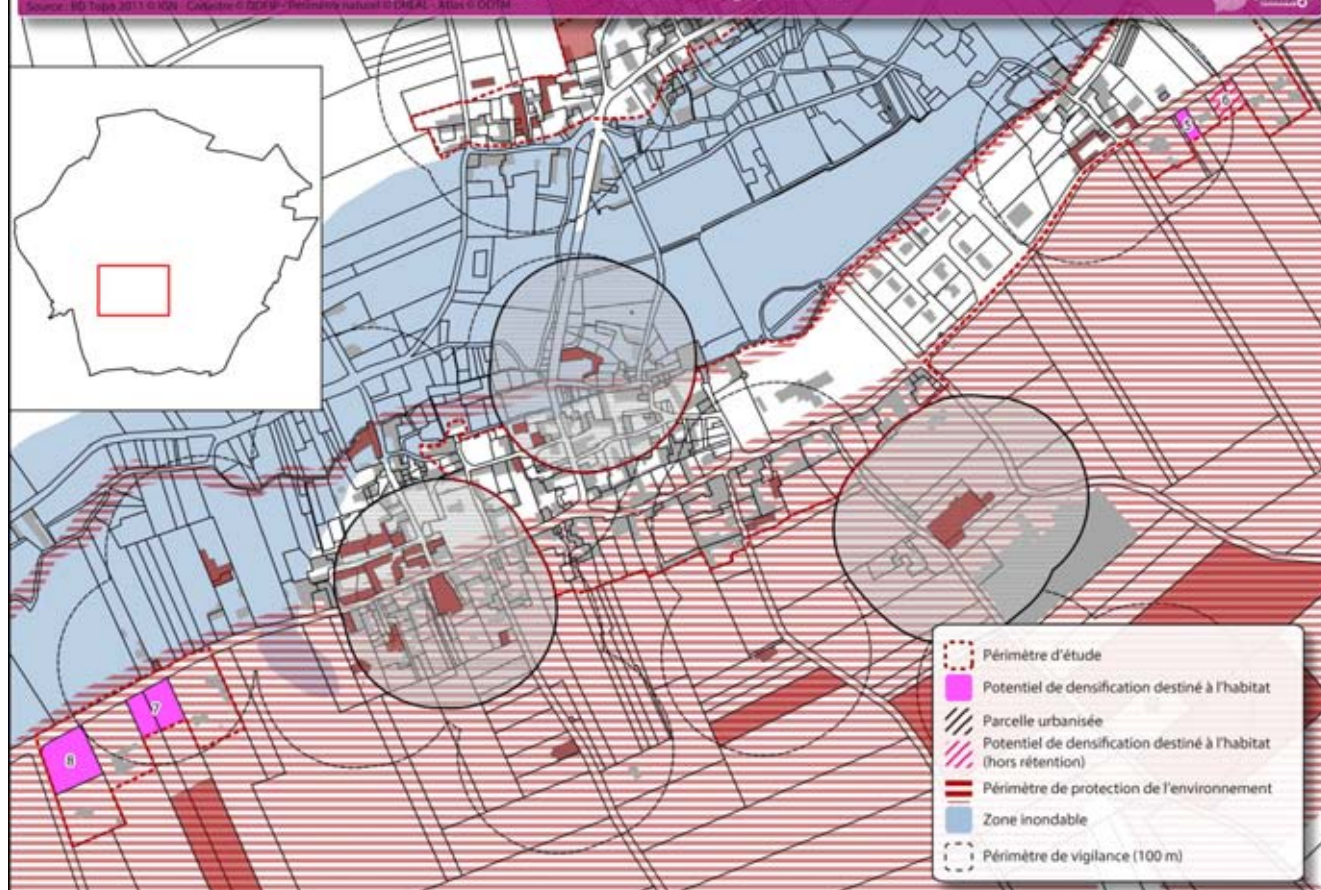
- Prendre en compte la rétention foncière afin de ne pas figer le développement de la commune.
- Prendre en compte la présence de systèmes d'assainissement individuel ou les projets de réhabilitation qui nécessiteraient leur mise en place.
- Vérifier l'accessibilité des parcelles à densifier
- Permettre et favoriser la densification de l'enveloppe urbaine pour limiter les extensions de l'urbanisation et préserver les terres agricoles

Les parcelles identifiées par l'étude de densification sont classées selon 4 classes permettant d'analyser leur situation et la manière dont elles doivent être prises en compte dans le potentiel mobilisable à urbaniser.

- Les parcelles roses correspondent à des parcelles à densifier pour l'habitat et concernées par de la rétention. Un coefficient de 0,5 est donc appliqué sur ces parcelles.
- Les parcelles hachurées roses sont des parcelles à densifier pour l'habitat et qui ne font pas l'objet de rétention.
- Les parcelles jaunes correspondent à la densification pour l'activité économique et/ou les équipements publics.
- Les parcelles en vert sont des espaces à préserver de l'urbanisation.

Le tableau suivant vise à expliquer les choix retenus pour chacun des espaces identifiés sur les cartes.





Secteur concerné	Superficie disponible (m²)	Situation actuelle	Éventuel coefficient de rétention Foncière	Superficie retenue (m²)	Commentaires
1	1300	Jardin	0,5	650	- Pas de projet à court terme
2	3100	Parcelle enherbée	0,5	1550	- Vaste parcelle enclavée et de forme irrégulière dont le découpage peut sembler complexe. Pas de projet à court terme
3	5500	Parcelle enherbée	0,5	2750	- Urbanisation envisagée en retrait du risque inondation. OAP à prévoir pour garantir la densité
4	1200	Jardin potager	0,5	600	- Urbanisation envisagée en retrait du risque inondation
5	500	Parcelle agricole cultivée	0,5	250	- Pas de projet à court terme
6	1300	Parcelle agricole cultivée	-	650	- Parcelle ouverte à l'urbanisation dans le PLU en vigueur
7	2400	Parcelle agricole cultivée	0,5	1200	- Pas de projet à court terme
8	3000	Parcelle enherbée	0,5	1500	- Pas de projet à court terme
TOTAL	18 300			9150	

L'étude présente 8 secteurs de densification pour l'habitat, représentant une superficie totale de 0,92 ha pour 7 constructions.

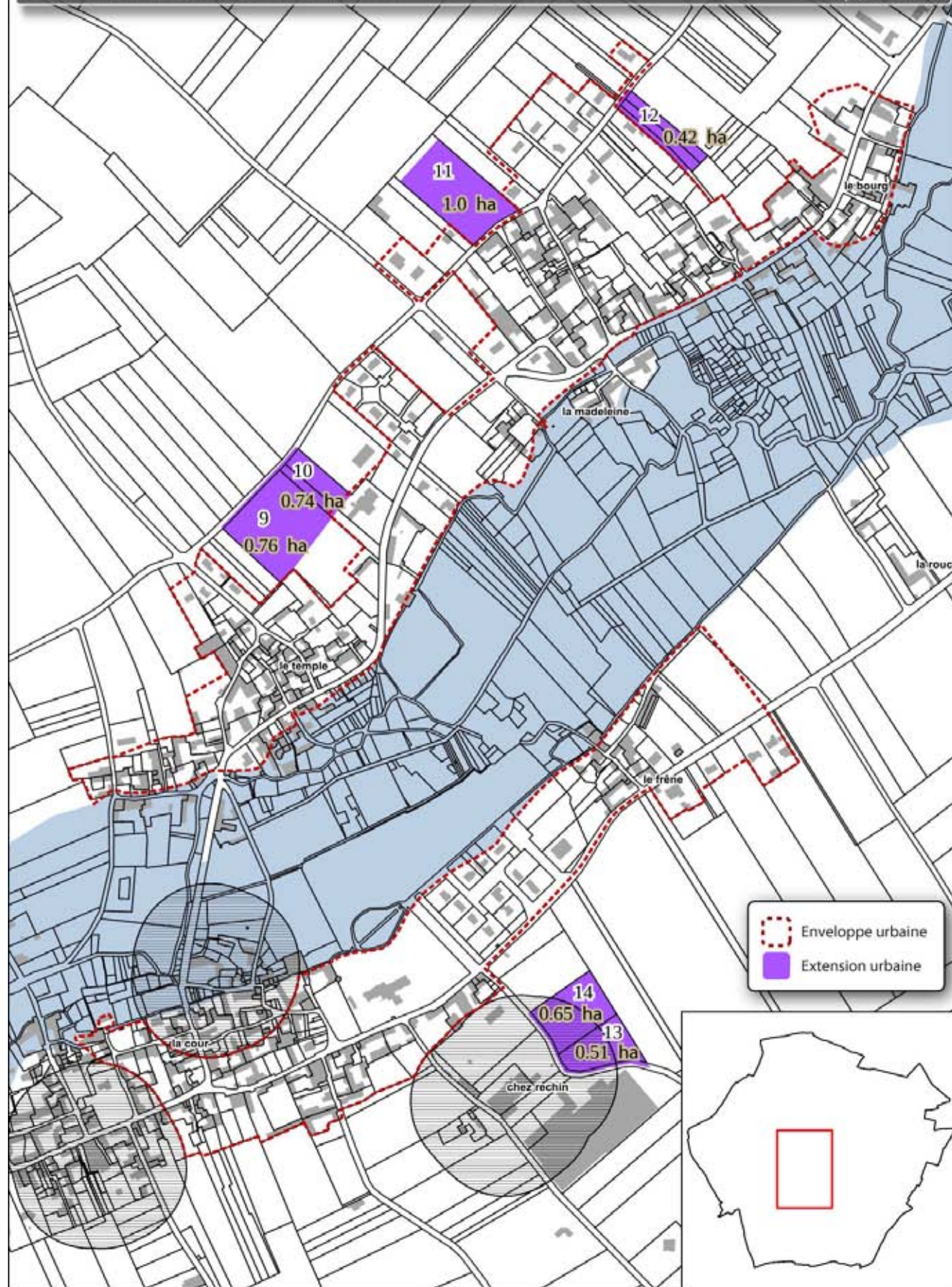
Engager des opérations d'aménagement en accroche du bourg

Les élus ont porté leur réflexion sur les secteurs potentiels de développement en extension de l'urbanisation. C'est dans ce cadre qu'ils ont opté pour un parti d'aménagement à même de conforter la centralité du bourg et privilégiant les secteurs déjà identifiés dans le PLU en vigueur afin de revoir leur hiérarchisation court terme/long terme devenue problématique.

Les élus ont décidé de porter leur choix sur les secteurs présentés sur la carte à suivre.

Le choix d'un développement urbain maîtrisé

Source : Cadastre © DDTF - Périmètre naturel © DIREAL - Atlas © DDTM



N°	Situation	Intérêt environ- nemental	État initial	Contrainte(s) et gestion	Explication de la déci- sion	Destination
9	Bourg Secteur du Temple	Faible	Parcelle agricole cultivée	Raccordement sur secteur au système d'assai- nissement collec- tif	Assurer un aménage- ment d'ensemble en plusieurs phases à proximité des équipe- ments et services	Développement de l'habitat
10	Bourg Secteur du Temple	Faible	Parcelle agricole cultivée	Raccordement sur secteur au système d'assai- nissement collec- tif	Deuxième phase d'aménagement pré- vue à long terme	Développement de l'habitat
11	Nord du bourg	Faible	Parcelle enherbée	Secteur en frange urbaine - Transi- tion avec le sec- teur agricole environnant à prévoir dans l'aménagement	- Développer une opé- ration communale en continuité du tissu ur- bain du bourg	Développement de l'habitat
12	Nord du bourg	Faible	Parcelle enherbée	Désenclavement du secteur par la création d'une voirie communale	- Soutenir les projets d'aménagements por- tés par les privés	Développement de l'habitat

La commune a suivi une démarche itérative visant à faire évoluer son projet en fonction de ces incidences, qu'elles soient liées à des problématiques environnementales, économiques et/ou agricoles. Le parti d'aménagement retenu doit pouvoir permettre :

- de conforter les jonctions urbaines entre les trois entités (La Cour, Le Temple, Le bourg) composant le bourg des Touches de Périgny, afin de maintenir la présence des équipements publics et des services et commerces de proximité existants et de dynamiser la vie locale
- de limiter l'exposition des biens et des personnes aux risques naturels et notamment le risque inondation
- de maîtriser le développement urbain en recherchant un développement regroupé
- de préserver les terres agricoles et les exploitations agricoles
- de favoriser la gestion et le développement des différents réseaux (eau, électricité, communications numériques...)
- de fixer des principes d'aménagement au sein des secteurs de développement de manière à faciliter le vivre ensemble et l'intégration des nouveaux habitants
- d'assurer la préservation et la mise en valeur du cadre de vie

Le choix de ce projet répond enfin à l'ambition de la commune d'apporter une réponse aux enjeux environnementaux. Le parti d'aménagement retenu doit pouvoir permettre :

- de limiter les rejets dans l'exutoire naturel en développant l'urbanisation au sein du périmètre d'assainissement collectif ou sur des sols globalement favorables à l'assainissement individuel en dehors de ce périmètre
- d'inscrire le développement urbain en retrait des zones soumises au risque inondation.

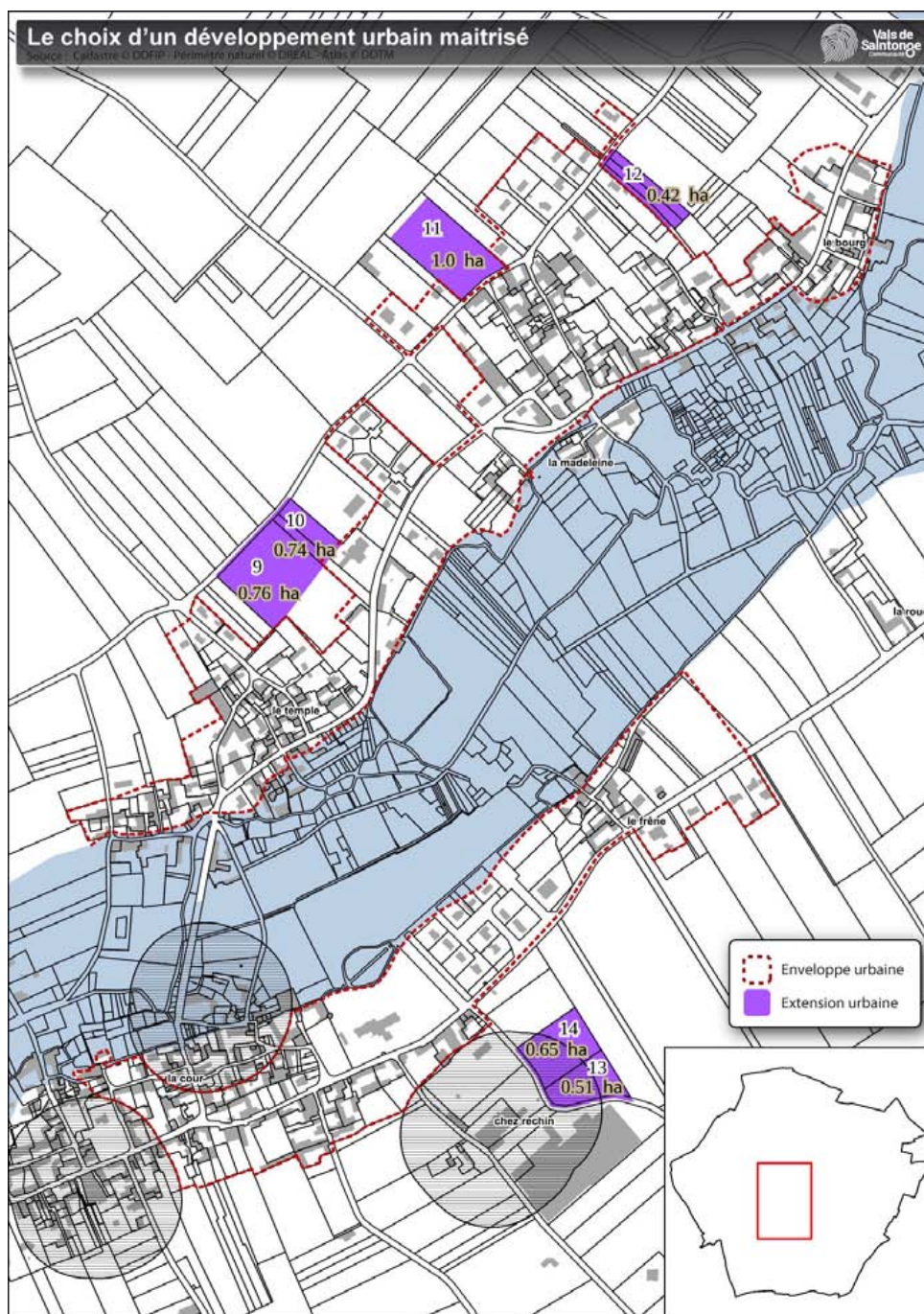
6.1.2 Assurer le développement économique du territoire

6.1.2.1 Le développement économique d'une commune rurale

Au 31 décembre 2014, la commune de Les Touches de Périgny regroupe 68 établissements actifs. Les deux secteurs d'activités qui comptent le plus d'établissements actifs sont le secteur de l'agriculture/sylviculture (54,4%) en grande majorité et le secteur du commerce, transports et services divers (25%).

Sur la commune de Les Touches de Périgny, on compte trois établissements importants, la distillerie IZAMBARD, les établissements horticoles Maguy, et la résidence des 4 saisons, EPHAD privé.

6.1.2.2 Territorialisation du développement économique sur le territoire communal



N°	Situation	Intérêt environnemental	État initial	Contrainte(s) et gestion	Explication de la décision	Destination
13	Sud du bourg – Secteur Chez Rechin	Faible	Parcelle agricole cultivée	-	- Prévoir une ex- tension pour la so- ciété IZAMBARD	Développement économique
14	Sud du bourg – Secteur Chez Rechin	Faible	Parcelle agricole cultivée	-	- Identifier un sec- teur d'accueil d'ac- tivités économiques à long terme	

6.1.3 Protéger et mettre en valeur les espaces naturels et les paysages

La présence des sites Natura 2000 de la « Vallée de l'Antenne » et de la « Plaine de Néré à Bresdon » sous tend une richesse floristique et faunistique indéniable. La diversité de paysages qu'ils génèrent marque une valeur ajoutée incontestable pour la commune.

Conscient de la valeur esthétique, écologique et sociale de ces espaces naturels, les élus de la commune souhaitent s'inscrire dans une démarche de préservation et de valorisation de ce patrimoine naturel.

La Vallée de l'Antenne induit la présence d'une zone verte importante qui structure l'organisation urbaine et les déplacements de la commune. Les espaces verts induits par la présence de l'Antenne contribuent fortement au cadre de vie et à l'attractivité de la commune.

L'attractivité démographique de la commune doit se reposer sur la mise en valeur de ce patrimoine naturel. Les élus veulent ainsi renforcer les rapports existants entre l'environnement et les périniens. Cela passe :

- par l'entretien et la valorisation des chemins de randonnée le long de l'Antenne ;
- par le renforcement des connexions entre les équipements sportifs, les espaces verts et les zones d'habitat.

Le projet de PLU a également défini une Trame Verte et Bleue comprenant les continuités écologiques à préserver. Dans ce cadre, le projet de PLU :

- préserve les zones Natura 2000 de la « Vallée de l'Antenne » et de la « Plaine de Néré à Bresdon »
- préserve les milieux humides et les cours d'eau en zone naturelle.
- protège l'ensemble des zones boisées ainsi que les talus et les linéaires de haies

6.1.4 Protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti

On ne pourra occulter les nombreux éléments de patrimoine de pays. Puits, bâtisses traditionnelles, moulins, porches et portails... constituent en effet le reflet des rapports entre l'Homme et son territoire au travers de ses activités et de son Histoire.

La protection et la mise en valeur du patrimoine bâti de Les Touches de Périgny constituent donc une orientation forte du projet de Plan Local d'Urbanisme pour la valorisation du cadre de vie de la commune.

Les élus souhaitent notamment :

- identifier et protéger son « petit patrimoine » pour lui apporter une protection réglementaire ;
- valoriser le patrimoine remarquable de la commune, en préservant notamment le cadre paysager de l'église.
- prendre en compte la morphologie urbaine existante :
- en préservant des espaces de respiration au sein des zones urbaines, à l'image des espaces publics et parcs existants
- en définissant des orientations d'aménagement facilitant l'intégration paysagère des nouvelles constructions dans le tissu urbain existant
- maîtriser l'urbanisation des hameaux pour conserver leur caractère identitaire

6.1.5 Contribuer à une gestion responsable des ressources énergétiques et naturelles

L'atteindre d'une gestion durable des ressources naturelles constitue une ambition notable des élus de Les Touches de Périgny.

Concernant la problématique énergétique, le projet de PLU :

- permet une exposition économe en énergie de tous les logements
- favorise le recours aux matériaux et techniques isolants
- incite au développement des énergies renouvelables

Les puits de carbone sont protégés en limitant l'artificialisation des terres agricoles et en préservant les espaces boisés.

D'autre part, le territoire communal était concerné par une ancienne Zone de Développement Éolien (ZDE) entérinée par arrêté préfectoral du 19 décembre 2011. Cette ZDE avait permis d'initier un projet de parc autorisé par arrêté préfectoral le 28 janvier 2016. Depuis le 30 mai 2016 ce projet est en procédure contentieuse au tribunal administratif.

La commune maintient son soutien à ce projet en l'intégrant dans le plan de zonage et le règlement de la révision de son PLU.

6.2 Traduction réglementaire du PADD dans le zonage et le règlement

6.2.1 Les ouvertures à l'urbanisation

Le projet de Plan Local d'Urbanisme répartit les ouvertures à l'urbanisation comme suit :

	Ouvertures à l'urbanisation à court terme (4 hectares maximum)		Ouvertures à l'urbanisation à moyen/long terme (4 hectares maximum)	
	Habitat	Économique	Habitat	Économique
Potentiel de densification	0,92	-	-	-
Extension urbaine	2,15	0,51	0,76	0,65
Total	3,58		1,41	

Le projet de PLU respecte l'orientation du SCoT du Pays des Vals de Saintonge qui limite les ouvertures à l'urbanisation à 4 hectares à court terme et 4 hectares à moyen et long terme.

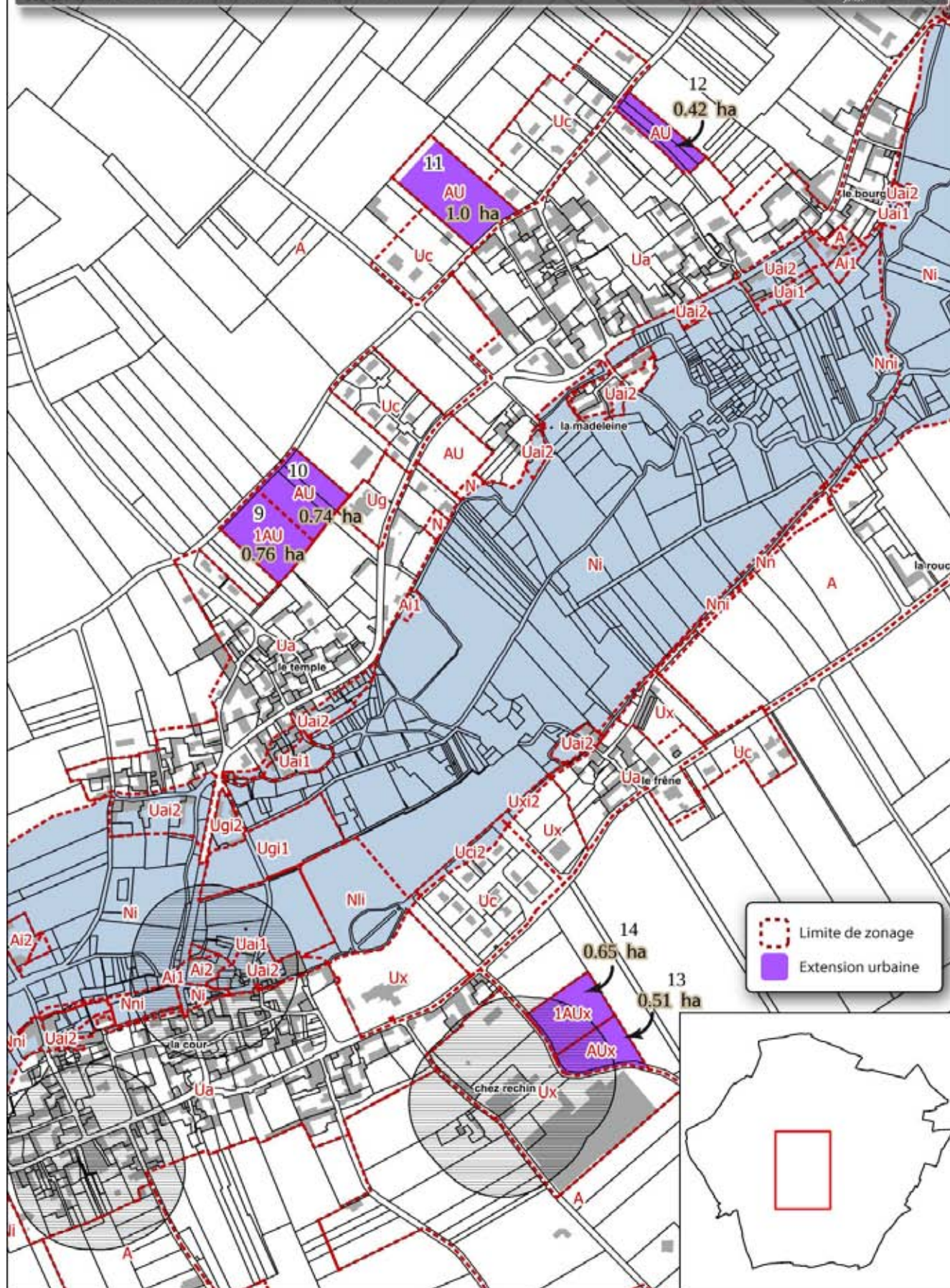
6.2.2 Zones destinées à l'habitat

Pour atteindre cette ambition, le développement urbain prévu dans le projet de PLU va se faire au travers :

- de zones urbaines (Ua ou Uc)
 - pour l'ensemble des terrains compris dans les parties actuellement urbanisées, identifiées dans l'étude du potentiel de densification ;
- de zones à urbaniser (AU) :
 - au niveau du secteur 3 en densification (0,55 ha), pour assurer une certaine densité à l'aménagement de cette vaste parcelle.
 - au niveau du secteur 10 (0,74 ha) pour réaliser un aménagement d'ensemble en cohérence avec le schéma d'assainissement collectif qui intègre cette parcelle.
 - au niveau du secteur 11 (1 ha) pour développer une opération communale en continuité du tissu urbain du bourg
 - au niveau du secteur 12 (0,42 ha) pour soutenir l'urbanisation portée par les privés et permettre l'aménagement d'une voirie de désenclavement de l'impasse des bonnets.
 - Ces secteurs font chacun l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation précisant les objectifs portés par les élus sur ces secteurs.
- d'une zone à urbaniser sur le long terme (1AU) au niveau du secteur 9 (0,76 ha) pour assurer un développement urbain cohérent et progressif à proximité des équipements et services publics, au Nord du bourg dans le secteur du Temple en continuité avec le secteur n°10 ouvert à court terme.

Le choix d'un développement urbain maîtrisé

Source : Cadastre © DDFIP - Périmètre naturel © DIREAL - Atlas © DOTM



Le développement de l'urbanisation s'effectue donc au sein des parties actuellement urbanisées ou en continuité urbaine.

Ce parti d'aménagement a notamment pour ambition de conforter la centralité urbaine du bourg en lien avec le tissu urbain existant et à même de conforter la présence des équipements publics, des commerces et services de proximité et de dynamiser la vie locale.

6.2.3 La zone urbaine ancienne (Ua)

Caractère de la zone

La zone Ua est un secteur urbain à caractère dense des centres anciens des villes, bourg et des villages destiné à l'habitat et aux activités compatibles avec l'habitat (ne générant pas de troubles anormaux du voisinage).

Elle correspond à des secteurs déjà urbanisés où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, ou sont programmables à court terme.

La zone Ua comprend des secteurs impactés respectivement par un risque inondation aléas fort ou modéré, identifiés par une étude hydraulique

Secteurs concernés

bourg et village du Frêne

Caractéristique de l'organisation urbaine et architecturale

- un bâti dense en mitoyenneté
- une formation en îlots à forte emprise au sol
- une implantation à l'alignement de la rue
- un bâti à caractère rural construit en matériaux traditionnels (pierre de taille, moellon calcaire)
- des toitures à longs pans
- un bâti à hauteur moyenne, atteignant un à deux étages pour les maisons les plus importantes

Objectifs du zonage

- Préservation de la forme urbaine des centres anciens
- Respect des composantes architecturales du bâti
- Reconversion cohérente des volumes agricoles
- Valorisation d'un patrimoine identitaire
- Constructions et rénovations reprenant les caractéristiques architecturales du bâti ancien
- Prise en compte du risque inondation pour les secteurs concernés

Objectifs du règlement du PLU

- Fixer des principes de construction en alignement
- Maîtriser les retraits pour les constructions neuves
- Maîtriser les hauteurs de construction, dans le respect des formes traditionnelles
- Gérer leur aspect par une réglementation portant sur les réhabilitations d'une part et les constructions neuves d'autre part
- Permettre le développement d'activités artisanales et de services, sous réserve

qu'elles ne génèrent pas de troubles anormaux du voisinage

- Permettre le développement des activités agricoles liées à un siège d'exploitation existant sous réserve du respect de la réglementation
- Ne pas limiter la densité urbaine (pas d'emprise au sol maximum)
- Réduire la vulnérabilité des biens et des personnes en secteur inondable

Le bâti dense et resserré, associé à la zone Ua, induit une faible proportion de dents creuses. L'intérêt se situe donc principalement dans les projets d'extension, de rénovation et de réhabilitation du bâti existant.

Certains bâtiments agricoles sont intégrés à la zone Ua en raison de leur localisation existante, au sein des espaces bâtis. Le règlement prévoit donc de permettre leur évolution, à condition qu'elle n'aggrave pas les nuisances vis-à-vis de l'habitat. Ce classement permettra également une reconversion des bâtiments en cas d'arrêt de l'activité agricole.

Les secteurs impactés respectivement par un risque inondation aléas fort ou modéré, prennent en compte le risque au travers du règlement associé à l'étude hydraulique menée sur la commune. Il s'agit de terrains déjà urbanisés.

6.2.3.1 La zone urbaine de constructions récentes (Uc)

Caractère de la zone

La zone Uc est un secteur urbain d'extensions récentes des villes, bourgs et villages destiné à l'habitat et aux activités compatibles avec l'habitat (ne générant pas de troubles anormaux du voisinage).

Elle correspond à des secteurs déjà urbanisés où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, ou sont programmables à court terme.

La zone Uc comprend un secteur impacté par un risque d'inondation aléa modéré identifié par étude hydraulique.

Secteurs concernés

bourg et village du Frêne

Caractéristique de l'organisation urbaine et architecturale

- un bâti récent de faible densité
- une implantation du bâti en milieu de parcelle
- un bâti majoritairement résidentiel, mais pouvant également concerner des activités compatibles avec l'habitat (ne générant pas de troubles anormaux du voisinage)
- un bâti en RDC ou R+1
- des constructions aux caractéristiques architecturales plus permissives que sur les secteurs anciens

Objectifs du zonage

- Réalisation d'opérations individuelles dans le raccrochement de l'urbain existant
- Comblement de certaines dents creuses des secteurs pavillonnaires
- Mise en œuvre d'outils réglementaires plus souple qu'en zone Ua
- Prise en compte du risque inondation pour les secteurs concernés

Objectifs du règlement du PLU

- fixer des principes d'implantation, soit à l'alignement, soit avec un retrait maximum de 10 mètres
- Gérer les hauteurs et des constructions
- Préserver des espaces libres de construction (emprise au sol limitée à 70%)
- Permettre le développement d'activités artisanales, de bureaux et de services, sous réserve qu'elles ne génèrent pas de troubles anormaux du voisinage
- Réduire la vulnérabilité des biens et des personnes en secteur inondable

La zone Uc se limite aux périmètres urbanisés existants de façon à ne pas accentuer le phénomène d'urbanisation linéaire observé sur le territoire de la Communauté de communes des Vals de Saintonge.

La délimitation de la zone Uc permet la réalisation libre de nouvelles constructions au niveau du bourg et du village du Frêne.

Elle assure également le comblement de quelques dents creuses de manière à renforcer la cohérence urbaine, de faire émerger une centralité à même de conforter la présence des services publics et de dynamiser la vie locale et de préserver les extensions de l'urbanisation préjudiciable à l'activité agricole et à l'environnement..

Le secteur impacté par le risque inondation aléa modéré, prend en compte le risque inondation au travers du règlement associé à l'étude hydraulique menée sur la commune. Il s'agit de terrains déjà urbanisés.

6.2.3.2 Zones d'urbanisation futures (AU et 1AU)

Caractère de la zone

Les zones AU et 1AU sont des zones naturelles non équipées destinées à être aménagées à court, moyen ou long terme. Elles correspondent à de futures zones urbaines destinées à l'habitat et aux activités compatibles avec l'habitat.

Secteurs concernés

bourg

Objectifs du zonage

- le développement de l'habitat par un aménagement cohérent de zones d'accueil de population
- l'intégration urbaine des futures constructions
- l'implantation d'activités compatibles avec l'habitat (ne générant pas de troubles anormaux du voisinage)

Objectifs du règlement du PLU

- fixer un principe d'opérations groupées, conforme aux Orientations d'Aménagement et de Programmation
- fixer des principes d'implantation, soit à l'alignement, soit avec un retrait maximum de 10 mètres
- gérer les hauteurs et l'aspect des constructions
- préserver des espaces libres de construction (emprise au sol limitée à 70%)
- permettre l'implantation d'activités ne générant pas de troubles anormaux du voisinage

La zone AU associée au secteur 11 (1 ha) a pour but de permettre l'aménagement du prochain lotissement communal .

Celle correspondant au secteur 3 (0,55 ha), a pour ambition d'assurer une certaine densité à l'aménagement de cette vaste parcelle.

La zone AU correspondant au secteur 12 (0,42 ha) est définie pour soutenir l'urbanisation portée par des privés et permet également l'aménagement d'un voirie de désenclavement de l'impasse des Bonnets.

La dernière zone AU associée au secteur 10 (0,74 ha) a pour objectif d'orienter la réalisation d'un aménagement d'ensemble cohérent avec le schéma d'assainissement collectif et progressif à proximité des équipements et services publics, au Nord du bourg dans le secteur du Temple.

En continuité de ce secteur, une réserve foncière correspondant au secteur 9 (0,76 ha) a été classé en 1 AU

Chacun de ces secteurs font l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation précisant les objectifs portés par les élus sur ces secteurs.

Ces zones doivent pouvoir permettre l'accueil de nouvelles populations et répondre aux besoins et objectifs exprimés par la commune en termes d'accueil de population et de préservation du cadre de vie.

Ce parti d'aménagement a notamment pour ambition de conforter la centralité urbaine du bourg en lien avec le tissu urbain existant et à même de conforter la présence des, équipements publics, des commerces et services de proximité et de dynamiser la vie locale.

6.2.4 Zones destinées aux équipements publics, culturels et de loisirs

6.2.4.1 La zone Ug

Caractère de la zone

La zone Ug est une zone urbaine destinée à l'accueil d'équipements publics ou collectifs, ainsi qu'aux activités de service public.

Elle correspond à des secteurs déjà urbanisés où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, ou sont programmables à court terme.

La zone Ug comprend des secteurs impactés respectivement par un risque inondation aléas fort ou modéré, identifiés par une étude hydraulique

Secteurs concernés

Bourg (cimetière ; équipements publics ; parcs et aires de loisirs)

Objectifs du zonage

- permettre la réalisation d'opérations d'intérêt public ou collectif
- la mise en œuvre d'outil réglementaire plus souple

Objectifs du règlement du PLU

Le règlement du PLU associé à la zone Ug traduit ces objectifs de manière réglementaire. Il s'attache notamment à autoriser des constructions aux caractéristiques architecturales présentant une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec son environnement.

Le classement en zone Ug permet la réalisation d'équipements d'intérêt collectif, nécessaire au bon fonctionnement de la commune. Elle est associée à des équipements déjà existants (cimetière ; équipements publics ; parcs et aires de loisirs).

Les secteurs impactés respectivement par un risque inondation aléas fort et modéré, prennent en compte le risque inondation au travers du règlement associé à l'étude hydraulique menée sur la commune. Il s'agit de terrains déjà urbanisés.

6.2.4.2 Le secteur NI

Le secteur NI est destiné aux activités sportives, culturelles, de loisirs et de tourisme, dans un cadre naturel.

Il comprend des secteurs impactés respectivement par un risque inondation aléas fort et modéré, identifiés par une étude hydraulique

Secteurs concernés

Parc situé dans la Vallée de l'Antenne, à proximité de la maison de retraite et du lotissement implanté entre la Cour et le village du Frêne.

Objectifs du zonage

- développer un espace récréatif et de repos
- prendre en compte le caractère naturel du site
- assurer la mise en valeur du site
- prendre en compte le risque inondation

Objectifs du règlement du PLU

Le règlement du PLU s'attache notamment à autoriser les équipements et installations légères de loisirs et de tourisme (abri information, pique-nique, sanitaires,...), à condition :

- de ne pas augmenter le risque inondation
- que le projet ambitionne la mise en valeur du site et ne compromette pas la qualité des éléments naturels contribuant à son identité

L'ambition de cette zone est de traduire la volonté communale de maintenir des espaces de respiration qualitatif essentiel au cadre de vie périmier.

6.2.5 Zones destinées aux activités économiques

6.2.5.1 Assurer le maintien et le développement des activités agricoles au travers de la zone agricole (A)

La zone agricole ou zone A, ou, comprend les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles (art. R. 151-22 du Code de l'Urbanisme). La zone agricole se caractérise par la présence de terrains cultivés ou non et de bâtiments agricoles.

La zone agricole, a pour vocation :

- de préserver l'ensemble des potentialités agronomiques, biologiques et économiques des terres agricoles
- de permettre une évolution des activités et des structures agricoles présentes pour s'adapter aux exigences des pratiques et de la modernisation de l'agriculture
- de permettre l'installation de nouveaux sièges d'exploitation agricole

La constructibilité est limitée à des usages spécifiques à l'agriculture. Les possibilités d'extension des constructions existantes étrangères à l'activité agricole sont volontairement limitées afin de préserver les intérêts agricoles.

Afin de permettre des activités de diversification, le camping à la ferme et les changements de destination liés aux structures agricoles sont autorisés. Sont également admises dans cette zone les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Le maintien de conditions d'exploitation agricole viables passe par la prise en compte des exploitations agricoles et des bâtiments d'élevage existants (principe de réciprocité énoncé par la loi d'orientation agricole n°99-754 du 9 juillet 1999) et par la préservation de zones agricoles suffisamment vastes et homogènes pour assurer la pérennité des exploitations et leur développement.

Pour élaborer les règles écrites et graphiques, la commune a identifié les tiers situés à proximité de bâtiments agricoles en exploitation. Ce travail a permis à la commune de mettre en place le principe de réciprocité de l'article L. 111-3 du Code Rural.

L'activité agricole occupe une place essentielle dans la vie économique de la commune de Les Touches de Périgny. On dénombre en 2014, 27 exploitants agricoles sur le territoire communal. La majeure partie d'entre elles est située en zone urbaine ou sur les abords. Aucun élevage n'est identifié sur le territoire communal.

A noter également que la commune a identifié l'ensemble des chais de stockage ainsi que les distilleries répertoriées sur le territoire communal.

La commune de Les Touches de Périgny compte un établissement dépendant du régime d'autorisation des ICPE : la distillerie Izambard. Cette installation doit être implantée à une distance d'au moins 100 mètres des bâtiments habités ou occupés par des tiers. D'une capacité maximale de 7500 l/j, elle est située au 1 rue de Chez Rechin.

La carte de localisation des exploitations agricoles a permis d'identifier les activités sources de nuisances. Les zones de développement de l'urbanisation ont été définies en retrait, au delà des périmètres réglementaires quand ils existaient.

La zone A comprend des secteurs impactés respectivement par un risque inondation aléas fort ou modéré, identifiés par une étude hydraulique

Les terres cultivées de la commune ont été classées en zone agricole afin de permettre la construction de bâtiments nécessaires au développement des exploitations agricoles. Cependant, certains secteurs sont impactés :

- respectivement par un risque inondation aléas fort ou modéré, identifiés par une étude hydraulique et cela pour affirmer leur caractère inconstructible.
- par le périmètre Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon. Le secteur An revêt une double ambition, celle d'affirmer le caractère agricole de ces secteurs et celle de les protéger de toutes occupations et utilisations du sol, de manière à préserver ces milieux environnementaux fragiles.

Les exploitations agricoles situées dans un des deux périmètres Natura 2000 ont été classées en zone agricole pour assurer leur maintien et leur développement. Il en est de même pour les projets de développement agricoles en cours ou déjà identifiés.

Les élus de la commune souhaitent ainsi préserver l'activité économique prédominante de Les Touches de Périgny.

6.2.5.2 Assurer le maintien et le développement des activités industrielles, artisanales, commerciales et de service (Ux)

Caractère de la zone

La zone Ux est destinée à recevoir des activités industrielles, artisanales, commerciales et de services, dont l'implantation à l'intérieur des secteurs d'habitation n'est pas souhaitable.

Elles correspondent à des secteurs déjà urbanisés et à des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, ou sont programmables à court terme.

La zone Ux comprend un secteur impacté par un risque inondation aléa modéré, identifié par étude hydraulique

Secteurs concernés

Le Frêne et Chez Rechin, le long de la route de Cressé :

- deux sont associées à des entreprises artisanales (le Frêne)
- le troisième est notamment associé à une pépinière et à une distillerie

Objectifs du zonage

- assurer le maintien et le développement des activités économiques implantées sur le territoire communal
- permettre la réalisation d'opérations industrielles, artisanales, commerciales et de services
- disposer d'un outil réglementaire souple

Objectifs du règlement

- permettre la réalisation d'opérations d'intérêt public ou collectif
- autoriser des constructions aux caractéristiques architecturales présentant une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec son environnement
- de ne pas augmenter le risque inondation

6.2.5.3 Assurer le développement des activités artisanales et industrielles (zone AUx et 1AUx)

La zone AUx est une zone naturelle non équipée destinée à être aménagée à court ou moyen terme. La zone 1AUx est une zone naturelle non équipée destinée à être aménagée à moyen ou à long terme. Elles correspondent à de futures zones urbaines destinées à recevoir des activités industrielles, artisanales, commerciales, de bureaux et de services.

L'ouverture de la zone 1AUx sera liée à une modification du PLU, si l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durables n'est pas remise en cause.

La commune souhaite maintenir deux zones destinées à l'accueil d'activités économiques, déjà identifiées dans le PLU en vigueur. Ces zones doivent permettre d'assurer le maintien et le développement d'activités économiques et de répondre aux besoins de certains porteurs de projet. La distillerie Izambard ambitionne notamment d'accroître sa capacité de stockage à moyen terme.

Dans la révision du PLU, la localisation et la surface dédiée ont été revues. Ainsi l'ensemble des sites ouverts à court et long terme ont été rassemblés dans le but d'éloigner les nuisances potentielles des habitations environnantes. et réduite de 0,65 ha.

Considérant la nécessité de prendre en compte les problématiques environnementales liées à la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon et aux habitations environnantes, les élus ont décidé de relocaliser et réduire la superficie initiale.

6.2.6 Protection des espaces naturelles et du patrimoine bâti

6.2.6.1 La zone Naturelle

Caractère de la zone

Les zones Naturelles regroupent les zones naturelles à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espace naturels.

Les zones naturelles sont associées :

- aux secteurs boisés (N)
- aux zones Natura 2000 (Nn)
- à des secteurs impactés respectivement par un risque inondation aléas fort ou modéré, identifiés par une étude hydraulique
- à un secteur impacté par le risque inondation défini par l'atlas des zones inondables des cours d'eaux secondaires et le périmètre de la crue de 1982.

Objectifs du zonage et du règlement

- préserver la diversité des milieux et leurs composantes écologiques
- maintenir des massifs boisés sur l'ensemble du territoire communal

Objectifs du règlement du PLU

En raison de son caractère inconstructible de principe, sont interdites dans l'ensemble de la zone N et Nn toutes les occupations et utilisations du sol excepté les installations, les affouillements et exhaussements de sols nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif notamment liés à l'environnement.

6.2.6.2 La sauvegarde du patrimoine bâti

Une zone Ua a été définie afin d'en préserver la cohérence urbaine et architecturale (implantation par rapport aux voies, densité du bâti...).

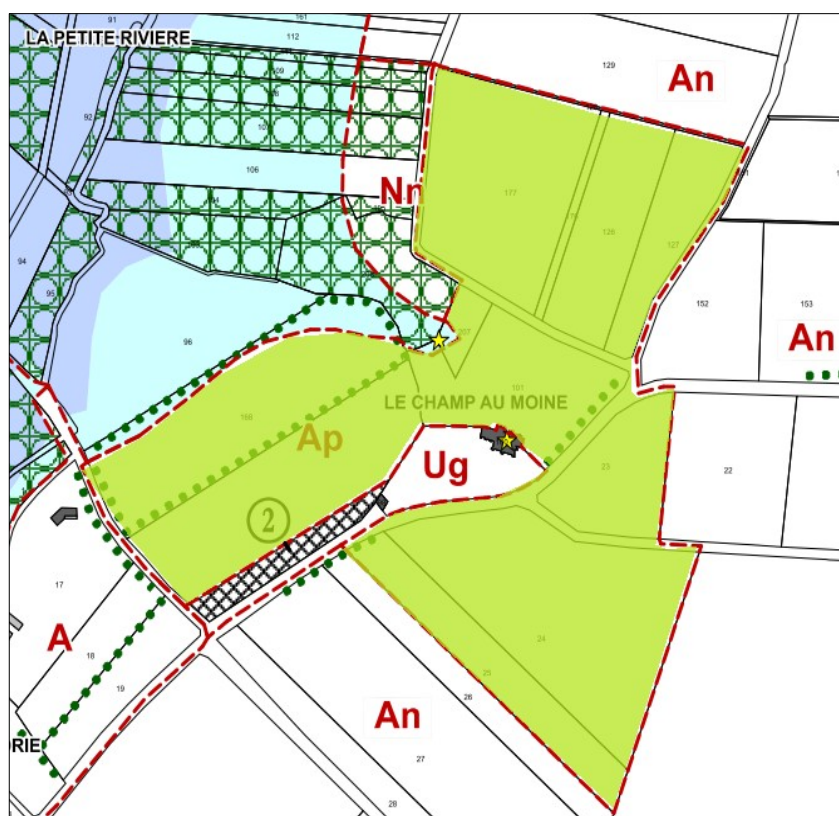
Les règles applicables à l'ensemble des zones constructibles Ua et Uc permettent d'assurer la préservation du patrimoine existant à travers la définition de règles permettant une réhabilitation qualitative des bâtiments. Les règles applicables aux constructions neuves visent à favoriser un développement urbain harmonieux en lien avec le tissu bâti traditionnel.

Les bâtiments qui présentent un intérêt architectural ou patrimonial ont été identifiés dans la zone agricole afin de permettre leur aménagement et leur changement de destination, dans le respect des dispositions de l'article L. 151-11 du Code de l'Urbanisme, dès lors qu'ils ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Certains éléments de patrimoine sont protégés au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme. Le petit patrimoine est en effet bien préservé.

6.2.6.3 Protection des paysages

La zone A comprend une zone Ap couvrant les espaces généralement non bâtis à protéger sur le plan paysager. Certaines vues sont donc préservées uniquement autour de l'église.



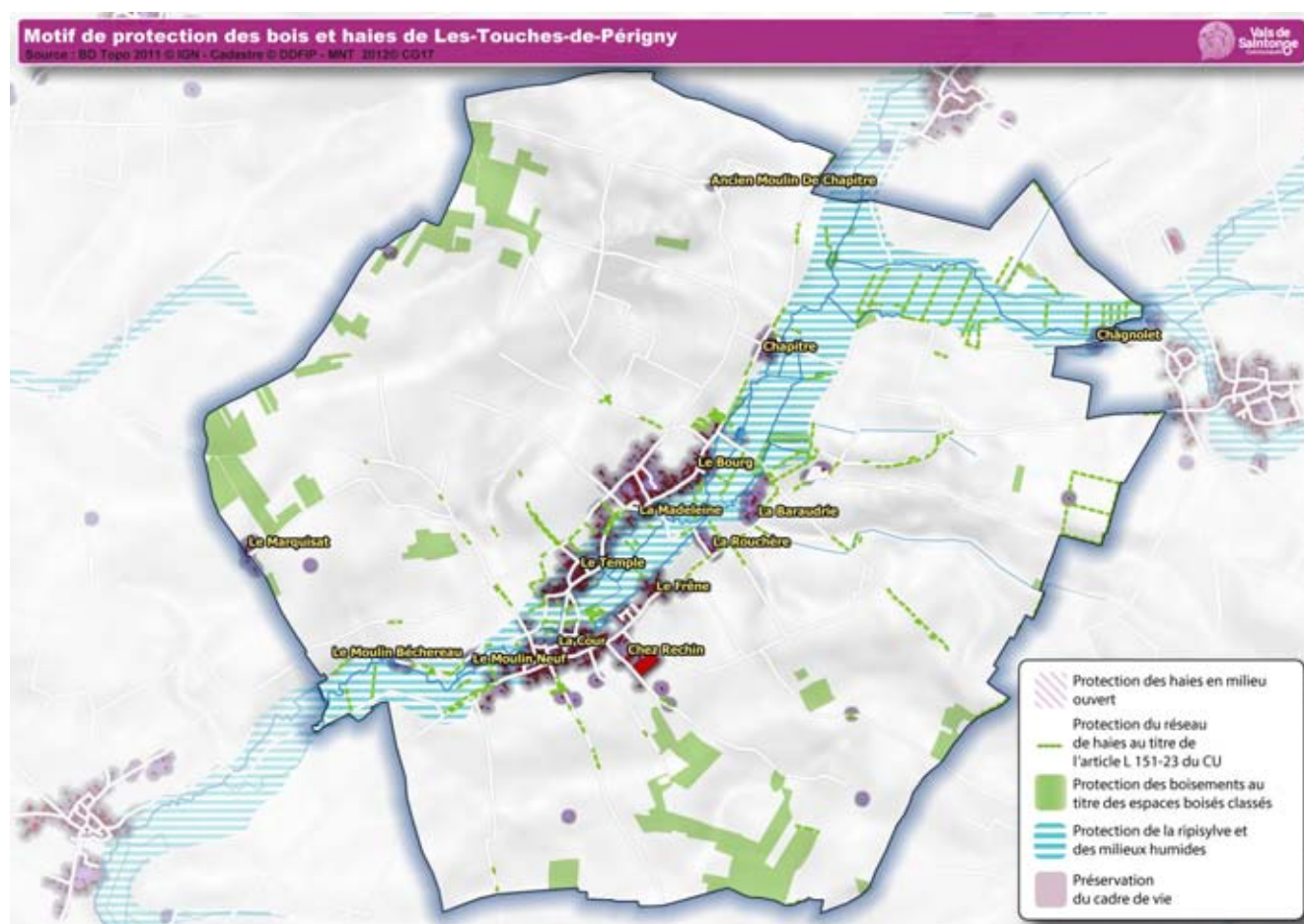
Secteur Ap autour de l'église

Cette mise en valeur se concrétise par les protections évoqués précédemment (art. L. 130-1 et art. L. 151-23 du Code de l'Urbanisme). Sauf exception, toutes constructions ou installations sont interdites dans le secteur Ap.

6.2.6.4 La protection des boisements et des linéaires de haies

Les espaces boisés représentent un peu moins de 10% de la superficie communale et sont surtout présents le long de la limite Nord-Ouest et Sud. La vallée de l'Antenne est également marquée par un corridor végétal important. Des alignements de peupliers se mêlent à la maïsiculture et aux jardins familiaux.

Les boisements de la commune font l'objet d'une protection par un classement en zone naturelle N et par une protection au titre des espaces boisés classés (art. L. 113-1 du Code de l'Urbanisme).



Le réseau de haies ainsi que certains arbres isolés, font l'objet d'une protection au titre des éléments de paysage (art. L. 151-23 du Code de l'Urbanisme). Leur rôle a largement été évoqué lors des commissions PLU et notamment en phase de diagnostic : structure du paysage, gestion de l'infiltration et de l'écoulement de l'eau, niches écologiques...

On notera que l'ensemble des linéaires d'arbres correspondant aux ripisylves des cours d'eau ont été volontairement protégés au titre des espaces boisés classés en concertation avec les gestionnaires (SYMBA) pour assurer le maintien des berges.

6.3 Traduction réglementaire du PADD dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation

6.3.1 Principe et objectif général

Ce document est doté, à la fois, d'une dimension plus technique et plus démonstrative que le PADD. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) s'attachent dans le présent document à définir les partis pris d'aménagement sur certains secteurs de développement futur de l'habitat et des activités économiques.

Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, le bâti, les transports et les déplacements.

6.3.2 Les orientations du présent document

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation ont une portée réglementaire et sont opposables dans l'esprit. Elles n'ont pour objet que de définir, dans un rapport de compatibilité et non de conformité, les prescriptions que la commune souhaite voir respectées lors de l'aménagement de ces secteurs.

Le Conseil Municipal de la commune de Les Touches de Périgny a fixé des orientations :

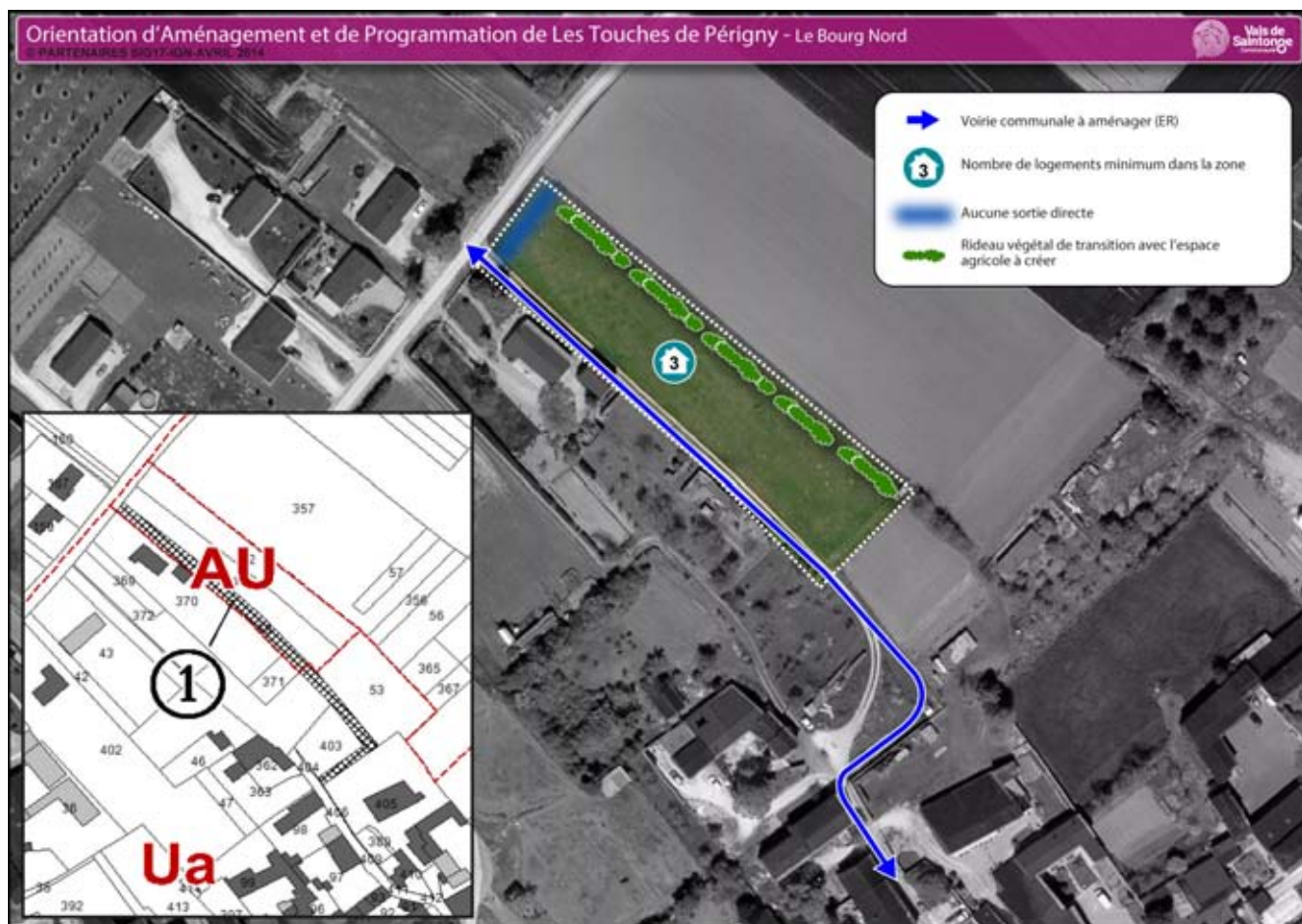
- au niveau des zones AU, afin d'encadrer l'aménagement de ces sites stratégiques pour le développement urbain de la commune ;
- au niveau de la zone AUx, afin de limiter l'impact environnemental et paysager de l'aménagement relative au projet d'extension de la distillerie Izambard.

L'aménagement de ces secteurs, définis par le Plan Local d'Urbanisme, doit respecter les règles définies par le règlement, notamment en ce qui concerne l'implantation par rapport aux voies et aux limites séparatives ainsi que l'aspect général des constructions. Pour plus de clarté, les OAP sont identifiées sur le plan de zonage par un encadré.



OAP Bourg Est

- Créer à minima 8 logements
- Planter un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement.
- Créer une zone tampon, correspondant à un espace végétalisé non constructible comportant une haie pour assurer une transition avec l'activité agricole environnante.
- Créer une desserte pour mutualiser l'accès afin de limiter les entrées/sorties sur la rue des Alouettes.



- **OAP Bourg Nord**
- Créer à minima 3 logements
- Créer un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et d'assurer une transition avec l'espace agricole environnant
- Autoriser les accès uniquement sur une voirie communale qui devra être aménagée pour assurer une continuité avec l'impasse des Bonnets.



OAP Bourg – secteur la Madeleine

- Créer à minima 6 logements
- Créer un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement
- Préserver l'espace naturel, près du cours d'eau de l'Antenne en interdisant toute construction et imperméabilisation du secteur.
- Créer un accès commun afin de limiter les entrées/sorties sur la route départementale.
- Prévoir un cheminement piéton traversant afin de connecter le secteur avec les cheminements doux le long de l'Antenne.



OAP Bourg - secteur le Temple

- Créer à minima 8 logements
- Créer un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et d'assurer une transition avec l'espace agricole environnant
- Prévoir un principe de voirie traversante avec désenclavement de la zone ouverte à long terme et de la parcelle protégée au titre de l'article L.151-23, pour assurer une cohérence urbaine dans l'aménagement futur de la zone.
- Prévoir également une placette de retournement



OAP Chez Rechin

- Maintenir la haie existante avec possibilité d'ouvertures pour création d'accès
- Créer un rideau végétal périphérique afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et d'isoler et de limiter l'impact pour l'avifaune préservée par la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon.

7 Évaluation environnementale du PLU

L'évaluation environnementale s'inscrit dans le cadre de la :

- Directive 2001/42 du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement
- Déclinaison en droit français dans
 - le Code de l'Urbanisme : articles de référence : L104-1 et L104-2 (champs) chapitre IV du titre préliminaire et R151-1 à 55, pour le contenu des PLU
 - le Code de l'Environnement : article L.122-4 et suivants

Elle vise à identifier les incidences du document d'urbanisme sur l'environnement et la santé et à l'adapter en conséquence, de façon à éviter, réduire, ou à défaut compenser les impacts dommageables potentiels sur l'environnement.

7.1 Méthode d'élaboration de l'évaluation environnementale

Le processus itératif associé à l'évaluation environnementale a permis tout au long de la procédure de révision du PLU de faire évoluer le projet dans le sens d'une meilleure prise en compte de l'environnement car

- l'initiation du travail d'évaluation environnementale a été menée en même temps que la révision du PLU
- l'état initial de l'environnement réalisé au moment du diagnostic communal a permis de définir les enjeux environnementaux à considérer pour élaborer le PADD
- Au cours de l'élaboration du PADD et de la traduction réglementaire, des leviers d'action à mobiliser en faveur de la prise en compte de l'environnement, ainsi que leurs indicateurs de mesures ont pu être définis pour :
 - mesurer les incidences du projet de PLU sur l'environnement
 - comparer les différentes alternatives de développement
 - choisir et expliquer la proposition retenue
- Au cours de l'élaboration des Orientations d'Aménagement et de Programmation correspondant à la recherche d'optimisation des projets, les mesures de réduction ou de compensation ont permis de limiter les incidences des projets sur l'environnement
- A partir du travail d'identification des indicateurs de mesures des incidences du projet de PLU sur l'environnement, les indicateurs de suivi pour l'évaluation postérieure du PLU ont pu être déterminés.

Cette démarche transversale a également porté ses fruits, en tant qu'aide à la décision ou plus largement pour sensibiliser les parties prenantes à la prise en compte de l'environnement au cours des temps d'échanges organisés comme lors :

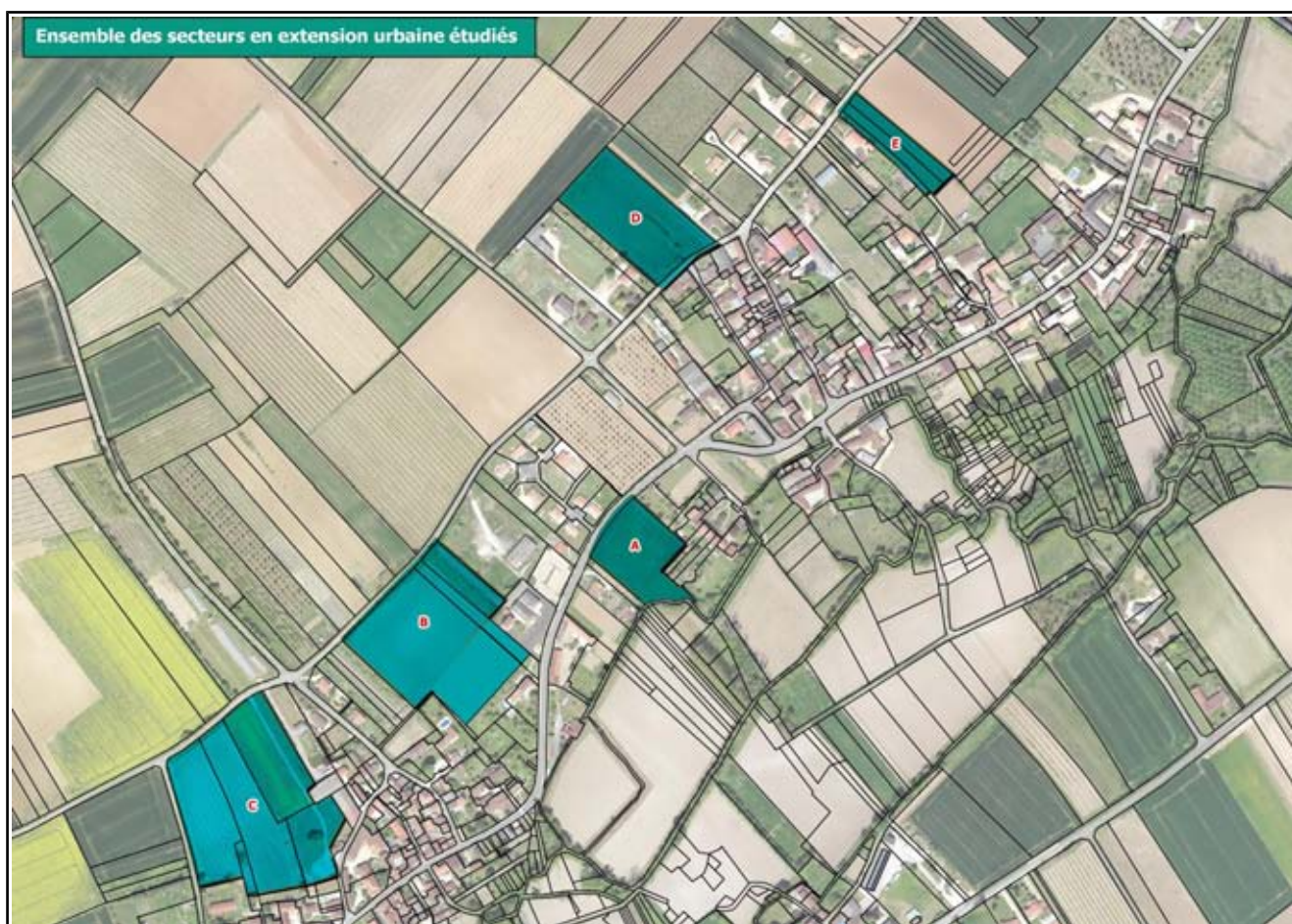
- des différentes réunions de la commission municipale
- des réunions avec les personnes publiques associées et la population (concertation) (réunion publique n°1 : le 8 mars 2016 - réunion publique n°2 : le 17 janvier 2017)

7.2 Les différentes alternatives du projet de révision du PLU

Au cours de l'élaboration du projet de révision du PLU, différentes traductions spatiales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ont été envisagées.

Ces différentes alternatives portent sur des secteurs liés à la fois sur au développement de l'habitat et des activités économique.

Ainsi 5 secteurs de développement de l'habitat ont été étudiés correspondants aux secteurs A, B, C, D, E. La cartographie suivante permet de les localiser.



Secteur A :



Point de vue n°1

Secteur B :



Pont de vue n°1

Secteur C :



Point de vue n°1



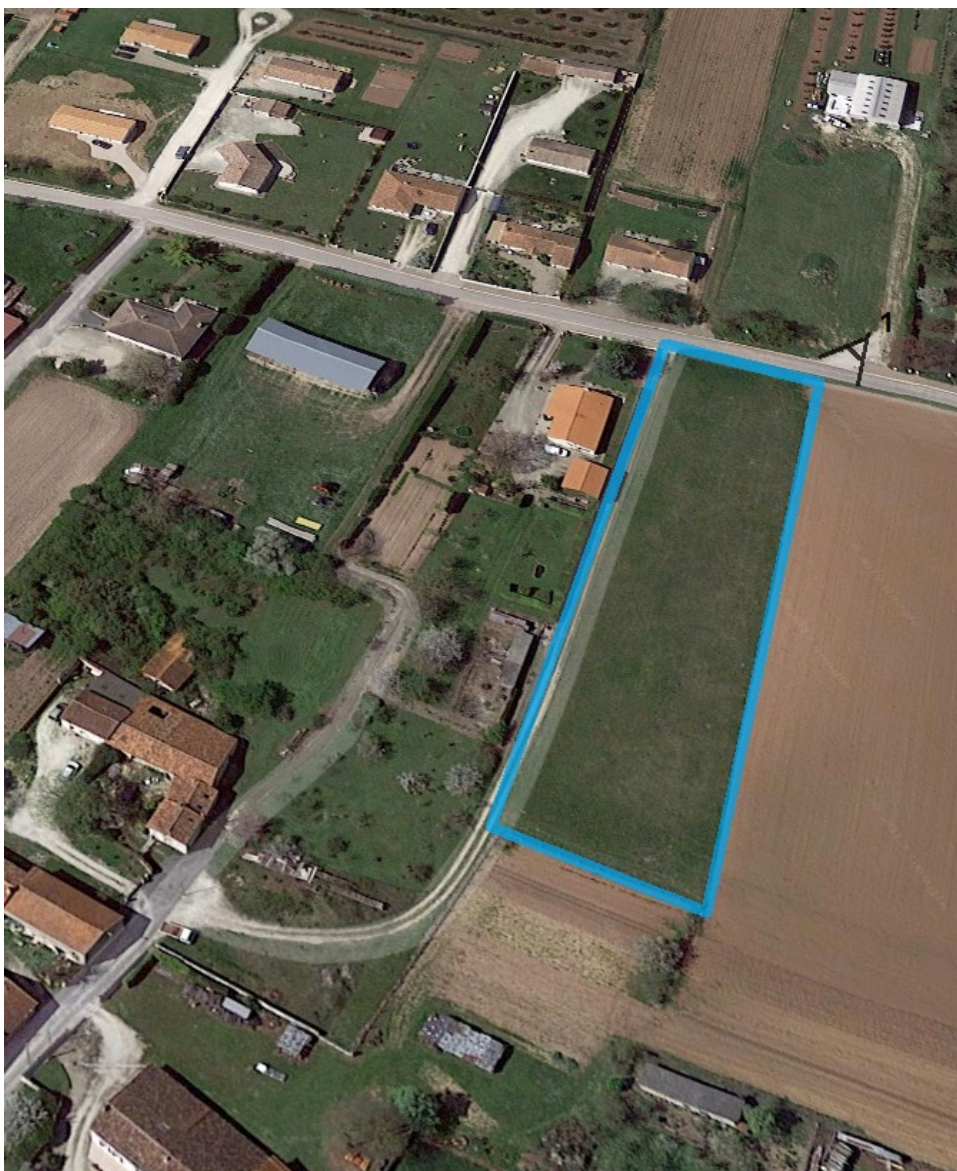
Point de vue n°2

Secteur D :



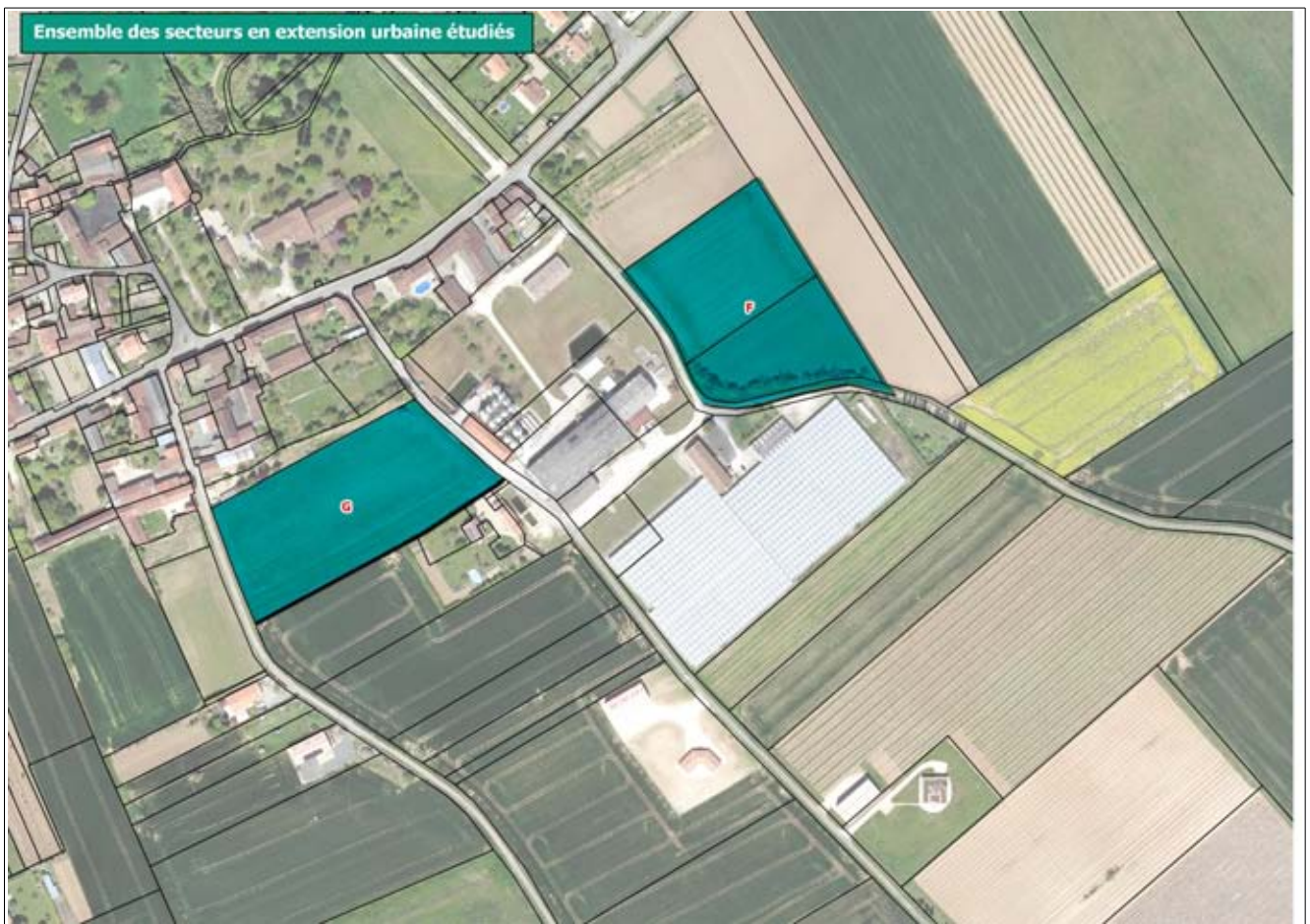
Point de vue n°1

Secteur E :



Prise de vue n°1

Les secteurs F et G correspondent aux projets économiques. La cartographie suivante permet de les localiser.



Secteur G :





Prise de vue n°1

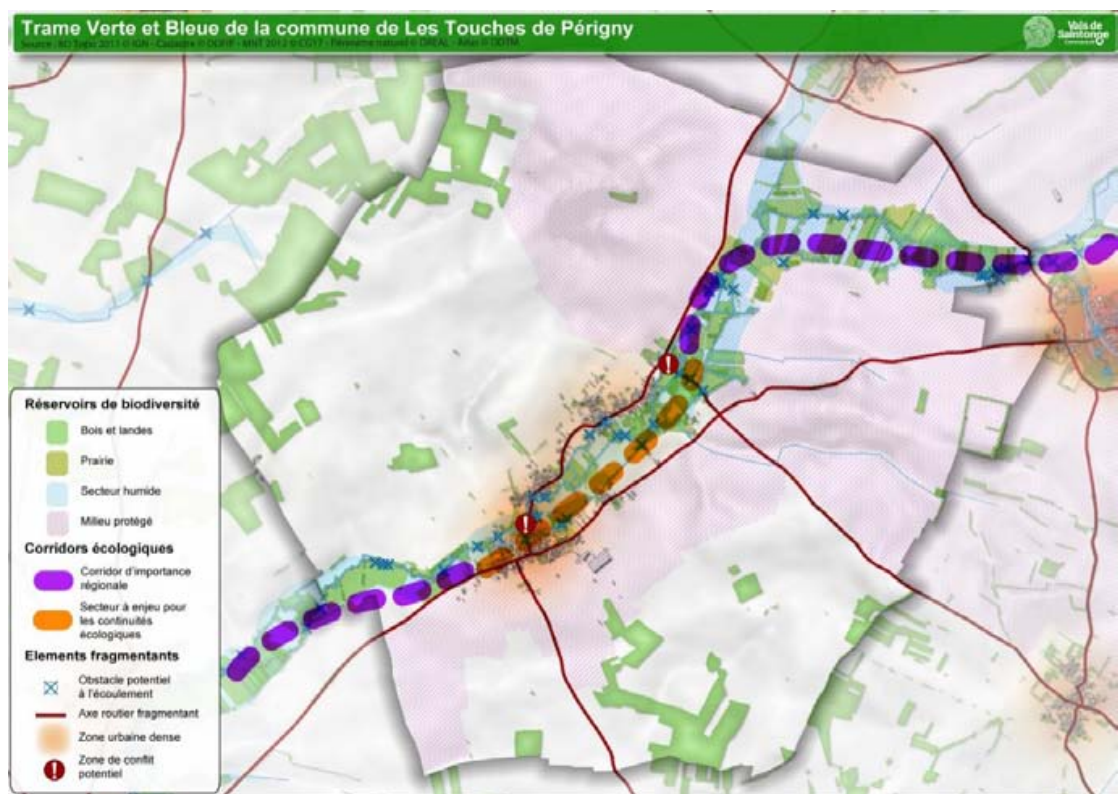
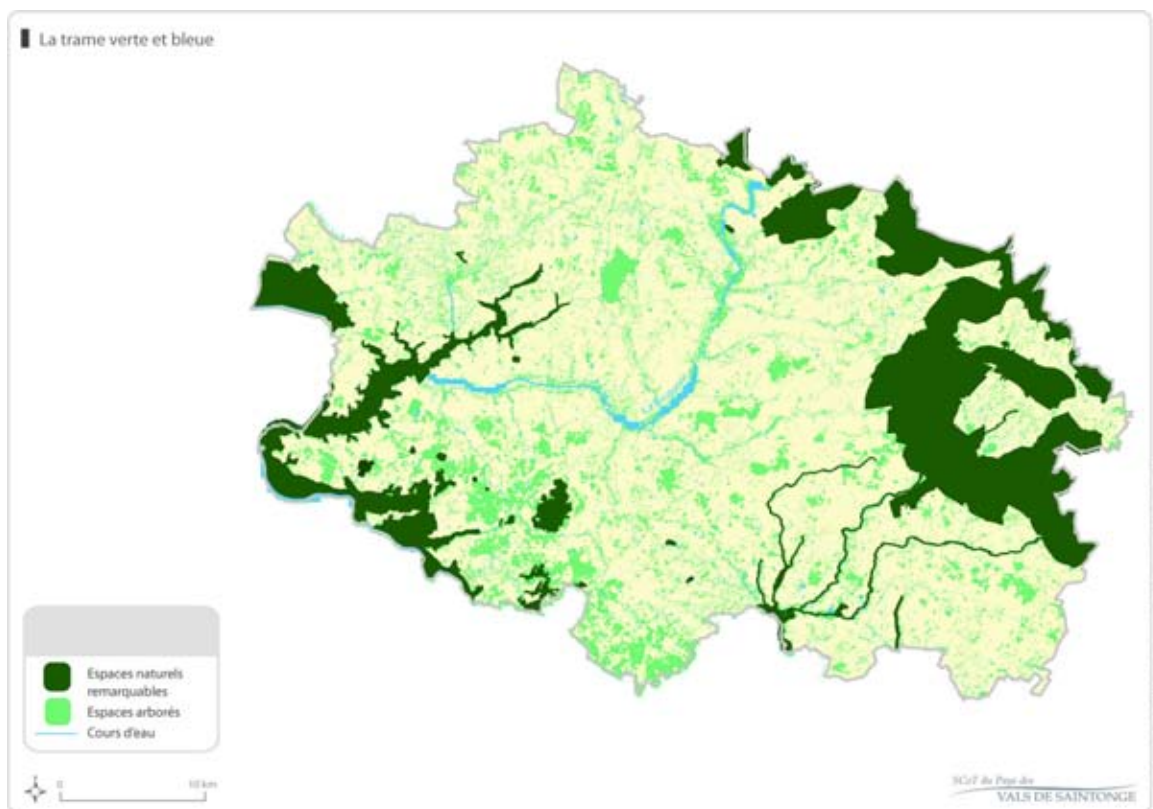
Secteur F :



7.3 Incidences du PLU sur le Trame Verte et Bleue

La Trame Verte et Bleue est constituée par un réseau de milieux naturels terrestres et fluviaux reliés entre eux par des corridors écologiques (haies, boisements, cours d'eau, ripisylves...). Elle vise à enrayer la perte de biodiversité en préservant les habitats des espèces et en facilitant leur circulation et leurs interactions.

La Trame Verte et Bleue du SCoT du Pays des Vals de Saintonge a intégré dans ses espaces naturels remarquables, les zones Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne et celle de la Plaine de Néré à Bresdon comme l'illustre la cartographie suivante.



A l'échelle de la commune de Les Touches de Périgny, la Trame Verte et Bleue est constituée par :

- des réservoirs de biodiversité, notamment des zones boisées au Nord-Ouest du territoire communal qui forment un ensemble boisé plus vaste, débordant des limites communales (le Plantis de Malusine, Bois de Breuil...) ; Bois du Grand Bouteau et Bois des Dames au Sud du territoire communal ou des espaces ouverts comme ceux

caractéristiques de la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon

- des corridors écologiques tel le réseau de haies et les ripisylves des cours d'eau de l'Antenne et ses affluents et l'Antenne dont l'enjeu de maintien et de préservation de la continuité écologique a été identifié dans Schéma Régional de Cohérence Écologique à l'échelle de l'ex-Région Poitou-Charentes.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme de Les Touches de Périgny a apporté une attention toute particulière à la préservation de son environnement. Comme illustré précédemment, le projet de PLU permet de préserver les réservoirs de biodiversité ainsi que leur continuité écologique. Le projet de PLU n'a donc pas d'incidence sur la Trame Verte et Bleue définie sur le territoire communal.

7.3.1 Incidences du PLU sur les espaces naturels remarquables

7.3.1.1 ZNIEFF 2 et site Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne

Les cours d'eau de l'Antenne intègrent le secteur de la ZNIEFF 2 et également site Natura 2000 de « la Vallée de l'Antenne ». A l'échelle de la commune, on retrouve un habitat d'intérêt communautaire : le cours d'eau et les berges de l'Antenne.

Le PLU classe la quasi-totalité de l'Antenne ainsi que ses abords en secteur Nni. Le périmètre de ces secteurs correspond au lit mineur des cours d'eau ainsi qu'à une bande de 15 mètres de part et d'autre de son lit. Le secteur Nni revêt un caractère inconstructible de principe.

Les seules exceptions à ce classement concernent les bras de cours d'eau jouxtant les zones urbaines anciennes du bourg.

Dans ce cas, une partie de la zone Natura 2000 est classée en secteur Uai1 ou Ai1, secteurs inondables. La limite entre le secteur Uai1/Ai1 et Nni est calée par rapport au bâti ancien existant. En outre, le caractère inondable de ces secteurs restreint notablement les occupations et utilisations du sol autorisées.

L'ensemble des boisements situés dans la Vallée de l'Antenne sont classés en Espaces Boisés Classés.

Les abords directs de ce site Natura 2000 sont largement associés au secteur Ni. Ce secteur est associé aux zones inondables situées hors zones urbaines. Il revêt un caractère inconstructible de principe. Le secteur Ni apporte donc une protection supplémentaire à la zone Natura 2000 et plus largement à l'ensemble de la Vallée de l'Antenne.

L'impact des secteurs d'extension de l'urbanisation pour l'habitat A, B, C, D, E et pour le développement économique F et G a été évalué sur cet espace naturel remarquable que constitue la Vallée de l'Antenne. Aucun de ces derniers n'impacte directement ce milieu toutefois l'augmentation du nombre d'habitations et d'activités envisagées à proximité va logiquement augmenter la pression sur le réseau hydrique qui sera étudié dans un paragraphe à suivre.

Le projet de PLU dans son ensemble, a donc un impact faible sur cet espace naturel remarquable et peut être considéré comme positif au travers de ses actions de préservation.

7.3.1.2 ZNIEFF 2 et site Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon

Une grande partie de la ZNIEFF 2 également site Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon est classée en zone An. La zone An revêt une double ambition :

- affirmer le caractère agricole des terres impactées par le périmètre Natura 2000 ;
- protéger un site naturel fragile en associant à ce secteur un caractère inconstructible de principe

Ce site Natura 2000 est également associé à la zone naturelle N par :

- le secteur Nn, qui affirme le caractère naturel des boisements situés dans le périmètre de Natura 2000. Le secteur Nn revêt un caractère inconstructible de principe ;
- le secteur Nni, qui traduit la prise en compte du risque inondation. Le secteur Nni revêt un caractère inconstructible de principe.

D'autre part, l'impact des secteurs d'extension de l'urbanisation pour l'habitat A, B, C, D, E a été évalué sur cet espace naturel remarquable que constitue la Plaine de Néré à Bresdon. Aucun de ces derniers n'impacte ce milieu.

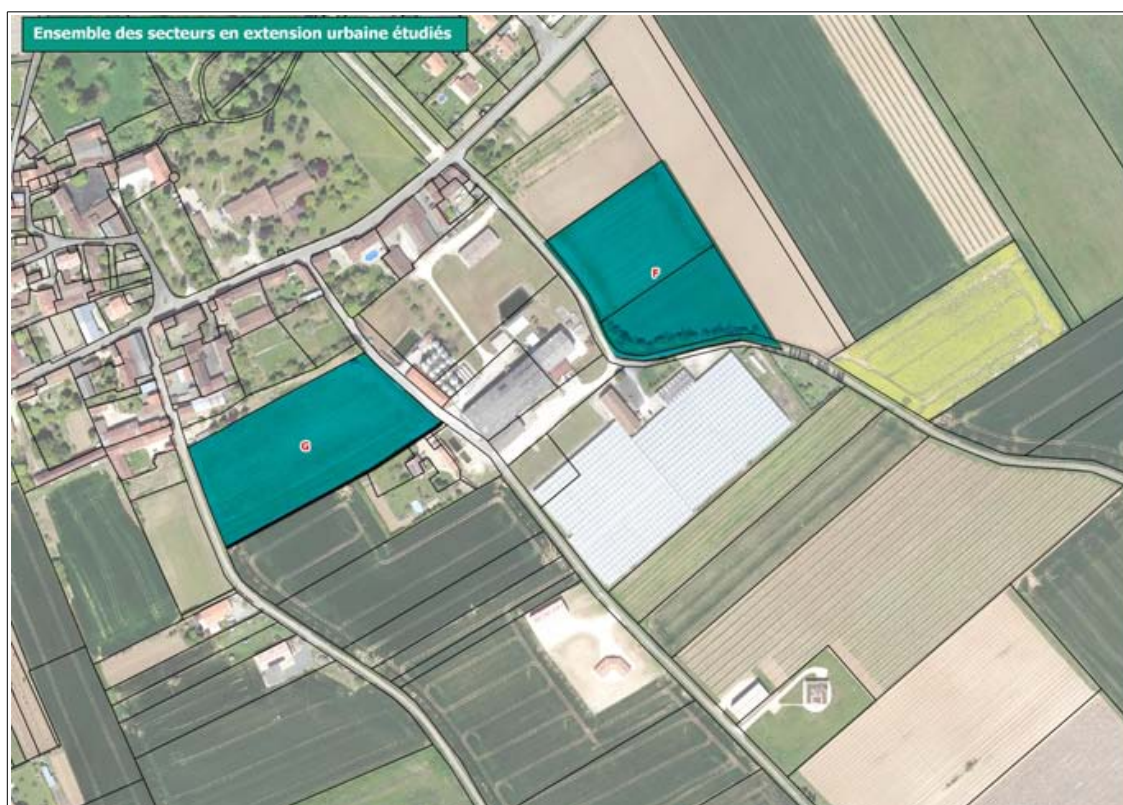
Concernant la prise en compte des exploitations agricoles en zone Natura 2000 dans le projet de révision du PLU, on observe que 8 exploitations agricoles localisées sur la frange urbaine Sud de la Cour et de Chez Rechin, ainsi que 4 projets de développement sont identifiés dans le périmètre de la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon.

Après évaluation des derniers relevés de cantonnements d'outardes canepetières ou d'oedicnème criard , aucun ne se trouve dans ces secteurs.

Ces exploitations et leurs projets ont donc été classés en zone A de manière à assurer le maintien et le développement de leurs activités tout en limitant l'impact sur ce milieu d'accueil privilégié pour les oiseaux de plaine.

D'autre part, le projet de PLU porte également sur le développement économique artisanal et industriel.

Les élus souhaitent maintenir une zone AUx pour répondre aux besoins de la distillerie Izambard et une zone 1AUx pour pouvoir accueillir à long terme d'autres activités artisanales et industrielles. Différents secteurs ont donc été étudiés.



Secteur	État initial	Explication	Impact
F	Parcelle actuellement exploitée en agriculture	Parcelle en extension de la ZA Chez Rechin, en retrait des habitations. Hors secteur de cantonnements d'oiseaux de plaines	Faible
G	Parcelle actuellement exploitée en agriculture	Parcelle enclavée dans le tissu urbain. Hors secteur de cantonnements d'oiseaux de plaines	Faible

L'impact des secteurs d'extension de l'urbanisation pour le développement économique F et G a été évalué sur cet espace naturel remarquable. Aucun de ces derniers n'impacte directement ce milieu déjà modifié par l'activité de plusieurs entreprises dont cette distillerie avec un périmètre réglementaire de 100m..

Le projet de PLU dans son ensemble, a donc un impact faible sur cet espace naturel remarquable et peut être considéré comme positif au travers de ses actions de préservation.

7.3.2 Préservation des zones humides

La carte de pré-localisation des zones humides sur le territoire de Les Touches de Périgny met en avant des zones potentiellement concernées. Cependant, ces données peu précises ne permettent pas d'introduire de dispositions particulières dans le règlement du PLU pour les préserver.

Celles situées dans la zone inondable aux abords du cours d'eau de l'Antenne sont protégée par le règlement de la zone Ni.

L'impact des secteurs d'extension de l'urbanisation pour l'habitat A, B, C, D, E et pour le développement économique F et G a été évalué. Aucune zone humide n'a été identifiée sur ces différents secteurs. L'impact est donc considéré comme nul.

Le projet de PLU dans son ensemble, n'a donc a priori, aucun impact sur les zones humides. Toutefois un inventaire à l'échelle communale devrait permettre de préciser la localisation de ces milieux sensibles.

7.3.3 Protection des haies et des boisements

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, une réglementation en matière de protection des milieux naturels est mise en place. Elle concerne trois points majeurs :

- une protection au titre des Espaces Boisés Classés (EBC). Le Projet de PLU classe en Espaces Boisés Classés l'ensemble des bois de la commune.
- une protection au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme. Le Projet de PLU classe, au titre de cet article, l'ensemble du linéaire de haies de la commune.
- le classement en secteur naturel (N) des boisements pour affirmer la considération écologique de ces ensembles naturels. La protection des milieux naturels sensibles concerne une série de boisements répartis sur l'ensemble du territoire communal. Cela renforce l'objectif de protection affiché des éléments présentant un intérêt écologique.

Les 6 secteurs étudiés (A, B, C, D, E) n'ont aucune incidence sur les haies et boisements à protéger au titre du PLU.

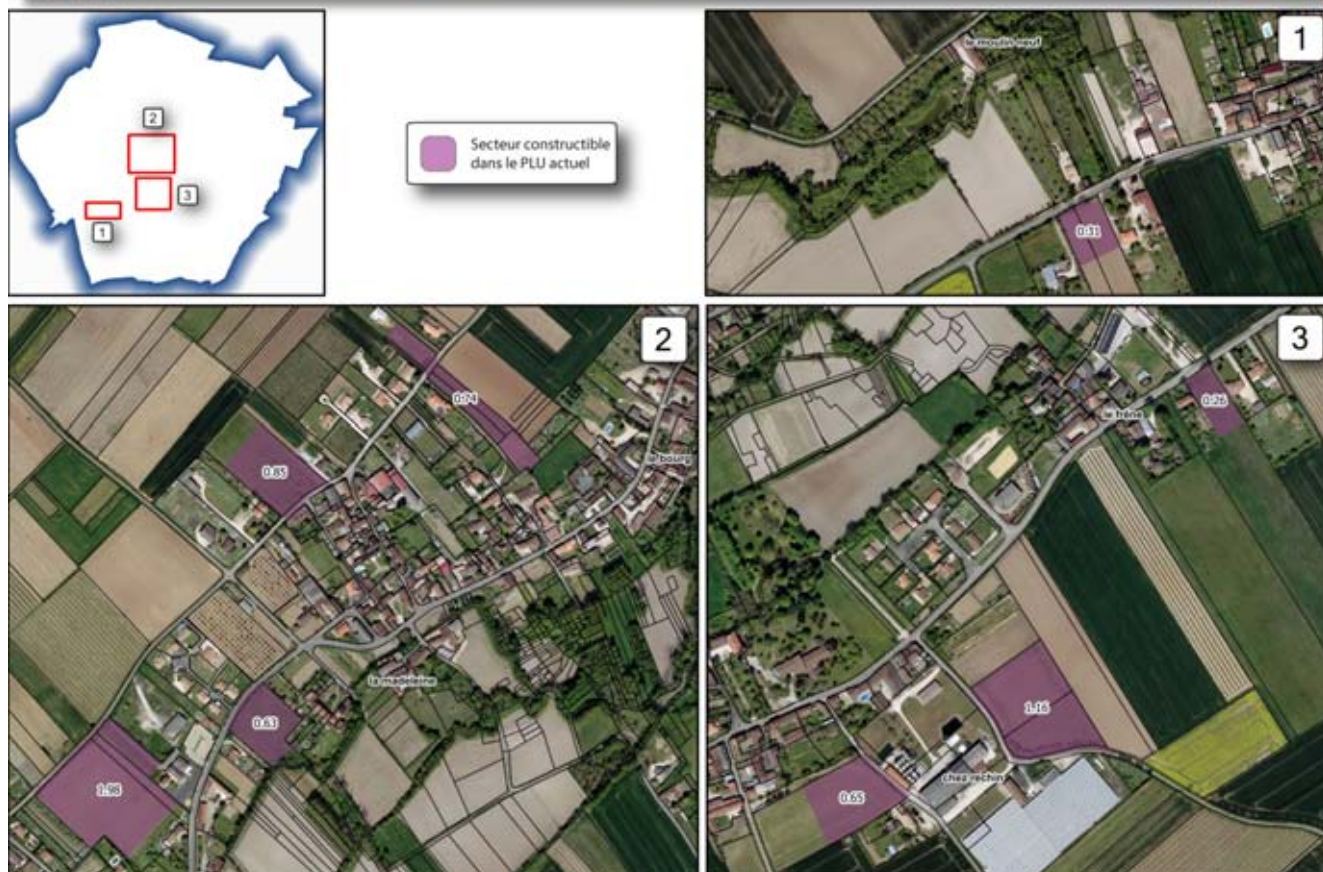
Au contraire les secteurs retenus pour le développement de l'habitat obligent au maintien des haies existantes ou à l'implantation de nouvelles haies en transition avec l'espace agricole par le biais de l'Orientement d'Aménagement et de Programmation.

Pour les secteurs F et G, le règlement au travers de l'article AU9 demande de prévoir l'implantation de « rideaux de végétation d'essences locales en limite des zones agricoles ou naturelles afin d'intégrer les constructions et de développer les continuités écologiques ».

7.4 Incidences du PLU sur la consommation d'espace

7.4.1 Bilan sur la consommation d'espace du PLU par rapport au PLU approuvé le 18/09/13

Le PLU de Les Touches de Périgny approuvé le 18 septembre 2013 compte environ 3,94 ha de terrains ouverts à l'urbanisation toutes destinations confondues, en ouverture à court terme et 2,64 hectares ouverts à l'urbanisation sur le long terme.



Le projet de Plan Local d'Urbanisme répartit les ouvertures à l'urbanisation comme suit :

	Ouvertures à l'urbanisation à court terme (4 hectares maximum)		Ouvertures à l'urbanisation à moyen/long terme (4 hectares maximum)	
	Habitat	Économique	Habitat	Économique
Potentiel de densification	0,96	-	-	-
Extension urbaine	2,15	0,51	0,76	0,65
Total	3,62		1,41	

L'enjeu de la révision ne porte pas sur la réduction des surfaces ouvertes à l'urbanisation par le précédent PLU mais plutôt sur la hiérarchisation de l'urbanisation.

Le projet de révision de PLU de la commune de Les Touches de Périgny est donc considéré comme économe en matière de consommation d'espace. Son impact est donc considéré comme faible.

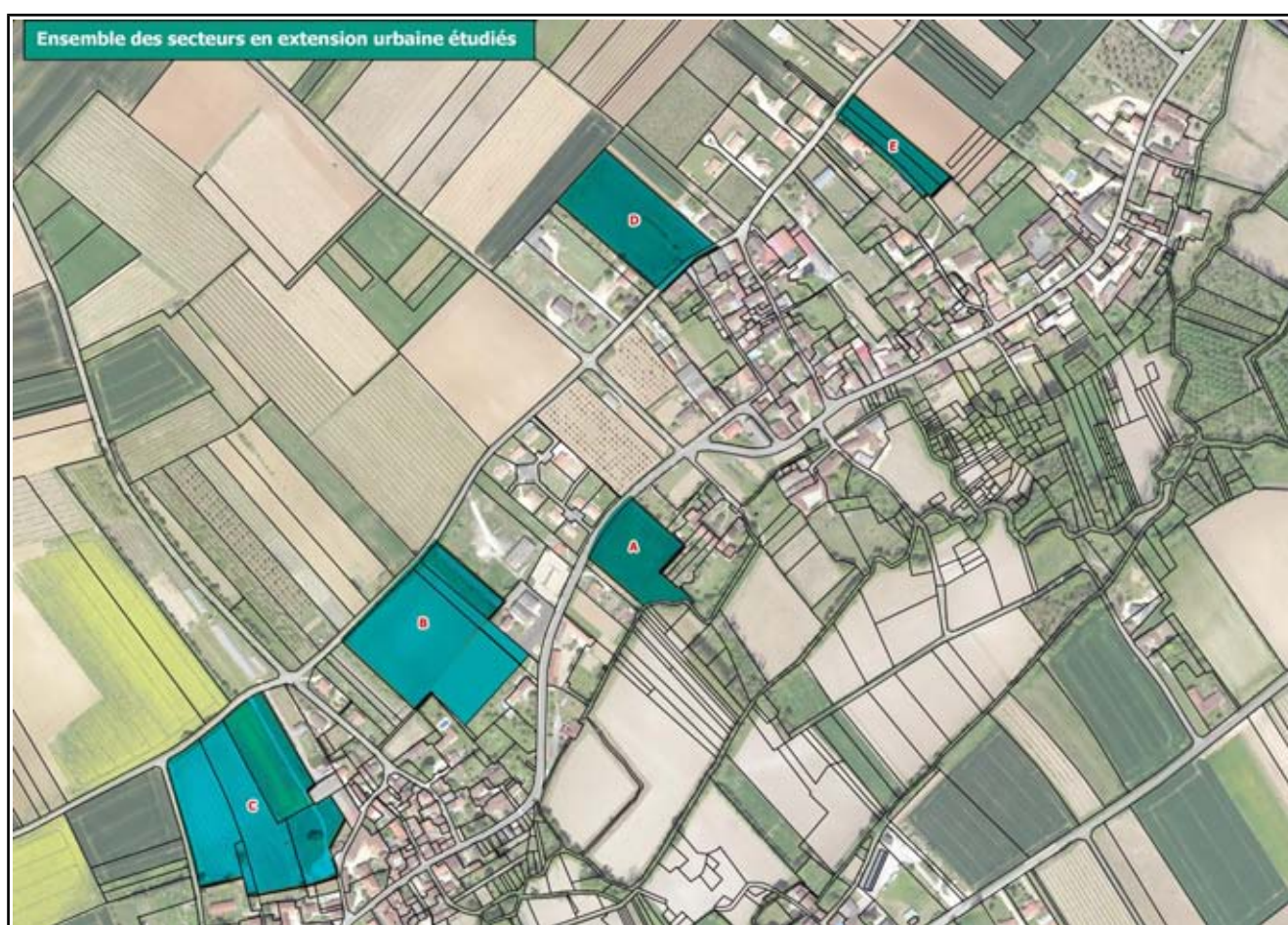
7.4.2 Incidences du PLU sur l'activité agricole

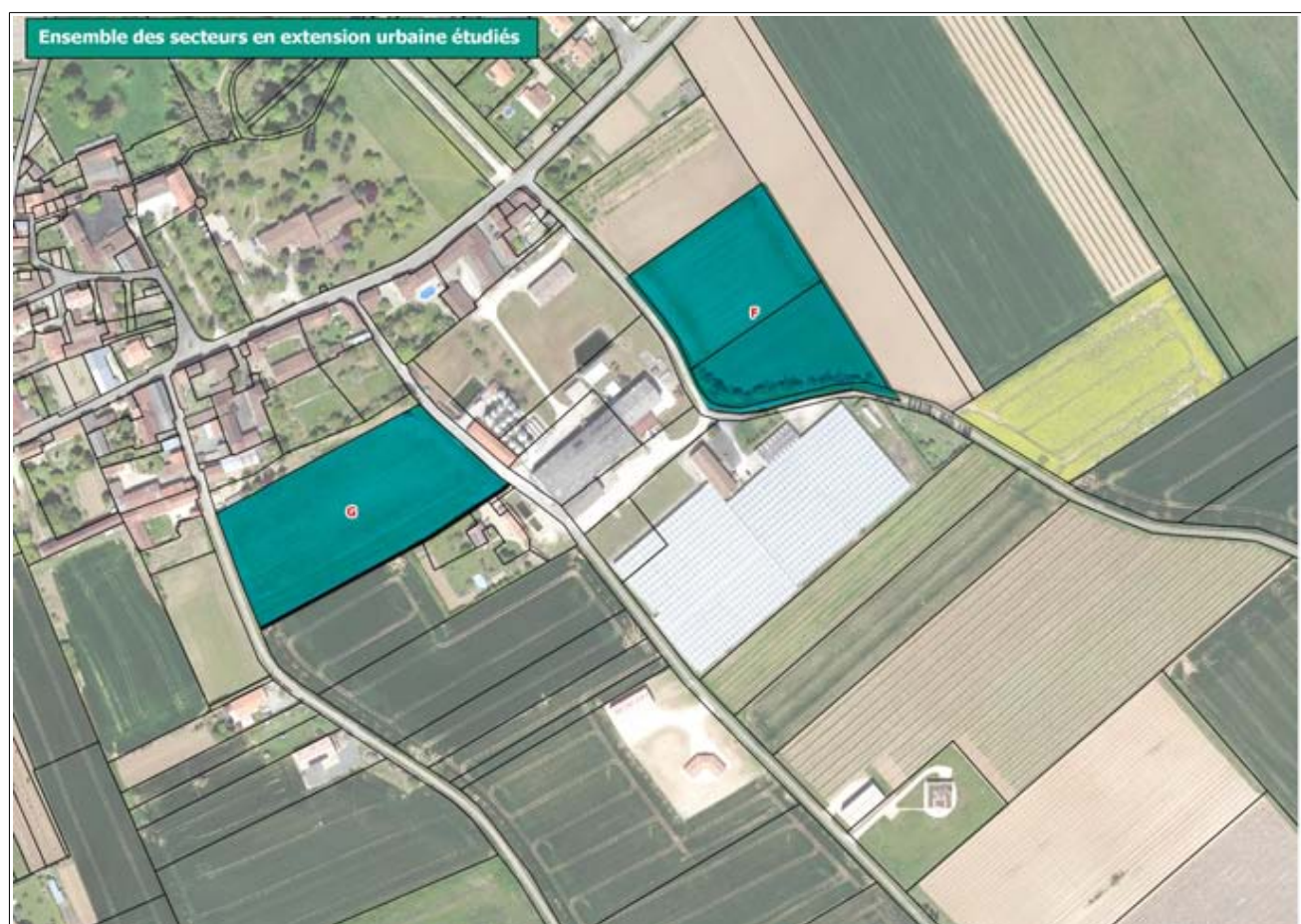
Le projet de PLU attache une importance majeure à la préservation de l'activité agricole. Une attention toute particulière est donc portée aux possibilités d'extension et de diversification des exploitations agricoles de manière à pérenniser leurs activités.

La zone agricole et son règlement limite la constructibilité à des usages spécifiques à l'agriculture. Les possibilités d'extension des constructions existantes étrangères à l'activité agricole sont volontairement limitées afin de préserver les intérêts agricoles.

D'autre part, la lutte contre l'étalement urbain et la consommation des terres agricoles a été au cœur des préoccupations communales.

L'ensemble des 5 secteurs de développement de l'habitat (A, B, C, D, E) ainsi que ceux dédiés au développement économique (F et G) ont fait l'objet d'une évaluation afin d'identifier leur impact sur les espaces agricoles de la commune.





Plusieurs indicateurs ont permis de réaliser cette évaluation :

- la consommation de terres exploitables
- la proximité des nouvelles constructions avec les bâtiments d'exploitation
- la création de contraintes pour l'exploitation des terres avoisinantes (enclavements de parcelles, difficultés d'accès...)

Le degré d'impact est différencié en quatre niveaux de perturbation :

- perturbation nulle = espace déjà intégré à la zone urbaine = **impact négligeable**
- perturbation mineure = pas d'impact significatif sur les exploitations agricoles = **impact faible**
- perturbation modérée = atteintes nécessitant la mise en œuvre de mesures de réductions des incidences = **impact moyen**
- perturbation importante = atteintes irréversibles impactant une ou des exploitations = **impact fort**

Secteur	État initial	Contraintes	Impact
A	Parcelle enherbée Hors périmètre de vigilance	Exploitation agricole difficile vue sa localisation entre deux zones urbaines	Négligeable
B	Parcelle actuellement exploitée en agriculture à l'exception de la bande la plus proche des la salle des fêtes Hors périmètre de vigilance	Extension du tissu urbain sur un secteur agricole	Faible
C	Parcelle actuellement exploitée en agriculture	Extension du tissu urbain sur un secteur de projet agricole	Fort
D	Parcelle enherbée Incluse dans les périmètres de vigilance de 2 exploitations	Exploitation agricole difficile vue sa localisation entre deux zones urbaines	Faible
E	Parcelle enherbée En partie incluse dans un périmètre de vigilance d'une exploitation	Extension du tissu urbain sur un secteur agricole	Faible
F	Parcelle actuellement exploitée en agriculture Impactée par le périmètre réglementaire de la distillerie Izambard	Projet économique lié à l'activité agricole du propriétaire de la parcelle	Faible
G	Parcelle actuellement exploitée en agriculture Impactée par le périmètre réglementaire de la distillerie Izambard	Extension du tissu urbain sur un secteur agricole	Faible

7.5 Incidences du PLU sur la ressource en eau

7.5.1 L'assainissement

L'arrivée de nouvelles populations aura pour conséquence d'augmenter les rejets à traiter et/ou à rejeter dans l'exutoire naturel.

La commune de Les Touches de Périgny ne dispose pas d'assainissement collectif. L'assainissement est donc individuel. Un schéma d'assainissement a été approuvée, après enquête publique, par le conseil municipal, en 2013.

Le périmètre d'assainissement collectif comprend la partie Sud du bourg. Les études de définition de l'ouvrage ont été réalisées par le SDE pour dimensionner le réseau et la station d'épuration, toutefois les travaux ne sont pas prévus avant 2020.

Sur les autres secteurs, la carte d'aptitude des sols fait apparaître une qualité des sols globalement favorable à l'assainissement individuel, à l'exception des abords du cours d'eau de l'Antenne.

Incidences des différentes alternatives de développement de l'habitat :

Secteur	Contraintes	Impact
A	- Parcelle hors périmètre d'assainissement collectif	Faible
B	- Parcelle incluse dans le périmètre d'assainissement collectif	Faible
C	- Parcelle hors périmètre d'assainissement collectif	Faible
D	- Parcelle hors périmètre d'assainissement collectif	Faible
E	- Parcelle hors périmètre d'assainissement collectif	Faible
F	- Parcelle hors périmètre d'assainissement collectif	Faible
G	- Parcelle hors périmètre d'assainissement collectif	Faible

L'impact des 5 secteurs de développement de l'habitat (A, B, C, D, E) ainsi que ceux dédiés au développement économique (F et G) peut donc être considéré comme faible puisque l'ensemble de ces secteurs sont localisés sur des sols favorables à l'assainissement individuel.

L'impact du PLU est donc considéré comme faible.

7.5.2 L'eau potable

Si la commune ne possède pas de captage d'alimentation en eau potable en fonctionnement.

Le réseau de distribution d'eau potable de la commune est géré par la RESE (Régie d'exploitation des Services d'Eau de la Charente-Maritime). Les Touches de Périgny est desservie par le réseau d'adduction « Matha/Migron ». Il est alimenté par les captages suivants :

- Marais-F2 à Authon-Ebeon
- La Salle F1 et F2 à Saint-Vaize
- Vallée de l'Escambouille-F à Fontcouverte

Les 7 secteurs étudiés (A, B, C, D, E, F et G) n'ont aucune incidence sur la qualité de l'eau potable.

Le projet de PLU n'a donc pas d'incidence sur la qualité de l'eau. L'arrivée de nouvelles populations induira cependant une augmentation des besoins en eau potable.

7.5.3 La gestion des eaux de ruissellement

L'urbanisation des zones destinées au développement de l'habitat va engendrer une imperméabilisation des sols plus importante. Cette imperméabilisation est associée à un ruissellement des eaux pluviales potentiellement chargées en agents polluants.

Les élus ont donc porté une attention particulière à la gestion de cette problématique qui est traitée à l'article 12 des zones du règlement.

La gestion des eaux de ruissellement

« la première solution recherchée doit être l'infiltration des eaux de ruissellements résultant de l'imperméabilisation de l'unité foncière. Si l'infiltration est techniquement impossible ou insuffisante, les eaux de ruissellements pourront être :

- stockées provisoirement sur la parcelle ;

- rejetées dans l'exutoire naturel ou évacuées dans le réseau collecteur, après avoir reçu une autorisation auprès de la collectivité gestionnaire du réseau, à condition que le débit de surverse des eaux pluviales soit limité à celui du ruissellement du terrain naturel avant construction.

Les agents polluants

« Toutes les dispositions devront être prises pour éviter la contamination des eaux pluviales par des agents polluants. Des dispositifs d'assainissement seront éventuellement mis en place avant infiltration ou rejet pour éviter tout risque de pollution de la nappe phréatique. »

Le règlement du PLU agit donc de manière à limiter le plus possible les rejets et les pollutions dans l'exutoire naturel.

Le projet de PLU répond donc efficacement à la problématique de la gestion des eaux de ruissellement.

7.5.4 Protection du réseau hydrographique

Nous avons précédemment évoqué le site Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne et les protections réglementaires qui lui sont associées dans le PLU.

Le réseau hydrographique de la commune est classé en secteur Ni et Nni, ce qui affirme son caractère inconstructible. La protection des cours d'eau et de leurs abords, associés à des zones inondables, permet en outre de préserver un potentiel écologique indéniable.

La protection réglementaire des linéaires de haies et de la ripisylve au titre de l'article L 151-23 et L. 113-1 du Code de l'Urbanisme va également contribuer à protéger les différentes niches écologiques que l'on retrouve dans la vallée.

Des secteurs Nli, Ugi1 et Ugi2 sont identifiés dans le bourg. La proximité avec le cours d'eau de l'Antenne induit la nécessaire prise en compte du risque inondation et du caractère naturel du site.

Ainsi le règlement du PLU autorise, pour le secteur Nli, les travaux, équipements et installations légers de loisirs et de tourisme (abri information, pique-nique, sanitaires,...) à condition que la mise en valeur du site ne compromette pas la qualité des éléments naturels contribuant à l'identité du site.

Pour les secteurs Ugi1 sont admis sous conditions les travaux d'extension par surélévation des habitations et des activités existantes sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la vulnérabilité des personnes et des biens. Le plancher bas de la partie aménagée sera situé à plus de 0,20 m au-dessus de la cote de référence.

Pour les secteurs Ugi2 sont admis sous conditions les constructions nouvelles sous réserve que les remblais éventuellement réalisés pour la mise à niveau des planchers à plus de 0,20 m au-dessus de la cote de référence soient limités à l'emprise de la construction qui devra être inférieure à 50% de la superficie du terrain d'assiette. L'aménagement et le changement de destination des constructions existantes sous réserve de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens. Le plancher bas sera situé à plus de 0,20 m au-dessus de la cote de référence. L'extension des constructions existantes à condition que l'emprise totale des constructions après extension soit inférieure à 50% de la superficie du terrain d'assiette et que le plancher bas soit aménagé à plus 0,20 m au-dessus de la cote de référence.

L'incidence du PLU sur le réseau hydrographique est donc globalement positif avec la protection notable des ripisylves de l'Antenne par un zonage qui affirme son caractère inconstructible de principe.

La mise en place de secteurs Nli, Ugi1 et Ugi2 marquent en outre la volonté communale de vouloir concilier protection de l'environnement et préservation des liens existants entre les habitants de Les Touches de Périgny et la vallée de l'Antenne.

L'impact du projet est donc jugé comme faible compte tenu des possibilités de développement limitées dans ces zones et de la nécessité de prendre en compte le risque inondation pour tous projets à même de s'y développer.

7.6 Incidences du Projet de PLU sur la gestion des risques

Le risque inondation

La commune est exposée au risque inondation, dont une cartographie a été réalisée au travers d'une étude hydraulique concernant l'Antenne.

L'ensemble des zones inondables, situées hors zones urbaines, ont été classées en zone Ni ou Nni de manière à affirmer leur caractère inconstructible.

Les zones urbaines (Ua et Uc) intègre un secteur inondable (Uai1/Uai2 et Uci2) ainsi que certaines zones agricoles qui comptent des bâtiments agricoles (Ai1 et Ai2). Il s'agit de terrains déjà construits où les possibilités de construction sont fortement limitées par le règlement définit par l'étude hydraulique.

Incidences des différentes alternatives de développement :

Secteur	Contraintes	Impact
A	- hors du risque inondation	Faible
B	- hors du risque inondation	Faible
C	- hors du risque inondation	Faible
D	- hors du risque inondation	Faible
E	- hors du risque inondation	Faible
F	- hors du risque inondation	Faible

L'impact des 5 secteurs de développement de l'habitat (A, B, C, D, E) ainsi que ceux dédiés au développement économique (F et G) peut donc être considéré comme faible.

La protection des linéaires de haies et des boisements répond également à la gestion du risque inondation en évitant un afflux massif des eaux de ruissellement au niveau des exutoires naturels. Le projet de PLU prend donc en compte le risque inondation.

7.7 Incidences du Projet de PLU sur la problématique énergétique

Les déplacements

L'arrivée de nouvelles populations associée à l'absence de nouvelles activités économiques sur le territoire communal, induit une logique progression des déplacements domicile-travail.

L'énergie

La commune a porté une attention particulière à la problématique énergétique. Cela se traduit par les dispositions de l'article 8 des différentes zones du règlement du PLU :

« L'ensemble des règles préétablies ne devront pas cependant interdire la réalisation de programmes de création contemporaine qui se distingueront obligatoirement par leur valeur exemplaire et par le respect de l'environnement.

Le recours à des mises en œuvre innovantes en matière d'aspect et de techniques de construction liées par exemple au choix d'une démarche Haute Qualité Environnementale ou de l'utilisation d'énergies ou matériaux renouvelables (bois, panneaux solaires...) pourra être admis tant pour les constructions neuves que pour la rénovation de constructions anciennes. »

La rédaction des articles 4 et 6 des zones urbaines, relatifs à l'implantation des constructions par rapport aux voies et limites séparatives, est volontairement souple pour que les constructions puissent être implantées de manière optimale par rapport à l'ensoleillement.

Les 5 secteurs étudiés (A, B, C, D, E) prennent en compte de la même manière cette problématique liée à l'énergie.

Le projet de PLU prend donc en compte les problématiques énergétiques. C'est notamment le cas dans le règlement du PLU qui offre une flexibilité encadrée.

7.8 Incidences du Projet de PLU sur les déchets

La commune a délégué les compétences de collecte, de traitement et de valorisation des déchets à CYCLAD. La gestion des déchets est donc gérée à l'échelle de ce syndicat mixte.

Les secteurs étudiés (A, B, C, D, E) impact de la même manière cette problématique liée à la gestion des déchets.

L'augmentation de population envisagée par la commune à horizon 2030 (+ 77 habitants) induira de fait une augmentation de la quantité de déchets produits qui sera pris en compte automatiquement par CYCLAD.

7.9 Incidences du PLU sur le patrimoine bâti, les sites archéologiques et les paysages

7.9.1 Prise en compte des sites archéologiques

Les dispositions générales du règlement du PLU rappelle les prescriptions particulières applicables en ce domaine : « Toute découverte archéologique (poterie, monnaies, ossements, objets divers...) doit être immédiatement déclarée au Maire de la Commune ou au Service Régional de l'Archéologie » (loi validée du 27 septembre 1941 – Titre III et loi du 1er août 2003 relative à l'archéologie préventive). Les découvertes de vestiges archéologiques doivent être déclarées auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, service régional de l'archéologie, 102 Grand' Rue, BP 553, 86020 POITIERS Cedex.

« Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison

de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique définies par la loi du 1er août 2003 susvisée ».

Article R. 111-4 du Code de l'Urbanisme : "Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques".

L'article L. 524-2 du Code du patrimoine prévoit : « une redevance d'archéologie préventive due par les personnes, y compris membres d'une indivision, projetant d'exécuter des travaux affectant le sous-sol et qui :

- a) Sont soumis à une autorisation ou à une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme ;
- b) Ou donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement ;
- c) Ou, dans les cas des autres travaux d'affouillement, sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées par décret en Conseil d'État. En cas de réalisation fractionnée, la surface de terrain à retenir est celle du programme général des travaux.

L'article L. 524-7 précise que « l'assiette de la redevance est constituée par la valeur de l'ensemble immobilier déterminée dans les conditions prévues aux articles L. 331-10 à L. 331-13 du code de l'urbanisme. (...) Le taux de la redevance est de 0,40 % de la valeur de l'ensemble immobilier. » ;

Les 6 secteurs étudiés (A, B, C, D, E et F) se situent en dehors des secteurs potentiels de sites archéologiques. Leur impact peut donc être considéré comme négligeable.

7.9.2 Préservation du patrimoine bâti et du cadre paysager

De manière générale, les règles applicables à l'ensemble des zones constructibles Ua et Uc, applicables aux constructions neuves, visent à favoriser un développement urbain harmonieux en lien avec le tissu urbain existant.

Une zone Ua, correspondant au noyau urbain ancien du bourg, a été définie afin d'en préserver la cohérence urbaine et architecturale (implantation par rapport aux voies, densité du bâti...). L'enjeu de cette zone est d'assurer la préservation du patrimoine existant à travers la définition de règles permettant une réhabilitation qualitative du bâti majoritairement de type traditionnel Saintongeais.

Dans les secteurs urbains plus récents, correspondant à la zone Uc, le parti-pris des élus est d'autoriser au travers du règlement de la zone, des styles architecturaux plus contemporain tout en ayant une intégration harmonieuse avec le tissu urbain avoisinant.

La préservation du patrimoine bâti et des linéaires de haies au titre des articles L. 151-19 et L. 151-23 du Code de l'Urbanisme, éléments structurants du paysage, doit pouvoir contribuer à la préservation du cadre de vie communal.

La vue aux abords de l'Église a été préservée. Cette mise en valeur se concrétise par l'instauration d'un secteur Ap qui interdit toute construction ou installation dans ce secteur.

Les principales zones ouvertes à l'urbanisation font l'objet de prescriptions pour faciliter l'insertion paysagère des nouvelles constructions.

Les mesures ci-dessus évoquées correspondent aux caractéristiques principales fondant l'identité écologique et patrimoniale de la commune et font l'objet, au sein des différents documents composant le Plan Local d'Urbanisme, d'une politique active de préservation et de mise en valeur de la part de la municipalité.

Incidences des différentes alternatives de développement :

Secteur	Contraintes	Impact
A	<ul style="list-style-type: none">- Parcelle en densification du tissu urbain existant- Création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement.- Préservation de l'espace naturel, près du cours d'eau de l'Antenne- Création d'un cheminement piéton traversant afin de connecter le secteur avec les cheminements doux le long de l'Antenne.	Faible
B	<ul style="list-style-type: none">- Extension urbaine en continuité de l'urbanisation- Maintien et la création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et d'assurer une transition avec l'espace agricole	Faible
C	<ul style="list-style-type: none">- Extension urbaine en continuité de l'urbanisation	Faible
D	<ul style="list-style-type: none">- Extension urbaine en continuité de l'urbanisation- Création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement.- Création d'une zone tampon, en transition avec l'activité agricole environnante.	Faible
E	<ul style="list-style-type: none">- Création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et d'assurer une transition avec l'espace agricole environnant-Création d'une voirie communale pour assurer une continuité avec l'impasse des Bonnets.	Faible
F	<ul style="list-style-type: none">- Maintien du réseau de haie existant- Création d'un rideau végétal pour intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et limiter l'impact du projet pour l'avifaune protégée par la zone Natura 2000	Faible
G	<ul style="list-style-type: none">- Maintien du réseau de haie existant	Faible

Le PLU a donc un impact plutôt positif sur la préservation du patrimoine bâti et son cadre de vie.

7.10 Synthèse des impacts du projet de PLU sur l'environnement

Le tableau suivant synthétise les impacts sur l'environnement du Projet de PLU au travers des 5 alternatives de développement de l'habitat étudiées A, B, C, D, E et des 2 secteurs F et G correspondant aux projets économiques.

Le degrés d'impact est différencié en quatre niveaux de perturbation :

- perturbation nulle = espace déjà intégré à la zone urbaine = **impact négligeable**
- perturbation mineure = pas d'impact significatif sur l'environnement = **impact faible**
- perturbation modérée = atteintes environnementales nécessitant la mise en œuvre de mesures d'évitement ou de réductions des incidences = **impact moyen**
- perturbation importante = atteintes environnementales irréversibles nécessitant la mise en œuvre de mesures compensatoires = **impact fort**

Thématique	Scénario						
	A	B	C	D	E	F	G
Trame Verte et Bleue							
ZNIEFF 2 /Natura 2000 Vallée de l'Antenne							
ZNIEFF 2 /Natura 2000 Plaine de Néré à Bresdon							
Zone humide							
Boisements/ Haies							
Consommation d'espace							
Activité agricole							
Assainissement							
Eau potable							
Eau de ruissellement							
Réseau hydrographique							
Risque inondation							
Risque lié à l'activité agricole							
Problématique énergétique							
Sites archéologiques							
Patrimoine bâti/ paysage							

7.11 Mesures d'évitement des incidences du projet de PLU sur l'environnement

La révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Les Touches de Périgny manifeste le souci de prendre en compte les enjeux environnementaux qui s'expriment sur son territoire.

Ainsi les alternatives les moins impactantes pour l'environnement ont donc été retenues par les élus. Il s'agit du projet de PADD dont le développement de l'habitat est envisagé sur les secteurs A, B, D, E ; et F pour le développement économique.

Le projet de révision du PLU de Les Touches de Périgny constitue une réelle avancée en matière de la prise en compte de la Trame Verte et Bleue et de la limitation de la consommation foncière, ce qui permet de préserver les espaces agricoles et naturels de la commune.

En outre, le développement de l'habitat s'opère dans des secteurs hors du risque inondation, dans une continuité urbaine du bourg, sur des sols globalement favorables à l'assainissement et en retraits par rapport à l'Antenne ce qui limite les rejets des effluents dans cet exutoire naturel.

Compte tenu des milieux associés aux zones destinées à être urbanisées, l'impact de l'urbanisation lié à l'habitat sera donc faible comme pour le développement économique.

La commune a en outre décidé de fixer des principes d'aménagement pour les principaux secteurs de développement pour réduire les impacts résiduels.

7.12 Mesures de réduction, de compensation des incidences du projet de PLU sur l'environnement

Afin de conforter la prise en compte de l'environnement et la cohérence globale du PLU, les élus ont cherché à optimiser les projets dans leur conception en limitant leurs impacts au cas par cas. Il s'agit essentiellement de mesures de réduction, car les incidences sont caractérisées par un spectre allant de négligeable au faible. Aucune mesure de compensation n'est nécessaire dans le cadre du projet de révision du PLU de Les Touches de Périgny.

Les mesures de réduction des incidences du projet de PLU sur l'environnement sont les suivantes :

Secteur	Surface initiale (ha)	État initial	Mesures de réduction
A	0,65	Parcelle enherbée en densification du tissu urbain	<ul style="list-style-type: none">- Réduction de la surface urbanisable pour préserver l'espace naturel, près du cours d'eau de l'Antenne S = 0,55 ha- Imposition d'un minimum de 6 logements- Création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement.

Secteur	Surface initiale (ha)	État initial	Mesures de réduction
B	1,98	Parcelle actuellement exploitée en agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la surface urbanisable pour créer une zone tampon avec la propriété voisine S = 1,5 ha - Phasage de l'opération - Un minimum de 8 logements pour la première tranche sur 0,74 ha - Raccordement au réseau d'assainissement collectif prévu - Maintien et la création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et d'assurer une transition avec l'espace agricole - Création d'un accès indépendant au fond de la parcelle, correspondant à la deuxième phase programmée à long terme, afin de maintenir son exploitation agricole
D	1,10	Parcelle enherbée	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement. - Création d'une zone tampon, en transition avec l'activité agricole environnante + réduction de la surface urbanisable s = 1 ha
E	0,42	Parcelle enherbée	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un rideau végétal sur le secteur afin d'intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et d'assurer une transition avec l'espace agricole environnant
F	1,16	Parcelle actuellement exploitée en agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien du linéaire de haie le long de la route communale - Phasage de l'opération S AUx = 0,51 ha S 1AUx = 0,65 ha - Création d'un rideau végétal pour intégrer les nouvelles constructions dans leur environnement et limiter l'impact du projet pour l'avifaune protégée par la zone Natura 2000

Les mesures de réduction identifiées pour ce secteur de développement de l'habitat, ont l'ambition de répondre aux problématiques environnementales, paysagère et agricole.

Les mesures indiquées devront être prises en compte dans l'aménagement des parcelles concernées. Elles sont ainsi inscrites dans l'Orientat ion d'Aménagement et de Programmation, dans le zonage ou le règlement.

7.13 Indicateurs de suivi de l'application du PLU

L'article R. 151-3 6° du code l'urbanisme indique que le Plan Local d'Urbanisme doit définir les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du PLU mentionnée à l'article L. 153-27. Ainsi neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce dernier, le conseil municipal devra procéder à une analyse des résultats de l'application de son PLU.

Thème	Indicateur	Date initiale	Valeur initiale	Source
Habitat, densité et consommation d'espace	Part de logements vacants (%)	2017	30	Recensement commune
	Nombre de constructions	2004	22	SIG Pays des Vals de Saintonge / Commune
	Consommation foncière (ha)	- 2014	Habitat : 3,08 ha	
	surface a urbanise par l'ensemble des opérations / nombres de logements (m²)	2014	1100 m²	
Évolution des espaces naturels et agricoles	Linéaire de haies conservées	2017	19,2 km au titre du L. 151-23	Orthophotographie / zonage PLU / commune
	Boisements (ha) par type de classement		119,6 ha en EBC	
	Haies plantées (m)	2016	0	Orthophotographie / commune
	Boisements plantés (ha)	2016	0	
	Protection des espaces de biodiversité dans le plan de zonage (N, Ni, Nli, Nni) (ha)	2016	1360,27 ha	Zonage PLU
Ressource en eau	Mise en place schémas de gestion des eaux pluviales	2016	non	commune
	État écologique de la masse d'eau	2016	Antenne : bon	SDAGE / SAGE
	État physico-chimique de la masse d'eau	2016	Antenne : bon	
	Pression masse d'eau (forte)	2016	Antenne : rejets de station d'épuration, Agricoles pesticides	

mobilité	Population travaillant et résidant sur le territoire communal (%)	2013	32,4	INSEE
risque	Arrêté de catastrophes naturelles	1999-2010	3	Prim.net
Activités agricoles	Nombre d'exploitants	2016	27	Recensement Commune
	ETA	2016	0	
Domaine d'activité lié au commerce, transport, services divers		201	25 %	INSEE

Les indicateurs listés dans le tableau ci-dessus permettront d'évaluer à moyen et long terme les résultats de l'application du présent projet de PLU.

8 Évaluation des incidences Natura 2000 du PLU

L'évaluation des incidences N2000 s'inscrit dans le cadre de la :

- Directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages
- Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages
- Déclinaison en droit français codifiée aux articles L.414-4 et suivants et R.414-19 et suivants du code de l'environnement.

Le PLU de Les Touches de Périgny est soumis à évaluation des incidences Natura 2000. Cette évaluation doit permettre d'analyser ses éventuelles incidences sur les sites Natura 2000 de :

- la Vallée de l'Antenne
- la Plaine de Néré à Bresdon

8.1 Le site Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne

Le cours d'eau de l'Antenne intègre le périmètre Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne. A l'échelle de la commune de Les touches de Périgny on retrouve un habitat d'intérêt communautaire : le cours d'eau et les berges de l'Antenne.

Le PLU classe la quasi-totalité de l'Antenne ainsi que leurs abords en secteur Nni. Le périmètre de ces secteurs correspond au lit mineur des cours d'eau ainsi qu'à une bande de 15 mètres de part et d'autre de son lit. Le secteur Nni revêt un caractère inconstructible de principe.

Les seules exceptions à ce classement concernent les bras de cours d'eau jouxtant les zones urbaines anciennes du bourg.

Dans ce cas, une partie de la zone Natura 2000 est classée en secteur Uai1 ou Ai1, secteurs inondables. La limite entre le secteur Uai1/Ai1 et Nni est calée par rapport au bâti ancien existant. En outre, le caractère inondable de ces secteurs restreint notablement les occupations et utilisations du sol autorisées.

L'ensemble des boisements situés dans la Vallée de l'Antenne sont classés en Espaces Boisés Classés.

Le classement de la quasi-totalité de la zone Natura 2000 en secteur Nni et de ses abords en secteur Ni ainsi que le classement en EBC de l'ensemble des boisements situés dans la vallée de l'Antenne amènent à conclure à l'absence d'incidence du PLU de Les Touches de Périgny sur la zone Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne.

La commune a opté pour un parti d'aménagement qui permet de protéger cette zone Natura 2000. Ainsi, tous les sites de développement de l'urbanisation se situent en retrait des cours d'eau. Le développement de l'urbanisation est réalisé sur des zones favorables à l'assainissement individuel, ce qui limite les rejets domestiques dans les exutoires naturels.

La gestion du ruissellement est assurée au travers du règlement des différentes zones. Dans tous les cas, le débit de surverse des eaux pluviales devra être limité à celui du ruissellement du terrain naturel avant construction.

Le parti d'aménagement de la commune est ainsi le plus à même de préserver la zone Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne. Compte tenu des réponses apportées par la commune aux problématiques de ruissellement et d'assainissement évoquées ci-dessus, l'impact du PLU est considéré comme négligeable.

Sur le plan réglementaire, la révision du PLU maintient son enjeu de protection de cette zone Natura 2000.

8.2 Le site Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon

Une grande partie du site Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon est classée en zone An. La zone An revêt une double ambition :

- affirmer le caractère agricole des terres impactées par le périmètre Natura 2000 ;
- protéger un site naturel fragile en associant à ce secteur un caractère inconstructible de principe

Ce site Natura 2000 est également associé à la zone naturelle N avec :

- le secteur Nn, qui affirme le caractère naturel des boisements situés dans le périmètre de Natura 2000. Le secteur Nn revêt un caractère inconstructible de principe ;
- le secteur Nni, qui traduit la prise en compte du risque inondation. Le secteur Nni revêt un caractère inconstructible de principe.

Prise en compte des exploitations agricoles en zone Natura 2000

Sont concernées, huit exploitations agricoles sur la frange urbaine Sud de la Cour et de Chez Rechin, ainsi que 4 projets de développement identifiés dans le périmètre de la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon. Ces exploitations et leurs projets sont classées en zone A, de manière à assurer le maintien et le développement de leurs activités.

Deux de ces exploitations concernent l'installation de jeunes exploitants, auparavant installés dans la zone urbaine, récemment installés. Ils en sont sortis pour pouvoir assurer leur développement.

Deux projets d'exploitations agricoles sont également pris en compte aux lieux-dits Les Mats et Chapitre. Ces projets sont associés au développement et à la diversification d'exploitations existantes. Les projets sont d'ors et déjà réalisés.

Compte tenu des éléments mis en avant dans l'état initial de l'environnement les cantonnements d'outardes canepetières ou d'Oedicnème Criard recensés sont plutôt en marge de ces secteurs déjà impactés par l'activité agricole présente.

Permettre le développement économique et assurer la préservation de la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon

Les zones AUx et 1AUx situées Chez Rechin sont incluses dans le périmètre de cette zone Natura 2000. Elles sont identifiées dans le PLU en vigueur comme étant destinées au développement d'activités économiques.



Vue depuis la rue à l'Est de la distillerie Izambard



Les élus ont décidé de maintenir ces deux secteurs d'activités de manière à assurer le maintien et le développement des activités de distilleries situées à proximité directe de ces deux sites.

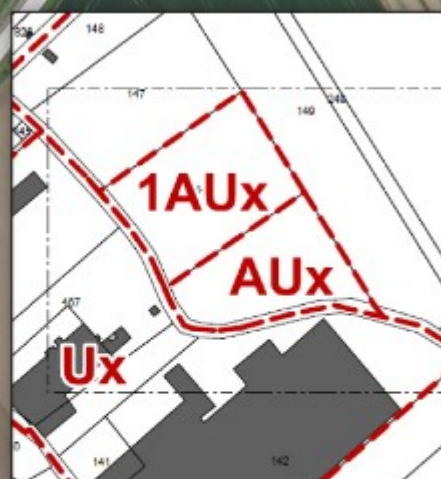
Ces zones doivent permettre de répondre aux besoins de certains porteurs de projet. La distillerie Izambard a fait part notamment de sa volonté d'augmenter ses capacités de stockage à moyen terme sur ce secteur.

Aucun autre secteur n'est plus à même d'accueillir des activités artisanales et industrielles, puisqu'il est déjà modifié par l'activité de plusieurs entreprises dont cette distillerie dépendant du régime d'autorisation des ICPE.

D'autre part, aucun cantonnement d'outardes canepetières ou d'Oedicnème Criard n'a été identifié à proximité de ces deux sites.

Les élus ont souhaité toutefois revoir la localisation des terrains d'accueil afin de les rassembler et de réduire leur surface pour limiter l'impact sur ce milieu sensible et remarquable que constitue « la Plaine de Néré à Bresdon ».

Une OAP a également été mise en œuvre pour assurer le maintien de la haie existante et la création d'un rideau végétal périphérique pour isoler et limiter l'impact du projet d'extension de la distillerie pour l'avifaune protégée.



Secteur concerné



Maintien du linéaire de haie existant



Création d'un écran végétal

L'état initial de l'environnement a mis en avant les différents facteurs engendrant une réduction des habitats favorables aux oiseaux de plaine. Tous les facteurs pouvant relever réglementairement d'un document d'urbanisme ont été évalués. Ainsi :

- **Les linéaires de haies**, qui constituent des habitats et des corridors écologiques, sont protégés au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme. L'arrachage de ces linéaires est soumis à déclaration préalable.

Le PLU a donc un impact positif par la mise en œuvre de cette protection réglementaire.

- **Le projet éolien a fait l'objet d'une étude d'incidence**

L'étude d'incidence Natura 2000 a été menée sur un rayon de 15 kilomètres. L'étude réalisée a conclu que : l'incidence de l'implantation d'un parc éolien sur les communes des Touches de Périgny et de Gibourne semble non significative sur les espaces NATURA 2000 en général et plus particulièrement sur la ZPS « Plaine de Néré à Bresdon » et la ZSC « Vallée de l'Antenne ».

En outre, le PLU a circonscrit les possibilités du développement éolien à une zone Ae. Les délimitations de cette zone sont calées sur les limites du périmètre de la ZDE dans lequel se développe le projet éolien de 9 éoliennes.

- **une expansion urbaine restreinte et un resserrement des zones de développement d'habitat dans l'enveloppe urbaine existante**

Le règlement de la quasi-totalité de la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon en zones An, Nn et Nni affirme le caractère inconstructible de principe de cette zone Natura 2000. Cela doit pouvoir permettre la préservation du milieu naturel permettant à ces oiseaux de plaine de se regrouper.

Aucune zone de développement de l'habitat n'impacte la zone Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne. L'urbanisation est resserrée dans l'enveloppe urbaine existante. Il n'y a pas de mitage de l'habitat.

La prise en compte des activités agricoles et viticoles présentes dans le périmètre Natura 2000 ne fait que traduire une réalité du terrain. Ces exploitations agricoles sont toutes localisées en limite de zone urbaine (notamment Chez Rechin) ou les cantonnements d'outardes canepetières ou d'Oedicnème Criard recensés sont plutôt en marge de ces secteurs déjà impactés par l'activité agricole présente.

Sont concernées 8 exploitations agricoles sur la frange urbaine Sud de la Cour et de Chez Rechin. Elles concernent des sièges d'exploitations établis.

Concernant le maintien de deux zones d'activités autour de la distillerie Izambard, au niveau de Chez Rechin, incluses dans le périmètre Natura 2000, on retiendra qu'un effort de réduction de surface a été opéré par les élus passant 1,8 ha à 1,15ha et seulement 0,5 ha urbanisable à court terme. Une OAP a également été mise en œuvre pour limiter l'impact des nouvelles constructions pour l'avifaune protégée.

Compte tenu de ces éléments les impacts du PLU sur la zone Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon sont considérés comme faibles.

9 Synthèse et apport du PLU au regard de la situation actuelle

Du PLU au projet de Révision			
		PLU	Projet de Révision
Consommation d'espace			
Espaces naturels	Site Natura 2000 de la Vallée de l'Antenne		
	Site Natura 2000 de la Plaine de Néré à Bresdon		
	Haies et boisements		
	Zones humides		
Paysage			
Patrimoine bâti	patrimoine remarquable		
	« petit patrimoine »		
Énergie			
Ressource en eau	assainissement		
	eau de ruissellement		
	eau potable		
	cours d'eau		
Risques technologiques			
Risques inondation			
Risque incendie			
Gestion des déchets			

Problématique non prise en compte

Problématique prise en compte : maintien de la situation existante

Problématique prise en compte : évolution positive

Problématique prise en compte : évolution positive importante

10 Articulation du projet de PLU avec les plans et programmes de portée supérieure

10.1 Le SCoT du Pays des Vals de Saintonge

Objectifs du SCoT et orientations du DOO	Prise en compte du SCoT dans le PLU de Bagnizeau	
	Document concerné	Manière dont l'orientation du SCoT a été traduite
Contribuer à la lutte contre le changement climatique		
<ul style="list-style-type: none"> - programmer le développement des liaisons piétonnes et cyclistes, à la fois sur l'espace public (au besoin en matérialisant des emplacements réservés) et au sein des opérations privées (Orientations d'Aménagement et de Programmation, règlement) 	Zonage Règlement OAP	Extrait du règlement de l'article 11 des différentes zones du règlement : « <i>L'ensemble des aménagements et voiries devront prendre en compte :</i> - <i>les déplacements doux (piéton et/ou cycliste) ;</i> - <i>l'accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite. »</i> OAP : « <i>renforcement et/ou création de cheminements doux »</i>
<ul style="list-style-type: none"> - intégrer, au sein du règlement des Plans Locaux d'Urbanisme, l'exigence de réalisation de stationnements pour les cycles, a minima au sein de toute opération de construction de logements collectifs de 5 logements et plus et de construction d'activités tertiaires (bureaux, services publics, commerces) de plus de 500 m² de surface de plancher. Ces stationnements seront réalisés, soit sous la forme d'un local spécifique en rez-de-chaussée, soit sous la forme d'abris-vélos couverts 	Règlement	Extrait du règlement de l'article 13 des différentes zones U et AU : « <i>Des aires spécifiques sont à prévoir pour les vélos au sein des opérations d'aménagement d'au moins 5 logements collectifs ou concernant la réalisation d'un bâtiment tertiaire (équipements publics, bureaux, services, commerces...) de plus de 500 m² de surface de plancher, en fonction des besoins liés à l'opération. Ces emplacements prendront, soit la forme d'un local vélo dans l'enceinte d'un bâtiment, soit d'emplacements extérieurs qui seront obligatoirement couverts. »</i>
<ul style="list-style-type: none"> - favoriser les implantations dites "bio-climatiques" au sein des Opérations d'Aménagement et de Programmation. Il conviendra en ce sens que les opérations d'aménagement permettent une exposition économe en énergie de tous les logements 		OAP Règlement RT2012
<ul style="list-style-type: none"> - autoriser, au sein du règlement, le recours aux matériaux et techniques isolantes 		Article 8 du règlement
<ul style="list-style-type: none"> - favoriser, au sein des Orientations d'Aménagement et de Programmation et du règlement, les formes urbaines denses et compactes (implantations en mitoyenneté, réalisation de plusieurs logements au sein de la même construction...). 	OAP Règlement	Art. Uc4 à Uc6 et AU4 à AU6 : implantations en mitoyenneté et en limite de voirie autorisées ; coefficient d'emprise au sol maximum de 70% ; constructions R+1 autorisées ;

<p>Inventorier et préserver les puits de carbone.</p> <p>Le développement des puits de carbone au sein des espaces urbains sera recherché par la mise en valeur et le développement des espaces verts, dans le cadre du renouvellement urbain ou de la reconversion de friches afin de ne pas porter atteinte aux puits de carbone à préserver que sont les espaces agricoles et naturels.</p>	<p>Rapport de présentation</p> <p>Règlement</p> <p>Zonage</p> <p>OAP</p>	<p>Préservation des espaces agricoles et la limitation de la consommation d'espace participent à cette mesure.</p> <p>Préservation des boisements et des linéaires de haies (EBC ; L. 151-23 du CU)</p> <p>Développement d'espace vert au sein des OAP</p> <p>Préservation des espaces de respiration en zone urbaine (zone Ni, Nli, Ugi1 et Ugi2)</p>
Protéger les espaces naturels, agricoles et la biodiversité		
<p>L'urbanisation des dents creuses, la densification des zones urbaines existantes, la réutilisation des friches et logements vacants seront recherchés préalablement à tout choix de développement de l'enveloppe urbaine, quelque soit sa destination. Lorsque le développement de l'enveloppe urbaine sera nécessaire, dans le cadre des limites de la consommation d'espaces agricoles et naturels fixée par le DOO, il devra faire l'objet d'une programmation justifiée au regard de l'évolution des besoins.</p>	<p>Rapport de présentation</p>	<p>Étude du potentiel de densification de l'enveloppe urbaine</p> <p>Justification des objectifs du PADD au regard de l'évolution des besoins</p>
<p>En terme de consommation de terres agricoles et naturelles, les ouvertures à l'urbanisation directes (en zones urbaines de type U ou à urbaniser de type AU des Plans Locaux d'Urbanisme) pourront atteindre un maximum de 4 hectares, dès lors que les objectifs de croissance démographique où le développement de l'activité économique le justifient. Les ouvertures à l'urbanisation à moyen et long termes ne pourront également être supérieures à 4 hectares.</p>	<p>Rapport de présentation</p> <p>Zonage</p>	<p>- Carte de justification des zones retenues comme constructibles dans le PLU</p> <p>- Cf tableau bilan des ouvertures à l'urbanisation</p>
<p>Recommander au sein des Plans Locaux d'Urbanisme, la mise en place de zones tampons entre les zones urbaines et à urbaniser et les espaces naturels protégés qui seraient situés à proximité. Ces zones tampons seront incluses dans l'aménagement des zones urbaines ou à urbaniser. Elles ne seront pas imperméabilisées.</p>	<p>Zonage</p> <p>OAP</p>	<p>- mise en place de zone de transition dans les OAP</p> <p>- règlement article 9 des zones U et AU</p>
<p>Inventorier et protéger les zones humides, en compatibilité avec les SAGE. Ces zones humides seront identifiées par un zonage de type Nzh. Leur protection sera traduite dans l'ensemble des documents composant le Plan Local d'Urbanisme et conformément</p>	<p>Rapport de présentation</p> <p>Zonage</p>	<p>Le SAGE Charente est en cours d'élaboration, le PLU devra être compatible avec les orientations retenues dans les 3 ans suivant son approbation</p>

aux objectifs et orientations du SAGE.		
<p>Préserver, au sein des Plans Locaux d'urbanisme et des opérations d'aménagement et de construction, les haies, qu'il s'agisse tant de leur linéaire que de leur épaisseur. Les Plans Locaux d'urbanisme et opérations d'aménagement et de construction devront, en outre, garantir les conditions de développement des haies existantes ou à planter en termes d'épaisseur (recul des constructions ou voiries et cheminements à définir).</p> <p>Favoriser, au sein des articles 9 du règlement et des Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'Urbanisme, le recours à des plantations et essences peu consommatrices en eau.</p>	<p>Zonage OAP Règlement</p>	<p>Extrait des dispositions générales du règlement ; Règlement : <i>« Les éléments végétaux (haies, alignements d'arbres, arbres isolés...) sont conservés au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme et sont identifiés sur les documents graphiques par des alignements de ronds. Les plantations protégées au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme devront être maintenues ou remplacées par des plantations et essences locales et peu consommatrices d'une superficie au moins équivalente, sur le territoire communal.. »</i> OAP : développer les linéaires de haies entre la zone agricoles et les zones AU</p>
<p>Développer l'implantation de haies. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'urbanisme détermineront le cadre de leur développement, notamment au sein des zones à urbaniser mais aussi au sein des espaces agricoles et naturels, en cohérence avec le maillage de la Trame verte et Bleue (TVB). Les Plans Locaux d'Urbanisme devront déterminer la vocation des haies à planter (brise-vent, écologique, valorisation en bois-énergie...) et les caractéristiques adaptées (essences, espace nécessaires...).</p>	<p>Rapport de présentation OAP</p>	<p>- Carte de justification du rôle des haies et intégration paysagère opérée dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation</p>
Gérer de façon durable et économe la ressource en eau		
<p>Prendre en compte, lors des choix d'ouvertures à l'urbanisation, les périmètres des anciens captages en eau potable, en délimitant éventuellement des zones tampons destinées à la protection de la ressource sur le long terme.</p>		<p>Zonage</p>
<p>Fixer des objectifs de récupération et de réutilisation des eaux pluviales au sein des Plans Locaux d'Urbanisme (Orientations d'Aménagement et de Programmation, règlement) et des opérations d'aménagement.</p>	<p>Règlement</p>	<p>L'article 12 des zones U et AU mentionne en son dernier alinéa ; <i>« Par ailleurs, des dispositifs de récupération et de réutilisation des eaux pluviales seront, dans la mesure du possible, mis en place pour des usages non sanitaires (arrosage espaces verts notamment) lors de toute nouvelle opération d'aménagement ou de construction de logements collectifs, ainsi</i></p>

		que pour toute construction de bâtiment public ou d'activités. »
<p>limiter, au sein des Plans Locaux d'Urbanisme, l'imperméabilisation des sols pour toutes les futures opérations d'aménagement ou de construction, afin de diminuer la part des eaux pluviales rejetées dans le réseau public d'assainissement ou pluvial.</p> <p>Privilégier, au sein des Plans Locaux d'Urbanisme (règlement, Orientations d'Aménagement et de Programmation), le principe d'infiltration des eaux à l'échelle de la parcelle ou au plus près par des techniques alternatives (noues, tranchées et voies drainantes, puits d'infiltration), de préférence par rapport à l'utilisation systématique des bassins de rétention.</p>	Règlement	<p><i>L'article 12 de chaque zone mentionne dans son premier alinéa :</i></p> <p><i>« La gestion des eaux pluviales est de la responsabilité du propriétaire. Il doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain dans le respect des constructions et des terrains avoisinants. Les aménagements réalisés sur une unité foncière doivent garantir le libre écoulement des eaux pluviales.</i></p> <p><i>La première solution recherchée doit être l'infiltration des eaux de ruissellements résultant de l'imperméabilisation de l'unité foncière.</i></p> <p><i>Si l'infiltration est techniquement impossible ou insuffisante, les eaux de ruissellements pourront être :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>– stockées provisoirement sur la parcelle ;</i> <i>– rejetées dans l'exutoire naturel ou évacuées dans le réseau collecteur, après avoir reçu une autorisation auprès de la collectivité gestionnaire du réseau, à condition que le débit de surverse des eaux pluviales soit limité à celui du ruissellement du terrain naturel avant construction.</i> <p><i>Toutes les dispositions devront être prises pour éviter la contamination des eaux pluviales par des agents polluants. Des dispositifs d'assainissement seront éventuellement mis en place avant infiltration ou rejet pour éviter tout risque de pollution de la nappe phréatique. »</i></p>
Favoriser, au sein des articles 9 du règlement et des Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'Urbanisme, le recours à des plantations et essences peu consommatrices en eau.		Règlement article 9
Pour les communes ou secteurs gérés en assainissement autonome ou individuel, les ouvertures à l'urbanisation ou la constructibilité des parcelles, quelque soit leur zonage, ne seront envisageables que lorsque l'aptitude des sols définie par le schéma d'assainissement sera satisfaisante.	PADD Rapport de présentation Zonage	La totalité des terrains destinés au développement de l'habitat se situent sur des sols favorables à l'assainissement individuel où des dispositifs par infiltration peuvent être mis en œuvre.
Inventorier, au sein d'un chapitre spécifique du rapport de présentation des Plans Locaux d'Urbanisme, l'ensemble des risques		Cf Chap. 4.9 du Rapport de présentation

naturels et technologiques auxquels sont exposés les personnes et les biens ainsi que, pour chacun d'entre eux, les mesures du document pour les limiter, les réduire ou les éviter en vertu du principe de précaution.		
Reporter sur le plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme les secteurs soumis aux dispositions de Plans de Prévention des Risques.	Pas de PPR sur la commune de Les touches de Périgny	
Reporter les périmètres générés par les activités et bâtiments agricoles sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables des Plans Locaux d'Urbanisme afin de mieux prendre en compte les nuisances lors des choix liés au parti d'aménagement.	PADD	
Préconiser, au sein du parti d'aménagement des documents d'urbanisme et notamment des Plans Locaux d'Urbanisme, un éloignement de 100 mètres entre tout bâtiment d'exploitation agricole susceptible de générer des nuisances excédant les troubles normaux du voisinage (olfactives, sonores...) et les zones à urbaniser et futures opérations d'aménagement ou de construction à vocation d'habitat.	PADD Rapport de présentation Zonage	La proximité des futures zones de développement avec les exploitations agricole a fait l'objet d'une étude approfondie tout au long de la procédure d'élaboration. Ce processus itératif aura permis de concilier la pérennité des activités agricoles avec l'accueil de nouvelles populations sur le territoire communal.
Valoriser la qualité des paysages et le patrimoine		
Les zones de transition entre espaces urbains et espaces naturels et agricoles feront l'objet d'un traitement particulier. Les limites de l'urbanisation déterminées dans le cadre des Plan Locaux d'Urbanisme devront s'appuyer en priorité sur les éléments visuels existants (cours d'eau, haies, talus, fossés, infrastructures...). Dans le cas où il n'existerait pas d'éléments visuels, la constitution de lisières urbaines s'appuyant sur des espaces plantés à créer sera matérialisée dans le cadre des Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'Urbanisme et au sein de chaque projet d'aménagement.	Règlement	Article 9 du règlement des différentes zones : « <i>Des rideaux de végétation d'essences locales devront être plantés en limite des zones agricoles ou naturelles afin d'intégrer les constructions et de développer les continuités écologiques.</i> »
Identifier, au sein des Plans Locaux d'Urbanisme, les vues devant être préservées et/ou mises en valeur conformément à la méthode proposée dans le DOO. Pour les secteurs agricoles, un zonage de type Ap	Rapport de présentation Zonage	Zonage Ap autour de l'église

pourra être l'une des réponses adéquates."		
Maintenir, dans le cadre des ouvertures à l'urbanisation, une compacité du bâti, en recherchant principalement les aménagements d'ensemble et en freinant les formes linéaires.		Zonage OAP comprenant un objectif de densité
Encourager la dynamique démographique		
<p>Dans un souci de cohérence avec l'armature territoriale, le développement de l'emploi, de l'habitat et des services, les Plans Locaux d'urbanisme devront respecter les orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de l'élaboration des scénarios d'évolution démographique, les Plans Locaux d'Urbanisme devront présenter le niveau moyen d'évolution du territoire du SCoT compris entre +0,6% à +1% par an. - les objectifs en termes de logements devront être compatibles avec les propositions de répartition opérées par les Programmes Locaux de l'Habitat pour la période 2012-2017. 	Rapport de présentation	<p>Dans le cadre de l'élaboration des scénarios d'évolution démographique, le niveau moyen d'évolution du territoire du SCoT compris entre +0,6% à +1% par an a été présenté.</p> <p>Le projet est d'accueillir environ 60 nouveaux habitants, soit un objectif de +0,6% par an à l'horizon 2030</p>
Optimiser la consommation de l'espace avec la mise en œuvre de stratégies foncières et immobilières		
L'urbanisation des dents creuses, la densification des zones urbaines existantes, la réutilisation des friches et logements vacants seront recherchés préalablement à tout choix de développement de l'enveloppe urbaine, quelque soit sa destination. Lorsque le développement de l'enveloppe urbaine sera nécessaire, dans le cadre des limites de la consommation d'espaces agricoles et naturels fixée par le DOO, il devra faire l'objet d'une programmation justifiée au regard de l'évolution des besoins.	Rapport de présentation	Carte d'identification du potentiel de l'enveloppe urbaine
Identifier, dans le cadre des Plans Locaux d'Urbanisme, le champ d'application et les objectifs des outils fonciers existants ou à mettre en œuvre afin de faciliter la réalisation du projet d'aménagement du SCoT et la constitution de réserves foncières à l'échelle communale.	Rapport de présentation Zonage	Proposition d'une Zone 1AU et 1 AUx
Recenser, dans le cadre du diagnostic du Plan Local d'Urbanisme, l'ensemble des logements vacants et friches immobilières et foncières qui pourraient être réutilisés dans	Rapport de présentation	Carte de la structure urbaine

le cadre d'une politique de gestion économe de l'espace, afin de déterminer les objectifs et orientations correspondantes au sein du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, d'une part, et des Orientations d'Aménagement et de Programmation, d'autre part.		
Aménager les bourgs et villages des communes		
Définir, dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et conformément aux éléments de définition du rapport de présentation du SCoT, l'organisation territoriale avec le bourg, les éventuels villages, hameaux et l'habitat isolé.		Rapport de présentation
Définir, au sein du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, ainsi qu'au sein du zonage, du règlement et des Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'Urbanisme, les centralités à conforter et à développer. Le développement du bourg sera à rechercher de façon prioritaire.	PADD Zonage Règlement OAP	Développement de l'urbanisation destinée à l'habitat uniquement au niveau du bourg
Limiter, au sein des Plans Locaux d'Urbanisme et notamment du plan de zonage et du règlement, les possibilités d'aménagement des hameaux et de l'habitat isolé.	Zonage Règlement Rapport de présentation	Pas de développement autorisé en dehors du bourg
Les Plans Locaux d'Urbanisme identifieront les éléments de patrimoine architectural, culturel, paysager ou naturel, y compris des hameaux et de l'habitat isolé dont la préservation et la mise en valeur contribuent à la préservation de l'identité rurale du territoire.	Rapport de présentation Zonage	Une cinquantaine d'éléments répertoriée au titre de l'article L. 123-19 du CU
En outre, le développement des centralités principales des communes est lié à la programmation, au sein des Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'Urbanisme, des équipements, réseaux et services correspondant aux besoins de développement. Il sera notamment question, en fonction du contexte local, d'aménagement du bourg (entrées, traversée...), des espaces publics, d'assainissement, de communications numériques...	Emplacements réservés Règlement OAP	Emplacements réservés pour la création d'un parking près de l'église, pour créer une voirie de desserte d'une zone AU et de désenclavement de l'impasse des Bonnets, pour prévoir la mise en œuvre des réseaux d'assainissement collectif dans le secteur du Temple.

Développer le cadre économique de demain

Intégrer, au sein de chaque Plan Local d'Urbanisme et notamment du plan de zonage, du règlement et des Orientations d'Aménagement et de Programmation, les perspectives d'évolution des entreprises existantes au regard des projets de développement ou des besoins en équipements et services (desserte numérique, réseaux, foncier...).

Les communes de l'espace rural pourront, au sein de leur Plan Local d'Urbanisme, prévoir les espaces nécessaires au développement des activités industrielles, artisanales et de services, qu'il s'agisse de créations ou d'extension. Ces espaces seront inclus dans les ouvertures à l'urbanisation autorisées par le Document d'Orientations et D'objectifs pour les communes de l'espace rural.

Zonage
Règlement
rapport de
présenta-
tion

Le projet d'agrandissement de la société IZAMBARD a bien été pris en compte dans le PLU de Les Touches de Périgny ainsi que le maintien et le développement d'autres entreprises déjà implantées

Au sein des communes de l'espace rural, les Plans Locaux d'Urbanisme limiteront l'implantation de nouvelles activités commerciales, qu'il s'agisse d'une construction ou d'un changement de destination, à une superficie maximale de 500 m² de surface de plancher par commerce.

Règlement

Article U2« les constructions et installations commerciales dans la limite de 500 m² de surface de plancher et sous réserve que leur destination, leur nature, leur importance ou leur aspect soient compatibles avec l'habitat

Développer un tourisme différencié

Favoriser, au sein des Plans Locaux d'Urbanisme et notamment du règlement, le développement des hébergements de charme de types gîtes, chambres d'hôtes, y compris au sein des hameaux et des zones agricoles dans un cadre de diversification des activités agricoles.

Règlement

Alinéa 3 et 4 de l'article A2 : sont autorisées sous conditions :
- les installations, constructions et extensions destinées à la vente directe de produits, sous réserve que ceux-ci soient issus de l'exploitation
- les activités de diversifications qui correspondent aux activités exercées dans la continuité ou en annexe de l'activité agricole sous réserve qu'elle soient réalisées dans les bâtiments traditionnels existants avec une possibilité d'extension unique dans la limite de 30% de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU

Prescrire, au sein du règlement des Plans Locaux d'Urbanisme, des exigences en termes de desserte en communications numériques des nouveaux hébergements touristiques, avec notamment une couverture,

Règlement

Article U14 et AU14 : Les nouvelles constructions ou installations devront bénéficier d'une desserte en communications électroniques (filaire, hot-spot Wi-Fi ...)

soit filaire, soit hot-spot wifi, pour tous les hébergements collectifs (campings, résidences, hôtels...).

Soutenir les évolutions des entreprises agricoles et forestières

Mettre en évidence, au sein du Projet d'Aménagement et Développement Durables des Plans Locaux d'Urbanisme, les exploitations et bâtiments agricoles afin de mieux prendre en compte leur activité, leurs besoins de développement et les éventuelles nuisances lors des choix liés au parti d'aménagement. Une cartographie des sièges d'exploitation et des outils de production agricoles pourra être réalisée.

Préconiser, au sein du parti d'aménagement des documents d'urbanisme et notamment des Plans Locaux d'Urbanisme, un éloignement de 100 mètres entre tout bâtiment d'exploitation agricole susceptible de générer des nuisances excédant les troubles normaux du voisinage (olfactives, sonores...) et les zones à urbaniser et opérations d'aménagement ou de construction à vocation d'habitat

Rapport de
présenta-
tion
zonage
PADD

Le diagnostic agricole réalisé ainsi que l'analyse fine des enjeux de l'activité agricole ont conduit la commune à opérer une stratégie de préservation de l'activité agricole de la manière suivante :

- le repérage cartographique de l'ensemble des bâtiments d'activité,
- l'intégration des périmètres réglementaires (RSD et ICPE) dans le zonage et dans la transcription du projet urbain.
- la préservation des espaces tampons entre habitations nouvelles et bâtiment agricole en fonction de leur fonction et/ou utilisation.

Adapter le règlement des Plans Locaux d'Urbanisme, tout particulièrement celui de la zone agricole, A, aux besoins spécifiques des activités agricoles, d'une manière générale comme d'une manière spécifique à certaines professions telles que la filière viticole.

Règlement

Le règlement de la zone agricole, A, prend en compte l'activité agricole existante, ses spécificités fonctionnelles et permet son développement en adéquation avec l'évolution de la nature des activités du territoire.

Interdire, au sein des Plans Locaux d'Urbanisme, les projets de centrales photovoltaïques au sol sur les espaces susceptibles d'avoir une utilisation agricole ou forestière (espaces cultivés et cultivables, prairies, forêts...). Dans le cadre de la réalisation de centrales photovoltaïques au sol sur des espaces autres (anciennes décharges, carrières, terrains militaires ou friches industrielles...), les boisements situés sur l'emprise du projet pourront toutefois être supprimés dès lors que ces suppressions resteront limitées et feront l'objet de mesures compensatoires.

Règlement

Article 1 de la zone A et de la zone N :

- les centrales photovoltaïques au sol sur les espaces susceptibles d'avoir une utilisation agricole ou forestière (espaces cultivés et cultivables, prairies, forêts...).

Développer un projet énergétique source de dynamique		
<p>Favoriser, dans le règlement des Plans Locaux d'Urbanisme, le recours aux prospects, techniques et matériaux assurant une meilleure performance énergétique du bâti.</p> <p>- s'agissant des économies d'énergies, le règlement des Plans Locaux d'Urbanisme favorisera le recours aux prospects, techniques et matériaux assurant une meilleure performance énergétique du bâti.</p>	Règlement	<p>Article 10 dans les zone U et AU : « Tout bâtiment d'activité tertiaire de plus de 500 m² de surface de plancher (bureaux, services, commerces, équipements publics) ainsi que toute construction d'au moins 5 logements collectifs, devra recourir aux énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque, éolienne, chauffage bois, géothermie...). »</p>
<p>Définir, au sein des Plans Locaux d'Urbanisme, des mesures liées aux économies d'énergie et à la production d'énergies renouvelables pour chaque opération d'aménagement et de construction, quelque soit sa vocation :</p> <p>- s'agissant de la production d'énergies renouvelables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'urbanisme proposeront le recours à une production d'origine solaire (thermique ou photovoltaïque), bois, géothermique, biomasse, cogénération... au sein des opérations d'aménagement d'au moins 1 hectare.</p>		<p>Article 10 dans les zone U et AU : « Tout bâtiment d'activité tertiaire de plus de 500 m² de surface de plancher (bureaux, services, commerces, équipements publics) ainsi que toute construction d'au moins 5 logements collectifs, devra recourir aux énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque, éolienne, chauffage bois, géothermie...). »</p> <p>Article 8 dans les zone U et AU : « L'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions en fonction des caractéristiques de ces constructions est recommandée, sous réserve de la protection des sites et des paysages ; la réalisation de toitures terrasses enherbées pourra être admise tant pour les constructions neuves que pour la rénovation des constructions anciennes sous réserve du respect du caractère des lieux. »</p>
<p>Autoriser, au sein des Plans Locaux d'Urbanisme, les projets éoliens dans la mesure où chacun des mats est situé à une distance minimum de 500 mètres des habitations existantes, ainsi que des zones à urbaniser à court, moyen ou long terme destinées à l'habitat, en prenant en compte l'ensemble des recommandations du Schéma Régional Éolien Poitou-Charentes.</p>	<p>Règlement Zonage Agricole</p>	<p>Article 2 dans les zone A</p>
Produire une offre de logements renforçant l'effort de reconquête du parc ancien		
<p>Localiser les logements vacants au sein des Plans Locaux d'Urbanisme de toutes les communes du territoire, en précisant, lorsqu'elles sont connues, les raisons de la</p>	<p>Rapport de présentation</p>	<p>L'analyse des logements vacants a mis en évidence une trentaine de logements en 2017 qui permet la mobilisation de 5 logements dans le projet d'accueil de po-</p>

vacance (vétusté, sanitaires, logement inadapté aux attentes, spéculation...) et les réponses à y apporter.		pulation
Définir, au sein des Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'Urbanisme, des objectifs et orientations liés, d'une part, à une production équilibrée entre logements neufs et sortie de la vacance (avec une proportion indicative de 75 % pour la construction neuve et 25 % pour le renouvellement urbain ou la sortie de vacance) et, d'autre part, favorisant la remise sur le marché des logements vacants (aménagement urbain, restructuration urbaine, emplacements réservés pour le logement aidé par l'État...).	Rapport de présentation	20 % du besoin en logements est comblé par la mobilisation de logements vacants.
Mettre en place les outils et opérations foncières (Zones d'Aménagement Différé, Droits de Préemption, Emplacements réservés...) afin de mettre en œuvre les objectifs de la politique de l'habitat.	Rapport de présentation Zonage	Zone 1AU, 1 AUx Doit de Préemption Urbain déjà existant
Renforcer, diversifier et coordonner l'offre de transports		
Développer et aménager, au sein du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, du zonage et éventuellement des Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'Urbanisme, des liaisons douces sur l'espace public, qu'elles soient cyclistes ou piétones, en les insérant si possible au sein d'itinéraires dépassant le cadre communal.	Règlement OAP	Extrait du règlement de l'article 11 des différentes zones du règlement : « <i>L'ensemble des aménagements et voiries devront prendre en compte :</i> - les déplacements doux (piéton et/ou cycliste) ; - l'accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite. » OAP : « <i>renforcement et/ou création de cheminements doux</i> »
Intégrer, au sein du règlement des Plans Locaux d'Urbanisme l'exigence de réalisation de stationnements pour les cycles, a minima au sein de toute opération de construction de logements collectifs de 5 logements et plus et de construction d'activités tertiaires (bureaux, services publics, commerces) de plus de 500 m ² de surface de plancher. Ces stationnements seront réalisés, soit sous la forme d'un local spécifique en rez-de-chaussée, soit sous la forme d'abris-vélos couverts.	Règlement	Article 13 des zones U et AU : Des aires spécifiques sont à prévoir pour les vélos au sein des opérations d'aménagement d'au moins 5 logements collectifs ou concernant la réalisation d'un bâtiment tertiaire (équipements publics, bureaux, services, commerces...) de plus de 500 m ² de surface de plancher, en fonction des besoins liés à l'opération. Ces emplacements prendront soit la forme d'un local vélo dans l'enceinte d'un bâtiment soit d'emplacements extérieurs qui seront obligatoirement couverts.
Promouvoir un urbanisme plus identitaire et durable		
Présenter, au sein du diagnostic des Plans Locaux d'Urbanisme, les composantes de l'habitat et du patrimoine traditionnel sain-		Rapport de présentation

tonguais et leur représentation sur le territoire communal.		
Préserver et mettre en valeur, au sein des Plans Locaux d'Urbanisme et notamment du zonage, du règlement et des Orientations d'Aménagement et de Programmation, les composantes de l'habitat traditionnel saintonguais mis en évidence par le diagnostic territorial.	Zonage Règlement	Zone Ua Règlement en faveur de la conservation du style architectural local et réhabilitation de bâtiment de caractère en zone agricole au titre du L.151-11 2° du CU
Promouvoir, au sein des Plans Locaux d'Urbanisme et notamment du règlement et des Orientations d'Aménagement et de Programmation, des formes d'habitat et des constructions tertiaires peu consommatrices d'espaces (prospects, maisons jumelées, petits collectifs, retraits à l'alignement maîtrisés...).	Règlement	Art. Uc4 à Uc6 et AU4 à AU : implantations en mitoyenneté et en limite de voirie autorisées ; coefficient d'emprise au sol maximum de 70% ; constructions R+1 autorisées ;
Concevoir, au sein du règlement et des Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'Urbanisme, des aménagements et opérations favorisant les économies d'énergies et le recours aux énergies renouvelables (exposition des constructions, limiter les ouvertures au Nord, préconiser ou imposer les implantations en limites séparatives...).	Règlement	Article 15 des zones u et AU : Tout bâtiment d'activité tertiaire de plus de 500 m ² de surface de plancher (bureaux, services, commerces, équipements publics) ainsi que toute construction d'au moins 5 logements collectifs, devra recourir aux énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque, éolienne, chaufferie bois, géothermie...).
		Article 11 dans les zone U et AU : « L'utilisation des énergies renouvelables pour l'approvisionnement énergétique des constructions en fonction des caractéristiques de ces constructions est recommandée, sous réserve de la protection des sites et des paysages ; la réalisation de toitures terrasses enherbées pourra être admise tant pour les constructions neuves que pour la rénovation des constructions anciennes sous réserve du respect du caractère des lieux. »